

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 162-163

Septembre-Octobre 1998

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

Sommaire :

- **ACCORD DE PAIX ENTRE LE PDK ET L'UPK**
- **MENACÉE DE GUERRE, LA SYRIE EXPULSE A. ÜCALAN ET SIGNE UN ACCORD DE SÉCURITÉ AVEC LA TURQUIE**
- **LE PARLEMENT EUROPÉEN RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ D'UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE ET DEMANDE À CELLE-CI DE "CESSER D'ÊTRE UNE PLAQUE TOURNANTE DU COMMERCE INTERNATIONAL DES STUPÉFIANTS"**
- **NOUVELLES CONDAMNATIONS POUR LEYLA ZANA, H. BİÇLE, A. BİRDAL ET F. YAZAR**
- **GIGANTESQUE OPÉRATION DE BLANCHIMENT D'ARGENT NOIR**
- **AINSI QUE...**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ACCORD DE PAIX ENTRE LE PDK ET L'UPK

LA diplomatie américaine a finalement réussi à réunir à Washington les frères ennemis kurdes irakiens et à leur faire signer, le 17 septembre, un accord de paix ayant pour ambition de restaurer la paix et la démocratie dans le Kurdistan irakien. Ce texte contresigné par Massoud Barzani, Jalal Talabani et le vice-secrétaire d'Etat adjoint américain David Welch prévoit notamment une série de mesures de normalisation, de rétablissement des services publics de base et la mise en place d'un gouvernement de

transition chargé de préparer des élections générales en juillet 1999 pour départager démocratiquement les forces en présence. En fonction des résultats du scrutin un gouvernement régional disposant d'une nouvelle légitimité sera formé et les deux signataires kurdes se sont engagés à reconnaître les résultats de scrutin dont la régularité et la sincérité seront surveillés par des observateurs internationaux. L'administration américaine, par la voix de Mme Madeleine Albright, s'est engagée à participer à l'organisation et au financement de ces missions d'observation

des élections. Auparavant, au printemps 1999, un recensement général de la population sera réalisé et les registres électoraux seront mis à jour en fonction de ce recensement.

Dans l'accord de Washington, dont le texte intégral n'a pas été rendu public, J. Talabani reconnaît qu'en mai 1992 son Union patriotique du Kurdistan (UPK) a été devancée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani et de ce fait lui laisse l'initiative de former le prochain gouvernement de transition. De son côté M. Barzani a accepté le partage des revenus des douanes. Les deux leaders kurdes s'engagent également à garantir la sécurité des frontières des Etats voisins, notamment la Turquie, en interdisant

toute présence du PKK sur leur territoire afin d'enlever à Ankara des prétextes à ses interventions militaires récurrentes dans la région.

Cet accord annoncé au cours d'une conférence de presse des deux chefs kurdes en présence de la secrétaire d'Etat américaine, Mme. Albright a été accueilli avec soulagement et joie dans toutes les régions du Kurdistan. Les Kurdes veulent croire qu'une page sombre de leur histoire récente va être tournée. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui participent à la force alliée de protection des Kurdes d'Irak et qui cherchent à établir une certaine stabilité dans la région accordent un soutien appuyé à cet accord de paix.

L'opposition la plus bruyante à l'accord interkurdes est venue d'Ankara qui a protesté auprès de Washington. Farouchement opposée à toute région kurde autonome ou fédérale, la Turquie a qualifié par la voie de son Premier ministre Mesut Yilmaz de "gaffe diplomatique" les accords de Washington signés entre les deux chefs rivaux kurdes. Ankara se dit "très sensible aux termes comme Kurdistan, Kurdistan irakien, autonomie ou fédéralisme". Le Premier ministre turc a demandé un rendez-vous urgent au président Clinton pour lui faire part de "fortes réserves de la Turquie" mais le président américain n'a pas jugé utile de le recevoir. Mme. Albright s'est chargée d'expliquer la position américaine aux Turcs en recevant, en marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York, son homologue turc Ismail Cem. Répondant aux appréhensions turques sur la mise en place d'un système fédéral au Kurdistan irakien et l'organisation d'élections pour conférer une légitimité démocratique au gouvernement régional kurde, la Secrétaire d'Etat américaine a déclaré à son collègue turc: "N'oubliez pas, Monsieur le Ministre, que les Etats-Unis sont un pays fédéral et que notre gouvernement prône sans cesse l'organisation des élections démocratiques partout dans le monde. Au nom de quoi devrions-nous interdire aux Kurdes de

revendiquer un système fédéral et d'organiser des élections pour gérer leurs affaires? Nous pouvons, en revanche, exiger d'eux de respecter l'intégrité territoriale de l'Irak et d'assurer la sécurité de leurs frontières avec les pays voisins".

MENACÉE DE GUERRE, LA SYRIE EXPULSE A. ÜCALAN ET SIGNE UN ACCORD DE SÉCURITÉ AVEC LA TURQUIE

LES relations turco-syriennes ont connu une crise grave en octobre. Après les mises en gardes de nombreux dirigeants civils et militaires turcs, le président turc Suleyman Demirel, a déclaré dans un discours prononcé jeudi 1 octobre 1998, à l'occasion de la rentrée parlementaire: "Je déclare à la communauté internationale que nous nous réservons le droit de riposter face à la Syrie, qui ne renonce pas à son attitude envers la Turquie, en dépit de nos démarches pacifiques et de nos mises en garde répétées". M. Demirel a accusé la Syrie de mener "ouvertement une politique d'hostilité contre la Turquie" de "soutenir le PKK" puis a ajouté "je déclare également à la communauté internationale que nous sommes à bout de patience". Ankara accuse son voisin de fournir un soutien logistique à la rébellion armée du PKK et d'abriter son chef sur son sol. De son côté la Syrie reproche à la Turquie de rationner son eau sur l'Euphrate en construisant des barrages sur le fleuve mais aussi sa coopération avec Israël. D'autre part Damas revendique la province de Hatay, annexée à la Turquie qu'en 1939. Le Conseil de Sécurité nationale (MGK), la plus haute instance politico-militaire du pays, a discuté, mercredi 30 septembre 1998, une série de sanctions économiques, politiques et militaires contre la Syrie. À l'issue de la réunion du MGK, le général Kivrikoglu, chef d'état-major des armées turques a fait savoir publiquement que "la Turquie est en état de guerre non déclarée avec la Syrie". Les médias jouent à l'unisson les va-t-en guerre et enflamment

Washington qui a d'autres intérêts et impératifs en Irak semble décidé à passer outre aux objections d'Ankara et la Turquie est invitée à s'accomoder de la réalité kurde irakienne.

l'opinion publique par des articles et éditoriaux belliqueux et ultra-nationalistes. Dans le quotidien *Hürriyet* du 3 octobre, Oktay Eksi, président de la Société des journalistes de Turquie qualifie la Syrie et la Grèce de "calamités (bela) pour la Turquie"; selon lui ces deux pays, mécontents des frontières actuelles de la Turquie n'auraient cessé d'agir pour affaiblir et causer la perte de la Turquie. Pour le directeur de *Hürriyet* E. Özkök, l'armée est prête à intervenir contre la Syrie, intervention que son collègue, E. Çölasan appelle de ses vœux pour "punir et écraser le microbe syrien". Tous les partis politiques, y compris les "sociaux-démocrates" du CHP et les islamistes soutiennent les déclarations martiales des chefs militaires.

Dans la crise qui les oppose à la Syrie, les autorités turques s'inspirent de la tactique utilisée par Washington à l'égard de Saddam Hussein et de Milosevic faire planer la menace d'une intervention militaire sérieuse et imminente pour arracher par la négociation les concessions voulues.

Ainsi, d'un côté, l'armée turque continue de masser des troupes tout au long de la frontière syrienne. Le Premier Ministre fait, le 11 octobre, des déclarations martiales dignes d'un pacha ottoman: "Nous crèverons les yeux de ceux qui convoitent notre territoire. Si la Syrie ne reprend pas ses esprits, ce sera notre devoir de lui faire écrouler le monde sur sa tête". Il fixe un délai de 45 jours expirant à la mi-

novembre pour que Damas se plie à toutes les exigences turques.

De l'autre côté "les missions de bons offices" (Ankara ne veut pas entendre parler de médiation) se succèdent à Ankara. L'initiative du président égyptien a été suivie de la visite du Ministre iranien des Affaires étrangères à Ankara et à Damas "pour éviter une guerre entre deux États musulmans". Téhéran qui assure actuellement la présidence de la Conférence islamique ne bénéficie pas d'un grand crédit auprès d'Ankara qui l'accuse régulièrement de soutien au PKK. L'initiative iranienne viserait plutôt à épargner à son principal allié régional, la Syrie, d'être entraînée dans une guerre aux conséquences imprévisibles.

L'Égypte, qui a été l'architecte de l'accord irako-iranien de mars 1975 par lequel en contrepartie de concessions territoriales et politiques consenties par Saddam Hussein, le Chah d'Iran s'engageait à cesser son soutien au mouvement kurde irakien du général Barzani conduisant à son effondrement, semble jouir de davantage de faveurs aux yeux des Turcs. Le ministre égyptien des Affaires étrangères a effectué une véritable navette diplomatique entre Ankara, Damas et le Caire pour trouver une solution négociée au conflit. La Syrie s'est dite prête à "discuter de tous les problèmes qui l'opposent à la Turquie".

En attendant chacun compte ses amis et alliés. Dans un communiqué du 10 octobre les 22 États membres de la Ligue arabe ont apporté leur soutien à la Syrie. Bagdad a menacé de cesser ses relations commerciales avec la Turquie en cas de conflit avec la Syrie. Les Américains tout en demandant à Damas de cesser de soutenir "l'organisation terroriste PKK"

ont appelé les deux parties à la retenue et à un règlement négocié de leur contentieux.

Enfin à la question : "Öcalan vaut-il la peine d'une guerre avec la Turquie" posée par l'émissaire du président iranien Khatami, Damas a répondu "non" en acceptant les conditions turques. Et après trois semaines d'extrême tension et quarante-huit heures de tractations secrètes, les discussions menées à Adana entre les délégations turque et syrienne, ont pris fin dans la nuit du 20 octobre au 21 octobre par la signature d'un accord. Le ministère turc des Affaires étrangères a affirmé qu'au terme de cet accord la Syrie s'était engagée à priver le PKK de tout soutien financier, militaire et logistique sur son sol, à ne plus permettre à son leader Öcalan de retourner en Syrie, à arrêter et traduire en justice les membres du PKK se trouvant sur son territoire et à empêcher l'infiltration des militants de ce parti vers un pays tiers. Ankara déclare se réserver le droit de recourir aux moyens militaires dans l'éventualité où l'accord ne serait pas respecté. En gage de bonne volonté, la Syrie vient de lui remettre une liste des 600 militants du PKK, arrêtés au cours des dernières semaines par la police syrienne.

La crise turco-syrienne semble donc provisoirement apaisée. Cependant on se souvient qu'en avril 1992 un accord similaire avait été conclu par les deux parties prévoyant l'interdiction des activités du PKK. La Turquie avait accusé la Syrie de ne pas respecter les termes de cet accord qui n'avait donné lieu à l'époque qu'à la fermeture d'un camp d'entraînement du PKK dans la Bekaa libanaise.

Cependant, Abdullah Öcalan a quitté

Damas pour Moscou, vers le 9 octobre. Il se trouvait à Odintsovo, une banlieue résidentielle bien protégée de Moscou généralement réservée aux cadres supérieurs de l'armée et de services secrets. Selon le premier ministre turc, cité par le quotidien *Sabah* du 24 octobre, le chef du PKK est désormais "neutralisé", "coupé de ses contacts avec ses troupes" et "suivi à la trace par les services turcs qui grâce à la coopération des services de renseignements alliés écoutent toutes ses communications téléphoniques".

De son côté A. Öcalan dans une interview téléphonique à la chaîne kurde MED-TV, a confirmé qu'il avait quitté la Syrie car sa présence "risquait de provoquer une troisième guerre mondiale". Ankara s'apprête à demander à Moscou l'extradition d'Öcalan sans toutefois trop y croire car il n'existe pas d'accord d'extradition entre les deux pays.

Dans une déclaration faite à l'agence russe *Itar-Tass*, l'Ambassadeur russe en poste à Ankara, Alexandre Lebedev insiste sur l'absence d'un accord entre les deux pays. Par ailleurs, la Douma russe dans une résolution votée le 22 octobre par 303 voix sur 450 condamne la politique d'oppression menée par la Turquie contre sa minorité kurde et les menaces d'Ankara contre les pays voisins critique l'OTAN de pratiquer une politique de "deux poids deux mesures" face aux drames comparables du Kosovo et du Kurdistan turc et appelle l'ONU, les gouvernements et parlements occidentaux à tenir une conférence internationale sur la question kurde. Une page importante vient d'être tournée dans le conflit kurde en Turquie et on va vers une internationalisation croissante de cette question.

LE PARLEMENT EUROPÉEN RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ D'UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE ET DEMANDE À CELLE-CI DE "CESSER D'ÊTRE UNE PLAQUE TOURNANTE DU COMMERCE INTERNATIONAL DES STUPÉFIANTS"

LE Parlement européen, après avoir débattu du rapport du conservateur britannique Edward H.C. Mc Millan-Scot sur "les rapports de la commission concernant l'évolution des relations avec la Turquie depuis l'entrée en vigueur de l'Union douanière" a, le 17 septembre, adopté une nouvelle résolution sur la Turquie dont voici les principaux extraits :

"Le Parlement européen, (...)

- considérant qu'il a donné son avis conforme sur l'union douanière à la condition que la Turquie engage une réforme politique qui lui permettrait de mieux satisfaire aux critères d'adhésion de l'Union européenne, (...)

- considérant que, selon la Commission, "aucun progrès significatif n'a été accompli en Turquie dans le domaine des droits de l'homme et de la réforme démocratique", (...)

- considérant que la mise en place d'un Etat de droit démocratique en Turquie se heurte à des problèmes structurels ardues, (...)

- rappelle qu'il approuve les propositions émanant de la société civile turque et visant à améliorer la démocratie et la situation des droits de l'homme en Turquie, de façon que ce pays réponde aux critères communautaires en la matière et tienne les engagements qu'il avait pris lors de la signature de l'accord sur l'union douanière, y compris la garantie constitutionnelle des droits de l'homme et des minorités, le respect des libertés

fondamentales et de la liberté d'expression pour tous et le contrôle des forces armées par les autorités politiques du pays, conformément aux traités internationaux qu'il a signés et à la Convention européenne des droits de l'homme, à laquelle il est partie; (...)

- souligne bien qu'il examinera la candidature de la Turquie, comme celle de tous les autres pays candidats, à la lumière des critères de Copenhague; (...)

- fait entièrement sienne l'importance attachée par la Commission aux points suivants :

- la poursuite de la démocratisation, la protection des droits de l'homme et le renforcement du contrôle politique sur les forces armées,

- l'établissement de relations de bon voisinage entre la Turquie, d'une part, et la Grèce et tous ses autres voisins, d'autre part,

- le respect des principes de droit international en ce qui concerne le règlement des différends en mer Egée, s'agissant plus spécialement de l'îlot rocheux d'Imia et de la délimitation du plateau continental,

- le règlement de la question chypriote selon des modalités qui respectent l'identité culturelle et politique des deux communautés, par l'adhésion de la Turquie aux résolutions des Nations unies et l'acceptation des offres de médiation. (...)

réaffirme le point de vue selon lequel le conflit dans le sud-est ne peut être réglé que

par des moyens politiques et souscrit aux propositions visant à reconnaître juridiquement l'identité kurde, ainsi que les initiatives nationales et internationales susceptibles de faciliter le dialogue et la négociation entre les parties; souligne la nécessité d'un cessez-le-feu et demande aux autorités turques de chercher une solution politique, pacifique et négociée à la question kurde (...)

condamne l'invasion du nord de l'Irak et estime que la solution au problème posé par les activités terroristes du PKK ne peut se fonder sur une violation des frontières internationales et doit respecter l'Etat de droit et les accords internationaux auxquels la Turquie est partie".

Cette résolution réitère la demande de "la libération immédiate de Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov du Parlement européen et des autres prisonniers politiques".

Enfin, pour la première, le Parlement européen se penche sur le rôle de la Turquie dans le trafic de drogue et "appelle le gouvernement turc à exercer toutes les pressions voulues pour que la Turquie cesse d'être une plaque tournante du commerce international des stupéfiants et invite la Turquie à coopérer intensivement avec l'Union européenne pour lutter contre ce phénomène".

La prise de conscience de la gravité et de l'ampleur de ce phénomène jusque là tu par les alliés occidentaux de la Turquie intervient après la parution dans le *Monde Diplomatique* de juillet 1998 d'un article très documenté de Kendal Nezan. Ce texte paru en huit langues, a eu un large retentissement y compris en Turquie. Les autorités turques n'ont pas pu démentir ses informations.

NOUVELLES CONDAMNATIONS POUR LEYLA ZANA, H. DICLE, A. BIRDAL ET F. YAZAR

LE 17 septembre, le jour même où le Parlement européen, dans une nouvelle résolution, demandant "la libération immédiate de Mme Leyla Zana", lauréate du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, incarcérée depuis mars 1994 pour délit d'opinion, la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné l'ex-députée kurde à une nouvelle peine de deux ans de prison pour le texte ci-dessus paru dans le numéro 1 du bulletin interne du Hadep, publié en mars 1997 à l'occasion du *Newruz*, le Nouvel an kurde. Voici, la traduction intégrale de ce texte afin que chacun puisse juger sur pièces la nature de la justice administrée par les tribunaux turcs.

*"Mes chers amis,
Le devoir de tout parti et de toute organisation politique est d'informer périodiquement, d'éduquer et de préparer pour l'avenir ses cadres et ses sympathisants.*

Il faut à cet effet mettre l'accent sur l'éducation interne, les séminaires, réunions et autres activités similaires puis diffuser auprès du public par des bulletins mensuels.

Le bulletin est important, très important quant à la politique, la conception et la perspective de la direction. Il est extrêmement difficile pour un peuple comme le nôtre, exploité, tenu pour inexistant, faisant face à la déportation et à la destruction, de créer des institutions pour faire de la politique. Cependant ce qui importe c'est de dépasser les difficultés. Aussi devons-nous exprimer franchement que nous nous sommes pas améliorés suffisamment depuis le HEP [NDLR. Parti travailliste du peuple sur la liste duquel L. Zana et une vingtaine de ses collègues kurdes furent élus en novembre 1991. Le HEP fut plus tard interdit par la Cour constitutionnelle turque] à ce sujet. Ne pas reconnaître l'autorité centrale, ne pas se soumettre à la discipline, se montrer dans

un mouvement organisé et ne point agir d'une manière organisée... On pourrait énumérer de nombreuses autres carences.

Nous ne devons pas oublier que le combat légal a été mené jusqu'à ce point au prix d'un travail intense et de grands sacrifices. Le HADEP, héritier du HEP et du DEP, compte des dizaines de martyrs et autant de prisonniers. Vedat AYDIN, Mehmet SINCAR et Muhsin MELIK [NDLR. Il s'agit des dirigeants du HEP assassinés par des escadrons de la mort. M. SINCAR était député de Mardin lors de son assassinat] ne sont que quelques noms parmi d'autres... Il ne faut pas perdre de vue que les acquis démocratiques que nous essayons de sauvegarder ont été obtenus grâce au martyre de ces camarades. C'est pourquoi nous devons savoir que nous n'avons aucun droit d'aller contre la volonté du peuple ou de dilapider les valeurs créées.

De même, nous devons savoir précisément que ce qui nous différencie des partis de l'establishment, c'est de nous fonder sur la force propre du peuple et d'agir grâce au soutien et au courage que nous puisons auprès du peuple.

Tant que nous serons sincères et biens intentionnés, nos carences voire nos fautes ne nuisant pas à la lutte pour la démocratie et la liberté, seront pardonnées par notre peuple.

Nous devons savoir que notre peuple n'acceptera pas des approches basées sur des arrière-pensées, sur l'égoïsme, le carriérisme ou l'intérêt personnel. Alors que la guerre s'intensifie de plus en plus, que nous traversons une période difficile, nous devons nous écarter des intérêts personnels et des égoïsmes et rester unis.

*Affectueusement.
Leyla Zana, Députée du DEP en prison."*

Le même jour, la Cour de sûreté de l'État n° 5 d'Ankara a condamné un autre ex-député kurde, Hatip Dicle à 1 an 11 mois 10 jours de prison et à une amende de 6.777.777.000 LT (environ 147.400 FF) pour un article intitulé " *Nous saluons Eva* " paru dans le numéro du 14 avril 1998 du quotidien pro-kurde *Ülkede Gündem*. La Cour considère ce texte comme de " *la propagande par voie de presse contre l'unité indivisible du pays* ".

L'Eva saluée par H. Dicle, est la militante allemande Eva Juhmke capturée en octobre 1997 au Kurdistan irakien par l'armée turque et emprisonnée depuis à Van. Son procès qui durait depuis 6 mois devant la Cour de sûreté de l'État de Van s'est conclu, le 17 septembre, par une condamnation à 15 ans de prison pour " *appartenance au PKK dans la période de 1993-1997* ". La Cour n'a apporté aucune preuve de la participation de cette jeune Allemande à des actions violentes sur le territoire turc.

La condamnation de Leyla Zana et de Hatip Dicle a suscité l'indignation générale de l'opinion publique démocratique. Le Parlement européen, à l'initiative du Groupe de la Gauche Unie (GUE) a adopté le 8 octobre à l'unanimité une nouvelle résolution réitérant sa demande de libération de la lauréate du Prix Sakharov et de tous les prisonniers politiques et son appel à une solution politique du problème kurde. Voici les principaux extraits de cette importante résolution :

Le parlement européen, (...)

- *condamne les violations répétées des droits de l'homme en Turquie, qui visent notamment les représentants du peuple kurde;*
- *se déclare particulièrement choqué par la nouvelle condamnation de Leyla Zana à deux années de prison supplémentaires et renouvelle avec insistance sa demande de*

libération de Leyla Zana et de tous les prisonniers politiques;

- *exprime sa profonde préoccupation quant à la dégradation de la situation politique et institutionnelle en Turquie, constate l'absence d'amélioration dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de la promotion de l'État de droit;*
- *réaffirme sa conviction qu'il n'y a pas de solution militaire à la question kurde et invite donc les autorités turques à engager des pourparlers directs avec les organisations représentatives du peuple kurde en vue de dégager une solution politique et pacifique qui permettrait de reconnaître les droits économiques, sociaux, politiques et culturels de ce peuple.*

Deux semaines avant la condamnation des deux ex-députés kurdes, le 1^{er} septembre, M. Feridun Yazar, ancien président du Parti du Travail du Peuple (HEP) et l'un des principaux avocats de Leyla Zana et de ses collègues, a été incarcéré à la prison de Suruç dans la province d'Urfa. M. Yazar avait été condamné à 2 ans de prison pour un discours prononcé le 19 septembre 1992 au 2^{ème} Congrès du HEP à Ankara, en application de l'article 8 de la loi 3713 dite anti-terror. Il avait fait appel de ce verdict devant la Cour de cassation turque. Celle-ci a confirmé sa condamnation pour délit d'opinion rendant sa peine immédiatement exécutoire. M. Yazar est l'une des personnalités kurdes indépendantes qui a été un interlocuteur régulier des délégations occidentales en visite en Turquie pour s'informer de la situation des droits de l'homme. Il était également fréquemment consulté par les missions diplomatiques occidentales à Ankara.

Son incarcération confirme que malgré les promesses réitérées de démocratisation le régime turc continue sa politique visant à

créer une société silencieuse en faisant taire par les assassinats et la prison toutes les voix d'opposition.

Avant son emprisonnement, M. Yazar a déclaré à la presse : *"Chaque jour qui passe la faillite des méthodes employées par l'État pour le règlement du problème kurde devient de plus en plus manifeste. Pour avoir lutté pour une solution pacifique de ce problème je suis à mon tour condamné et emprisonné et je serai de ce fait privé de mes droits politiques. Cela ne m'empêchera aucunement de continuer de combattre en faveur de la liberté de mon peuple et de la démocratie. Le monde entier doit comprendre que la Turquie malgré les apparences démocratiques qu'elle cherche à se donner est toujours un pays où on jette en prison les intellectuels pour leurs opinions, un pays où l'État considère les intellectuels et artistes critiques comme des suppôts moraux du terrorisme. Pendant ce temps, les auteurs de massacres de civils, de meurtres d'intellectuels, les mafieux travaillant main dans la main avec les services de l'État courent les rues. Nous sommes dans un pays où voleurs et assassins font la loi et jettent en prison les citoyens honnêtes luttant pour la paix civile, la démocratie et une société propre"*.

Le 23 septembre la Cour de cassation turque a confirmé la condamnation à dix mois de réclusion criminelle du maire islamiste d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan. Cette condamnation met un terme à la vie politique de M. Erdogan, 44 ans, car, en vertu de la loi turque, tous ceux qui sont condamnés pour délit politique sont inéligible à vie pour toutes fonctions publiques. Ils ne peuvent se présenter aux élections locales ou nationales et sont interdits d'emploi public. L'application de cette disposition permet au système turc d'éliminer "légalement" de la scène politique tous les opposants indésirables en les faisant condamner pour une déclaration ou un discours déviant des dogmes officiels.

Dans le système turc actuel, un meurtrier ou un chef mafieux condamné à 15 ou 20 ans de prison pourrait, au terme de sa peine, se faire élire maire ou député mais un député coupable d'une déclaration "séparatiste" ou "islamiste" et condamné à un an de prison est radié à vie de la vie politique.

Le maire d'Istanbul a été condamné pour avoir récité ces vers du poète turc Mehmet Akif Ersoy, auteur de l'hymne national turc : *"Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos écrits baïonnettes, les coupes nos casques et les croyants nos soldats"*. Ces vers écrits pendant la guerre d'indépendance turque étaient destinés à montrer qu'un peuple uni pouvait, avec la force de la foi, vaincre ses oppresseurs malgré le dénuement matériel. Pour M. Erdogan, il s'agissait de dire à la population que *"nous sommes contre l'usage de la force pour arriver au pouvoir, la force de notre foi y suffit"*. Pour ses procureurs turcs ces vers récités dans la ville kurde de Siirt constituent une incitation à la haine raciale.

Le 24 septembre, M. Erdogan a donné, dans les salons de sa mairie, une conférence de presse retransmise sur 3 écrans géants à l'intention de plusieurs dizaines de milliers de stambouliotes rassemblés sur la place de la mairie. *"Je ne crois pas avoir commis de crime, je suis innocent et victime d'un jugement inéquitable. C'est une tragédie et une honte qui restera dans les annales de la justice turque"* a déclaré le maire d'Istanbul qui doit être incarcéré d'ici quelques jours.

Enfin, le 27 octobre, la Cour d'Appel turque a confirmé la condamnation à un an de prison du président de l'Association turque des droits de l'homme Akin Birdal. Cette condamnation avait été prononcée le 28 juillet 1998 par la Cour de Sûreté de l'État à la suite d'un discours prononcé par M. Birdal en faveur d'une solution pacifique au conflit turco-kurde.

Le défenseur des droits de l'homme devra bientôt être incarcéré. De plus, conformément à la loi turque Akin Birdal sera déchu de ses droits civils. Il ne pourra plus présider aucune association ni être élu à un poste ou mandat publics.

La condamnation d'Akin Birdal, qui a miraculeusement échappé à un attentat et qui jouit d'une notoriété internationale, a suscité des réactions au sein même d'une partie de l'establishment turc.

Dans son article daté du 28 octobre 1998, Ilnur Çevik, rédacteur en chef du quotidien anglophone *Turkish Daily News* s'inquiète de l'impact à l'étranger de ces condamnations en série pour délit d'opinion.

"Est-ce la façon dont l'État se protège?"

Serait-ce un remède aux problèmes actuels de la Turquie que d'emprisonner le défenseur des droits de l'homme Akin Birdal? Ou est-ce que cela va créer plus de complications?"

Pouvons-nous protéger la République turque et préserver des valeurs démocratiques en interdisant des partis politiques et en emprisonnant des individus pour l'expression de leurs opinions?"

Nos leaders semblent justifier le pauvre bilan des droits de l'homme et le manque de démocratie en soutenant que l'État essaie de se protéger contre les forces du mal, mais cet argument est mal compris ou mal représenté en Occident et c'est pourquoi notre pays est critiqué...

Le dernier exemple en date est l'arrêt confirmatif de la Cour d'Appel approuvant la sentence d'un an de prison prononcée pour séparatisme à l'encontre d'Akin Birdal, président de l'association des droits de l'homme. Aujourd'hui, comme de nombreux autres écrivains, journalistes et maires islamistes, Birdal aura à purger sa peine de prison pour expression de ses opinions...

Devrions nous souffrir d'un tel revers à la

veille des célébrations du 75ème anniversaire de la République turque?"

La Turquie avait commis quelques erreurs vitales dans le passé, et nous espérons que nos dirigeants auraient appris des leçons pour aujourd'hui. L'interdiction du parti prokurde, Parti de la Démocratie (DEP), a conduit à la prison certains de ces députés. D'autres ont fuit le pays et ont pris part dans le "Parlement Kurde en exil" inspiré par le PKK, qui continue d'être notre principal souci...

Est-ce que personne en Turquie n'a vu la sympathie internationale manifestée à Akin Birdal quand il a fait objet d'un attentat perpétré par des membres de bandes ultranationalistes? N'ont-ils pas vu comment les personnalités internationales se sont pressées pour rencontrer Birdal? Notre peuple n'a-t-il pas réalisé qu'en emprisonnant Birdal nous créons une impression inverse de la bonne image de la Turquie?"

Nous avons justement commencé à voir

quelques signes favorables dans les relations Turquie-Union européenne et voilà qu'un développement négatif, de notre fait survient et pourrait tout gâcher. (...) Nous ne pouvons pas simplement emprisonner des gens qui ont exprimé leurs opinions et attendre que nos amis occidentaux, conduits par les États-Unis, se montrent compréhensibles quand nous affirmons que nous faisons cela pour préserver l'unité et la solidarité nationale.

Nous ne partageons peut-être pas les opinions de Birdal. Nous ressentons peut-être que c'est un extrémiste et que ses opinions sont "dangereuses". Malgré cela, dans une société libre, les individus sont libres de présenter leurs points de vue sous n'importe quelle forme qu'ils désirent sans craindre une quelconque persécution. Rien n'a été réglé quand on a tiré sur Birdal. Rien ne sera solutionné quand Birdal sera emprisonné. Au contraire, la crédibilité de la Turquie et son médiocre bilan des droits de l'homme seront d'avantage érodés. Notre pays ne mérite pas cela"

GIGANTESQUE OPÉRATION DE BLANCHIMENT D'ARGENT NOIR

LE rôle de la Turquie comme plaque tournante du trafic international de drogue et de blanchiment de l'argent noir étant de plus en plus critiqué par les alliés occidentaux d'Ankara, les autorités turques viennent de décréter une gigantesque opération de blanchiment officiel en promettant l'absence de poursuites et d'impunité à tous ceux qui déposeront leurs capitaux dans des banques avant la date fatidique du 30 septembre. Cette date est décrétée le début d'une **nouvelle ère financière (Mali Milat)**. Nul ne sera interrogé sur l'origine des fonds et biens acquis avant cette date qui seront considérés d'office comme légitimes. Les richesses acquises après le 30 septembre seraient théoriquement plus surveillées par

le fisc turc de même que les dépôts d'espèces dépassant un certain montant. Comme le relève le rédacteur en chef de *Turkish Daily News*, Ilnur Çelik, cette opération a donné lieu à de transactions financières se traduisant par l'achat à coup de sommes astronomiques de télévisions, d'usines ou de chaînes hôtelières. Dans un pays où le salaire minimum est d'environ 700F par mois, une chaîne de télévision privée a payé \$2,5 millions pour le transfert d'un journaliste. D'où vient tout cet argent? se demande M. Çelik. " *Comme nul ne s'interroge sur l'origine de ces fonds, on ne doit pas s'étonner que notre pays ait une si mauvaise image à l'étranger*" conclut-il.

Dans le quotidien *Yeni Yüzyil* du 20

septembre, l'éditorialiste Mensur Akgun revient sur cette question en donnant des extraits d'un article du président de l'Institut kurde publié dans *le Monde diplomatique* de juillet 1998 sur l'imbrication de la mafia et de l'Etat en Turquie. *"Comment réfuter ses arguments et ses informations puisés dans les documents officiels incontestés? On peut certes affirmer qu'il est séparatiste ou hostile à la Turquie pour éluder tout débat de fond, mais avec quelle crédibilité? Qui va nous croire? Nous n'avons malheureusement pas d'arguments sérieux à lui opposer et du fait notre*

gouvernement n'a pas fait démentir ses informations si dommageables à notre réputation à l'étranger" conclut-il.

L'opération de "nouvelle ère financière" va certes mettre les compteurs à zéro et permettre de blanchir plusieurs milliards de dollars d'argent noir. Mais les citoyens turcs restent sceptiques quant à la promesse d'un meilleur contrôle d'immenses flux financiers, d'origine criminelle qui alimentent et maintiennent à flot l'économie turque.

participation de la firme franco-allemande Eurocopter avait été "suspendue" en raison du vote par l'Assemblée nationale française d'une résolution reconnaissant le génocide arménien de 1915.

• LA POLICE CANADIENNE PRATIQUE UNE FOUILLE AU CORPS DU MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE SA SUITE.

Après l'arrestation de plusieurs chefs de la mafia turque de drogue portant des passeports diplomatiques turcs, ces passeports deviennent de plus en plus suspects pour les polices occidentales. Cette suspicion a fini par toucher le chef de la diplomatie turque en personne. Venant de New York où il avait assisté à l'Assemblée générale des Nations-Unies, M. Ismail Cem s'est rendu au Canada en visite officielle. A l'aéroport de Montréal, au lieu de transiter sans fouille par le Salon VIP comme c'est l'usage diplomatique, il a fait l'objet d'un contrôle en règle de son passeport et surtout d'une fouille au corps minutieuse et d'une fouille tout aussi minutieuse de ses bagages et des bagages de sa suite.

Selon le quotidien *Hürriyet* du 13 octobre qui rapporte "ce scandale diplomatique", M. Cem a bien brandi son passeport diplomatique, déclaré haut et fort à maintes reprises aux policiers canadiens : "je suis le Ministre des Affaires étrangères de la Turquie; je suis ici pour une visite officielle dans votre pays", mais les Canadiens n'ont rien voulu entendre, ils ont passé au peigne fin tous les effets et bagages de M. Cem. Car, commente le quotidien, depuis l'arrestation un peu partout, y compris au Canada, des parrains de la Mafia turque portant des passeports diplomatiques, les polices occidentales sont devenues très méfiantes. "Des jours encore plus sombres nous attendent. Ce sont ceux qui ont compromis la crédibilité de la Turquie avec des parrains de la Mafia qui portent la responsabilité de cette situation" conclut *Hürriyet*.

Dans le même numéro de ce quotidien, le

AINSI QUE

• LA TURQUIE RAPPELE SON AMBASSADEUR EN ITALIE POUR PROTESTER CONTRE LA TENUE À ROME D'UNE RÉUNION DU PARLEMENT KURDE EN EXIL.

La réunion, les 29 et 30 septembre du Parlement kurde en exil dans une salle située dans un bâtiment annexe du Parlement italien a provoqué la colère des autorités turques qui crient à la "trahison" d'un pays allié. "Comment un Etat-membre de l'OTAN peut-il recevoir une organisation terroriste qui menace l'unité et l'intégrité territoriale d'une autre nation" a déclaré M. Korkmaz Haktanir, sous-secrétaire d'État du ministère turc des affaires étrangères. La Turquie a déployé tous ses efforts pour faire interdire cette réunion. M. Hikmet Çetin, président du parlement turc, a contacté son homologue italien le 25 septembre. Le ministre turc des affaires étrangères a également envoyé une lettre à son homologue et convoqué l'ambassadeur italien à Ankara pour évoquer les conséquences très graves qu'une telle réunion pourraient avoir sur les relations entre les deux pays.

De son côté, le gouvernement italien a indiqué qu'il n'avait aucun moyen d'empêcher des députés italiens de recevoir dans une salle du Parlement qui ils veulent

et d'y tenir une réunion. Dans une lettre à son collègue turc, le ministre italien des Affaires étrangères Lamberto Dini écrit notamment: "Quels que puissent être les regrets du gouvernement et les miens quant à cette initiative, celle-ci relève des prérogatives de nos députés (...) J'espère que cet épisode n'aura pas de conséquences sur les excellents rapports existant entre nos deux pays".

En Turquie où, comme on l'a vu lors de la conférence de paix d'Ankara du 8 mai 1997, une réunion soutenue par des ministres et des députés peut être interdite sur ordre des militaires, l'explication italienne sur "les prérogatives des députés" n'a pas convaincu. Ankara parle de "complot", du "réveil de l'esprit de Sèvres visant à diviser la Turquie et à créer un Kurdistan" [NDLR. Le traité international de Sèvres annexe du Traité de Versailles, signé en 1920 prévoyait la création d'un Kurdistan et d'une Arménie] Finalement, le 2 octobre la Turquie a rappelé "pour consultation" son ambassadeur à Rome, Inal Batu. Elle menace de "punir" l'Italie en l'excluant des contrats de défense et de construction où les firmes italiennes sont compétitives. On parle en particulier de l'exclusion de la firme Augusta de l'important marché des hélicoptères de combat. Il y a quelques mois, la

public turc apprend que d'après l'un des principaux chefs des Services secrets turcs (MIT), Mehmet Eymur, déposant devant une Cour instruisant l'affaire de Susurluk, pour une seule opération visant le leader de l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol, Dursun Karatas, le chef de la Sûreté générale turque, Mehmet Agar, a expédié en Allemagne par l'intermédiaire des parrains turcs Yazar Oz et Murettin Guven, 80 kgs d'héroïne. La police allemande a pu saisir la drogue. Le commanditaire de ce trafic, M. Agar, loin de recevoir un quelconque blâme, a été promu ministre de l'Intérieur, puis ministre de la Justice dans les cabinets de Mme Çiller. Disposant de tous les leviers, il a pu poursuivre à sa guise ses trafics douteux sous prétexte de la lutte contre le terrorisme et la défense de la patrie.

• LE CESSEZ-LE-FEU DU PKK N'EST PAS

SUIVI. Le cessez-le-feu unilatéral décrété, le 1er septembre, par le PKK n'a guère eu d'effet sur les divers théâtres des opérations opposant l'armée et ses auxiliaires aux forces du PKK. Par endroits les affrontements se sont même intensifiés. Selon la super-préfecture de Diyarbakir citée par AFP, au cours du seul week-end des 12 et 13 septembre "22 rebelles du PKK" auraient été tués dans des accrochages dans les provinces de Diyarbakir, Tunceli (Nord), Batman (Sud-Est) et Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran.

Les média et la classe politique turcs continuent d'ignorer l'appel au cessez-le-feu et à des négociations lancé par A. Öcalan. Celui-ci a même déclaré sur l'antenne de la chaîne kurde MED-TV qu'il était prêt à dissoudre le PKK si la Turquie reconnaissait les droits culturels et l'identité kurdes. Hussamettin Cindoruk, président d'une petite formation conservatrice, le Parti de la Turquie démocratique, membre de la coalition gouvernementale, a été le seul homme politiquement turc notoire à approuver implicitement l'appel au cessez-le-feu du

PKK. M. Cindoruk, qui fut avant son expulsion du DYP de Mme Çiller a déclaré le 11 septembre : "La Turquie n'ira nulle part en masquant ce problème et en retardant sa solution. Les pourparlers qui ont commenté entre la Grande-Bretagne et l'Irlande constituent un modèle sur les méthodes qui pourraient être utilisées (...) Le problème kurde est le plus grand défi pour la Turquie. Si vous appelez cela terreur, vous vous trompez. Si vous appelez cela une guerre de guérilla, vous vous trompez. Si vous déterminez honnêtement la raison de cette rébellion ou de cette protestation, vous ne ferez pas d'erreur. Dans cette région, il y a un problème kurde".

La lucidité un peu tardive de M. Cindoruk n'a guère suscité de débat en Turquie où les média semblent avoir reçu des consignes d'éviter tout débat, toute publicité sur ce sujet.

Le fait que le PKK affirme avoir décrété un cessez-le-feu en Turquie tout en poursuivant de plus belle ses attaques contre les forces du PDK de M. Barzani au Kurdistan irakien nuit également à sa crédibilité. Les Kurdes irakiens continuent d'affirmer qu'ils n'ont rien contre le PKK qui est une organisation politico-militaire kurde de Turquie et qui de ce fait n'a rien à faire au Kurdistan irakien. Ils accusent la Syrie et l'Iran de se servir du PKK pour déstabiliser le Kurdistan irakien. Les média du PKK publient chaque jour des informations invérifiables sur les exploits de ses combattants contre les forces du PDK.

• RAPPORT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LA TURQUIE: DE NOMBREUSES ANOMALIES.

La Commission européenne a rendu public, 4 octobre 1998, son rapport sur la Turquie au titre de candidat à l'Union européenne. La commission a noté qu'il y avait très peu de progrès dans le domaine des droits de l'homme. "L'évaluation de la capacité de la Turquie à être compatible aux critères de Copenhague éclaire certaines anomalies dans

le fonctionnement des autorités publiques, dans le respect des droits de l'homme et de la protection des minorités" souligne la déclaration. Le rapport critique le pouvoir militaire turc et l'attitude d'Ankara envers sa population kurde. "Le rapport...insiste également sur l'importance d'une solution civile à la situation dans le Sud-Est de la Turquie car beaucoup de violations des droits civils et politiques sont liées à cette question".

Le ministère turc des affaires étrangères a demandé à la Commission de reprendre son évaluation; "l'existence de nombreuses affirmations et déclarations non fondées dans l'évaluation politique de la Turquie confère un caractère erroné au rapport. Il est clair que la Commission de l'Union européenne a besoin d'évaluer la Turquie avec plus d'attention."

Les relations de la Turquie s'étaient dégradées avec les pays de l'Union européenne lorsqu'en décembre 1997 la candidature d'Ankara n'avait pas été retenue au sommet de Luxembourg. Au sommet de Cardiff les 15 annoncent l'élaboration d'un rapport examinant le cas de la Turquie au même titre que les 11 autres candidats.

• LES VERTS ALLEMANDS RÉAFFIRMENT LEUR OPPOSITION À LA VENTE D'ARMES À DESTINATION DE LA TURQUIE.

Dans une interview accordée au quotidien Berliner Zeitung par leur porte-parole pour la politique de défense Angelica Beer, les partenaires Vert du chancelier Gerhard Schroeder élèvent de plus en plus leur opposition à toute sorte de vente d'armes à la Turquie qu'ils accusent de violer constamment les droits de l'homme. Angelica Beer affirme que le gouvernement conservateur avait auparavant assuré les Verts de sa décision de ne pas transférer d'armes à la Turquie et qu'au cas où cela se révélerait inexact, son parti se mobiliserait pour mettre en application cette décision. Le protocole signé avec les sociaux-démocrates conditionne l'exportation d'armes aux

critères relatifs au bilan des droits de l'homme du pays acheteur. Et Mme. Beer de conclure que *"ce critère s'applique aussi à la Turquie qui est un pays membre de l'OTAN"*.

• 31 ONG AMÉRICAINES DEMANDENT À LEUR GOUVERNEMENT DE BLOQUER LA VENTE DES EQUIPEMENTS DESTINÉS À LA POLICE TURQUE.

Le contrat de vente par des firmes américaines à la police turque de 80 camions blindés de transport de troupes et de 60 véhicules de contrôle de foules suscite de vives réactions des ONG américaines de droits de l'homme.

Rappelant que ce contrat de \$ 38 millions sera financé par US Export-Import Bank, la section américaine d'Amnesty International, dans une déclaration rendue publique le 4 septembre, rappelle que la loi Leahy stipule clairement que les fonds d'Export-Import Bank ne peuvent être utilisés pour fournir des équipements à des unités de sécurité étrangères s'il y a des preuves crédibles de violations massives des droits de l'homme. Pour Amnesty International *"il est consternant"* que l'administration Clinton puisse considérer une vente de ce genre *"à un pays ayant un bilan si horrible dans le domaine des droits de l'homme"*. *"C'est outrageant que le Département d'État manque d'appliquer la loi Leahy et qu'il autorise une vente aux unités de la police turque responsables notoires de tortures et de mauvais traitements"* a ajouté Dr. William F. Schutz, directeur exécutif d'Amnesty pour qui la secrétaire d'État Albright ne devrait pas autoriser la conclusion de cette vente. Amnesty rappelle ensuite quelques unes des violations les plus graves des droits de l'homme commises dans la période récente par la police turque.

Le 11 septembre, 31 ONG, dont Amnesty, Washington Kurdish Institute,

Arms Trade Resource Center et Arms Sales Monitoring Project, ont écrit une lettre commune à Mme Albright l'appelant au respect de la loi Leahy et lui demandant d'empêcher cette vente d'équipements *"contre-productive et nuisible pour les intérêts américains"* à des unités de la police turque qui les utilisera pour continuer ses pratiques abusives.

• LA TURQUIE MISE EN CAUSE PAR L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES.

Dans son rapport 1997-1998 qui vient d'être rendu public, l'Observatoire géopolitique des drogues consacre une large place à la Turquie. Mettant en lumière l'alliance du clan de Çiller et de nombre de hauts fonctionnaires de la police avec les Loups Gris et les mafias d'extrême droite et leur implication dans le trafic d'héroïne, le rapport fait un état des lieux très détaillé sur les réseaux turcs dont l'ampleur avait poussé le Parlement européen à mettre en garde la Turquie. Du côté turc, de nouvelles révélations liées à de féroces luttes d'intérêts et des règlements de comptes continuent d'agiter l'échiquier politique. Un haut fonctionnaire de la police est accusé à son tour d'être impliqué dans l'assassinat en 1995 de Nesim Balki, un riche homme d'affaires présenté dans la presse turque comme *"usurier de confession juive"*.

• LA COUR EUROPÉENNE CONDAMNE LA TURQUIE DANS L'AFFAIRE YASA

- Statuant sur la plainte de la famille du marchand de journaux, Esref Yasa, assassiné en avril 1993 à Diyarbakir par des *"tueurs non identifiés"*, la Cour européenne des droits de l'homme, dans un arrêt rendu public le 3 septembre a condamné la Turquie à une amende de \$3 600 ainsi qu'à \$7 200 de frais de défense. Esref Yasa avait échappé à une première tentative d'assassinat commise par des policiers lui demandant

de cesser de vendre le quotidien pro-kurde, *Özgur Gündem*. Dès son rétablissement, il avait repris la diffusion du quotidien pro-kurde et fut assassiné en avril 1993. Son oncle, Hasim Yasa, avait pris sa relève et continué la diffusion de ce quotidien, cela en dépit des menaces policières. Il fut assassiné le 14 juin devant son domicile. Un jeune frère d'Esref, Yalçın, âgé de 9 ans a alors pris la relève ; cet enfant fut à son tour mitraillé et tué en novembre 1993.

La Cour européenne n'a pu établir la responsabilité de ces assassinats en série ni établir l'identité de leurs auteurs. Elle condamne la Turquie pour ne pas avoir instruit sérieusement la plainte des proches d'E. Yasa.

• DANS LE CLASSEMENT DU PNUD LA TURQUIE ARRIVE AU 69^e RANG :

Le programme des Nations-unies pour le développement (PNUD) vient de rendre public son rapport annuel assorti d'un classement des pays membres de l'ONU en fonction des critères de développement humains. Contrairement au classement en fonction du PNB per capita, celui du PNUD tient compte des facteurs comme l'éducation, l'espérance de vie, la répartition des richesses etc. Dans le classement international du développement humain le Canada arrive en tête, suivi de la France. La Turquie, deuxième importatrice mondiale des armements au cours des dernières années, se classe au 69^e rang pour le développement humain. Le rapport annuel du PNUD relève également que 20% de la population mondiale consomme 86% des richesses créées, que chaque année les habitants des Etats-unis et de l'Union européenne dépensent \$17 milliards pour nourrir leurs chiens et leurs chats et affirme qu'un tiers de cette somme, soit \$5,6 milliards, serait suffisant pour scolariser tous les enfants du monde.

EN BREF, REVUE DE PRESSE

L'ARMÉE TURQUE REJETTE A SON TOUR LA TRÊVE PROPOSÉE PAR LE PKK. (*A.F.P.*, 1 septembre 1998), p. 1.

LE SUD-EST TURC TENDU MALGRÉ LE CESSÉ-LE-FEU DES REBELLES. (*Reuters.*, 1 septembre 1998), p. 1.

INSTITUT KURDE DE WASHINGTON : BON MOMENT POUR UNE RÉPONSE POSITIVE à l'offre de cessez-le-feu du PKK. (*Washington Kurdish Institute*, 1 septembre 1998), p. 2.

VISITE DE MASSOUD BARZANI EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 2 septembre 1998), p. 2.

ANKARA DEMANDE L'EXTRADITION D'UN MAFIEUX TURC arrêté en France. (*A.F.P.*, 2 septembre 1998), p. 3.

ANCIEN COMMANDANT DU PKK : DAMAS, " QUARTIER GÉNÉRAL " DE LA RÉBELLION KURDE. (*A.F.P.*, 3 septembre 1998), p. 4.

L'EX-REBELLE KURDE DIT QUE LA SYRIE SOUTIENT LE COMBAT ANTI-TURQUIE. (*Reuters*, 3 septembre 1998), p. 4.

LES AVOCATS DE L'ANCIEN REBELLE KURDE QUITTENT, LE PROCÈS TURC. (*Reuters*, 2 septembre 1998), p. 4.

LES KURDES IRAKIENS ÉCHANGENT DES PRISONNIERS (*Associated Press*, septembre 1998), p. 4.

LE LIVRE DE BUSH DÉTAILLE LE DILEMME DE LA GUERRE DU GOLFE. (*International Herald Tribune*, 3 septembre 1998), p. 5.

LE CONSEIL DE L'EUROPE VA ENVOYER EN TURQUIE UNE ÉQUIPE DE DROITS DE L'HOMME. (*Reuters*, 4 septembre 1998), p. 5.

LE CENTRE COMMERCIAL SYRIEN EST RÉOUVERT EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 4 septembre 1998), p. 6.

LE PKK AURAIT DE L'ESPOIR POUR LE CESSÉ-LE-FEU. (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1998), p. 6.

BARZANI SE PLAINT DE L'INTERFÉRENCE IRANIENNE. (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1998), p. 7.

LES AGRESSEURS DE BIRDAL " POURRAIENT ÊTRE UNE ORGANISATION ARMÉE ". (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1998), p. 7.

RÉMINISCENCES DE TERREUR. (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1998), p. 8.

TURQUIE : A QUAND UNE OPÉRATION " MAINS PROPRES " ? Quelle mission ont reçue ces barbouzes d'extrême droite ?

DE L'AFFAIRE SUSURLUK A ÇAKICI (*Courrier International*, 3 septembre 1998), p. 9.

M. CEM EMET DE DOUTES SUR UNE RENCONTRE ENTRE LES CHEFS KURDES IRAKIENS. (*A.F.P.*, 4 septembre 1998), p. 10.

M. ECEVIT ACCUSE L'IRAN ET LA SYRIE DE SOUTENIR " OUVERTEMENT " LE PKK. (*A.F.P.*, 4 septembre 1998), p. 11.

TURQUIE : MANIFESTATION EN FAVEUR DU FOULARD ISLAMIQUE : 49 INTERPELLATIONS. (*A.F.P.*, 4 septembre 1998), p. 11.

TURQUIE : LE PREMIER MINISTRE CHERCHE A RETARDER LES

ÉLECTIONS. (*A.F.P.*, 4 septembre 1998), p. 11.

DANIELLE MITTERRAND SOUTIENT LA TRÊVE DU PKK, selon un journal. (*A.F.P.*, 5 septembre 1998), p. 11.

TRÊVE DU PKK : LE CHEF DU PKK ATTEND POUR " COMPRENDRE " L'ATTITUDE DE L'ÉTAT. (*A.F.P.*, 6 septembre 1998), p. 12.

C'EST MAINTENANT LE BON MOMENT POUR LES ETATS-UNIS DE TRAVAILLER SUR LES RELATIONS AVEC L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 5-6 septembre 1998), p. 13.

LE MINISTRE TURC APPELLE LES REBELLES KURDES À SE RENDRE. (*Reuters*, 5 septembre 1998), p. 13.

ANKARA AGACÉ PAR LA DERNIÈRE TENTATIVE AMÉRICAINE SUR LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 5 septembre 1998), p. 14.

LES FORCES DE SÉCURITÉ TUENT 12 TERRORISTES DU PKK LA SEMAINE DERNIÈRE. (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1998), p. 15.

LES RELATIONS TURCO-ISRAÉLIENNES ALORS QUE YILMAZ ARRIVE EN ISRAËL : Un peu moins qu'une alliance. (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1998), p. 16.

L'ÉCONOMIE DERRIÈRE LE PROBLÈME DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1998), p. 17.

TÉHÉRAN MENACE LES TALIBANS AU SUJET DE DIPLOMATES DISPARUS. 8 HOMMES ARRÊTES EN TURQUIE DANS UN COMLOT POUR VENDRE DE L'URANIUM RUSSE. (*International Herald Tribune*, 7 septembre 1998), p. 18.

POUR L'HEURE, LA RICHESSE DE LA MER CASPIENNE SEMBLE COMME UN

RÊVE D'ALCHIMISTE. (*International Herald Tribune*, 8 septembre 1998), p. 19.

LA DÉLÉGATION EUROPÉENNE APPELLE A LA TRÊVE DANS LE CONFLIT TURCO-KURDE. (*Reuters*, 8 septembre 1998), p. 20.

L'IRAN S'ESTIME EN DROIT D'INTERVENIR MILITAIREMENT EN AFGHANISTAN. Les Talibans massent des hommes à la frontière. (*Le Monde*, 8 septembre 1998), p. 21.

LA SYRIE CONDAMNE LA TURQUIE MAIS DIT QU'ELLE VEUT LE DIALOGUE. (*Reuters*, 8 septembre 1998), p. 22.

LES KURDES CHERCHENT LA PROTECTION AMÉRICAINE CONTRE L'IRAK. (*Daily Telegraph*, 9 septembre 1998), p. 23.

LA DÉLÉGATION DE L'UPK A ANKARA. (*Anadolu Agency*, 9 septembre 1998), p. 24.

LA DOUMA RUSSE SOUTIENT LE CESSEZ-LE-FEU DE LA GUÉRILLA KURDE. (*Inter Tass*, 9 septembre 1998), p. 24.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU PARLEMENT DU KURDISTAN EN EXIL. (*Med TV*, 7 septembre 1998), p. 25.

PROCÈS CONTRE NECMETTIN ERBAKAN POUR " INCITATION A LA HAINE RELIGIEUSE ". (*A.F.P.*, 9 septembre 1998), p. 25.

PRÊT DE 360 MILLIONS DE DOLLARS DE LA BANQUE MONDIALE A LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 10 septembre 1998), p. 26.

L'IRAN VEUT FAIRE PREUVE DE " PRUDENCE VIS-À-VIS DES TALIBANS. (*Le Monde*, 9 septembre 1998), p. 26.

ANKARA MET EN GARDE L'UPK CONTRE TOUTE ACTIVITÉ HOSTILE.

(*A.F.P.*, 10 septembre 1998), p. 26.

LA TURQUIE CONFIRME DE NOUVELLES MANŒUVRES AÉRIENNES AVEC ISRAËL. (*Turkish Daily News*, 10 septembre 1998), p. 27.

LE FLIRT D'ISRAËL AVEC LA TURQUIE INQUIÈTE LE MONDE ARABE. Le Premier ministre Mesut Yilmaz en visite chez Netanyahu. (*Liberation*, 4 septembre 1998), p. 29.

LA TURQUIE NE PEUT TOURNER LE DOS A LA RÉALITÉ DU PKK. (*Turkish Daily News*, 10 septembre 1998), p. 30.

LA TURQUIE AFFIRME QU'ELLE REGARDE LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA GRÈCE, L'IRAN ET L'ARMÉNIE. (*Turkish Daily News*, 10 septembre 1998), p. 31.

ANKARA RAPPELLE SON AMBASSADEUR EN LIBYE POUR CONSULTATIONS. (*A.F.P.*, 11 septembre 1998), p. 32.

KHATAMI DIT QUE L'IRAN EST PRÊT A AGIR POUR RÉSOUDRE LA CRISE AVEC LES TALIBANS. (*International Herald Tribune*, 10 septembre 1998), p. 33.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU MAINTIEN LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. KOFI ANNAN DOIT PROCÉDER A " L'EXAMEN D'ENSEMBLE " VOULU PAR BAGDAD. (*Le Monde*, 11 septembre 1998), p. 34.

TALABANI AGACE ANKARA. (*Turkish Daily News*, 11 septembre 1998), p. 34.

BARZANI : LE PREMIER JOUR POSITIF DE SA VISITE A WASHINGTON. (*Turkish Daily News*, 11 septembre 1998), p. 35.

LE RESPONSABLE DE L'UPK NIE DES ASPIRATIONS KURDES ALLÉGUÉES EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 12 septembre 1998), p. 36.

ANKARA RAPPELLE SON AMBASSADEUR A TRIPOLI AU MILIEU D'UNE CRISE CROISSANTE. (*Turkish Daily News*, 12 septembre 1998), p. 36.

M. KHATAMI CRITIQUE LA COOPÉRATION MILITAIRE TURCO-ISRAËLIENNE. (*A.F.P.*, 13 septembre 1998), p.37.

MALGRÉ LES DIVERGENCES, L'IRAN ET LA TURQUIE VEULENT COOPÉRER. (*A.F.P.*, 13 septembre 1998), p.38.

TÉHÉRAN DIT À SON ARMÉE DE SE PRÉPARER POUR L'AFGHANISTAN. (*International Herald Tribune*, 16 septembre 1998), p.39-40.

LA TURQUIE DIT " NON " À UN GOUVERNEMENT KURDE PERMANENT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 16 septembre 1998), p.40.

LES LEADERS KURDES SE RENCONTRENT DANS UNE BONNE ATMOSPHÈRE AFFIRMENT LES ETATS-UNIS. (*Reuters*, 16 septembre 1998), p.41.

ÉTATS-UNIS - KURDES IRAKIENS. (*Associated Press*, 16 septembre 1998), p.41-42.

BARZANI RENCONTRE L'AMBASSADEUR TURC À WASHINGTON. (*Turkish Daily News*, 17 septembre 1998), p.42.

LE HADEP SE PRÉPARE POUR SON GRAND CONGRÈS. (*Turkish Daily News*, 17 septembre 1998), p.43.

LES SOCIALISTES DU PARLEMENT EUROPÉEN DÉSIGNENT AKIN BIRDAL POUR LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 17 septembre 1998), p.44.

ANKARA: L'ARRANGEMENT POUR LE NORD DE L'IRAK DEVRAIT ÊTRE TEMPORAIRE. (*Turkish Daily News*, 17

septembre 1998), p.44-45.

LE MINISTRE TURC DES A.E. S'EN PREND À LA SYRIE AU SUJET DES KURDES. (*A.F.P.*, 17 septembre 1998), p.45.

BARZANI: LES ÉTATS-UNIS CONTINUERONT À PROTÉGER LES KURDES. (*A.F.P.*, 15 septembre 1998), p.45-46.

LES KURDES IRAKIENS SE SERRENT LA MAIN. (*BBC-News*, 18 septembre 1998), p.46.

MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI DÉCIDENT DE RÉSOUDRE LEURS DIVERGENCES. (*A.F.P.*, 18 septembre 1998), p.47.

DES ONG AMÉRICAINES DEMANDENT À LEUR GOUVERNEMENT DE BLOQUER LA VENTE DES ÉQUIPEMENTS DESTINÉS À LA POLICE TURQUE. (*Gamk*, 18 septembre 1998), p.48.

IRAN: UNE GUERRE CONTRE LES TAILLANS? L'ENGRENAGE SERAIT INFERNAL. (*Courrier International*, 17-23 septembre 1998), p.48-49.

SADDAM HUSSEIN REPRÉSENTE UN DANGER POUR LE GOLFE. (*A.F.P.*, 18 septembre 1998), p.49.

RETARDANT UNE RUPTURE TOTALE, L'IRAK COMPTE SUR ANNAN. (*International Herald Tribune*, 18 septembre 1998), p.49.

UNE RÉUNION SUR L'AFGHANISTAN SERA LA PREMIÈRE RENCONTRE ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS À NEW YORK DEPUIS 1979. (*Le Monde*, 19 septembre 1998), p.50.

ALBRIGHT POURRAIT RENCONTRER SON HOMOLOGUE IRANIEN. (*International Herald Tribune*, 18 septembre 1998), p.50-51.

LES CHEFS KURDES METTENT UN TERME À LEUR RIVALITÉ AU NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 19-20 septembre 1998), p.51.

L'IRAK ATTAQUE LES PROPOSITIONS DE LA TURQUIE SUR LE NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 19 septembre 1998), p.52.

WASHINGTON CONFIAIT SUR LA VIABILITÉ DE L'ACCORD ENTRE FACTIONS KURDES D'IRAK. (*A.F.P.*, 22 septembre 1998), p.52.

L'IRAN DÉNIE L'OUVERTURE DES ÉTATS-UNIS. L'INITIATIVE CULTURELLE ÉTAIT MALCOMPRISE DIT KHATAMI. (*International Herald Tribune*, 23 septembre 1998), p.53.

L'ACCORD INTER-KURDE RÉVEILLE LA HANTISE TURQUE D'UN ÉTAT KURDE. (*A.F.P.*, 26 septembre 1998), p.54.

LE PARLEMENT GREC DÉCLARE LE 14 SEPTEMBRE " JOUR DU GÉNOCIDE ". (*Turkish Daily News*, 25 septembre 1998), p.54-55.

FRANCE-CONDAMNATION D'UN CHEF PRÉSUMÉ DE LA MAFIA TURQUE. (*Reuters*, 24 septembre 1998), p.55.

LA TURQUIE S'INQUIÈTE DE LA RÉCONCILIATION ÉVENTUELLE DES DEUX CHEFS KURDES IRAKIENS. (*Gamk*, 23 septembre 1998), p.56.

LA TURQUIE FAIT OBJECTION À UN SYSTÈME FÉDÉRAL AU NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 23 septembre 1998), p.56-57.

LA PROCHAINE RENCONTRE ENTRE LE PDK ET L'UPK FIXÉE À NOVEMBRE À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 24 septembre 1998), p.57-58.

DES MANIFESTANTS PLACÉS EN

GARDE À VUE À ISTANBUL, SELON ANATOLIE. (*A.F.P.*, 26 septembre 1998), p.58.

ANKARA ANNONCE L'ENVOI D'UN AMBASSADEUR À BAGDAD. (*A.F.P.*, 26 septembre 1998), p.58-59.

ACCORD INTER-KURDE: ANKARA ACCUSE WASHINGTON ET LONDRES D'HYPOCRISIE. (*A.F.P.*, 24 septembre 1998), p.59.

L'IRAN ATTEND " DES ACTIONS CONCRÈTES D'OUVERTURE DES ÉTATS-UNIS. (*Le Monde*, 24 septembre 1998), p.60-61.

L'ÉTAT TURC POURSUIT SANS RELÂCHE SA CAMPAGNE CONTRE LES ISLAMISTES. (*A.F.P.*, 23 septembre 1998), p.61.

LE PARTI KURDE DE TURQUIE CHERCHE À GAGNER LES ÉLECTIONS LOCALES. (*Reuters*, 22 septembre 1998), p.62-63.

LA FONDATION DES DROITS DE L'HOMME DE TURQUIE VA RECEVOIR LE PRIX EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME 1998. (*Turkish Daily News*, 24 septembre 1998), p.63.

... ET ILS ONT ACHÉVÉ LE MAIRE TAYYIP ERDOGAN. (*Turkish Daily News*, 24 septembre 1998), p.63-64.

LA COUR TURQUE CONFIRME L'ARRÊT DE PRISON CONTRE LE MAIRE D'ISTANBUL. — Le maire d'Istanbul: " la justice turque n'est pas indépendante ". (*International Herald Tribune*; *A.F.P.*, 24 septembre 1998), p.64-65.

LE CESSEZ-LE-FEU DU PKK N'EST PAS SUIVI. (*Gamk*, 24 septembre 1998), p.65.

L'AFGHANISTAN ET L'ENJEU PÉTROLIER. — Un peu d'or noir sous les

pas des talibans. — L'IRAN ENVISAGE UNE ATTAQUE AÉRIENNE CONTRE KABOUL. — Le mystérieux chef des talibans. (*Courrier International*, 24-30 septembre 1998), p.66-69.

TANSU ÇILLER ET LE FOULARD. (*Courrier International*, 24-30 septembre 1998), p.69.

IRAK: LES RÉVÉLATIONS D'UN TRANSFUGE SUR LE SYSTÈME SADDAM. (*Courrier International*, 24-30 septembre 1998), p.69-70.

ANKARA RENFORCE SES RELATIONS AVEC L'IRAK. — Offensive diplomatique de l'Iran. (*International Herald Tribune*, 26-27 septembre 1998), p.70.

ANKARA MET ROME EN GARDE À PROPOS D'UNE RÉUNION DU PARLEMENT KURDE EN EXIL. (*A.F.P.*, 28 septembre 1998), p.71.

LA LIGUE ARABE SALUE LA DÉCISION D'ANKARA DE NOMMER UN AMBASSADEUR À BAGDAD. (*A.F.P.*, 28 septembre 1998), p.71-72.

M. ECEVIT DÉNONCE DES PAYS EUROPÉENS QUI " CHERCHENT À DIVISER LA TURQUIE ". (*A.F.P.*, 28 septembre 1998), p.72.

LA LUTTE ARMÉE DU PKK EST " LÉGITIME ", SELON LE " PARLEMENT KURDE EN EXIL ". (*A.F.P.*, 29 septembre 1998), p.73.

L'IRAK ET LA SYRIE APPELLENT LA TURQUIE AU DIALOGUE SUR LE PROBLÈME DE L'EAU. (*A.F.P.*, 29 septembre 1998), p.73.

LES BEAUX JOURS DE LA MAFIA TURQUE. — La Turquie est un pays où les mafieux de tout poil, patrons de cassions, hommes de main et trafiquants de drogue, bénéficient de solides protections politiques. (*Le Monde*, 1er octobre 1998), p.74-75.

JOSEPH YACOUPE: " DE LA SOLUTION DE LA QUESTION IDENTITAIRE DÉPEND EN GRAND-PARTIE LA PAIX DE DEMAIN. (*Occitania* septembre-octobre 1998), p.76-77.

TURQUIE: LIBÉRER LEYLA ZANA. (*Faits & Arguments*, septembre-octobre 1998), p.78.

ANKARA RENFORCE SON DISPOSITIF MILITAIRE À LA FRONTIÈRE SYRIENNE. (*A.F.P.*, 1er octobre 1998), p.78-79.

LA TURQUIE ATTAQUE LE BASTION KURDE REBELLE. (*Reuters*, 1er octobre 1998), p.79.

LES NUAGES S'ACCUMULENT SUR LE CONTRAT DE VENTE D'HÉLICOPTÈRES ÉVALUÉ À \$785 MILLIONS. (*Turkish Daily News*, 1er octobre 1998), p.79-80.

LE SOI-DISANT PARLEMENT KURDE EN EXIL. (*Turkish Daily News*, 1er octobre 1998), p.80-81.

PAS DE MESSAGE DE ROME POUR CORRIGER L'ERREUR. — L'ITALIE ET LE PKK. (*Turkish Daily News*, 1er octobre; *Turkish Daily News*, 2 octobre 1998), p.81-82.

LA TURQUIE AVERTIT LA SYRIE DE SON " DROIT AUX REPRÉSAILLES ". (*Turkish Daily News*, 2 octobre 1998), p.83.

LA TURQUIE DÉPLOIRAIT DES TROUPES PRÈS DE LA SYRIE AU SUJET DU DÉSACCORD SUR LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 2 octobre 1998), p.84.

ANKARA SUPPORTE DE PLUS EN PLUS MAL L'INDULGENCE DES TIERS ENVERS LE PKK. (*A.F.P.*, 3 octobre 1998), p.84-85.

DAMAS NIE TOUT LIEN AVEC LE CONFLIT TURQUIE/PKK. (*A.F.P.*, 2 octobre 1998), p.85-86.

LA TURQUIE PROTESTE CONTRE L'ACCORD DE PAIX SIGNÉ À WASHINGTON PAR LES CHEFS KURDES IRAKIENS. (*Gamk*, 3-4 octobre 1998), p.86.

ISRAËL AFFIRME NE PAS ÊTRE " PARTIE PRENANTE " DANS LE CONTENTIEUX SYRO-TURC. (*A.F.P.*, 4 octobre 1998), p.87.

NOUVELLE INCURSION MILITAIRE TURQUE EN IRAK, ALORS QUE LA TENSION MONTE ENTRE ANKARA ET DAMAS. (*Associated Press*, 4 octobre 1998), p.87-88.

LA TURQUIE MET LA SYRIE EN GARDE CONTRE SON SOUTIEN AUX REBELLES KURDES. — L'armée souhaiterait une politique étrangère plus musclée. (*Le Monde*, 4-5 octobre 1998), p.88.

" LES TALIBANS ONT FAIT CE QUE MÊME LES SOVIÉTIQUES AVAIENT ÉVITÉ DE FAIRE: HUMILIER LES IRANIENS. (*Le Monde*, 4-5 octobre 1998), p.89.

QU'EST-CE QUI A ÉTÉ SIGNÉ ENTRE LE PDK ET L'UPK À WASHINGTON ET OU CELA CONDUIT-IL ? (*Turkish Daily News*, 5 octobre 1998), p.90-92.

LA DÉCLARATION FINALE DE LA RÉUNION DE LEADERS DU 17 SEPTEMBRE 1998. (*Turkish Daily News*, 5 octobre 1998), p.92-95.

ISRAËL SE DISTANCE DE LA QUERELLE. (*Turkish Daily News*, 5 octobre 1998), p.95-96.

PRESQUE 2000 MORTS DANS LES OPÉRATIONS DANS LE SUD-EST AU COURS DES NEUF DERNIERS MOIS. (*Turkish Daily News*, 5 octobre 1998), p.96.

LA TURQUIE AVERTIT À NOUVEAU LA SYRIE DE NE PAS SOUTENIR L'EX REBELLE KURDE. (*International Herald*

Tribune, 6 octobre 1998), p.96-97.

LA LIBYE PREND LE PARTI DE LA SYRIE DANS LA QUERELLE AVEC LA TURQUIE. (*Reuters*, 6 octobre 1998), p.97.

LA RUSSIE APPELLE LA SYRIE ET LA TURQUIE À RÉSOUDRE LEUR DISPUTE. (*Reuters*, 6 octobre 1998), p.97.

LA QUERELLE TURQUIE-SYRIE SUSCITE DES SOUCIS RÉGIONAUX. (*BBC-News*, 6 octobre 1998), p.98.

MÉDIATION DU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE. (*Le Monde*, 6 octobre 1998), p.98.

LE PRÉSIDENT SYRIEN A CHOISI LE GÉNÉRAL LAHOUD COMME FUTUR CHEF D'ÉTAT DU LIBAN. — Le commandant en chef de l'armée suscite un certain espoir à Beyrouth. (*Le Monde*, 7 octobre 1998), p.99.

LA TURQUIE EN ÉTAT DE GUERRE NON DÉCLARÉE CONTRE LA SYRIE, SELON LE CHEF DES ARMÉES TURQUES. (*Gamk*, 7 octobre 1998), p.99-100.

LE MINISTRE IRANIEN COMMENCE SA MÉDIATION À DAMAS. (*International Herald Tribune*, 9 octobre 1998), p.100.

LE PREMIER MINISTRE TURC MENACE LA SYRIE. (*Associated Press*, 11 octobre 1998), p.100-101.

LES SANCTIONS IMPOSÉES À L'IRAK ONT FAIT FAILLITE, ESTIME UN RESPONSABLE DE L'ONU. (*Le Monde*, 10 octobre 1998), p.101.

EN IRAN, LA CONDAMNATION À MORT D'UN ALLEMAND EST CONFIRMÉE. — HUMAN RIGHTS WATCH DEMANDE LA LIBÉRATION DE QUATRE COLLABORATEURS DU QUOTIDIEN IRANIEN " TOUS ". (*Le*

Monde, 11-12 octobre 1998), p.102.

L'IRAN DÉMENTIT LA CONDAMNATION À MORT D'UN ALLEMAND. (*Associated Press*, 11 octobre 1998), p.102-103.

CRISE TURQUIE-SYRIE: DAMAS SERAIT PRÊT À DISCUTER SUR LE PKK AVEC ANKARA. (*A.F.P.*, 12 octobre 1998), p.103-104.

L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE VAUT \$24 MILLIARDS POUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 12 octobre 1998), p.104.

LES KURDES, " UN PEUPLE ASSASSINÉ ". — La Communauté urbaine vit à l'heure kurde jusqu'au 25 octobre. Suayip Adlig, représentant de l'Institut kurde de Paris présente une exposition photographique témoignant de la situation de son peuple. Kendal Nezan est venu inaugurer cette exposition. — LES KURDES: UN PEUPLE DÉCHIRÉ (*Ouest-France*, 10-11 octobre; *Presse de la Manche*, 12 octobre 1998), p.105, 106.

MUSIQUE KURDE AU CENTRE CULTUREL. (*La Presse de La Manche*, 6 octobre 1998), p.105.

PLUS DE NATIONS ESSAIENT DE METTRE UN TERME À LA DISPUTE TURQUIE-SYRIE. (*International Herald Tribune*, 10-11 octobre 1998), p.105.

TURQUIE: LE MONDE ARABE, QUELLE DÉCEPTION ! — Turquie-Syrie, Iran-Afghanistan: les nouvelles lignes de fracture. — Le président turc parle " israélien ". (*Courrier International*, 15-21 octobre 1998), p.107-108.

LA QUESTION KURDE: " UNE IMMENSE TRAGÉDIE HUMAINE PAS TRÈS CONNUE ". — Une conférence était organisée au théâtre municipal d'Octeville sur le thème: la situation actuelle du peuple kurde. Une réunion qui donna lieu à un

débat houleux avec des Turcs présents dans la salle. (*La Presse de la Manche*, 14 octobre 1998), p.109.

MANIFESTATION PALESTINIENNE DE SOUTIEN À LA SYRIE CONTRE LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 14 octobre 1998), p.109-110.

LE PKK EST PROTÉGÉ PAR SA FORCE FINANCIÈRE. (*Turkish Daily News*, 16 octobre 1998), p.110-112.

LA POLICE TURQUE DÉTIENT 550 PERSONNES ET EMPÊCHE UNE MANIFESTATION PRO-KURDE. (*Reuters*, 17 octobre 1998), p.112-113.

FANTASIE AU SUJET DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 20 octobre 1998), p.113.

LA TURQUIE FAIT À NOUVEAU FACE À LA SYRIE. (*BBC-News*, 20 octobre 1998), p.113-114.

LES ÉTATS-UNIS RÊVENT DU RENVERSEMENT DE SADDAM. — Le Congrès approuve \$97 millions pour les ennemis irakiens. (*International Herald Tribune*, 21 octobre 1998), p.114.

LA SYRIE RELATIVISE L'ACCORD ANNONCÉ PAR ANKARA SUR LES SÉPARATISTES DU PKK. (*A.F.P.*, 21 octobre 1998), p.115.

ANKARA S'INTERROGE SUR LE RESPECT DE L'ACCORD CONCLU AVEC DAMAS. (*A.F.P.*, 22 octobre 1998), p.116.

ANKARA DEMANDE À LA RUSSIE D'EXPULSER LE LEADER KURDE ÖCALAN. (*Reuters*, 22 octobre 1998), p.117.

LA SYRIE VA SURVEILLER DE PRÈS LES PAS PROCHAINS DE LA SYRIE. (*Turkish Daily News*, 22 octobre 1998), p.117-120.

ÇILLER APPELLE YILMAZ: UN " PSYCHOPATHE ". (*Turkish Daily News*, 22 octobre 1998), p.121.

LA RUSSIE A RECONNU QUE LE CHEF DU PKK SE TROUVE À MOSCOU, SELON M. YILMAZ. (*A.F.P.*, 23 octobre 1998), p.121-122.

PARIS SE FÉLICITE DE L'ACCORD INTERVENU ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 23 octobre 1998), p.122.

CINQ DÉTENUS KURDES SE DONNENT LA MORT EN S'IMMOLANT PAR LE FEU. (*A.F.P.*, 24 octobre 1998), p.122-123.

MANIFESTATION KURDE À MARSEILLE CONTRE LES " PROVOCATIONS " D'ANKARA. (*A.F.P.*, 24 octobre 1998), p.123.

LES ÉTATS-UNIS VONT AIDER LA TURQUIE À PAYER POUR L'OLÉODUC. (*International Herald Tribune*, 22 octobre 1998), p.123.

DANS UN PACTE AVEC LA TURQUIE, LA SYRIE PROMET D'ARRÊTER SON AIDE AUX KURDES. (*International Herald Tribune*, 23 octobre 1998), p.124.

PETIT À PETIT, L'IRAK ÉMERGE DE L'ISOLEMENT. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ACCROISSENT AVEC SES VOISINS AUPARAVANT HOSTILES. (*International Herald Tribune*, 23 octobre 1998), p.124.

CONFRONTER LE RÉGIME DE SADDAM AVEC UN KURDISTAN VIABLE. (*International Herald Tribune*, 22 octobre 1998), p.125.

DES KURDES MANIFESTENT À BERNE CONTRE LE BROUILLAGE D'UNE TÉLÉVISION KURDE. (*A.F.P.*, 24 octobre 1998), p.124.

ACCORD TURCO-SYRIEN SUR LES REBELLES KURDES. — Damas s'engage à

ne plus fournir d'appuis au PKK sur son sol. Ankara crie victoire. (*Libération*, 22 octobre 1998), p.126.

AYCHÉ ZARAKOLU REÇOIT LE PRIX DE LA LIBERTÉ DE PUBLIER À LA FOIRE DU LIVRE DE FRANCFORT. (*UGAB*, 24 octobre 1998), p.126-127.

UNE VIE DE SULTAN POUR UN MAFIEUX TURC EMPRISONNÉ. (*A.F.P.*, 26 octobre 1998), p.127-128.

DIX REBELLES DU PKK TUÉS DANS UNE OPÉRATION DE L'ARMÉE, SELON ANKARA. (*A.F.P.*, 26 octobre 1998), p.128.

LA TURQUIE DIT QU'ELLE RESSERRERA LE FLUX DU PÉTROLE VIA LE BOSPHORE. (*The Wall Street Journal*, 26 octobre 1998), p.128.

UN RESPONSABLE DU PDK CONTESTE LE RAPPORT DE REUTERS SUR L'AFFRONTEMENT AVEC LE PKK. (*The Kurdistan Observer*, 27 octobre 1998), p.129-130.

LES LEADERS KURDES IRAKIENS TIENNENT DES POURPARLERS À LONDRES. (*BBC-News*, 27 octobre 1998), p.130.

LES PROCUREURS POURSUIVENT LE LEADER ISLAMISTE. (*Reuters*, 28 octobre 1998), p.130-131.

LES TURCS INQUIETS ALORS QUE LE PKK SE PRÉPARE À ADOPTER UNE IMAGE PLUS ACCEPTABLE. (*The Guardian News Service*, 28 octobre 1998), p.131.

LE HADEP ESSAIE-T-IL DE COMMETTRE UN SUICIDE? (*Turkish Daily News*, 27 octobre 1998), p.132.

A PROPOS DE SADDAM ? (*International Herald Tribune*, 29 octobre 1998), p.133.

SELON REPORTERS SANS FRONTIÈRES, LA LIBERTÉS DE LA

PRESSE CONTINUE D'ÊTRE BAFOUÉE EN TURQUIE. — Rapport sur la répression des média en Turquie. (*Le Monde*, 28 octobre; *Gamk*, 30 octobre; *Center to Center*, octobre 1998), p.133, 134.

LES ÉTATS-UNIS, LA TURQUIE ET ISRAËL ENVISAGENT DES MANŒUVRES. (*International Herald Tribune*, 28 octobre 1998), p.133.

PARIS APPELLE À LA REPRISE DES POURPARLERS ONU-IRAK. (*International Herald Tribune*, 28 octobre 1998), p.133.

SYRIE: NIZAR NAYUFF, EMPRISONNÉ. (*Center to Center*, octobre 1998), p.134.

LES AUTORITÉS IRANIENNES RÉPRIMENT LES JOURNAUX INDÉPENDANTS. (*Center to Center*, octobre 1998), p.134.

LE 75^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA NATION: UN VOILE SUR L'HÉRITAGE D'ATATÜRK — Pour les Turcs, la tension monte au sujet de la religion. (*International Herald Tribune*, 30 octobre 1998), p.135-136.

LA TURQUIE RELANCE LES EFFORTS POUR OBTENIR PLUS DE SOUTIEN POUR L'OLÉODUC DE LA CASPIENNE. (*The Wall Street Journal*, 30-31 octobre 1998), p.136.

LA TURQUIE CONTRAINT LA SYRIE À LÂCHER LES KURDES. (*Pèlerin Magazine*, 30 octobre 1998), p.137.

IRAN: MODERNISTES ET CONSERVATEURS SE NEUTRALISENT. (*Le Monde*, 30 octobre 1998), p.138.

LA POLICE DIT QUE LE PIRATE DE L'AIR EST UN SUSPECT DANS LES MEURTRES D'INSTITUTEURS. (*CNN-Interactive*, 31 octobre 1998), p.138.

LES ÉTATS-UNIS ET LA TURQUIE PRIVILÉGIENT LA VOIE SUD POUR LE TRANSIT DU PÉTROLE DE LA CASPIENNE. — L'enjeu géostratégique est

l'influence de la Russie en Transcaucasie. (*Le Monde*, 31 octobre 1998), p.139.

EN TURQUIE, LA RÉPONSE À LA QUESTION KURDE EST INTERNE. (*Le Monde*, 31 octobre 1998), p.140.

UN PIRATE DE L'AIR KURDE ABBATU EN TURQUIE. (*Le Monde*, 31 octobre 1998), p.140.

QUELQUES OBSTACLES DANS LES POURPARLERS SYRO-TURCS QUI PEUVENT ÊTRE SURMONTÉS. (*Al-Hayat*, 21 octobre 1998), p.141.

LA TURQUIE VOULAIT-ELLE ENTRER DANS UN GUERRE CONTRE LA SYRIE ? (*Al-Hayat*, 26 octobre 1998), p.141.

LA POLICE GRECQUE SAUVE 263 KURDES DE NOYADE. (*Al-Hayat*, 30 octobre 1998), p.141.

OBSTACLES QUE L'ON PEUT SURMONTER DANS LES POURPARLÉS SYRO-TURC. (*Al Hayat*, 21 octobre 1998) p. 141.

LA TURQUIE VOULAIT-ELLE RENTRER EN GUERRE CONTRE LA TURQUIE. (*Al Hayat*, 26 octobre 1998) p. 141.

263 KURDES IRAKIENS SAUVES PAR LA MARINE GREQUE. (*Al Hayat*, 30 octobre 1998) p. 141.

LA TURQUIE ACCUSE MOSCOU D'ACCUEILLIR LE CHEF DU PKK. ELLE DEMANDE A LA SYRIE DE REPECTER SES ENGAGEMENTS. (*Al Hayat*, 22 octobre 1998) p. 142

DES UNIVERSITES AU KURDISTAN IRAKIEN SOUS L'OMBRE DE L'EMBARGO, UN MODEL. (*Al Hayat*, 20 octobre 1998) p. 144.

ABBAS EL JANNABI : ODEY HUSSEIN (FILS DE SADDAM) ELEMINE DES MINISTRES ET RENFORCE SON CONTROLE SUR L'INFORMATION. (*Al Hayat*, 20 octobre 1998) p. 146.

MOSCOU CHERCHE DES SOLUTIONS AU PROBLEME D'OCALAN (*Al Hayat*, 20 octobre 1998) p. 147.

MOSCOU : PAS D'INFORMATION SUR LA PRESENCE D'OCALAN SUR SON TERRITOIRE. ANKARA : PROGRÈS SENSIBLES DANS LES NEGOCIATIONS AVEC DAMAS. (*Al Hayat*, 21 octobre 1998) p. 147.

LA TURQUIE DEMANDE A L'ITALIE DE REPARER SON ERREUR EN AUTORISANT LA TENUE D'UNE REUNION DU PARLEMENT KURDE EN EXILE. TURQUIE : NOUVELLES PREUVES SUR LA PRESENCE D'OCALAN EN SYRIE. (*Al Hayat*, 1 octobre 1998) p. 148.

DEMERIL A ALEXANDRETTE : C'EST LE DERNIER AVERTISSEMENT POUR LA SYRIE. (*Al Hayat*, 20 octobre 1998) p. 148.

ALBRIGHT : BARZANI ET TALABANI REPRESENTENT LA VRAI VOIX DU PEUPLE IRAKIEN. (*Al Hayat*, 16 septembre 1998) p. 149.

WASHINGTON PROPOSE DES

SOLUTION EN VUE DE LA RECONCILIATION ET LES DEUX CHEFS RENCONTRENT ALBRIGHT. (*Al Hayat*, 18 septembre 1998) p. 149.

CRAINTE TURQUE DE L'ACCUEIL DE WASHINGTON AU KURDE. UN ETAT KURDE EN IRAK MENCERAIT LA SECURITE DE LA TURQUIE. (*Al Hayat*, 16 septembre 1998) p. 150.

BARZANI : NOUS NE FAISONS PAS PARTIE DE L'AXE TURCO-ISRAELO-AMERICAIN. Interview (*Al Hayat*, 15 septembre 1998) p. 151.

TALABANI : JE RENCONTRERAI BARZANI A WASHINGTON DANS LE CADRE DE LA MEDIATION AMERICAINE. NOUS INTERROGERONS LES AMERICAINS SUR LEUR POSITION DE L'OPPOSITION ET DE L'IRAK. Interview. (*Al Hayat*, 10 septembre 1998) p. 152.

ESPOIR KURDE D'UNE RENCONTRE ENTRE BARZANI ET TALABANI. (*Al Hayat*, 2 septembre 1998) p. 153.

L'ANCIEN LIEUTENANT D'OCALAN PENSE QUE C'EST LA SYRIE QUI DECIDE ET NON PAS OCALAN. (*Al Hayat*, 16 septembre 1998) p. 153.

WASHINGTON : 4 OBJECTIFS POUR LES POURPARLES AVEC LES DEUX CHEFS KURDE DONT LE PREMIER C'EST LA RECONCILIATION. (*Al Hayat*, 10 septembre 1998) p. 153.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

L'armée turque rejette à son tour la trêve proposée par le PKK

Mar 01 Sep 98 - 08h43 GMT

ANKARA, 1er sept (AFP) - L'armée turque a rejeté à son tour la trêve inconditionnelle proclamée la semaine dernière par Abdullah Ocalan, le chef de la rébellion armée des séparatistes kurdes de Turquie, dans des déclarations lundi soir de son nouveau commandant en chef, le général Huseyin Kivrikoglu.

Cette trêve, proposée par le chef du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et qui devait entrer en principe en vigueur mardi, avait été une première fois rejetée par le premier ministre Mesut Yilmaz, affirmant que le PKK ne peut être considéré comme un interlocuteur.

"Le PKK est en train de mourir comme une bougie qui s'éteint. Qu'il (Abdullah Ocalan) se rende à l'Etat, ou qu'il abandonne la lutte avec tous ses hommes. Il n'existe pas d'autre issue", a dit le général Kivrikoglu à des journalistes lors d'une réception lundi soir à Ankara.

Le général Kivrikoglu a pris dimanche les fonctions de chef de l'état-major général des forces armées turques, dans le cadre de nominations administratives décidées début août.

"Nous ne le prendrons jamais comme un interlocuteur (...) S'il fait un pas pour se rendre, après avoir compris qu'il est dans une situation désespérée et qu'il ne peut pas lutter contre l'Etat turc, je considérerais cela comme positif", avait déclaré M. Yilmaz, en rejetant la trêve du PKK.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le chef du PKK avait déclaré à plusieurs reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral pour quelques mois, en mars 1993 et décembre 1995. Ceux-ci n'avaient pas été reconnus par l'Etat turc.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", a proclamé une trêve à compter du 1er septembre, lors d'une émission diffusée sur Med-TV, une chaîne de télévision financée par le PKK qui émet en Europe et peut être captée dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

Turk southeast tense despite Kurd rebel ceasefire

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 1 (Reuters) - Turkish police on Tuesday stepped up security measures in the administrative centre of the mainly Kurdish southeast despite the start of a ceasefire declared by a Kurdish rebel group, witnesses said.

Police were checking vehicles entering Diyarbakir city and were present in large numbers in the centre where a demonstration calling for a negotiated settlement to the 14-year-old conflict was expected at around 1100 GMT.

Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan last week announced a ceasefire in his group's armed campaign for self rule in the southeast and called for a "political solution."

Turkish leaders have ruled out any possibility of negotiations with the PKK.

Ocalan declared unilateral ceasefires in 1993 and 1995 and has made other calls for a halt to hostilities -- largely ignored by Turkey.

Security officials in Diyarbakir say the planned demonstration calling for a negotiated settlement is unauthorised. They prevented a similar gathering last year.

Turkish police detained more than 120 people in Istanbul on Monday, including leading civil rights campaigners, as they were departing for Diyarbakir to attend the rally.

Riot police surrounded the protesters and those who had come to see them off, and dragged them into waiting police buses.

Senior members of the Human Rights Association (IHD) and the Istanbul head of the Kurdish People's Democracy Party were among the 127 people detained, according to Anatolian news agency.

FOR IMMEDIATE RELEASE
September 1, 1998

Contact: Mike Amityay
(202) 484-0140, wki@kurd.org

WKI: RIGHT TIME FOR POSITIVE RESPONSE TO PKK CEASEFIRE BID
Letter Calls on Administration to Push Issue with Turkish, Iraqi Kurdish Leaders

Washington, D.C. - In a letter to Secretary of State Madeline Albright, the President and Executive Director of the Washington Kurdish Institute called on the United States Government to demonstrate a positive approach to the ceasefire announced by PKK leader Abdullah Ocalan.

The letter urges the US administration to work with the Turkish government and military to develop a response which could serve as a first step towards resolving a 14-year-old conflict which has claimed almost 40,000 lives in Turkey and Iraq. The letter points out that the PKK leader has expressly abandoned calls for an independent state, and even refrains from using the term "Kurdistan" in his latest announcement. The letter also asks US officials to work with Iraqi Kurdish leaders in addressing the conflict between the PKK and Turkish military, as it remains a major obstacle to peace and reconciliation in Iraqi Kurdistan.

The letter cites factors which make the cease-fire initiative propitious. "Recent heavy fighting throughout southeastern Turkey has made it clear that the Turkish military, despite claims otherwise, cannot destroy the PKK. A cease-fire can boost the electoral process in Turkey by improving campaign/voting conditions in national elections next April. A response which helps resolve the divisive and costly conflict could bolster secular parties facing a strong Islamist challenge. An end of hostilities would enable much needed economic investment to reach the stricken region and help restore civil liberties denied under the State of Emergency regime."

The letter calls on US officials to address the cease-fire proposal in upcoming meetings with Iraqi Kurdish leaders. It states, "The cease-fire offer presents an opportunity to constructively address the conflict as it is played out in Iraqi Kurdistan. Fighting between the PKK and the Turkish military and its KDP allies is detrimental to regional conflict resolution efforts and increases hardships faced by local residents."

The letter concludes, "To promote peace, stability and democracy in Turkey, all stated objectives of the US Government, we implore you to urge the Turkish Government to positively respond to the cease-fire offer, and at the very least, reciprocate, so as to create a climate in which further progress can be made. A positive response could help resolve a conflict which continues to destabilize an important ally and damage its ties to European and other nations. An end to the violence will benefit all of Turkey's citizens and promote vital US regional interests."

Visite de Massoud Barzani en Turquie

ANKARA, 2 sept (AFP) - Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani est arrivé mercredi à Ankara pour des rencontres avec les autorités turques avant de se rendre aux Etats-Unis et en Europe, a rapporté l'agence Anatolie.

Lors de sa visite, M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), rencontrera le vice-Premier ministre Bulent Ecevit et le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem.

Le PDK est depuis mai 1997 l'allié d'Ankara qui tente de déloger les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara, de ses bases arrière dans le nord de l'Irak.

Le PDK est en conflit intermittent depuis 1994 avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani pour le contrôle du nord de l'Irak qui échappe à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

washington kurdish institute

Les deux formations kurdes s'opposent sur le partage du pouvoir et des revenus dans le Kurdistan irakien. Ces affrontements ont fait plus de 3.000 morts.

Lundi, un responsable kurde à Ankara avait indiqué que M. Barzani ferait une tournée de deux à trois semaines en Turquie, aux Etats-Unis et en Europe pour discuter notamment d'un règlement de paix dans le nord de l'Irak.

Les deux partis (PDK et UPK) ont pris la décision de signer les 18 et 19 septembre à Washington un accord mettant fin à leur conflit et prévoyant la mise sur pied d'un gouvernement conjoint autonome, avait affirmé lundi Pedro Marset, eurodéputé espagnol de retour du nord de l'Irak.

Les deux parties ont refusé de commenter l'information.

Ankara, Washington et Londres tentent de réconcilier les deux factions rivales.

Le PKK est en rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Ankara demande l'extradition d'un mafieux turc arrêté en France

ANKARA 2 sept (AFP) - La Turquie a annoncé mercredi qu'elle avait dépêché un représentant en France afin de remettre aux autorités de ce pays une demande officielle d'extradition d'Alaattin Cakici, le criminel turc le plus recherché, capturé le mois dernier à Nice (sud de la France).

Notre représentant est en France en ce moment et présentera notre demande pour l'extradition d'Alaattin Cakici, a indiqué le porte-parole de la diplomatie turque Necati Utkan, lors d'un point de presse.

Il existe un accord entre les deux pays pour l'extradition des criminels, a ajouté M. Utkan.

Cakici, 45 ans, en cavale depuis 12 ans, a été arrêté le 17 août à Nice par la police française sur la base de deux mandats d'arrêt émis par Interpol à la demande de la Turquie.

Son arrestation a créé un remous au sein de la classe politique turque après qu'il eut indiqué lors de son interrogatoire l'existence de liens entre lui et les services de renseignement (MIT), affirmant qu'il était protégé par des dirigeants politiques turcs.

Lors de conversations téléphoniques enregistrées et divulguées par la presse turque, Alaattin Cakici a déclaré avoir des liens avec plusieurs responsables du gouvernement, les services de renseignement et des hommes politiques de premier plan.

Je suis un personnage très important pour la Turquie, j'ai des relations et l'Etat turc devrait me protéger, a-t-il affirmé au téléphone à un ami, cité par la presse.

Cakici, qui aurait quitté la Turquie il y a six ans, a, selon la presse, voyagé en Europe avec un passeport diplomatique retrouvé en sa possession qui lui aurait été procuré par un agent du MIT.

En cas d'extradition, il pourrait être condamné à la peine capitale. Son avocat, Can Dogancan, a affirmé que ceci serait une raison suffisante pour que La France rejette sa demande d'extradition.

Ancien commandant du PKK: Damas, "quartier général" de la rébellion kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 3 sept (AFP) - Un ancien commandant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a affirmé jeudi que la Syrie est le quartier général de la rébellion séparatiste kurde contre le pouvoir central à Ankara.

La Turquie accuse depuis de longues années la Syrie de fournir un soutien logistique sur son sol aux rebelles du PKK et de vouloir ainsi la déstabiliser. Damas rejette ces accusations.

Moi-même et plusieurs dirigeants du PKK savons que la Syrie ne veut pas de paix en Turquie, a affirmé Semdin Sakik lors de son procès qui a repris à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Sakik avait été capturé dans le nord de l'Irak et amené en Turquie par les troupes turques en mai dernier, après avoir fait défection du PKK en raison de désaccords avec le chef de l'organisation, Abdullah Ocalan.

Kurd ex-rebel says Syria backs anti-Turkey fight

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 3 (Reuters) - A former commander in Turkey's Kurdish guerrilla group said on Thursday that neighbouring Syria was the mastermind behind the rebels' 14-year fight for self-rule.

"Both ceasefire or conflict take place on the orders of Syria...the Syrian state does not want peace in Turkey," Semdin Sakik told a court in the southeastern city of Diyarbakir.

Turkey often accuses Syria of sponsoring the Kurdistan Workers Party (PKK) rebels as part of a series of disputes over sovereignty, water rights and Ankara's recent closeness to Israel. Syria denies the charges.

Sakik, the PKK's former number two, is on trial for conducting separatist activities and faces the death sentence.

Turkish forces captured the rebel, also known as "Fingerless Zeki," in northern Iraq in April after he had fallen out with PKK leader Abdullah Ocalan, who Turkey says lives in Syria.

Sakik denied ordering a high-profile attack in the province of Bingol in 1993 that is often attributed to him by Turkey and Kurdish sources.

"I heard about the incident a week later. I was then in the rural parts of Diyarbakir province. I did not give any particular order for the incident," he told

the court, ringed by tight security.

The guerrillas killed 33 unarmed soldiers at a roadblock in the Bingol attack, which ended a PKK unilateral ceasefire.

Sakik presented his own defence after three of his lawyers quit on Wednesday, complaining that the former rebel did not have a coherent

Lawyers for former Kurd rebel quit Turkish trial

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 2 (Reuters) - Lawyers for a former Kurdish rebel commander resigned from the case on Wednesday, a day before the captured former guerrilla was to appear in court to defend himself, one of the attorneys said.

"We took the decision to withdraw from the case because (Semdin) Sakik has no clear (defence) stance," lawyer Sebahattin Korkmaz told Reuters in the southeastern capital of Diyarbakir.

Sakik, a former Kurdistan Workers Party (PKK) commander, is due to appear in Diyarbakir State Security Court on Thursday to spell out his defence against the official charge of conducting separatist activities. The charge carries the death penalty.

Korkmaz said he and two colleagues had quit the case because Sakik had not provided them with sufficient information concerning his activities in the PKK, hampering efforts to formulate a defence.

Turkish authorities hold Sakik responsible for 192 attacks on behalf of the PKK between 1980 and 1998, including the killing of 33 unarmed soldiers in 1993 on a remote road in eastern Turkey.

Korkmaz said he and his colleagues had been hired by Sakik's family but never received official approval from their client.

Turkish special forces in April apprehended Sakik, known as fingerless Zeki after losing his thumb in combat, in northern Iraq. Turkey often launches raids against PKK bases in the Kurdish enclave, which broke from Baghdad's control shortly after the 1991 Gulf War.

Sakik has since been kept under close guard in Diyarbakir, administrative centre of emergency rule under which Turkey's mainly Kurdish southeast is ruled.

Turkish courts still hand down death sentences, but capital punishment has not been carried out since the early 1980s.

Iraqi Kurds Exchange Prisoners

CAIRO, Egypt (AP) -- Amid a push to end an eight-year war between rival Kurdish groups in northern Iraq, the two factions have released more than 200 prisoners of war, the British Broadcasting Corp. reported Wednesday.

The prisoners were freed on Tuesday, BBC's monitoring service said, quoting the Kurdistan Democratic Party's radio. It said the KDP freed about 160 fighters while the Patriotic Union of Kurdistan released 44.

The KDP and the Patriotic Union of Kurdistan have been wrestling for

control of the autonomous Kurdish zone in northern Iraq since 1991. The zone was created by the United States and Britain after the Iraqi government suppressed a 1991 Kurdish revolt. Recently, officials of the two factions have been negotiating moves to consolidate a U.S.-brokered cease-fire signed in May 1997.

KDP leader Massoud Barzani and head of the PUK, Jalal Talabani, are scheduled to visit the United States next week for talks with senior Clinton administration officials on reconciliation.

Barzani arrived in Ankara on Wednesday for talks with Turkish officials.

Barzani's aide, Sami Abdurrahman, told reporters that an informal meeting was planned between Barzani and Talabani in the United States to discuss formation of a possible joint administration in northern Iraq.

SEPTEMBER 3, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Bush Book Details Gulf War Dilemma

By Walter Pincus
Washington Post Service

WASHINGTON — Former President George Bush hoped that President Saddam Hussein of Iraq would flee the country in the closing days of the Gulf War, but he ruled out capturing or killing him because of the political and human costs, according to a new book co-written by Mr. Bush and his national security adviser, Brent Scowcroft.

Writing that eliminating Mr. Saddam would leave the United States without an "exit strategy," Mr. Bush maintained that occupying Iraq "could instantly shatter our coalition, turning the whole Arab world against us, and make a broken tyrant into a latter-day Arab hero."

So concerned were American officials with Mr. Saddam's ability to influence the end of the war that they decided not to require his presence in Safwan, Iraq, near the Kuwait border, to sign terms of Iraq's defeat. "We asked ourselves what we would do if he refused," Mr. Bush and Mr. Scowcroft wrote.

The book, "A World Transformed," contains alternating first-person recollections by Mr. Bush and Mr. Scowcroft on several crucial events of the Bush presidency, including the collapse of the Soviet Union. The section dealing with Iraq

describes in great detail decisions that contributed to Mr. Saddam's ability to remain in power after Operation Desert Storm, an outcome that brought Mr. Bush criticism and bedevils the Clinton administration more than seven years later.

Mr. Scowcroft recounts the administration's failure to oppose a decision by General Norman Schwarzkopf at Safwan to allow the Iraqi military use of helicopters after the war. "Saddam almost immediately began using the helicopters as gunships to put down the uprisings" against his regime, they wrote.

The book provides new details on the negotiations that preceded the sending of U.S. forces to the Gulf in late 1990 and the start of the fighting. It candidly describes how normal procedures, including some required by law, were circumscribed in order to get the job done.

When King Fahd of Saudi Arabia accepted a plan from the U.S. defense secretary, Dick Cheney, to permit the first American forces on Saudi soil, Mr. Bush records that he promised that the agreement would be kept secret, even from Congress, until the troops were there. "I was less worried about congressional notification than keeping our word to the Saudis and getting our forces in place as safely as possible," Mr. Bush wrote.

The president did, however, tell Prime

Minister Margaret Thatcher of Britain. "I confided to her what I was planning, provided the details of the deployment and asked her to tell no one," he said.

In December 1990, Mr. Bush disclosed to John Major, the successor to Ms. Thatcher, the entire military plan, including the date the air war was to start. "We had given no order yet to our military, nor had we discussed it with other government officials," Mr. Bush wrote.

When Mr. Saddam first invaded Kuwait, the Bush administration was surprised. In fact, on the eve of the Iraqi invasion, Mr. Scowcroft wrote, "diplomacy seemed to be working, if slowly."

On Aug. 2, 1990, with the invasion under way, Mr. Bush faced the press and was asked whether intervention was being considered. He wrote that he did not want his first words to be a threat, so he responded that he was not contemplating intervention. "The truth is, at that moment, I had no idea what our options were," Mr. Bush wrote.

In his diary on Feb. 28, 1991, the day after the fighting stopped, Mr. Bush noted that he had "no feeling of euphoria."

"It hasn't been a clean end; there is no battleship Missouri surrender," he wrote. "This is what's missing to make this akin to WWII, to separate Kuwait from Korea and Vietnam."

Council of Europe to send rights team to Turkey

STRASBOURG, France, Sept 4 (Reuters) - The Council of Europe will send a fact-finding mission to Turkey next week to assess the situation of the Turkish Kurds, the 40-nation human rights organisation said in a statement on Friday.

Three months ago the French-based Council infuriated Ankara by approving a report critical of Turkey's treatment of its Kurdish community.

The Council of Europe's two-man delegation will arrive in Turkey on Sunday, September 6, and hold talks with government officials, including Foreign Minister Ismail Cem.

The Turkish foreign ministry said in June that the Council's report on the Kurds was "full of lies."

The Council observers will then meet government and military authorities in Diyarbakir in the east of Turkey before wrapping up their brief visit in Istanbul on September 9 with a trip to police headquarters.

More than 28,000 people have been killed in 13 years of conflict between Turkish security forces and the Kurdistan Workers Party (PKK) rebels, who are fighting for Kurdish self-rule.

The Council watered down its original report on Turkey in June in the face of Ankara's fury, but the replacement text, which condemned "the evacuation and burning of villages by Turkish armed forces," failed to appease the Turks.

Syrian Trade Center Reopened in Iraq

BAGHDAD — Syria reopened its trade center here Thursday after nearly 18 years, in new sign of growing ties between two uneasy neighbors.

An Iraqi trade center is expected

to open soon in the Syrian capital, Damascus, under an agreement signed Thursday. No date was set.

Iraq cut ties with Syria in 1981 because of its support of Iran in the 1980-88 Iran-Iraq war. A thaw began after Syria sent a trade delegation to Iraq in May 1997.

On Aug. 20, the two countries agreed to reopen a pipeline for Iraqi crude oil, from Kirkuk in Iraq to a

Syrian terminal on the Mediterranean Sea, which was shut 16 years ago.

The reopening first requires formal approval from the UN, which has imposed sanctions on Iraq since 1990, after its invasion of Kuwait.

However, Iraq has said it will not wait for UN permission. (AP)

SEPTEMBER 4, 1998
INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE

PKK said to be hopeful for 'ceasefire'

- The pro-PKK groups in Europe found the Turkish government's response to the unilateral ceasefire declaration of the PKK 'moderate.' A group of European observers will be visiting Turkey in the coming days to monitor the ceasefire

MUSTAFA ERDOGAN

September 4, 1998

Ankara - Turkish Daily News

Circles close to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) are hopeful about the "unilateral ceasefire" announcement by the organization. The PKK supporters found Turkey's response to the announcement "moderate," and they believe that the Kurdish issue is once again occupying Turkey's political agenda.

A truce offered by the outlawed organization just before Peace Day on Sept. 1, has sparked new hopes among the Kurdish community living in Europe. In particular, Kurdish workers living abroad are applying to the Kurdish parliament "in exile," pro-Kurdish MED-TV and the PKK offices to learn more about the implementation of the ceasefire. Zubeyir Aydar, the Executive Council chairman of the Kurdish Parliament in exile, told the Turkish Daily News that the Kurdish community in Europe have a lot of expectations from the PKK's ceasefire offer.

"This is when our task begins because we want this war to be over and want to ask those circles who don't use weapons to express their wishes. We are the motors of the unarmed circles. Currently all legislatures in Europe are on summer break, but we'll begin an intensive diplomacy after the recess is over," Aydar said.

Aydar claimed that the Turkish officials had included the "ceasefire" in their agenda. "We are realists. We know that a war which has been going on for years will not be halted by a single truce offer. We were expecting that the Turkish officials would respond to the PKK offer negatively. But it is also important for them to have included that offer in their agenda and to discuss it. Both sides should face each other and discuss the problem," Aydar added.

Meanwhile, a delegation of European Parliament members will reportedly visit Turkey to see whether the unilateral truce is being implemented. The delegation will be led by European Parliament's Socialist Group Chairman and Austrian Parliament Speaker Johannes Swoboda and will head to Turkey's southeast to observe the extent of the PKK compliance with its ceasefire offer.

If the delegation leaves Turkey with positive impressions, it is likely that the European Union will put the matter on its own agenda. In a separate visit, Norwegian Human Rights Minister Hilda Srafjord Johnson will come to Turkey on Sept. 13. Johnson will also visit Chairman of the Turkish Human Rights Association (IHD), Akin Birdal, who was shot and injured by assailants in May. She is also expected to hold talks with Turkish officials to discuss the ceasefire and the Kurdish issue.



Barzani complains about Iranian interference

- Western diplomats seem pessimistic for a Kurdish reconciliation because of Iranian influence on the PUK

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

Meeting with foreign diplomats on Thursday in Ankara, Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), which controls two-thirds of the Kurdish-controlled area in northern Iraq, complained about the Iranian influence on the region.

Barzani, who has been on a four-day-long official visit to Ankara, met with British Ambassador David Logan and German Ambassador Hans Joachim-Vergau as well as with French diplomats. U.S. Ambassador Mark Parris will meet with the KDP leader on Friday. Apart from the Western diplomats, with whom Barzani himself wanted to meet, the Kuwaiti ambassador also wanted to see Barzani.

In his meetings with the foreign diplomats, Barzani expressed his concerns about the ongoing Iranian interference in northern Iraq and in particular Iranian interference on his rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani.

"He described the problem with the PUK. He complained about the PUK support for the PKK. He seems to be satisfied with the cooperation with Turkey. Barzani expressed his respect for the territorial integrity of Iraq and said that he would be satisfied if he meets with Talabani in Washington. He seemed ready to accept the PUK as a political party integrated into the political administration in northern Iraq," foreign officials meeting with Barzani on Thursday told the Turkish Daily News.

Following the meeting, Western officials doubted the possibility of the establishment of a joint Kurdish administration in northern Iraq, especially because of the "unwanted" engagements of the PUK. "Although we will do our best for a reconciliation between the Kurdish groups, it will not be easy for them to reach such an agreement," officials said when speaking with the TDN.

After day-long talks with the foreign diplomats, Barzani went to General Staff headquarters for meetings with Turkish military officials. The Kurdish leader will be received by Foreign Minister Ismail Cem, Deputy Prime Minister Bulent Ecevit and Parliamentary Speaker Hikmet Cetin on Friday.

Birdal's attackers 'might be armed organization'

- In a note sent to the court in which Akin Birdal's attackers were on trial, the Security Department said that the 'Turkish Vengeance Brigade might be an armed organization'

Ankara - Turkish Daily News

In a note sent to the Ankara State Security Court (DGM), which is conducting the trial of those who attacked human rights activist Akin Birdal and who claim to be members of the Turkish Vengeance Brigade (TIT), the Security Department stated, "The TIT might be an armed organization." The department's wary approach to the TIT, which previously claimed responsibility for hundreds of unsolved murders in the Southeast as well for bomb attacks and banner-hanging activities, was thought-provoking.

The trial of the 11 suspects who organized and carried out the attack on Human Rights Association (IHD) Chairman Birdal was held on Thursday in Ankara. The prosecutor asked the judge to sentence all the suspects to jail terms of between one and 24 years on grounds of "having formed an armed gang in order to commit crimes and attempting to kill for political reasons."

Entrances and exits still problem

At the beginning of the session, Birdal's lawyer said the session should be open to everyone and requested

that the judge allow the audience waiting outside into the courtroom. Presiding Judge Mehmet Karadeniz rejected the demand, giving as the reason for his refusal "the need for taking security measures because of the special significance of the trial."

TIT founder and leader Cengiz Ersever, who allegedly organized the attack on Birdal, was not present at the trial. Judge Karadeniz stated that the court had received a note from the Security Department which said that the TIT might be an armed illegal organization. In addition to the attack on Birdal, the organization's illegal activities such as bomb attacks and hanging banners were mentioned in the note, which added that the TIT has claimed responsibility for hundreds of unsolved murders and armed attacks in the Southeastern. The Security Department's statement that "the TIT 'might' be an armed organization," provoked a reaction from Birdal's lawyers.

The trial's first session was held last month. During Thursday's proceedings, the court heard Turkan Demir and Abdullah Hami Alkan, who were present at the scene of the crime. After describing the attack, Birdal's secretary, Demir, identified Bahri Eken and Kerem Deretarla as the attackers. Witness Kalkan's statements confirmed Demir's testimony and also identified the defendants.

The defendants' lawyers, who then addressed the court, demanded the return of defendant Namik Zihni Ozonsoy's licensed gun and the acquittal of defendant Semih Tufan Gulaltin. Following the opposing opinion of prosecutor Dilaver Kahveci concerning the lawyers' demand, Judge Karadeniz ordered that missing documents be produced along with Birdal's hospital admittance report. He also decreed that Ozonsoy's licensed gun be given back and that the defendants' imprisonment be continued, and then postponed the session.

Fadime Goktepe, mother of journalist Metin Goktepe, who was beaten to death while in custody, Birdal's daughter Evren Birdal and Deputy Chairman of the Freedom and Solidarity Party (ODP) Yildirim Kaya observed the proceedings. Birdal came to court on crutches. Making a statement in front of the courthouse, Birdal that the said that the legal system in Turkey had not yet been completely established.

Reminiscences of terror

- Turkey appears to have fallen short of getting the desired support from other countries and international institutions in its struggle against the PKK

ORHAN KILERCIOGLU

Ankara - Turkish Daily News

Terrorist activities have threatened world peace particularly in recent years. The latest attacks toward the U.S. embassies and the assaults in Northern Cyprus have disturbed the peace in the related countries.

The fact that Libya has finally accepted a U.S.-British plan envisaging that Lockerbie suspects be brought to trial in a neutral country, the Netherlands, displays the extent to which the measures which have been taken against terrorist activities are aversion-oriented. The struggle against terrorism must not only be carried out and supported by the countries which suffer from them, but also by other countries. Obviously, the embargo exerted by the United States since 1993 was effective on Libya's President Muammer Kaddafi. Moreover, Kaddafi has taken a step towards reconciling with the world.

Recalling that some countries have provided financial and emotional support for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkey appears to have fallen short of getting the desired support from other countries and international institutions in its struggle against the PKK. Turkey should benefit from the fact that countries such as the United States and the Germany recognize the PKK as a terrorist organization and that NATO refers to the organization as a threatening element. Otherwise, we only have our security forces to confront the PKK.

Although our security forces' operations against the PKK have proved that it is impossible for terrorism to reside in our country, Turkey has to remind some countries and institutions which intentionally provide support to the PKK of the harm and negative outcomes. The sensitivity of the United States over its citizens who were recently killed in terrorist attacks is a subject that people should focus on.

It is also obvious that the occasional warnings against Greece and Syria have not had positive results. One reason is that the United States has not a regular and effective policy toward these countries.

All these examples show us the need for systematic work. Otherwise, we will loose our sons and daughters in the battle.

TURQUIE A quand une opération "Mains propres" ?

Depuis l'arrestation le 16 août du parrain Alaattin Cakici, la Turquie vit de nouveau des jours de fièvre. Les collusions entre mafia, extrême droite et services secrets deviennent chaque jour plus patentes.



Tansu Çiller,
ancien Premier ministre.
Dessin d'Ercan Akyol
paru dans Milliyet - ISTANBUL

CUMHURİYET
Istanbul

On dit qu'il y aura un grand chambardement si Yavuz Ataç, fonctionnaire du MIT [services secrets] en poste à Pékin, revient en Turquie et se met à parler. Ce proche d'Alaattin Cakici [parrain de la mafia arrêté le 16 août en France] doit rendre des comptes sur l'octroi d'un passeport diplomatique à son protégé de la pègre. Souvenez-vous des jours les plus chauds de l'affaire Susurluk [voir encadré], quand les enquêtes avaient mené au ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, mis en cause pour ses liens étroits avec la barbouze Abdullah Catli, à qui il avait octroyé un passeport de service. Il avait suffi qu'Agar menace de "tout dire" pour qu'on préfère aussitôt le laisser tranquille.

Depuis ce jour, nous attendons de voir l'ex-ministre comparaître devant la justice, mais il conserve son prestige, au premier rang de ces bureaucrates dont on veut nous convaincre

que "le pays est fier" !

Depuis l'arrestation de Cakici et les révélations qui suivirent, chaînes de télévision et journaux rivalisent pour obtenir des déclarations venant de personnalités impliquées dans ces affaires. Tout le monde veut déclarer quelque chose. Vous parvenez peut-être à situer ces gens ; personnellement, je ne sais plus qui fait quoi avec qui. Ce que je comprends, en revan-

De l'affaire Susurluk à Cakici

Le 3 novembre 1996, une Mercedes bourrée d'armes et de drogue percutait un camion à Susurluk. A son bord, Abdullah Catli, mafieux d'extrême droite recherché depuis vingt ans pour assassinats, et le chef de la police chargé de son arrestation, tous deux décédés. Seul survivant : un député kurde du parti de M^{me} Çiller, à l'époque Premier ministre. L'étrange rencontre

entre ces trois personnages, censés appartenir à des sphères "imperméables", et les révélations qui s'ensuivirent devaient profondément choquer l'opinion publique turque. "Après Susurluk, plus rien ne sera comme avant", disait-on alors. Mais les enquêtes s'arrêtèrent au niveau du ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, contraint simplement à la démission.

che, c'est que chaque nouvelle révélation contient un chantage vis-à-vis des autres noms impliqués : "Si on me poursuit, je mouillerais tous les autres."

Dans ce nouveau tableau, qu'on pourrait appeler "Susurluk bis", apparaissent les mêmes acteurs : les militants d'extrême droite [les "idéalistes", comme ils se nomment], le MIT, des barbouzes implantées au sein de l'appareil d'Etat, des départements spéciaux, des politiciens, la mafia...

Quelle mission ont reçue ces barbouzes d'extrême droite ?

Un chœur auquel appartient le président de la République essaie de nous bercer avec la même litanie que dans l'affaire Susurluk. "Ce sont des choses inacceptables et contraires à l'Etat de droit, mais ce qui est fait est fait. L'Etat avait chargé les 'idéalistes' de combattre l'ASALA [organisation terroriste arménienne qui s'était donné pour objectif l'assassinat des diplomates turcs]. Ensuite, ceux-ci se sont organisés en mafias et se sont servis de leurs relations avec l'Etat pour leurs propres intérêts. Désormais, ils ne pourront plus agir. Si les coupables sont découverts, ils seront punis ; mais ce n'est pas la peine de grossir l'affaire et d'ébranler l'Etat."

Admettons que les Catli et autres

Récemment, le même Agar, pour le mariage de son fils, réunissait tous les dignitaires du pays. Seul le président Demirel se décommandait à la dernière minute, sous la pression des militaires, révèle Cumhuriyet. Mais l'arrestation en France du parrain Alaattin Cakici remet l'affaire Susurluk à la une de la presse, annulant l'effet escompté du mariage.

Cakici aient accompli des actes importants contre la terreur arménienne. Que restera-t-il de l'Etat de droit si nous ne demandons pas de comptes sur les violations du droit, sur ces missions effectuées au nom de l'Etat, sur ces relations avec les mafiosi et sur une série de crimes graves ? Allons-nous institutionnaliser un système d'Etat où les politiciens cèdent au chantage des mafias spécialisées dans le contrôle des prêts bancaires, des appels d'offres, des privatisations... ?

Même leur justification - la lutte contre le terrorisme arménien - ne tient pas debout. Aujourd'hui, parmi ces anciens "idéalistes", qui sont sous la protection de l'Etat, il y a de nombreux Catli ou Cakici ayant une longue liste de crimes et d'assassinats à leur actif [contre des jeunes ou des intellectuels de gauche turcs la plupart du temps]. Combien d'entre eux

ont été utilisés contre le terrorisme arménien ? Quelles tâches ont-ils accomplies exactement ? Il est clair que la plupart n'ont pas reçu une telle mission. En revanche, de nombreux "idéalistes" installés au sein de l'appareil d'Etat ont profité de leur position pour couvrir leurs camarades impliqués dans des crimes et pour leur fournir de faux papiers.

Au moment où l'affaire Susurluk a éclaté, nous avons réagi par un mouvement de protestation sociale [en éteignant et allumant les lumières tous les soirs pendant plusieurs minutes dans un concert de bruits épouvantable]. Nous espérons que Susurluk allait marquer le début d'un nettoyage sérieux afin de remettre l'Etat sur la voie du droit. Cela a contribué un peu à la chute du gouvernement Çiller-Erbakan. Mais cela n'a pas suffi pour qu'on vienne à bout

de la souillure politique et des mafias qui ont investi l'appareil d'Etat. Les complicités et le chantage ont empêché la moindre poursuite judiciaire.

Il était intéressant l'autre jour de voir les protestations des yuppies de la Bourse contre M^{me} Çiller. Dans un système où une telle personne peut encore se donner des airs d'héroïne et prétend conduire une "alliance démocratique" en réunissant la droite, des islamistes à l'extrême droite, il est significatif que la première protestation vienne des courtiers de la Bourse, qui trouvent immoraux les derniers agissements de Tansu Çiller. Même ceux qui gagnent de l'argent avec la spéculation ont dû se rendre compte que, pour pouvoir préserver leur système, un certain nettoyage est désormais inévitable.

Sükran Soner

M. Cem émet des doutes sur une rencontre entre les chefs kurdes irakiens

ANKARA, 4 sept (AFP) - Le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, a émis des doutes vendredi, sur la possibilité d'une rencontre ce mois-ci à Washington entre les chefs des deux principales factions kurdes d'Irak, évoquée par un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Il n'y a pas d'initiative de conciliation ou de rencontre (...) M. Barzani ne se rendra aux Etats-Unis que pour des rencontres avec des responsables américains", a déclaré M. Cem à la presse au terme d'une rencontre avec Massoud Barzani, chef du PDK, en visite à Ankara.

Sami Abdurrahman, un adjoint de M. Barzani, avait affirmé mercredi à Ankara que ce dernier et son rival, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan Jalal Talabani, avaient "de bonnes chances de se rencontrer à Washington".

Selon le département d'Etat, M. Barzani doit rencontrer des responsables américains à Washington entre le 9 et le 11 septembre et Jalal Talabani doit faire de même entre le 14 et le 16. Selon leurs entourages, les dates de leurs séjours à Washington devraient se chevaucher et permettre une éventuelle rencontre.

Les Etats-Unis tentent depuis de longs mois d'amener les deux groupes kurdes d'Irak à signer un accord de paix après avoir été les principaux artisans, avec la Grande-Bretagne et la Turquie, du cessez-le-feu en vigueur entre eux depuis novembre 1997.

Le PDK est en conflit sporadique depuis 1994 avec l'UPK pour le contrôle du nord de l'Irak qui échappe à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Leur dispute porte essentiellement sur des questions de partage des souverainetés dans la région et surtout des revenus du commerce frontalier entre le nord de l'Irak et la Turquie, toléré par l'ONU en dépit de l'embargo international imposé à l'Irak.

M. Barzani est arrivé mercredi à Ankara pour rencontrer les dirigeants turcs avant de se rendre aux Etats-Unis et en Europe. Outre M. Cem, il a rencontré le vice-Premier ministre Bulent Ecevit et le président du parlement Hikmet Cetin.

Sa visite a débuté deux jours après qu'un membre espagnol du Parlement européen, Pedro Marset, eut affirmé à Madrid, de retour d'un voyage dans le nord de l'Irak, que MM. Barzani et Talabani se préparaient à signer un accord de paix.

Le PDK est depuis mai 1997 l'allié d'Ankara qui tente de déloger les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara, de ses bases arrière dans le nord de l'Irak. Le PKK est en rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien.

Après sa visite à Washington, M. Barzani devrait se rendre en Grande-Bretagne et en France avant de rentrer dans le nord de l'Irak fin septembre.

M. Ecevit accuse l'Iran et la Syrie de soutenir "ouvertement" le PKK

ANKARA, 4 sept (AFP) - Le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit a accusé vendredi l'Iran et la Syrie de soutenir "ouvertement" la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) contre le pouvoir central d'Ankara.

"Ces derniers temps, des éléments du PKK réfugiés en Iran utilisent ce pays comme base pour s'infiltrer en territoire turc afin d'y mener des attaques", a affirmé M. Ecevit à la presse au terme d'une rencontre avec le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani, chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK), en visite à Ankara.

La Turquie accuse depuis de longues années la Syrie de fournir un soutien logistique aux rebelles du PKK et d'abriter son chef, Abdullah Ocalan, à Damas ou dans la Bekaa libanaise qu'elle contrôle. La Syrie rejette ces accusations.

Elle reproche également à l'Iran de "fermer les yeux" sur des infiltrations de maquisards kurdes du PKK sur son sol par le nord de l'Irak, ce que Téhéran nie également.

Manifestation en faveur du foulard islamique: 49 interpellations

ANKARA, 4 sep (AFP) - Quarante-neuf personnes qui manifestaient contre une circulaire officielle interdisant le port du voile islamique dans les établissements universitaires ont été interpellées vendredi par la police turque à Izmit (ouest), a rapporté l'agence Anatolie.

Un policier a été légèrement blessé lors des échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre, selon l'agence. La manifestation avait été organisée par des étudiantes portant le voile, et dont la direction de l'université d'Izmit avait refusé l'inscription, aux termes de la circulaire en question.

Le texte rappelle les lois en vigueur en Turquie, aux termes desquelles le port du foulard et de la barbe, considérés comme signes ostentatoires d'adhésion aux idées islamistes, est interdit dans les universités et la fonction publique.

Distribuée début mars, cette circulaire controversée du ministère de l'Education limitait strictement l'autorisation du port du foulard aux seules classes de Coran dans les lycées religieux d'Etat, appelés "imam-hatip".

Depuis l'arrivée au pouvoir en juin 1997 du gouvernement pro-laïc de Mesut Yilmaz, plusieurs universités et ministères ont diffusé des circulaires semblables.

Le Premier ministre cherche à retarder les élections

ANKARA, 4 sept (AFP) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a demandé le soutien du parlement pour reporter jusqu'à 2000 les législatives anticipées actuellement prévues pour avril 1999, en raison des problèmes économiques du pays, ont rapporté vendredi les journaux turcs.

"Si ceux qui nous ont forcés à accepter des élections anticipées en avril prochain changent d'avis devant les difficultés économiques de notre pays, nous serons prêts à envisager" un report, a déclaré M. Yilmaz à des journalistes à Gaziantep (sud) jeudi soir, selon le quotidien Hurriyet.

M. Yilmaz a tenu ces propos peu après que la principale association d'hommes d'affaires et les grandes banques eurent appelé le parlement à retarder les élections jusqu'à 2000.

Ces milieux craignent que des politiques à caractère populiste, traditionnellement mises en place en Turquie avant toute élection, n'aggravent la situation économique du pays, déjà sévèrement affectée par la crise financière en Russie.

Danielle Mitterrand soutient la trêve du PKK, selon un journal

ANKARA, 5 sept (AFP) - Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand, a apporté son "soutien" à la trêve unilatérale déclarée par le chef de la rébellion armée des séparatistes kurdes de Turquie, a rapporté samedi le quotidien turc pro-kurde Ulkede Gundem.

"J'ai appris avec satisfaction la décision de votre parti de déclarer un cessez-le-feu", a indiqué Mme Mitterrand dans une lettre à Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), publiée par le journal.

"Vous savez que je souhaite depuis longtemps que votre parti opte pour une lutte diplomatique et politique (...) Vos adversaires ne vous prendront sans doute pas au sérieux et ils pourront tenter de

vous déstabiliser dans votre stratégie, mais il faut que vous soyez décidé", ajoute la lettre.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait immédiatement rejeté la trêve inconditionnelle du PKK, décrétée à partir du 1er septembre.

Le PKK, qualifié d'organisation "terroriste" par le gouvernement turc, mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le chef du PKK avait déclaré à plusieurs reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral pour quelques mois, notamment en mars 1993 et décembre 1995. Ceux-ci n'avaient pas été reconnus par l'Etat turc.

Trêve du PKK: le chef du PKK attend pour "comprendre" l'attitude de l'Etat

ANKARA, 6 sept (AFP) - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan, a déclaré "qu'il attendra encore plusieurs semaines pour comprendre" l'attitude de l'Etat turc face à la trêve unilatérale qu'il avait déclarée à compter du 1er septembre, a rapporté dimanche le quotidien turc pro-kurde, Ulkede Gundem.

"Nous attendrons avec patience encore plusieurs semaines en dépit d'opérations militaires menées par l'armée turque" contre les rebelles du PKK dans le Sud-Est anatolien, a dit le chef du PKK, alias "Apo", selon le quotidien.

Cette trêve avait été immédiatement rejetée par le gouvernement et l'armée turcs, affirmant que le PKK, "organisation terroriste" aux yeux d'Ankara, ne peut être considéré comme un interlocuteur.

"Les déclarations des autorités militaires turques suppriment la chance de paix reconnue au peuple turc. Leur attitude sur le cessez-le-feu provient de leur faiblesse", a affirmé le chef de la rébellion.

"Si les opérations (militaires turques) se poursuivent et si nous constatons que leur intention (des militaires) est mauvaise, nous ferons nos préparatifs (...) Nous sommes décidés à résister et à réussir", a ajouté Abdullah Ocalan, sans autre précision.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Abdullah Ocalan, qui réside généralement à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, avait déclaré à plusieurs reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral pour quelques mois, notamment en mars 1993 et décembre 1995. Ceux-ci n'avaient pas été reconnus par l'Etat turc.

"Nous ne le (Abdullah Ocalan) prendrons jamais comme un interlocuteur (...) S'il fait un pas pour se rendre, après avoir compris qu'il est dans une situation désespérée et qu'il ne peut pas lutter contre l'Etat turc, je considérerais cela comme positif", avait déclaré M. Yilmaz, en rejetant la trêve du PKK.

"Le PKK est en train de mourir comme une bougie qui s'éteint. Qu'il (Abdullah Ocalan) se rende à l'Etat, ou qu'il abandonne la lutte avec tous ses hommes. Il n'existe pas d'autre issue", avait dit le général Huseyin Kivrikoglu, chef de l'état-major général des armées turques.

Now's a Good Time for U.S. to Work on Ties With Iran

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Chocolate cakes, anti-tank missiles and buttery words of praise were deployed by successive U.S. administrations to improve relations with Iran, to no avail. Now, fear and enmity may be succeeding where coaxing and offers of friendship fizzled.

Iranian hostility currently focuses not on a distant Great Satan but on a troubling neighbor, Afghanistan, the object of menacing Iranian troop maneuvers this past week. Tehran is demanding the release of Iranian diplomats held hostage in Kabul (ah, delicious irony).

With Russia, Iran also strongly opposes Afghan-based raids into neighboring Central Asian territories.

Washington and Tehran find common cause in opposing the Taliban movement that rules most of Afghanistan: Two and a half weeks ago the Pentagon scrubbed scores of cruise missiles two Afghanistan in search of cave-dwelling terrorists harbored by the Taliban.

The specter of a common enemy is one of two developments this summer that give the Clinton administration room to maneuver in its long-shot attempt to work out a better relationship with Iran.

The other has been the surprising sound of silence from the Republican side of the aisle as President Bill Clinton and

Secretary of State Madeleine Albright have maneuvered toward rapprochement with at least some of the ayatollahs in Tehran.

The most notable absentee in coming after the administration with hammer and tongs is Senator Alfonse D'Amato. Last winter, as the Clinton administration began considering easing up on Iran — a special target of Mr. D'Amato's ire and legislation — officials feared an explosion by the pugnacious New York Republican.

But in May, after long delay and much agonizing, Mr. Clinton announced he would waive economic sanctions against French and Russian companies doing business with Iran. Nothing happened, even though Mr. Clinton had effectively gutted legislation co-sponsored by Mr. D'Amato calling for such sanctions.

The administration feared the Republicans would move to squeeze Iran and take away the president's power to waive sanctions. But the measured reactions by Mr. D'Amato and other Republicans encouraged the State Department to proceed with the quiet review already under way on Iran policy.

From that review came a bold public overture by Mrs. Albright to President Mohammed Khatami for improved relations in a June speech.

Once again, administration policymakers, prepared for thunderbolts from Capitol Hill, heard only an agreeable calm.

Oddly enough, politics partly explain the quiescence. Mr. D'Amato, known as "Senator Pothole" for painstaking attention to constituents, is concentrating on New York issues as he seeks re-election. On the stump he is the soul of conciliation, not hot-button pushing.

Vote-seeking and diplomacy are often seen at the State Department as the cat and dog of politics: Candidates can undermine delicately crafted foreign policy strategies with blatant appeals to ethnic blocs or destructive demonizing of unpopular regimes abroad. But after this summer, Foggy Bottom probably wishes the New York Republican had to run every year.

There is also a strategic underpinning to the changed atmosphere on Iran. Mr. Khatami's electoral victory last year over harder-line ayatollahs and his liberalization efforts — which have provoked a serious power struggle in Iran — appear to have made an impression on Capitol Hill.

The disclosures in July of Iran's test of medium-range missiles did not cause the administration to back away from its new policy.

While not welcome, the tests were seen in Washington as

predictable and inevitable.

"The shah had his version of these programs when he ruled Iran," said one U.S. policymaker. "Whoever is in power in Tehran will set out to dominate a very tough neighborhood. Our policies cannot convince them to do otherwise. What our policies can do is to slow and inhibit their efforts and make clear the price they pay for threatening our interests, when they do."

At the heart of the State Department reassessment is the judgment that Mr. Khatami and his closest associates have had nothing to do with Iranian state-sponsored terrorism, in contrast to Mr. Khatami's predecessor, Hashemi Rafsanjani.

"It is impossible to say we know Khatami is completely clean," said a U.S. official with access to sensitive intelligence. "But we don't find his fingerprints where we found Rafsanjani's."

Thus far that judgment appears to hold for the terror bombings in Nairobi and Dar es Salaam, where Iranian involvement has not been alleged. As long as Iran eschews terrorism, the Clinton administration should pursue its opening to Tehran, and critics should continue to give it a chance to fly or crash.

The Washington Post.

Turkish minister urges Kurdish rebels to surrender

ANKARA, Sept 5 (Reuters) - Turkey's defence minister urged members of a Kurdish guerrilla group on Saturday to surrender to security forces four days after a rebel ceasefire was due to have taken effect in the 14-year-old campaign for autonomy.

"Come and surrender to Turkish justice. The bloodshed should end," Anatolian news agency quoted minister Ismet Sezgin as saying.

Last month the Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan announced a ceasefire which he said would be effective from September 1 in his group's fight for self-rule in the southeast. He also called for a political solution.

Turkish leaders have ruled out any possibility of negotiations. Sezgin repeated that the state would never sit down to negotiations with the PKK.

"The head of the terrorist organisation the PKK is implementing new strategies and talking about negotiating with Turkey for peace, (but the) Turkish state does not negotiate with the rebels, never," the agency quoted Sezgin as saying.

Ocalan declared unilateral ceasefires in 1993 and 1995 and has made a series of other calls for a halt to hostilities -- largely ignored by Turkey, which refuses to discuss any solution with the outlawed rebels.

More than 28,000 people have been killed in the armed conflict between troops and the PKK since 1984 when the group first took up arms.

On Friday Deputy Prime Minister Bulent Ecevit accused eastern neighbours Syria, Iran and of sheltering the rebels.

Ankara irked by the latest US attempt on northern Iraq

- Deputy Prime Minister Ecevit accuses Iran, Syria of giving open support to the PKK

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

The Turkish capital of Ankara is perceived as being annoyed by the latest U.S. attempt to facilitate an agreement, which is reportedly going to be reached in Washington during the coming weeks, between Kurdish parties fighting in northern Iraq.

NEWS ANALYSIS

Not only on-the-record remarks given by Deputy Prime Minister Bulent Ecevit, but also off-the-record comments from leading Turkish foreign policymakers confirm Ankara's displeasure over the U.S. efforts.

"Our policy priorities regarding Iraq are different from those of the United States," a leading government source told the Turkish Daily News on Friday, criticizing recent U.S. efforts to organize an opposition movement against Saddam Hussein.

The official noted that while respect for the territorial integrity of Iraq was the primary characteristic of Turkish policy, "a change of regime" formed the base of U.S. policy. "We would never think of directing money to support the Iraqi opposition," the official stated.

Directed by the U.S. Congress to pursue more vigorous efforts to topple Saddam, the Clinton administration has responded with a detailed, 27-page plan to rebuild Iraq's shattered political opposition and prepare a case for a possible war crimes indictment against Iraqi leaders, earlier press reports said. The plan calls for spending a total of \$10 million to support the Iraqi opposition.

Meanwhile, briefing a crowd of reporters in his office on Friday following his meeting with Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani, Ecevit said that Turkey was against the destruction of Iraq's territorial integrity.

"Considering the regional balances, we think that the territorial integrity of Iraq is vital. We don't want permanent damage to be inflicted on the territorial integrity and unity of Iraq," said Ecevit, adding that Barzani had agreed with him on that point.

Placing emphasis on the cooperation between the KDP and Turkey against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Ecevit commented that the continuation of dialogue between the KDP and Baghdad was essential. Ecevit also said that they didn't want the Ankara process to be "watered down."

"Some states outside of the region are trying to water the Ankara process down; this should not be permitted," Ecevit asserted. According to analysts closely monitoring developments in northern Iraq, Ecevit could have been hinting at the United States and Britain while talking about "some states outside of the region."

The main consolation for Turkish officials is the fact that the rivalry between the Iraqi Kurdish leaders can hardly permit a reconciliation between the two. "Barzani does not seem ready to accept an unconditional peace with [Jalal] Talabani [leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)] and his participation in a local government," officials admitted.

On the other hand, even the use of the word "government" for an administration in northern Iraq annoys Turkish officials. When asked about the reports of a possible agreement for the formation of a joint Kurdish

local government in the region, Ecevit said that they had pointed out that any administrative structures to be created in northern Iraq should not be in the form of a "government."

Foreign Minister Ismail Cem, who accompanied Ecevit during his meeting with Barzani, said that they had no information on U.S. efforts to bring the two Kurdish leaders together. However, both Sami Abdurrahman of the KDP and, in an earlier telephone interview with the Turkish Daily News, the PUK's Washington representative, Barham Saleh, said that such a meeting was likely to take place.

Moreover, a U.S. official, speaking to the TDN on Friday, said that they were trying to facilitate a leader-to-leader meeting in Washington, "if the two sides wish to meet." "We have four main reasons. To foster cooperation between the two Kurdish leaders; to address humanitarian concerns, that is, oil-for-food; to listen to the real voices of the Iraqi people; and to discuss reconciliation. We believe that they may now be ready to make significant progress towards a permanent reconciliation, one that is fully consistent with Iraq's territorial integrity, and we are willing to facilitate bilateral meetings if the two sides wish to meet," the official said. The same official confirmed that Barzani would have talks with U.S. officials Sept. 9-11, while Talabani will be received by the U.S. State Department Sept. 14-16.

Ecevit accuses Iran, Syria, Iraq

Ecevit also accused Iran and Syria of giving open support to the PKK. "We know that some PKK elements escaping into Iranian territories are attacking us. We discussed this with Barzani, as well as some problems caused by Iran's support for the PUK," Ecevit said. The deputy prime minister additionally stated that there was evidence of Baghdad's support for the PKK. "This will inflict more harm on Iraq than it will on Turkey," Ecevit said.

Tight schedule for Barzani

Meanwhile, the KDP leader had a tight schedule in Ankara, where he was received at the highest levels. On Thursday, Barzani was visited at his hotel by the German, British, Kuwaiti and Austrian ambassadors in Ankara as well as by French diplomats. After meeting with the General Staff, an endless succession of meetings was held by Barzani. On Friday, he met with Parliamentary Speaker Hikmet Cetin after meeting with Ecevit and Cem and having lunch with Foreign Ministry Undersecretary Korkmaz Haktanir.



Security forces kill 12 PKK terrorists last week

Ankara - Turkish Daily News

Twelve terrorists from the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in clashes with Turkish security forces in southeastern Anatolia last week, according to a statement by the Governor's Office of the Emergency Rule Region (OHAL) on Sunday.

The statement said that the fighting had taken place in the southeastern provinces of Bitlis, Siirt and Sirnak as well as Van in eastern Anatolia. It went on to report that two terrorists had given themselves up to security forces but did not say whether there were casualties among the Turkish soldiers.

Military operations against the PKK were continuing, the statement said.

Last weekend, Turkey rejected a unilateral truce offer by PKK leader Abdullah Ocalan starting on Sept. 1, saying that the Turkish state could not negotiate with separatist terrorists.

Turkish-Israeli ties as Yilmaz arrives in Israel: Just short of an alliance

- Turkish and Israeli leaders have forged excellent relations, but neither side is prepared to take the extra step to set up a formal alliance...

ILNUR CEVIK

Ankara/Jerusalem - Turkish Daily News

It all started in 1996 when the Turkish Daily News let the cat out of the bag announcing Turkey and Israel has clinched a military cooperation deal... At first there were all-around denials in Ankara, but soon these were replaced with new developments that carried Turkish-Israeli relations to new peaks...

Since then the two countries have never looked back.

Now Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz is arriving in Israel, and both Turkish and Israeli officials say they will be discussing "further" improving ties in various spheres. But is that possible?

Officials on both sides say the military relationship has reached such a peak that any further development would mean setting up an official alliance between the two countries, which would be counterproductive for both. Officials both in Ankara and Jerusalem explain that all the groundwork for such a formal relationship has been established, but neither side is prepared to go "the extra inch" to formalize it. "None of us feel the need or the urge to go that extra inch," a leading Turkish official told the Turkish Daily News. He asked not to be named.

Officials say Turkish jets train in Israel on electronic warfare and missile evasion systems while Israeli jets train in Turkey making use of the bombing range near Konya. Ties have also reached new highs between the navies and the ground forces of the two countries. That seems to be the limit on how far the two sides want to go. "Turkey does not want to get entangled in the Middle Eastern peace process mess while Israel does not want to find itself stuck in the middle of the Cyprus problem and the disputes between Turkey and Greece," the same official said.

Observers say, however, that cooperation in the defense industry field should be left outside of this relationship, which borders on an official alliance. "There is no limit to how far the two countries are prepared to go, and they are already doing this," a leading diplomatic source.

So when we reach a limit to how far we are prepared to go in military cooperation then the only areas left in which to possibly further improve ties are in the political and economic spheres.

On the political side, Israel wants to cooperate with Turkey in Azerbaijan as well as in all other parts of Central Asia. The Israelis support the future oil routes in Central Asia through Turkey. They have also forged excellent ties with Azerbaijan, much to the anger of Iran, which feels a plot is being cooked up behind its back.

On the Palestinian issue, Israel and Turkey do not exactly see eye to eye, but there is also an understanding that the two countries "can agree to disagree" and still carry on with their warm relations.

There is also talk that Israel is spreading the word about its growing relations with Turkey to further antagonize the Arabs and alienate Ankara in the eyes of Arab governments.

There are also counterclaims that countries like Syria are publicizing the warm ties between Israel and Turkey to fuel Arab anger against Turkey and thus alienate it. However, Turkish diplomatic sources flatly reject this, saying their experience shows that most of the news on this issue is being fed by some "irresponsible Turkish officials in various state departments" and is counterproductive.

In Israel there is bipartisan support for Turkey, and Jewish groups in Europe and the United States are lobbying on behalf of Turkey in the U.S. Congress and at the European Union. However, Israelis say that there is a limit to how far Jewish groups can influence events and that caution is needed not to exaggerate the ability of Jewish groups to affect decisions both in the EU and on Capitol Hill.

On the economic side, the Free Trade Agreement between Turkey and Israel has set the stage for meaningful cooperation, but Turkish sources say the Israelis have to adopt universal free market conditions.

They say Israelis still entertain protectionist tendencies in their economy, which has to change. "The Israelis, at times, do not encourage free trade and competition and prefer favoritism, which may look good in the short run but has serious drawbacks for the future.

"Whenever there is some kind of outside competition and Israeli businesses get hurt, the government starts curbing foreign influence by applying formalities to foreign companies and allowing Israelis to take short cuts. This creates unfair competition," Turkish official sources explained.

"Free trade means some people in Israel and some in Turkey who were being protected by the former system will now have to compete or leave the market," Turkish Ambassador Barlas Ozener told the TDN in Tel Aviv.

He said both sides have to overcome psychological barriers, and this means incentives both from Turkey and from Israel. He said funds have to be set up to bolster economic cooperation.

Israeli businessmen are interested in investing in Turkey not only because of the existing warm ties between the two countries but because of the short distance between them. "A businessman can get on the plane and land in Adana to look at his investment in only 45 minutes, which is a great advantage," Ambassador Ozener said.

Economics behind problem in Southeast

- State Minister Yildirim stresses the role of the Southeast Anatolia Project (GAP) in the struggle against terrorism. He complains that the Turkish private sector is not sufficiently interested in the project

Ankara - Turkish Daily News

The reason behind the unrest in Anatolia's southeast is both socioeconomic and education related but not ethnic, said State Minister Salih Yildirim on Saturday.

Yildirim said that since 1806, there have been 34 uprisings in the region, which, if explored, would be understood as being based on economic factors. He added that Turkey is a nation state in which various ethnic groups live in harmony and peace. "If we can overcome the economic problems and provide people of this region with adequate living standards, the terror and unrest will vanish."

State Minister Yildirim stressed the role of the Southeast Anatolia Project (GAP) in the struggle against terrorism. He complained that the Turkish private sector is not sufficiently interested in the project. He stated that shrewd entrepreneurs have targeted the GAP for

promising investment and this trend will intensify in the near future. The Türkiye Kalkınma Bankası (Turkish Development Bank) and the GAP administration are ready to cooperate with entrepreneurs who wish to invest in the Southeast. He said that suitable investors will be provided with credit and feasibility reports for suitable investment sectors and places, the Anatolia news agency reported.

The World Bank, the UN, the European Union, Germany, Canada, France, Israel, Japan, the United States, Austria and Britain are in currently contact with the State Ministry Responsible for the GAP to invest and provide loans and added that there will be no difficulty in locating funds to finance the project.

Tehran Threatens Taleban Over Missing Diplomats

Iranian Troop Buildup Highlights Islamic Divide

By Douglas Jehl
New York Times Service

CAIRO — With tens of thousands of Iranian troops deployed in a threatening buildup along the Afghan border, the prospect of a clash between Iran and the Taleban forces of Afghanistan has drawn attention to the hostility between two of the world's most conservative Islamic regimes.

In the West, the Shiite Muslim clerics who rule Iran and the Sunni Muslim Taleban militants who now rule most of Afghanistan may appear indistinguishable, united by religious fervor and a shared belief in an Islamic state.

But in fact, they represent two wings of a great Islamic divide, and as Taleban has consolidated its hold on power, imposing a strict vision of Islam across Afghanistan, Iranian leaders have responded with contempt and dismay.

They have accused Taleban — whose restrictions, particularly on women, are far more rigid than those enforced in Iran — of giving Islam a bad name. They have provided support to the rival militia that is Taleban's sole remaining foe. And now, after the disappearance of scores of Iranians, including at least 10 diplomats, who were caught up in the fighting in Afghanistan last month, Iran has raised the prospect of military action against Taleban unless reports that the diplomats have been killed can be quickly resolved.

A commentary on Iranian radio Sat-

urday said Iran had the right "to take all necessary action" against the Taleban movement under an article of the United Nations charter that guarantees a right to self-defense. That prompted a harsh reply from Taleban leaders, who were quoted Sunday as saying that their followers were prepared to spill blood to fend off any incursion.

In interviews Sunday, Arab diplomats and other specialists said they thought it unlikely that Iran intended to mount a full-scale invasion. They said the Iranian buildup, which began last week with military exercises that included about 70,000 troops, was almost certainly intended as a show of force.

Having suffered through a long war with one neighbor, Iraq, from 1980-88, they said, Iran probably had little appetite for becoming involved in what could be another protracted conflict.

That assessment appeared to be strengthened by comments from Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, published Sunday. He was reported to have told students Thursday that there would be "no confrontation with Taleban."

But the diplomats and specialists said that deep public anger in Iran over the fate of the diplomats made any prediction risky. And they said that one possible scenario remained for Iran to provide military support for a limited thrust into southwestern Afghanistan in which the lead would be taken by several thousand exiled Afghan fighters who have been given refuge in Iran.

Mohammed Sayed Said, a senior re-

searcher at the Al Ahram Center for Strategic Studies in Cairo, said that even such a "very limited operation" could serve Iran's purposes if it succeeded in forcing Taleban to turn its attention away from beleaguered opponents and thus prevented the movement from consolidating its hold over Afghanistan.

"I don't think Iran has to do anything," said Ahmed Rashid, a writer on Afghan affairs who was quoted in a Reuters dispatch from Pakistan. "It has thousands of fighters exiled in Iran and all it has to do is rearm them and relaunch them."

Only Pakistan, the United Arab Emirates and Saudi Arabia recognize the Taleban movement as Afghanistan's legitimate government; the United Nations and all other UN members recognize the deposed president, Burhanuddin Rabbani. But along with Russia, Iran has been among the most active in providing support to militias opposed to Taleban, according to Teheran-based diplomats who have spoken on condition of anonymity.

Although Tehran has denied the charge, the diplomats say that in the past two years Iran had regularly used military aircraft to fly military and other supplies to the northern city of Mazar-i-Sharif, which was a rebel headquarters until it was captured by Taleban forces on Aug. 8. That city was also the base for the Iranian diplomats and an Iranian journalist who have been missing since the takeover.

The Taleban leader, Mullah Mohammed Omar, has said that the diplomats were "probably dead."

Also contributing to Iranian anger was a report last week from Amnesty International that among thousands of civilians killed in the capture of the city, most were Shiites from Afghanistan's Hazara ethnic minority.

Because Iran portrays itself as a guardian of Shiites worldwide, specialists in the region said it may feel under pressure to respond with military force if it can be proven that the Shiites were targeted for reasons of religious faith.

* * *

8 Men Are Arrested in Turkey In Plot to Sell Russian Uranium

ISTANBUL — Turkish police have arrested eight men trying to sell 4.5 kilograms (10 pounds) of mainly unrefined uranium smuggled out of Russia, the state Anatolian news agency said Monday.

The Istanbul police, posing as buyers in a joint operation with Turkish intelligence, detained four Turks,

three Kazakhs and an Azerbaijani, the news agency reported.

Highly enriched uranium can be used to make nuclear weapons. The news agency said the seized uranium was mainly unrefined but contained six grams of an active substance wrapped in shielding.

The eight men had wanted \$1 million for the material.

The material was handed over to Turkey's Nuclear Energy Board, it said. (Reuters)

Crude Awakening / Azerbaijan's Latent Oil Boom

For Now, Caspian's Wealth Seems Like an Alchemist's Dream

By Daniel Williams
Washington Post Service

SUMGAYIT, Azerbaijan — Edil Mamedov presides over a whale of an aluminum plant beached among dozens of other industrial, Soviet-age carcasses in this Caspian seaside town.

He is eagerly awaiting the offshore oil boom that promises to make his sleepy country a new Kuwait, a new someplace where petroleum means vast and instant wealth. But the wealth from the huge reserves of oil in the Caspian basin has yet to touch Mr. Mamedov and his decaying plant. No orders have come in for aluminum sheets, pipeline casings or any other product that might be useful in oil exploration. No trickle has trickled down.

"This is a sore point with us," he said in his big, empty office on the silent plant grounds. "We can make things that are needed, but the drilling companies prefer to import. So the oil means little so far."

His disappointment is shared by most citizens of Azerbaijan and, for that matter, surrounding countries of the former Soviet Union that are awash in oil but also in poverty. So far, the heralded oil boom is feeding more dreams than mouths.

After the collapse of the Soviet Union in 1991, major Western oil companies flocked to Azerbaijan and other countries around the Caspian Sea, eager to invest billions of dollars to tap unexploited oil and gas reserves. Caspian oil has attracted some of the biggest names in oil, among them Chevron, Mobil, British Petroleum, Agip, Unocal, Arco, Exxon, Pennzoil and the Russian company Lukoil. They are individually or in concert exploring for the crude and developing ways of getting it out of the landlocked region.

But it now appears that major revenue from oil will not arrive in Azerbaijan for another 5 to 10 years, experts predict. A huge pipeline network is needed to get the oil to market, and the pipelines must be built across difficult and sometimes hazardous territory.

Ethnic wars in the region threaten to disrupt construction and, eventually, the transport of oil. Construction will take years, and hopes of doing it on the cheap by including old segments of pipeline have faded: The aging equipment is crumbling. Falling oil prices also have made investors wary of costs, slowing the projects.

"The delay would be easier to take if we didn't know what oil can bring," Mr. Mamedov said. "We have let ourselves get excited."

There is danger in the clash of expectations and reality, the Azeri people say. Falling across Azerbaijan is the shadow of Mohammed Reza Pahlavi of Iran, the shah who was overthrown in 1979 by rebels in the name of a frustrated population divorced from the riches of oil. Already, corruption and vast disparities in income between a wealthy few and the impoverished masses have led to comparisons with prerevolutionary Iran.

"It is not hard to see, in a few years, people upset that the dream turned to dust," said Leila Yunosova, chairwoman of the Peace and Democracy Institute, a human rights watchdog.

The high expectations stem in part from Azerbaijan's storied oil past, a golden age populated by Rothschilds, Rockefellers and Nobels, big cars, ornate mansions and limitless possibilities.

Sara Ashorbely is a living relic of those times. A historian by profession, at 92 she is also one of the last remaining members of a generation that grew rich off the huge pools of oil that lie beneath the basin of the Caspian Sea.

Her memories of Baku, the once graceful seaside capital of Azerbaijan, and its cosmopolitan life and optimistic outlook are like a dream for today's Azeris. "I think that when people hear about my world of the past, they see their world in the future," she said in a recent conversation.

In Ms. Ashorbely's writings, oil over the centuries seemed as much a magic potion as an industrial commodity. In the 17th century, white oil, used for lacquer, was scooped up from the ground by the bucketful. Ornately labeled clay cubes were used to transport lamp oil to Persia. Silkworm breeders used it because its smoke seemed to energize the worms.

Ms. Ashorbely's own story is filled equally with romance — and despair. Her grandfather, a shepherd, discovered oil oozing from pastures and went into business with the Rothschilds to produce kerosene and eventually gasoline for automobiles. Early in the 20th century, Azerbaijan was producing half the world's oil.

BUT the life of private schools, tea under a grape arbor and conversations in French ended with the Bolshevik takeover in 1919. A new, harder-edged romance began: Azerbaijan would nourish Stalin's vast industrialization campaigns and giant war machine. Ms. Ashorbely married a Communist Party official, but her father was killed in a Stalinist purge. Her old family home became a Soviet museum, and she turned to history. "Oil has been everything for this country, and perhaps that is the problem," she said.

Azeris keenly feel that the second coming of an oil boom should not be squandered. Already there are many signs to suggest that even when the riches flow, benefits may be low to the population at large.

"It is hard to speak of an oil boom when a fifth of the work force leaves the country to find jobs," said Sabit Bagirov, president of the Entrepreneurship Development Foundation, a trade group.

Two-thirds of the population live in poverty, a recent UN study reported. As in many former Soviet republics, the life expectancy has dropped since 1990. The United Nations blamed the fall on declining nutritional levels, pollution, stress and a decaying health system.

Azerbaijan is also burdened with a huge pool of refugees driven from their homes dur-



Rashid Zenalov, a construction worker from a village near Nagorno-Karabakh, lives in an apartment block that was condemned but now houses dozens of refugee families in Sumgayit, a city conceived as a model of Soviet planning but now a graveyard of Azerbaijan's industrial past. 'If some of these factories were working, things would be better,' he says.

ing a six-year war with Armenia over the disputed enclave of Nagorno-Karabakh. Azerbaijan lost the war and control over the region in 1994, and some 700,000 refugees — 1 out of 10 Azeris — are still housed in tents and container-like shelters along country roads and in apartments abandoned by tens of thousands of Armenians who fled.

Mr. Bagirov fears that Azerbaijan will give in to the temptation to rely totally on oil to recover from the disaster. He notes that loans for other parts of the economy, farming in particular, are difficult to come by. Under the authoritarian rule of President Heydar Aliyev, no one knows what the government spends and who benefits.

"The government feels satisfied that Azerbaijan is already a superstate. But frankly, it is more smoke than reality," Mr. Bagirov said.

SUMGAYIT, for instance, has already been deeply frustrated. The city sits on the north shore of the oil-rich Asperon Peninsula, opposite Baku. It is a graveyard of Azerbaijan's industrial past.

Sumgayit was conceived as a model of

Soviet planning: Oil would fuel an industrial complex of aluminum, ceramic, glass, petrochemical and other industries. Energy was in effect free and the market guaranteed. Efficiency and quality were unimportant. Blocks of five-story houses were built for workers. With the collapse of the Soviet Union, the market disappeared, and with the transit to a market economy, free fuel was no longer available. Factories shut down.

"If some of these factories were working, things would be better," said Rashid Zenalov, a construction worker from a village near Nagorno-Karabakh. Mr. Zenalov, 61, his wife and five children live in an apartment block that had been condemned but now houses dozens of destitute refugee families.

If there is a boom face to Azerbaijan, it is glowing in Baku. Foreign oil companies have renovated the turn-of-the-century mansions of several former oil barons, air-conditioned grocery stores stand on several downtown corners and two fancy hotels have been built. Italian clothing stores have opened along refurbished pedestrian malls.

Beneath the glitter deep problems persist, though. The city suffers from chronic water shortages and electrical brownouts. Potholes make roads into obstacle courses. All are symptoms of an aging public infrastructure. "On the surface, Baku looks better and better, but beneath it all, we are rotting," said Rafail Shirinov, one of the newly wealthy.

Mr. Shirinov is a beneficiary of the lure of

oil for foreigners. He rents buildings to foreign companies and founded a bank that in turn finances several other businesses: a supermarket, warehouses, a distributorship for American-made furniture and a private club.

Government officials urge patience. In the style of Soviet-era functionaries, which many of them were, they predict that the petroleum riches will give rise to a new kind of Azeri who will be both industrious and corruption-free. "This is a time of transition," said Namik Nasrullayev, the economics minister. "Our people are used to getting things for free. Free energy, free handouts. They don't yet understand that in the global economy, one must work hard, one must strike out on one's own."

Euro delegation urges truce in Turk Kurd conflict

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 8 (Reuters) - A Council of Europe delegation urged member Turkey on Tuesday to consider a ceasefire with Kurdish rebels in an armed conflict which has beleaguered the country's southeast for 14 years.

"There is no doubt that ending the violence in this region through a ceasefire will be very positive for civilians here. Because the violence harms them," said Andras Barsony of the delegation visiting the southeastern capital Diyarbakir.

Turkey often comes under fire from its Western allies for using heavy-handed tactics against Kurdish civilians in the southeast where Kurdish rebels have been fighting for self-rule since 1984. More than 28,000 people have died in the conflict.

Last month Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan announced a unilateral ceasefire, effective September 1, and called for a political solution. Turkish officials promptly ruled out any negotiations with the outlawed group.

The council, a 40-nation human rights organisation, sent the two-man delegation to Turkey on a fact-finding mission to assess the situation in the mainly Kurdish southeast.

Barsony, a Hungarian socialist and head of the political commission of the council, said of the rebel truce: "This is not the first ceasefire, there have been a few in the past. The truces have not been implemented...The implementation of the ceasefire is important."

Emergency Rule Governor Aydin Arslan separately said that troops killed three PKK rebels on Monday in fighting in the eastern province of Van. "Even though there is a ceasefire our security forces are conducting operations against the terrorists," Arslan told a news conference.

Ocalan declared unilateral ceasefires in 1993 and 1995 and has made a series of other calls for a halt to hostilities. Turkey has largely ignored the declarations and refuses to discuss any solution with the guerrillas.

Three months ago the French-based council infuriated Ankara by approving a report critical of Turkey's treatment of its Kurdish community. Turkish officials denied the charges.

The council watered down its original report in the face of Ankara's fury, but the replacement text, which condemned "the evacuation and burning of villages by Turkish forces," failed to appease Turkish authorities.

Le Monde

8 SEPTEMBRE 1998

L'Iran s'estime en droit d'intervenir militairement en Afghanistan

Les talibans massent des hommes à la frontière



NEW DELHI
de notre correspondante
en Asie du Sud

Les bruits de bottes se multiplient le long de la frontière qui sépare l'Iran de l'Afghanistan. En réponse aux menaces iraniennes d'intervention militaire directe, les talibans au pouvoir à Kaboul ont massé près de 8 000 hommes dans la région frontalière d'Hérat. Plus au sud, la milice islamique, qui contrôle les trois quarts de l'Afghanistan, distribue des armes à la population de la province de Nimroz.

Très forte depuis la prise par les talibans, le 8 août, des provinces du nord de l'Afghanistan et en particulier de la ville de Mazar-i-Sharif (qui était sous contrôle du parti chiite du Hezb-I-Wahdat), la tension s'est encore accrue avec les très importantes manœuvres iraniennes à la frontière afghane, les révélations d'Amnesty International sur les massacres de chiites à Mazar-i-Sharif et l'« assassinat » des dix diplomates iraniens qui s'y trouvaient. L'Iran, qui n'a jamais caché son opposition radicale aux talibans, a invoqué, samedi 5 septembre, son droit de « légitime défense » pour protéger ses intérêts. « Téhéran s'est employé à informer

le Conseil de sécurité de l'ONU d'une situation susceptible de menacer la paix et la sécurité internationale », a affirmé la radio d'Etat iranienne. « Au terme de cette procédure, l'Iran sera en droit, en vertu du chapitre VII, article 51 de la Charte de l'ONU de prendre toutes les mesures nécessaires dans un contexte de légitime défense », a poursuivi la radio.

Au-delà du sort de ses diplomates et de la quarantaine de prisonniers iraniens détenus à Kandahar par les talibans, l'enjeu est pour l'Iran sa traditionnelle influence politique et culturelle en Afghanistan, notamment sur la communauté chiite.

IRRÉDENTISME SUNNITE

« Hérat est depuis des siècles un centre de rayonnement de la culture persane, affirme un expert, et les Iraniens n'accepteront jamais un pouvoir hostile dans cette ville. » L'Iran, qui voit dans les talibans, extrémistes sunnites, ethniquement et religieusement antichiites, une création des Etats-Unis soutenue par l'Arabie saoudite et le Pakistan, ne veut pas non plus voir un bastion sunnite militant à sa frontière. Car celui-ci pourrait nourrir l'irrédentisme de sa propre minorité sunnite. Puissance régionale, l'Iran

ne peut enfin accepter facilement la défaite d'une opposition qu'elle soutenait politiquement et militairement.

Annoncée comme « imminente » par les services de renseignements américains, une incursion terrestre iranienne est toutefois jugée peu probable par un certain nombre d'experts. Ils estiment, en revanche, que l'Iran pourrait agir par l'intermédiaire des milliers d'Afghans réfugiés sur son territoire. Deux millions d'Afghans venus au fil des vingt ans de guerre en Afghanistan sont aujourd'hui réfugiés en Iran. Et Téhéran n'aurait pas de mal à trouver parmi eux les éléments d'une guérilla qui obligeraient les talibans à rester massivement dans l'ouest du pays,

compromettant leur offensive pour asseoir leur pouvoir sur l'ensemble du territoire. L'Iran pourrait aussi agir par voie aérienne en bombardant les aéroports de l'ouest de l'Afghanistan ou les éventuelles concentrations de troupes.

En attendant, l'Iran a rejeté, dimanche, l'appel du département d'Etat américain au respect des frontières afghanes. « Les Américains donnent des conseils aux voisins de l'Afghanistan, alors qu'ils n'ont pas même réagi à la capture de ressortissants iraniens par les talibans, en particulier des diplomates, et n'ont pas soutenu nos efforts pour les faire libérer », a commenté la radio d'Etat iranienne. Alors que des milliers d'innocents sont enterrés vivants par les talibans, que l'on découvre les fosses communes les unes après les autres dans le nord du pays, alors que les droits fondamentaux des gens sont violés par ce groupe sectaire engagé dans le trafic de drogue, le gouvernement américain émet des conseils en apparence conciliants ». La radio a accusé les Etats-Unis de « prendre la défense des talibans » et conclu que, « en équipant et en organisant les talibans, les Etats-Unis, qui sont responsables de toutes les catastrophes qui surviennent en Afghanistan, font pratiquement une guerre par procuration au peuple afghan. »

FRAPPES AMÉRICAINES

En insistant longuement sur les victimes, Téhéran veut sans doute dire aux Etats-Unis - qui ont frappé l'Afghanistan après les attentats meurtriers de Nairobi et Dar es-Salaam - que l'Iran a lui aussi le droit de défendre ses morts. Passant sous silence ces frappes, le département d'Etat a affirmé, samedi, avoir « demandé à plusieurs reprises aux voisins de l'Afghanistan de s'abstenir de s'engager dans des opérations qui pourraient intensifier le

conflit. Nous leur demandons de respecter les frontières de l'Afghanistan ».

Parallèlement aux mesures militaires, les talibans, poussés par le Pakistan, qui cherche à préserver un semblant de relations avec l'Iran, ont promis de donner des informations sur le sort des diplomates iraniens dans un délai d'une semaine. Affirmant qu'il y avait « une forte possibilité » qu'ils aient été tués, le porte-parole des talibans, Wakil Ahmed Mutawakil, a affirmé, samedi, que les talibans essaieraient « de trouver les corps des diplomates. Si nous échouons, une commission tripartite taliban, Iran, Pakistan lancera une enquête à Mazar-i-Sharif », a-t-il dit. M. Mutawakil, qui, dès le lendemain de la prise de Mazar-i-Sharif, avait affirmé que les diplomates iraniens « avaient pu être tués », a réitéré la version des talibans selon laquelle le consulat iraniien était vide à l'arrivée des talibans. Il a toutefois ajouté qu'il était « possible que nos forces les aient tués sans un ordre supérieur : ils [les diplomates] n'avaient rien à faire là. » Bien qu'ils contrôlent plus des trois quarts de l'Afghanistan, les talibans sont encore loin de pouvoir conforter leur victoire. La paix qu'ils promettent en Afghanistan semble encore très lointaine.

Françoise Chipaux

Syria condemns Turkey but says it wants dialogue

DAMASCUS, Sept 8 (Reuters) - Syria has condemned Turkey's burgeoning ties with Israel as a dangerous alliance and said that Ankara's interests were with Arabs and not with Israel.

Minister of State for Foreign Affairs Naser Qaddour was quoted by the official daily Tishreen on Tuesday as saying that Damascus, at odds with Turkey over water rights and security issues, wanted a dialogue with Ankara to solve any existing problems.

"By dialogue and respect for the principles of neighbourly relationships, we can solve all problems between us and Turkey," Qaddour was quoted as saying.

"We are ready through cooperation to solve these problems by dialogue if we possess the political will and good intentions.

"We also have many points which unify us, but some (leaders) in Turkey don't want that. They make threats against Syria but these threats won't frighten Syria. Syria won't be intimidated. Syria is strong, steadfast and not aggressive and seeks a constructive dialogue," Qaddour said.

Turkey's ties with Syria are strained over the sharing of the waters of the Euphrates River, which flows from Turkey to Syria and Iraq.

Ankara accuses Damascus of supporting the Kurdish Workers Party (PKK) which is seeking to establish an independent state in southeastern Turkey. Syria denies the charge.

Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz visited Israel on Monday as part of a Middle East tour described by Syria as a hostile move.

Yilmaz hit back: "Frankly, I don't care how Syria comments (on) my visit. Everyone is aware of the hostile intentions of Syria on Turkey."

Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu said before Yilmaz's visit that ties with Turkey were the main axis of a regional security arrangement.

But he said at an official welcoming ceremony for Yilmaz that he wanted to stress that cooperation between the two was open to all and barred to none, an assessment backed by the Turkish prime minister.

Qaddour said: "The new alliances are more dangerous than the old ones. In the 1950s, there were colonial forces who were then defeated. But the colonial forces started to compete with each other to return to the region through alliances.

"The new Israeli-Turkish alliance is more dangerous than previous ones because Israel has become not only part of it but its axis."

"Israel is an aggressive and expansionist state. It wants to establish a greater

Israel from the Euphrates to the Nile in order to impose its hegemony on the region politically, militarily and economically," he said.

"We consider Turkey as a neighbouring and friendly state. We have witnessed a long co-existence, one culture and a religion which unify us much more than the points of difference between us. Turkey's interest is with the Arab states and not with Israel, which takes and never gives," the minister said.

* * *

Israel plans second naval exercise with Turkey

JERUSALEM, Sept 8 (Reuters) - Israel said on Tuesday it was planning a second joint naval exercise with Turkey in the eastern Mediterranean and would invite Jordan and Egypt to participate.

Israeli, Turkish and U.S. warships staged a search-and-rescue exercise off Israel's Haifa port in January, which Arab states and Iran, concerned over deepening Israeli-Turkish military ties, branded aggressive and ominous.

"We have already staged one exercise and we are planning another manoeuvre within the framework of our agreements with Turkey," Defence

Minister Yitzhak Mordechai's spokesman Avi Benayahu said.

He said no date or place had yet been set.

He said the exercises would be "humanitarian" and repeated the claim that cooperation between the eastern Mediterranean's two most formidable powers should not alarm the region.

"We think that humanitarian exercises that are not directed against any country can definitely contribute to regional stability," Benayahu said.

"I assume, in coordination with the Turkish government, we will again turn to Egypt and Jordan to participate," he said.

Jordan sent an observer to the January exercises, which were condemned by Egypt, Syria, Iraq and Iran.

Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz, on an official visit to Israel, on Monday lashed out at Syrian criticism of his country's relations with the Jewish state.

"Frankly, I don't care how Syria comments (on) my visit. Everyone is aware of the hostile intentions of Syria on Turkey," Yilmaz said.

Israel regards Iraq, Iran and Syria as implacable foes. Turkey has its own disputes with the countries over water, territory and alleged support for Kurdish separatists.

Mainly Moslem but officially secular Turkey has formed close military ties with Israel since a 1996 defence pact. Israeli air force planes train in Turkish airspace and Israeli military industries are also upgrading Turkish F-4 and F-5 jets.

* * *

Kurds seek American protection from Iraq

Daily Telegraph, september 9, 1998

By Amberin Zaman in Ankara

THE leaders of the main Iraqi Kurdish factions are seeking renewed guarantees of protection from Washington amid fears that President Saddam Hussein is preparing to retake the Kurdish-controlled north of his country by force.

Hundreds of Iraqi Republican Guards backed by artillery and tanks have been massing around the Kurdish-controlled city of Erbil since last month, according to Iraqi opposition sources based in northern Iraq.

Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party during a stopover in Ankara en route to Washington for talks, said: "We want ironclad guarantees that the Americans will protect us against any form of Iraqi aggression. I am going to Washington to find out what the Americans have in mind for our future . . . and if they have a realistic plan for the [Iraqi] opposition that would be based in northern Iraq and foresees the establishment of a Kurdish federal entity within Iraq's existing borders, we will consider it."

Mr Barzani was due to meet the US Secretary of State, Madeleine Albright, the National Security Adviser, Sandy Berger, and other senior officials. He is also expected to have his first face-to-face meeting with his factional rival, Jalal Talabani, since their groups went to war in May 1994. The meeting, arranged after years of mediation by US and British diplomats, is

regarded as a major step towards reconstituting a viable Iraqi opposition.

Iraqi opposition sources say that perceived US weakness has emboldened Saddam to the point, according to one, "that he is utterly confident that should he attack the Kurds, the Americans won't lift a finger."

PUK Delegation in Ankara

Anadolu Agency, September 9, 1998

ANKARA, Sept 9 (A.A) - A delegation representing the Patriotic Union for Kurdistan (PUK) will come to Ankara on Wednesday in order to hold contacts here, it was reported the same day.

Sermet Atacanly, the Deputy Spokesman of the Foreign Ministry, said in a press briefing that Celal Talabani, the PUK leader will send a delegation to Ankara to hold consultations within the framework of Turkey's contacts with the groups in Northern Iraq.

Responding to another question, Atacanly stated that Turkey stands at an equal distance from the Kurdish groups in Northern Iraq, adding "the factor which determines our relations with these groups is the distance of these groups from the separatist terrorist PKK organization."

Noting that there are concerns about the connection between the PUK and PKK, Atacanly said that Turkey openly conveyed her concern about this issue to the PUK.

Pointing out that Turkey attributes great importance to prevention of terrorist activities which are directed against Turkey's citizens and territories, Atacanly stated that this issue will come onto the agenda during the visit of the PUK delegation.

Stressing that the efforts concerning the establishment of a joint government in Northern Iraq can also be discussed during the PUK's visit to Ankara, Atacanly said that Turkey isn't the decision-making body and she can only convey her views about this issue.

Mesud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) had high ranking contacts in Ankara in recently and then proceeded to the US.

Bulent Ecevit, the Deputy Prime Minister had said that the KDP extended support to Turkey's struggle against the separatist terrorist PKK organization.

* * *

Rusian Duma Supports Cease-fire by Kurdish Guerrillas.

Inter-Tass, September 9, 1998

MOSCOW, September 9 (Itar-Tass) - The State Duma lower house of Russian parliament supports the initiative of leader of the Kurdistan Workers Party Abdullah Ocalan who announced unilateral stoppage of hostilities by Kurdish guerrillas as of September 1, 1998 and urges Turkish leaders to enter peaceful talks. This is said in a statement of the lower house of Russian parliament "On the peaceful initiative to resolve the Kurdish problem in the Republic of Turkey."

It was passed at the Duma plenary meeting on Wednesday.

The statement says the Duma has been closely following settlement of the Kurdish problem in Turkey. Russian MPs declared more than once for a peaceful solution to the Kurdish problem by a political way on a basis of respect for the principle of territorial integrity of the Republic of Turkey and for lawful rights and interests of the Kurdish people, the statement says. The lower house of Russian parliament made a call to the United Nations, international organisations, governments and parliaments, as well as to the world public "to do the utmost to stop the armed conflict and ensure a peaceful solution to the Kurdish problem in the framework of generally-recognised principles and norms of international law."

Kurdistan Parliament in Exile election results

MED-TV

September 7, 1998

Deputies were elected to the Kurdistan Parliament in Exile (KPE), in line with a decision taken at the 8th General Assembly of the KPE on 23-24 May, to hold elections to the parliament, which was inaugurated on 12 April 1995. The electoral council has evaluated the results of the elections.

Some deputies have already received their official documents and the KPE is expected to convene soon to start its second period.

The make-up of the KPE is the same as before, with the National Liberation Front of Kurdistan (ERNK) having 12 deputies, the Kurdistan Communist Party having 2, the Democracy Party 10, Hevgirtin Welatparez 2, Assyrian Syriac representatives 4, and 2 each for the Islamic Movement of Kurdistan, the Alevi Union of Kurdistan and the Yezidi Union of Kurdistan. The Free Womens' Union of Kurdistan has 5 members and the Jurists, Writers, Teachers, Journalists, small business people and artists have 1n each.

Kurds in the commonwealth of Independent States (CIS) have 5 representatives, the US Kurds and the Australian Kurds have 1 each, and there are 11 Independents.

Procès contre Necmettin Erbakan pour "incitation à la haine religieuse"

DIYARBAKIR (Turquie), 9 sept (AFP) - Un procès intenté à l'ancien Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan pour "incitation à la haine raciale ou religieuse" s'est ouvert mercredi à Diyarbakir (sud-est), en son absence.

M. Erbakan, qui est accusé d'avoir commis ce délit dans un discours prononcé à Bingol (est) en 1994, peu avant les élections municipales, est passible d'une peine de prison allant jusqu'à trois ans aux termes de l'article 312/2 du code pénal.

Le chef islamiste n'a pas assisté à l'audience d'ouverture du procès, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. Il a envoyé une lettre à la Cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir (DGM) pour exprimer son souhait de déposer à Ankara, ce qui a été accepté par le tribunal qui a renvoyé l'audience au 21 octobre.

Ce procès avait été intenté le 2 juin par la DGM de Diyarbakir après que des cassettes vidéo, contenant le discours de M. Erbakan, eurent été découvertes au siège à Bingol de la Fondation nationale de la Jeunesse (MGV), proche des islamistes, lors d'une perquisition policière en 1997.

Le procès a été lancé contre M. Erbakan après que le parquet de la DGM de Diyarbakir eût déchiffré le discours du chef islamiste.

Un autre procès se poursuit contre M. Erbakan à Ankara pour avoir "insulté" la Cour constitutionnelle dans une intervention, prononcée deux jours après la dissolution de son Parti islamiste de la Prospérité (Refah) en janvier 1998 pour "activités contre le régime laïc" du pays.

Le chef islamiste est passible d'une peine de prison allant jusqu'à un an et demi dans cette affaire.

M. Erbakan, 72 ans, avait gouverné la Turquie de juin 1996 à juin 1997 à la tête d'une coalition gouvernementale à dominante islamiste. Il avait dû démissionner sous la forte pression des militaires, qui accusaient son parti d'encourager la montée du fondamentalisme musulman en Turquie.

Avec la dissolution du Refah, M. Erbakan et plusieurs de ses amis ont été interdits de politique pour cinq ans.

La plupart des députés de l'ex-Refah ont rejoint un autre groupe islamiste, le Parti de la Vertu (Fazilet), créé avant l'interdiction du Refah. Le Fazilet est ainsi devenu le premier parti en sièges au parlement, comme l'était le Refah avant lui.

* * *

Prêt de 360 millions de dollars de la Banque Mondiale à la Turquie

WASHINGTON, 10 sept (AFP) - La Banque Mondiale a accordé un prêt de 360 millions de dollars à la Turquie pour l'aider à reconstruire les infrastructures des régions touchées par des inondations et un tremblement de terre, selon un communiqué diffusé jeudi.

Le prêt servira à financer la restauration des infrastructures dans les communautés rurales et municipalités affectées par les récentes inondations et la réparation des logements détruits ou endommagés par un tremblement de terre dans la province d'Adana.

L'Iran veut faire preuve de « prudence » vis-à-vis des talibans

LES APPELS au calme se sont multipliés, lundi 7 septembre, après les déclarations iraniennes légitimant le principe d'une intervention militaire en Afghanistan pour répondre à l'assassinat supposé de dix diplomates iraniens lors de la prise de la ville de Mazar-i-Sharif par les talibans, en août. Près de 70 000 soldats iraniens participent depuis la semaine dernière à des manœuvres près de la frontière afghane.

Le Pakistan a appelé l'Iran et l'Afghanistan à faire preuve de la « plus grande modération » et à « prendre des mesures pour faire tomber la tension » à leur frontière. Le roi Fahd d'Arabie saoudite a exhorté les deux pays à « faire preuve de retenue » et à mettre fin pacifiquement à leur différend. Le Pakistan et l'Arabie saoudite comptent parmi les rares pays à avoir reconnu le régime des tali-

bans, qui contrôle la majeure partie de l'Afghanistan, à la différence de l'Iran, qui continue de tenir le gouvernement du président déchu Burhanuddin Rabbani comme la seule autorité légitime.

« RIGIDITÉ D'ESPRIT »

A Téhéran, l'ancien président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani qui dirige le Conseil de discernement, la plus haute instance d'arbitrage politique du régime, a estimé, lundi, que « le gouvernement et le Conseil national de sécurité sont en train d'essayer de résoudre ce problème au plus vite, avec prudence et de manière calculée ». L'ancien chef de l'Etat a toutefois affirmé que Téhéran « entendait défendre avec fermeté les droits de ses citoyens dans les autres pays ». Il a également accusé les talibans de « créer des tensions avec les pays voisins, ce qui, a-t-il dit, est une

preuve de leur rigidité d'esprit et de leur manque de prudence ». Ni le Guide de la République islamique, Ali Khamenei, chef des armées, ni le président Mohammad Khatami ne se sont exprimés depuis le week-end.

Le quotidien de langue anglaise *Tehran Times* avait affirmé, dimanche, que l'ayatollah Khamenei lui-même n'envisageait pas d'affrontement militaire malgré les informations alarmantes rapportées par Amnesty International à propos de massacres de chiïtes et de l'assassinat de diplomates et d'un journaliste iraniens à Mazar-i-Sharif. Selon le journal, « malgré ses nombreux problèmes avec les talibans, l'Iran ne veut pas avoir de confrontation avec eux car cela n'est dans l'intérêt d'aucune des deux nations, et parce qu'un conflit militaire serait un coup sérieux porté à la paix dans la région ». - (AFP Reuters.)

LE MONDE / MERCREDI 9 SEPTEMBRE 1998

Ankara met en garde l'UPK (bien: UPK) contre toute activité hostile

ANKARA, 10 sept (AFP) - La Turquie a mis en garde jeudi une délégation de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), groupe kurde d'Irak dirigé par Jalal Talabani, contre toute déclaration ou activité hostile à son égard, a-t-on appris auprès du ministère turc des Affaires étrangères.

Une délégation de l'UPK conduite par Fouad Massoum, membre du bureau politique de l'UPK, a rencontré à Ankara des diplomates turcs, dont Aykut Cetirge, directeur général du département Proche-Orient au ministère.

"Nous avons mis en garde la délégation de l'UPK contre les déclarations et activités visant la Turquie", a dit un responsable de la diplomatie turque, parlant sous couvert de l'anonymat.

"Nous attendons (de la part de l'UPK) une explication de son attitude et l'appelons à ne pas se livrer à des activités contre la Turquie", a-t-il ajouté. Il n'a pas précisé quelles étaient les déclarations et activités contre lesquelles l'UPK a été mise en garde.

Les propos de ce responsable turc interviennent après des déclarations de Jalal Talabani au quotidien de langue arabe Al-Hayat, où le chef kurde a dénoncé le danger d'une occupation permanente du nord de l'Irak par la Turquie.

"Nous craignons de voir Ankara exploiter (...) la situation pour créer un deuxième Chypre dans cette région et je pense que le gouvernement irakien a de son côté réalisé le danger de la politique turque", affirmait M. Talabani.

Les relations entre la Turquie et l'UPK sont médiocres, Ankara accusant M. Talabani d'aider le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), tandis que l'UPK accuse Ankara d'avoir tué de nombreux civils dans la zone qu'il contrôle lors d'attaques aériennes l'an dernier.

"Nos relations avec le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan, de l'autre chef kurde d'Irak Massoud Barzani) et l'UPK dépendent de leur attitude vis-à-vis des terroristes du PKK", avait déclaré mercredi à la presse un porte-parole de la diplomatie turque, Sermet Atacanli.

Le PDK est l'allié d'Ankara depuis mai 1997 contre le PKK dans le nord de l'Irak, cette région étant utilisée par la rébellion kurde de Turquie comme base arrière.

L'arrivée à Ankara de la délégation de l'UPK a fait suite à une visite la semaine dernière à Ankara de M. Barzani.

Le PDK et l'UPK sont en conflit intermittent depuis 1994, à propos du partage des souverainetés et surtout des revenus des commerces frontaliers. Leurs affrontements sporadiques ont fait plus de 3.000 morts depuis mai 1994.

Prenant le parti du PDK, des unités turques avaient combattu contre les peshmergas de l'UPK l'automne dernier dans le nord de l'Irak.

Un cessez-le-feu précaire est en place depuis novembre 1997 sous le patronage des Etats-Unis, de la Turquie et de la Grande-Bretagne.

Turkey confirms new joint air maneuvers with Israel

- 'Turkey is sending around a dozen aircraft to Israel,' said a Turkish military official, but not wanting to comment on the type of aircraft being sent

Ankara - Turkish Daily News ALPARSLAN ESMER

Turkish military-level confirmation was given on Wednesday to reports of joint air maneuvers in Israel scheduled to start on Sept. 13 with the participation of Turkish and Israeli jets.

The exercises are planned to be held for five days, according to the London-based Jane's Defence Weekly. Since the signing of a military cooperation and training agreement in 1996, both countries have been training their armies, navies and air forces in each other's territory, territorial waters and airspace.

"Turkey is sending around a dozen aircraft to Israel," said a Turkish military official, but he

did not want to comment on the type of aircraft being sent there. Jane's said the planes would be F-16s from Diyarbakir Air Base.

Last July the Turkish Daily News reported that a squadron of Turkish F-16s had gone to Israel in June to receive training for evading Russian-made anti-aircraft missiles, which are similar to the S-300 missiles the Greek Cypriots plan to deploy on the Mediterranean island of Cyprus this November. Turkey was threatening to respond with retaliatory measures if the missiles were deployed.

The exercise in June was carried out in an "Air Combat Maneuvering Instrumentation Range" in the Negev desert jointly operated by the Israeli Air Force and local missile contractor Rafael. The range contains various Russian-made surface-to-air missile systems, replica systems and radar. There were reports a few months ago that Turkey was also planning to build a similar training range in the city of Eskisehir, but no more details have become available.

"The [new] air exercises will involve similar training," the military official told the TDN, adding that exercises are carried out every three months. These exercises include periodic visits by Israeli jets to Turkey in order to benefit from its vast airspace, and by Turkish jets to Israel to receive training in avionics. The Israeli daily Jerusalem Post, which also reported on the upcoming joint air exercises, said that Turkish and Israeli jets have never flown together.

The Associated Press reported that Israeli officials would neither confirm nor deny the anticipated exercises. "Each side carries out maneuvers according to its needs, taking advantage of the air space of the other country," Israeli Defense Ministry spokesman Avi Benayahu was quoted as saying.

More naval maneuvers

Turkey and Israel had also earlier announced the conducting of the second joint naval maneuvers in November. Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz confirmed the naval exercises on Tuesday while he was visiting Palestinian areas following a visit to Jordan and Israel.

The first of these maneuvers, dubbed Reliant Mermaid was held in early January off the Israeli coast. Jordan at that time only sent an observer to watch the joint search-and-rescue exercises between the Turkish and Israeli navies, while Egypt had declined an invitation to participate.

Turkish-Israeli military cooperation has been drawing sharp criticism from neighboring Arab countries, while both Ankara and Tel Aviv have been maintaining that the cooperation -- which has turned out to have a more strategic value -- does not target any third country in the region.

Most of the criticism came from Syria, which has strained ties both with Turkey and Israel. Yilmaz on Tuesday fired back a response to a Syrian criticism, calling on Damascus to eliminate its support of separatist Turkish Kurds.

Le flirt d'Israël avec la Turquie inquiète le monde arabe

Le Premier ministre Mesut Yilmaz en visite chez Netanyahu.

Jérusalem de notre correspondant

Il y a des idylles qui gagnent à rester discrètes. Arrivé avant-hier à Jérusalem, le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, aurait souhaité plus de retenue de la part de Benyamin Netanyahu, surtout pour sa première visite au Proche-Orient. Son homologue israélien vient en effet d'exalter un peu trop bruyamment leur cohésion, en particulier dans le domaine militaire, au point de susciter désaveux embarrassés à Ankara et réactions indignées dans le monde arabe.

Lors d'un colloque tenu le 1^{er} septembre à Tel-Aviv, Benyamin Netanyahu s'est déclaré partisan d'une «structure de défense régionale» dont les deux pays formeraient l'ossature principale. Son projet d'un cadre de résolution pacifique des conflits, d'un «Helsinki méditerranéen» bâti sur le modèle de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), n'a eu aucun écho. En revanche, la perspective d'un Proche-Orient dominé par un axe israélo-turc ne pouvait que soulever l'inquiétude des Etats voisins.

Ankara juge l'initiative pour le moins prématurée, sinon maladroite. «Nous devons avancer pas à pas. Les conditions de la paix dans la région doivent être réunies avant d'aller plus loin», a souligné le lendemain

«L'armée turque utilise ses rapports privilégiés avec Israël à des fins de politique intérieure pour mieux contrer les religieux.»
Amikam Nachmani, professeur à l'université Bar-Ilan

pas être entraînée malgré elle dans le conflit israélo-arabe.

Pourtant, depuis deux ans, les deux armées les plus puissantes du Proche-Orient ne cessent de se rapprocher. Chefs d'état-major et ministres de la Défense



Mesut Yilmaz (centre) avec Netanyahu, lundi à Jérusalem. C'est sa première visite au Proche-Orient.

se se rendent visite presque tous les six mois. Les pilotes de chasse israéliens peuvent utiliser pour leur entraînement l'immense espace aérien turc. Le Mossad a été autorisé à grappiller des renseignements sur la Syrie et l'Iran à partir du plateau anatolien. Des experts aideraient également l'armée turque à mieux contrôler ses frontières orientales.

Missiles antimissiles. Sur le plan industriel, l'Etat hébreu a décroché un double contrat d'une valeur totale de 705 millions de dollars (4,2 milliards de francs) pour la remise à niveau d'une cinquantaine de

Phantom F-4 et d'un nombre équivalent de F-5. Des négociations sont déjà bien avancées pour l'assemblage en Turquie de tanks israéliens Merkava, la modernisation d'un millier de chars Patton M60 et le développement en commun de missiles antimissiles. Ankara accède ainsi à des technologies que l'Occident hésite à lui fournir, du fait de son sombre bilan en matière de droits de l'homme, et peut boudier du même coup une Union européenne qui vient de lui fermer ses portes.

Premiers contacts. Rien n'est venu troubler cette lune de miel, pas même le passage à la tête du gouvernement turc de

l'islamiste Necmettin Erbakan. L'armée, garante de l'héritage laïc de Mustafa Kemal, «utilise ses rapports privilégiés avec Israël à des fins de politique intérieure pour mieux contrer les religieux», indique Amikam Nachmani, professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan. Les premiers contacts militaires remontent aux années 50, quand l'Etat hébreu cherchait à rompre son isolement en nouant des alliances avec des pays non arabes situés à la périphérie du Proche-Orient, à commencer par l'Iran du shah. Mais la Turquie n'avait jamais voulu rendre les liens publics.

Depuis l'effondrement de l'URSS et la signature des accords d'Oslo, le couple n'hésite plus à s'afficher au grand jour. En janvier, les deux flottes ont participé à des manœuvres combinées en Méditerranée avec la participation d'un navire de guerre américain. Il s'agissait officiellement de sauvetage en mer. Les Etats voisins ont d'ailleurs retenu la démonstration de force que le motif humanitaire.

Soutien au PKK. La Syrie ne peut que craindre le rapprochement entre ses deux ennemis. Un vieux conflit l'oppose à la Turquie sur le partage des eaux de l'Euphrate. En représailles aux barrages construits en Anatolie, elle appuie en sous-main les rebelles séparatistes du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan). L'Egypte, qui aspire au leadership ré-

Libération

9 S E P T E M B R E 1 9 9 8

gional, voit d'un très mauvais œil le retour de l'ancienne puissance ottomane. En Israël, les diplomates prônent donc la prudence face aux militaires partisans d'une coopération étroite avec Ankara. Le ministère des Affaires étrangères redoute les réactions hostiles des Arabes, mais aussi de la Grèce et de Chypre. D'ailleurs, si la Turquie désire renforcer ses liens avec Israël, elle ne veut pas entendre parler d'un pacte militaire. Son ambassadeur à Amman, Suha Omar, a

qualifié, dimanche, l'idée de «stupidité». Surtout au moment où le processus de paix déperit. «Ce pays n'a jamais caché son souhait que nous parvenions à un accord avec les Arabes et les Palestiniens en particulier. Ce serait une erreur de croire que ses soldats viendront un jour à notre secours ou réciproquement», souligne Amikam Nachmani. La Turquie est davantage

intéressée par un développement des échanges économiques.» Ainsi, 80 hommes d'affaires accompagnaient hier Mesut Yilmaz. Le commerce entre les deux pays avoisine déjà le milliard de dollars, ce qui encourage les deux pays à évoquer l'instauration d'une zone de libre-échange ●

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Turkey cannot turn its back on the PUK reality

- It will take two to tango in northern Iraq and that can only be done with the KDP and the PUK for the time being...

Editorial by Ilnur Cevik

Turkey is extremely unhappy with the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) Jalal Talabani, the veteran politician and guerrilla leader of northern Iraq. Turks say Talabani has let them down too many times and has not withstood the test of time. They say he has actively cooperated with Turkey's Kurdish separatist terrorists and has given them sanctuary in the areas he controls in northern Iraq...

Talabani's anti-Turkish statements and interviews have added to the anger and dismay in Ankara.

However, despite all the negative elements, we feel it would be extremely wrong to write off Talabani and the PUK due to an array of reasons.

One is the fact that Talabani and the PUK are a reality in their region and will remain so for a very long time. If durable peace and order is to come to northern Iraq, it will be through a settlement which addresses the needs and wishes of both sides. This is in the interest of Turkey, which sees northern Iraq as its back yard and of strategic importance. Thus Turkey is obliged to deal with Talabani and the PUK irrespective of its past anger and disagreements.

Besides, it is a fact that people can only start to make amends through debate and dialogue and not through fighting and conflict. Thus we feel Turkey and the PUK should sit down and do some heart to heart talking that may iron out some of the misunderstandings and disagreements.

As a matter of fact, such a relationship could facilitate better understanding and reconciliation between the PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Mesoud Barzani.

Let us face some facts. The PUK did not turn its back on Turkey on its own. It is a fact that the PUK did commit some errors but some of these were forced upon Talabani and his men. Turkish authorities, especially during the rule of former prime minister Tansu Ciller, managed to alienate the PUK with their extremely negative attitude. They threw Talabani into the laps of Iran and Syria.



Later, unfortunately, the PUK collaborated with Turkey's PKK separatist terrorist group which seems to be an attempt by Talabani to take revenge on Ankara. We feel this was misguided, especially because of the fact that Mam Jalal (Talabani) is a good friend, a clever diplomat, and a shrewd tactician...

Barzani is a close friend and ally of Turkey and this is more than welcome. However, we feel Talabani should not have been pushed into a situation where he had to fall at odds with Ankara. Much damage has been inflicted because of this and we feel it is time to make amends. Ankara and the PUK should be able to forge some kind of a working relationship provided everyone realizes the mistakes which have been committed in the past. Better late than never.



Turkey says watching rapprochement between Greece, Iran, Armenia

- Spokesman: 'We are carefully watching the developments and making the necessary assessments'

Ankara- Turkish Daily News

Ankara said on Wednesday that it was closely following the results of a trilateral summit between the foreign ministers of Greece, Iran and Armenia in Tehran.

"We are evaluating the nature and outcome of the summit. We are carefully watching the developments and making the necessary assessments," Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli told a press conference.

The summit in Tehran was economically loaded, but it still created disturbance in Turkey due to Ankara's thorny relations with its three neighbors. The Turkish media tended to interpret the gathering as the omen of an emerging antagonistic alliance against Turkey.

Declining to approve this point of view, Atacanli said that none of the three foreign ministers had made a statement that would irk Ankara.

Greek diplomatic sources speaking to the Turkish Daily News asserted that the summit had nothing to do with anti-Turkey intentions. They explained that Greece desired to maintain positive relations with Iran since it has one of the most important oil resources in the world. They pointed out that relations between Iran and Greece cannot go very far since Athens has certain restraints deriving from its NATO and European Union (EU) membership.

"The Turkish foreign minister himself will visit Tehran soon," one of the officials said in reference to Ismail Cem's upcoming visit to Iran, which is seen as a clear sign of the ameliorating Turco-Iranian ties.

The same official also played down suggestions that a Greek-Armenian cooperation could pose a threat to Turkey from any point of view.

Speaking at a press conference after the summit in Tehran on Tuesday, Greek Foreign Minister Theodoros Pangalos reiterated well-known Greek critiques to Turkey, but

managed to keep a lower profile than usual. He said that the negotiation between the two sides on Cyprus should restart immediately and Turkey should comply with United Nations resolutions on the dispute.

Commenting on the longstanding Turco-Greek disputes in the Aegean, Pangalos said that Turkey should bring its territorial claims before the jurisdiction of the International Court of Justice (ICJ). Turkey maintains that the two sides should first talk face-to-face -- a suggestion that Greece rejects.

The usually outspoken Pangalos declined to comment on the accelerating Turco-Israeli cooperation. He has previously dubbed the Turco-Israeli relationship "an alliance of wrongdoers" and "threat to the security of the region."

Simitis due in Turkey next month

In a related development, Atacanli confirmed that Greek Prime Minister Costas Simitis will visit Turkey next month to attend the summit of Balkan prime ministers to be held in Antalya on Oct. 12-13. Pangalos is expected to accompany the Greek premier.

Last Sunday Simitis said that during the summit he would meet his Turkish counterpart Mesut Yilmaz -- a statement which was interpreted as a signal for a rare face-to-face meeting between Turkish and Greek leaders.

Ankara rappelle son ambassadeur en Libye pour consultations

Ven 11 Sep 98 - 08h05 GMT

ANKARA, 11 sept (AFP) - La Turquie a rappelé son ambassadeur en Libye pour consultations après la participation d'un groupe membre de la rébellion kurde de Turquie aux festivités du 29ème anniversaire de la révolution libyenne le 1er septembre dernier, a-t-on appris vendredi auprès de la diplomatie turque.

"L'ambassadeur Mufit Ozdes a été rappelé pour consultations", a dit un responsable du ministère turc des Affaires étrangères, indiquant que l'ambassadeur avait remis une note de protestation aux autorités libyennes avant de rentrer en Turquie.

L'ambassadeur turc a quitté les festivités lorsqu'il a vu un groupe de militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) défilier sur la musique jouée par une fanfare militaire libyenne, selon la même source.

Ces dernières années, les relations turco-libyennes ont connu des difficultés en raison de déclarations jugées anti-turques du dirigeant libyen Mouammar Khadafi.

En 1997, l'ambassadeur turc de l'époque en Libye, Ates Balkan, avait été définitivement rappelé et Ankara avait souhaité la chute du colonel Khadafi, à la suite de "déclarations agressives" de ce dernier contre Ankara et ses forces armées.

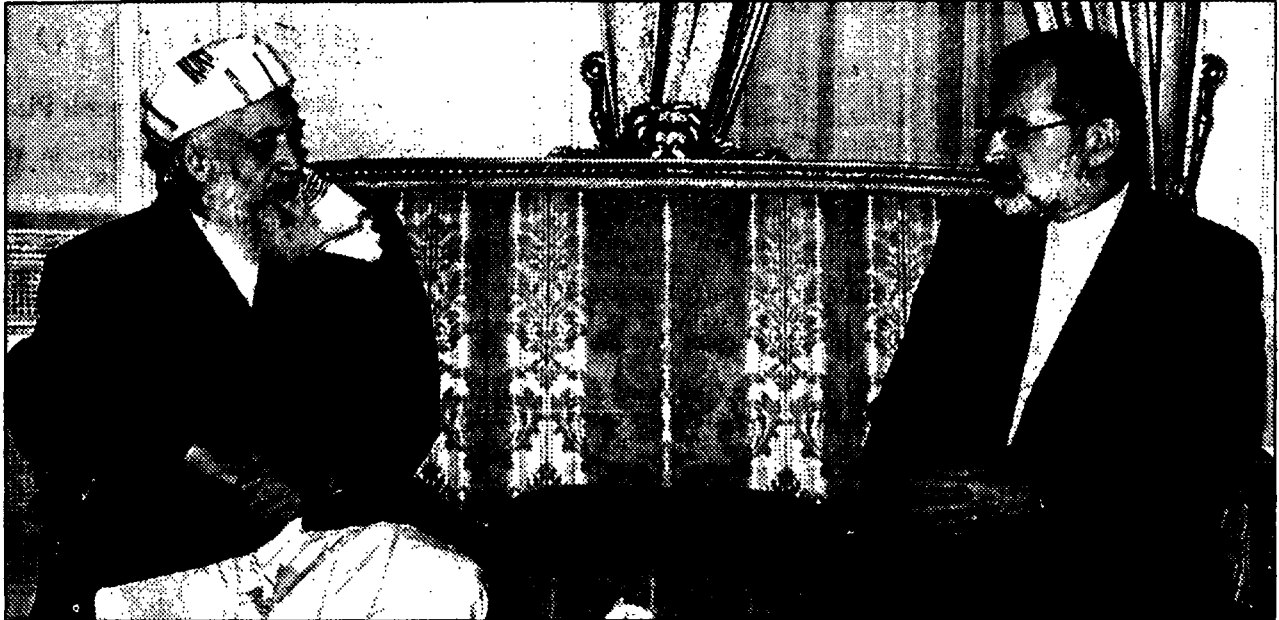
Il avait déclaré sur la chaîne de télévision nationale que "l'armée turque, qui est dirigée par Israël, est engagée dans une confrontation contre la nation arabe", dans une allusion aux relations de coopération militaire existant entre la Turquie et Israël.

En 1996, M. Balkan avait été une première fois rappelé à Ankara après les déclarations du dirigeant libyen au cours d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre islamiste turc de l'époque, Necmettin Erbakan, en visite en Libye.

M. Khadafi avait alors affirmé que la Turquie était "l'esclave des Etats-Unis".

Khatami Says Iran Is Ready to Act to Resolve Crisis With Taleban

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 10, 1998



Agence France-Press

Former President Burhanuddin Rabbani of Afghanistan, left, meeting the Iran foreign minister, Kamal Kharazi.

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN — Despite American calls for restraint, Iran's president said Wednesday that his country would act "in whichever way we see fit" to resolve a potentially explosive dispute with the militant Islamic movement that controls most of neighboring Afghanistan.

The warning by President Mohammed Khatami amplified the blunt message already sent by Iran through a major troop buildup near the Afghan border. Though Mr. Khatami pledged Wednesday that Iran would turn first to diplomacy to resolve the crisis, he also suggested that the United States had little business warning others against the use of military force.

"They get worried when we act on our own borders to protect our security," Mr. Khatami said of American officials. "But they allow themselves to launch long-distance missile strikes on other countries and kill innocent people."

Mr. Khatami was clearly referring to American attacks last month on alleged terrorist targets in Afghanistan and Sudan, and his comments seemed intended to build a further case for possible Iranian military strikes against the Taleban movement, a bitter rival whom Iran has held responsible for the disappearance of dozens of Iranians, including 11 diplomats, during fighting in Afghanistan last month.

The Iranian buildup — numbering about 70,000 troops, along with large stocks of military equipment — and nearly a week of warnings from Tehran have prompted expressions of deep concern in Washington.

On Wednesday, the State Department spokesman, James Rubin, urged Afghanistan's neighbors "to refrain from taking actions that could further enlarge or inflame the conflict." Iran-based diplomats and other independent experts here said that they continue to regard an all-out war as unlikely.

But they said it seemed possible that Iran would launch at least a limited punitive strike unless the Taleban responds soon to Iranian demands for answers about the fate of its citizens, who had been based in the northern, rebel-held town of Mazar-i-Sharif until it was overrun by Taleban forces on Aug. 8.

The United States has not been alone in urging that the conflict be resolved peacefully. Both Pakistan and Saudi Arabia have warned that the use of force by either side could further unsettle a volatile region, and a United Nations spokesman said Wednesday that Secretary-General Kofi Annan had been talking to the parties "about ways to sort this out."

Working with the help of Pakistani intermediaries, Iranian diplomats have met during the last week with some Taleban officials, and have succeeded in winning the release of five Iranian truck drivers freed by the Taleban as a goodwill gesture. But Iran says that the Taleban has yet to account for at least 45 Iranians who have been missing since the fall of Mazar-i-Sharif, which had been the headquarters of an Iranian-backed militia alliance fighting to keep the purist Islamic movement from consolidating its hold on Afghanistan.

Some reports have said the Iranian diplomats might have been killed when the Taleban seized the Iranian consulate

in the city. One top Taleban leader has been quoted as saying that the diplomats were "probably dead."

Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, who is commander-in-chief of Iran's half-million strong armed forces, said late last week that there would be no confrontation between Iran and the Taleban, despite the buildup of elite Revolutionary Guards and other forces who have remained in place after staging high-profile war games near the Afghanistan border.

In recent days, however, Iranian officials have seemed to suggest that their patience may soon wear thin.

On Wednesday, the foreign minister, Kamal Kharazi, called on the Taleban to "respond positively" to Iran's demands "before it is too late." And Mr. Khatami,

a relatively moderate Shiite Muslim cleric who has tried to build bridges with many of his country's longtime foes, sounded positively bitter as he complained that others around the world seemed indifferent to the missing Iranians' fate.

He even said he held the Taleban responsible for "a human tragedy" and "genocide" in Afghanistan, where the movement captured the capital, Kabul, two years ago and now controls about 90 percent of the territory.

Although Mr. Khatami did not elaborate on his remarks, he seemed to be referring to findings issued last week by the human rights group Amnesty International that thousands of Shiites had been killed during the taking of Mazar-i-Sharif by the Taleban, who follow a purist version of Islam's dominant Sunni faith.

Le Conseil de sécurité de l'ONU maintient les sanctions contre l'Irak

Kofi Annan doit procéder à « l'examen d'ensemble » voulu par Bagdad

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 9 septembre, une résolution ambivalente à propos de l'Irak : les sanctions économiques seront maintenues tant que

la coopération avec les experts en désarmement, interrompue en août, n'aura pas repris, mais « l'examen d'ensemble » du dossier réclamé par Bagdad est évoqué.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 9 septembre à l'unanimité et sans aucune explication de vote, la résolution 1195 qui « condamne » l'Irak pour sa décision, prise le 5 août, d'interrompre sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU chargés de son désarmement. Estimant cette attitude « inacceptable », le Conseil a décidé de « ne plus procéder à aucun réexamen » des sanctions économiques en vigueur depuis huit ans tant que Bagdad ne sera pas revenu sur sa décision. Le prochain réexamen était prévu pour octobre.

Mais malgré cette « punition », le Conseil laisse aussi une porte ouverte pour l'Irak en évoquant ce qu'il réclame, à savoir « l'examen global » de son dossier, une fois la coopération reprise. Par une formule délibérément vague, le Conseil « se déclare disposé à procéder à l'examen d'ensemble du respect par l'Irak » de ses obligations. Cet « examen global » au-

cun pays membre du Conseil ne l'a cependant explicité, préférant laisser au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le soin de le définir.

A COURT D'IDÉES

Le fait que cette dernière résolution fasse l'unanimité au Conseil est révélateur. Il démontre d'abord la réticence de Washington pour toute rétorsion militaire, du moins pour le moment. Mais il montre aussi que la décision irakienne de non-coopération est inacceptable pour tout le monde, y compris les trois pays qui se présentent comme les « amis » de Bagdad, la Russie, la France et la Chine.

La résolution risque de mettre le secrétaire général en difficulté. Lassés de ce dossier et à court d'idées, les quinze pays membres du conseil se défontent sur lui mais sans lui donner, dans la résolution, les moyens de résoudre le problème. S'il est vrai, comme nous l'ont confirmé plusieurs sources à Washington, que la stra-

tégie américaine demeure le maintien des sanctions, le secrétaire général n'a pas de « carotte » à proposer à Bagdad en échange de la reprise de sa coopération. Mais il n'a plus dans sa panoplie le « bâton » qui aurait été une menace militaire des Etats-Unis. Quant à l'Irak, selon le scénario le plus probable, il pourrait décider de ne pas revenir sur sa décision d'août dans l'attente des propositions de M. Annan.

Contrairement à l'habitude, l'ambiance au sein du Conseil de sécurité, mercredi, a été paisible. Défilant les uns après les autres devant les caméras de télévision, les ambassadeurs se sont déclarés « extrêmement satisfaits » devant ce que le représentant russe a qualifié de « décision inventive ». Quant au numéro deux de la délégation américaine, Peter Burly, il a même expliqué que la résolution du Conseil est « la lumière au bout du tunnel que réclame Bagdad ». Pour le nouvel ambassadeur britannique, Jeremy Greenstock, le Conseil a décidé « d'offrir à l'Irak

une nouvelle opportunité de réintégrer le concert des nations », opportunité qui, a-t-il ajouté, si elle est refusée par l'Irak « le maintiendra excommunié ».

Les formules utilisées dans le texte peuvent être interprétées de manière très diverses. Pour les plus cyniques, c'est-à-dire les Américains, la résolution offre l'opportunité de ne plus s'occuper de l'Irak en renvoyant la responsabilité sur le secrétaire général. M. Annan n'a-t-il pas signé en février un mémorandum d'accord avec le gouvernement de Bagdad l'engageant à coopérer avec l'Unscop ? Pour les moins cyniques, le texte donne l'occasion de réexaminer au fond les relations de l'Irak avec l'ONU, ainsi, et surtout, que l'impact des sanctions économiques qui pèsent sur les 22 millions d'Irakiens depuis huit ans.

DE FACTO « DÉARMÉ »

Quant à la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, pour l'instant, disent ses membres, elle ne se sent pas concernée. L'Unscop ne croit pas que l'Irak acceptera de revenir sur sa décision. Ses inspecteurs s'attendent même à une nouvelle crise, « dans un avenir pas très lointain ». L'Irak, disent-ils à qui veut l'entendre, est de facto « désarmé », mais, cela, la Commission ne peut pas le dire « noir sur blanc » car une telle évaluation serait « politiquement explosive » et de toute façon « hors de sa compétence ».

Afsané Bassir Pour

Talabani annoys Ankara

- Ankara irked by cooperation between the PUK and Greece

Ankara - Turkish Daily News

Remarks made by Jalal Talabani, head of the Iraqi Kurdish group, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have been evaluated as "shooting himself in the foot."

Just before sending a delegation to make peace with Ankara, Talabani made statements in Tehran that the Turkish Foreign Ministry was "up in arms" on Thursday before meeting with the PUK delegation.

Talabani not only demanded "support for the human rights, freedoms and special personality of the Kurdish people" in his meeting with Greek Foreign Minister Theodoros Pangalos in Tehran, but also accused Turkey of basing its troops permanently in northern Iraq.

While the Foreign Ministry was trying to decipher the meaning of Talabani's remarks, a PUK mission was being welcomed in Ankara for mending ties between the PUK and Ankara.

The delegation, led by Dr. Fouad Masoum and including Adnan Moufti, Muhammad Tofiq and the PUK's Ankara representative, Shazad Saib, was received by senior Foreign Ministry officials in the morning, with talks continuing during an official lunch.

Talabani complains to Greece

"Mr. Pangalos said that Mr. Talabani's concern is focused on the fact that the Turkish military has changed its tactics and no longer withdraws from the regions in which it launches attacks, but leaves

behind some soldiers, in this way creating kind of 'bases'," an Athens News Agency story on the issue said.

Turkey's military operations in northern Iraq could lead to a "Cyprus-style occupation," the Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani warned in remarks published on Thursday. "The Turkish presence is dangerous, in our opinion, and it threatens Iraqi sovereignty and national unity," Talabani told the London-based, Arabic-language newspaper Al-Hayat.

"We fear that this could be a pretext to create a new Cyprus in this region," said Talabani. Talabani accused Turkey of using its "Turkmen brothers" as a pretext for entering northern Iraq.

Ecevit accuses Talabani

In Turkey, Deputy Prime Minister Bulent Ecevit on Thursday accused Talabani of helping the Turkish Kurdish separatists flee from Iraq into Iran, from where they can relaunch their operations. "Since our cooperation with Barzani, it has become more and more difficult [for the separatists] to infiltrate [into Turkey] from Iraq. Therefore, with the help of Talabani, they are crossing into Iran," Ecevit told the private Turkish television channel, NTV.

Talabani's remarks, especially having been made at a time when Washington is hosting a meeting for reconciliation between the two rival Iraqi Kurdish factions, were evaluated to have harmed the already cool ties between Turkey and the PUK.

Turkish sources stressed that there was a relationship between the PUK and the PKK, and also referred to reports on ties between Greece and the PKK. "These reports are disgusting," said official sources in remarks to the Turkish Daily News.

PUK officials, following the meeting with Foreign Ministry officials, told the TDN that they have been satisfied with the Turkish attitude towards peace in northern Iraq. Regarding Talabani's remarks quoted by Pangalos, PUK officials said that there "had been a misunderstanding."

Talabani will have talks with senior U.S. officials including Secretary of State Madeleine Albright on Monday.

Barzani: Positive first day of Washington visit

HARUN KAZAZ

Washington - Turkish Daily News

Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Iraq, said that although it was only the first day of his official visit to Washington and too early to comment, he thought all of the meetings on Wednesday had been "positive." Barzani made his remarks when leaving the State Department after his final meeting of the day. Barzani and the KDP delegation were accompanied by State Department officials on the way out of the building in a very congenial atmosphere.

Barzani's first day of official meetings in Washington started and ended at the State Department. His initial meeting of the day with David Welch, principal deputy assistant secretary of state for near eastern affairs, lasted over an hour-and-a-half. His last meeting with the Policy Planning Office of the State Department went over an hour.

According to KDP sources, during the second day of his official visit, Barzani will meet again with senior officials at the State Department and additionally with senior officials at the Department of Defense. Frank Kramer, assistant secretary of defense for international security affairs, and Ambassador David Shafer of the State Department, who is in charge of a project collecting evidence on war crimes and genocide in Iraq, are among the other senior officials that Barzani will meet.

On Sept. 12, Barzani is scheduled to meet with Secretary of State Madeleine Albright at the State Department and also with Assistant to the President for National Security Affairs Sandy Berger at the White House.



Massoud Barzani's Congressional meetings are expected to take place upon his return to Washington next week.

Barzani is visiting Washington at the official invitation of the State Department from Sept. 9-11. In related event, the Department next week will host Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani for a visit Sept. 14-16. It is expected that both Kurdish leaders will have a face-to-face meeting in Washington sometime between Sept. 16-18.

PUK official denies alleged Kurdish aspirations in Turkey

Ankara - Turkish Daily News

- 'The remark is not Talabani's,' PUK official Saib said in referring to his chief

Shazad Saib, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) representative in Turkey, has denied reports that the Iraqi Kurdish faction's leader, Jalal Talabani, wants an autonomous Kurdish entity partly within Turkey's territories, the Anatolia news agency reported.

"The remark is not Talabani's," Saib said in referring to his chief. "There must be a mistake, because we want a federation in northern Iraq, not autonomy and not within Turkey's territory," he added.

Earlier reports stated that Talabani had asked Greek Foreign Minister Theodoros Pangalos, who was in Iran and who recently met with Talabani, for help in supporting an autonomous Kurdish entity within Turkey's borders.

Saib also spoke about a PUK delegation's meetings in Turkey on Thursday, saying that the talks were fruitful. He also denied that the PUK was helping the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting Turkish security forces. "The PKK has 10 or 11 political offices in our area," he added.

The PUK official also requested support from Ankara for a joint Kurdish government in northern Iraq.

Talabani is expected to soon fly to the United States through Iran, Saib added. Earlier, Foreign Ministry officials said that there was a possibility that the PUK chief might stop in Ankara on his return from Washington and have talks with Turkish officials.

Saib avoided commenting on a recent report by an Arab newspaper quoting Talabani as having accused Turkey of creating a second Cyprus in northern Iraq.

Ankara recalls ambassador in Tripoli amid growing crisis

- Deputy Prime Minister Bulent Ecevit criticised Ghaddafi as an 'unsuitable leader for Libya' and added, 'Ghaddafi's discourtesy has already exceeded the level of tolerance'

Ankara - Turkish Daily News

A new crisis is on the horizon between Ankara and Tripoli over Libyan Leader Moammar Ghaddafi's invitation to the separatist Turkish Kurds to attend celebrations marking the 29th anniversary of the revolution that brought him to power.

Turkey announced that it had recalled its ambassador to Libya, Mufit Ozdes, for consultations for an indefinite period. Following this action, Tripoli also recalled its ambassador in Ankara, Mansour Mohammad Bedir.

The festivities in Libya took place on Sept. 1. Turkey issued a strongly-worded protest about the participation of representatives of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the celebrations. Turkey is said to have also asked for an explanation from Libya.

A Foreign Ministry official was quoted by the Anatolia news agency as saying that the Libyan ambassador in Ankara, who was invited to the ministry earlier, could not provide any satisfactory answers. The Libyan ambassador reportedly told the Foreign Ministry that the PKK's participation in the festivities apparently took place without Tripoli's permission.

The PKK has been fighting for the last 14 years to achieve an independent Kurdish homeland in

Turkey. Since 1984, more than 28,000 people have been killed in the conflict.

Ecevit: 'Intolerable'

Strong criticism concerning the latest incident in Libya has also come from other officials in Turkey. Deputy Prime Minister Bulent Ecevit criticised Ghaddafi as an "unsuitable leader for Libya" and added, "Ghaddafi's discourtesy has already exceeded the level of tolerance."

Ecevit said Turks and Libyans are brotherly nations, but the Libyan leader's attitude was simply intolerable.

Another criticism also came from the coalition's senior partner, the Motherland Party, when its deputy chairman, Yasar Okuyan, criticized the former Islamist leader Necmettin Erbakan. Erbakan visited Libya in late 1996 as head of the Turkish government and met Ghaddafi.

"Will Mr. Erbakan and his comrades have the courage to condemn Ghaddafi, before whom they bowed down like his subjects?" Okuyan asked. He also described Ghaddafi as a "Desert Bedouin."

When receiving Erbakan in 1996, a controversy was sparked when Ghaddafi referred to his desire for an independent Kurdish republic.

M. Khatami critique la coopération militaire turco-israélienne

Dim 13 Sep 98 - 10h49 GMT

TEHERAN, 13 sept (AFP) - Le président iranien Mohammad Khatami a condamné la coopération militaire entre la Turquie et Israël, qui "choque le monde musulman", en recevant dimanche à Téhéran le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem.

"La Turquie n'a pas besoin de collaborer avec un pays qui a montré sa nature agressive" et dont "la présence dans la région est nocive pour tout le monde", a déclaré le chef de l'Etat iranien, cité par la télévision d'Etat.

M. Cem, également cité par la télévision, a assuré que "les rapports entre la Turquie et Israël n'iront jamais à l'encontre des intérêts des pays de la région".

Le chef de la diplomatie turque a également émis le vœu que Téhéran et Ankara "jouent un rôle constructif pour la paix et la stabilité dans la région et dans le monde".

M. Cem est arrivé samedi à Téhéran pour une visite de trois jours, premier voyage en Iran d'un chef de la diplomatie turque depuis cinq ans.

Les entretiens, prévus également avec son homologue iranien Kamal Kharazi, doivent porter aussi sur les rapports tendus entre Téhéran et les taliban après l'annonce par ces miliciens fondamentalistes afghans de la mort d'une dizaine de diplomates et d'un journaliste iraniens en Afghanistan.

La Turquie, qui partage l'inquiétude de Téhéran face à la milice fondamentaliste afghane, a condamné le meurtre de ces ressortissants iraniens tués lors de la prise de la ville de Mazar-i-Sharif par les taliban.

Les entretiens devraient également porter sur la question kurde, après que la Turquie eut ouvertement accusé l'Iran la semaine dernière de soutenir l'organisation séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en conflit avec Ankara.

La Turquie et l'Iran ont récemment normalisé leurs relations, après une crise diplomatique provoquée par des déclarations de soutien de diplomates iraniens au mouvement islamiste en Turquie. Les deux pays ont échangé des ambassadeurs en mai dernier, après les avoir rappelés pendant plusieurs mois.

Malgré les divergences, l'Iran et la Turquie veulent coopérer

TEHERAN, 13 sept (AFP) - L'Iran et la Turquie ont annoncé dimanche leur intention de renforcer leur coopération bilatérale et régionale en dépit de leurs nombreuses divergences, notamment sur la coopération israélo-turque.

Au cours d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc İsmail Cem, le chef de la diplomatie iranienne Kamal Kharazi a fait état de "quelques divergences de vue" avec la Turquie, tout en soulignant que "les intérêts et les soucis communs exigent que nous soyons régulièrement en contact".

M. Kharazi a affirmé que les deux parties sont convenues de se retrouver deux fois par an pour discuter de "questions régionales et bilatérales dont celles de la sécurité".

Pour sa part, M. Cem a indiqué que les deux pays ont décidé de mettre sur pied des commissions mixtes de sécurité pour la lutte contre la drogue et le terrorisme.

"Les groupes terroristes et séparatistes utilisent le sol de nos voisins. Nous avons exprimé nos inquiétudes à ce sujet aux responsables iraniens", a-t-il dit.

La Turquie avait ouvertement accusé l'Iran la semaine dernière de soutenir l'organisation séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Autre sujet de désaccord, la coopération militaire entre la Turquie et Israël, ennemi implacable de l'Iran: "l'un des points de divergence au sujet duquel nous avons exprimé notre inquiétude", a dit M. Kharazi.

En recevant M. Cem, le président iranien Mohammad Khatami a condamné la coopération militaire turco-israélienne qui, selon lui, "choque le monde musulman".

"La Turquie n'a pas besoin de collaborer avec un pays qui a montré sa nature agressive" et dont "la présence dans la région est nocive pour tout le monde", a déclaré M. Khatami.

M. Cem, a assuré que "les rapports entre la Turquie et Israël n'iront jamais à l'encontre des intérêts des pays de la région".

Les deux parties semblent toutefois s'entendre sur la situation en Afghanistan qui n'a occupé qu'une partie des discussions, selon M. Cem.

Celui-ci a estimé que "les combats doivent cesser en Afghanistan et un gouvernement de coalition doit y être formé", rejoignant ainsi le désir de Téhéran.

Parmi les autres sujets de divergence, la coopération iranienne avec la Grèce et l'Arménie, que la Turquie considère hostiles à son égard.

M. Cem a estimé que "la Grèce cherche à semer la division entre la Turquie et ses voisins". Il a accusé Athènes "d'appuyer, d'armer et d'héberger des terroristes".

S'agissant de Chypre, dont la Turquie occupe le nord depuis 1974, M. Cem a affirmé: "Nous n'allons pas livrer les Chypriotes-turcs à l'ennemi". "Comme la Bosnie a été importante, Chypre l'est aussi", a-t-il ajouté.

M. Cem effectue la première visite à Téhéran d'un chef de diplomatie turque depuis cinq ans, en vue de normaliser les relations tendues depuis plus d'un an, Téhéran ayant été accusé par Ankara de vouloir exporter sa révolution islamique.

Les deux pays ont échangé des ambassadeurs en mai dernier, après les avoir rappelés pendant plusieurs mois.

Tehran Tells Military to Prepare for Afghanistan

Taleban Vows Revenge If Iran Troops Attack Over Envoys' Slayings

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN —The supreme leader of Iran, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, told the country's military and top civilian officials Tuesday to be ready to carry out "speedy, timely and forceful implementation" of impending decisions in a crisis over Afghanistan.

The directive stopped short of a full military alert, senior Iranian officials said. But it was enough to prompt a furious response from the militant Taleban movement in Afghanistan, which vowed to strike back at Iran if Tehran makes good on repeated threats to use military force against the Taleban.

About 70,000 Iranian Revolutionary Guards, along with tens of thousands of

regular soldiers, are deployed near the Afghan border area, where they face what the Taleban has said is its own force of about 25,000 troops.

In response to the new threats, a Taleban spokesman, Wakil Ahmed, told the Afghan Islamic Press: "Iran must know that if the soil of Afghanistan is attacked, we will target Iranian cities, and the entire responsibility will rest with Iranian authorities."

Iran is seething over the recently confirmed killings of at least eight Iranian diplomats and a journalist by Taleban forces. Ayatollah Khamenei's call for heightened readiness was clearly intended to increase pressure on the Taleban, which controls most of Afghanistan.

Not only have Iranian officials vowed to avenge the deaths of the diplomats, but they have also said the Taleban must be held accountable for a campaign of atrocities against minority Shiite Muslims, of whom Iran sees itself as a guardian.

United Nations officials have validated at least some of the atrocity accusations, made also by international human rights groups. The UN officials reported that Afghan refugees reaching Pakistan had given credible and chilling accounts of the deliberate killings of large numbers of Shiite civilians in the northern town of Mazar-i-Sharif last month.

A spokesman for the UN High Commissioner for Refugees said in a telephone interview Tuesday that refugees who fled the town after it was overrun by Taleban forces Aug. 8 had "very consistently" provided reports of house-to-house searches that targeted Shiites for execution.

The spokesman, Rupert Colville, said that in interviews with UN personnel, the

refugees had also reported that bodies of some of the dead were left in the street for several days and that other Shiites had been loaded into containers that were then hauled away by truck, causing some inside to die of heat or suffocation.

Accounts by international human rights groups, including the London-based Amnesty International and the New York-based Human Rights Watch, have cited even more grisly claims of crimes against Shiites, including the cutting of throats and severing of hands by the Taleban, which is made up of purist followers of Islam's dominant Sunni faith.

Iran has condemned the killings as genocide and warned that more killings may be under way in the central Afghan city of Bamian, captured by Taleban forces over the weekend.

Taleban spokesmen have repeatedly denied that their forces committed ethnic reprisals, and in recent days Taleban radio has repeatedly broadcast instructions from commanders that civilians in Bamian should not be harmed.

But international aid workers say it has been difficult to verify what is taking place in Bamian, in large part because UN personnel and most other foreigners left Afghanistan after U.S. cruise missile strikes on suspected terrorist targets there last month provoked widespread outrage that made their work exceedingly dangerous.

Iranian press accounts have emphasized the potential for peril faced by Shiites in Afghanistan. They make up about 15 percent of that country's population and were the dominant force in the Iranian-backed Hezb-i-Wahadat militia.

But it is the deaths of the Iranian diplomats — seven of whose bodies were returned to Tehran early Tuesday

SEPTEMBER 16, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Atta Kenare/Agence France-Press

Revolutionary Guards answering Ayatollah Khamenei's exhortation Tuesday in Tehran to prepare for action.

during an emotional airport ceremony — that has stirred Iranian passions, creating what Gholam-Hossein Karbaschi, the mayor of Teheran, described as “a very dangerous time.”

Another senior Iranian official, who would speak only on condition of anonymity, said in a separate conversation, “The honor of Iran has been damaged, and the people expect revenge.”

Iran has long been at odds with the Taleban, and it has been a major supplier of logistic and military support to the opposition forces that have been trying to prevent the militia from consolidating its control.

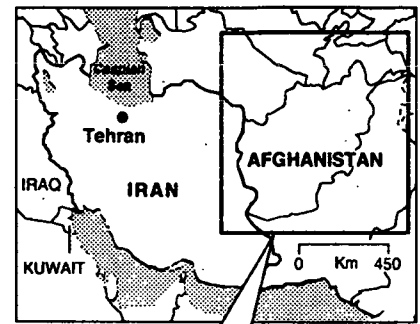
But with the capture in the last five weeks of Mazar-i-Sharif, the opposition's northern headquarters, and Bamian, its last remaining stronghold, Taleban forces have taken control of the airstrips and land routes that Iran used to provide its indirect support. That may rank high among the factors, Tehran-based diplomats say, that Iran appears to be contemplating some kind of direct intervention.

Ayatollah Khamenei, who had warned Monday that “very great and wide danger is quite near” in the conflict with Af-

ghanistan, issued his call for heightened readiness in an address to senior commanders of the Revolutionary Guards, the premier Iranian fighting force.

“All officials and those in charge of the affairs of the country, including the armed forces, must be ready for speedy, timely and forceful implementation of whatever decisions the senior political and security authorities deem necessary,” Ayatollah Khamenei said in the speech.

The Revolutionary Guards then issued a warning of its own, adding to a recent cascade of harsh words from leading Iranian institutions. It said that the Guards and the volunteer Bassiji youth militia were ready “to take the revenge of the oppressed by revolutionary force.”



NYT

Turkey says no to permanent Kurdish rule of N. Iraq

ANKARA, Sept 16 (Reuters) - Turkey said on Wednesday any administration in the Kurdish-held enclave of northern Iraq set up after U.S.-brokered talks should only be temporary and not challenge Baghdad's sovereignty.

The leaders of the two main northern Iraqi Kurdish factions are expected to meet in Washington later this week as part of U.S. efforts to reconcile the feuding rivals.

The two have fought sporadically since the region split from Baghdad's control after the 1991 Gulf War.

“A certain order should be brought into that region,” Turkish foreign ministry spokesman Necati Utkan told reporters. “Of course, this order should be a temporary one, a final solution should definitely be found within the territorial integrity of Iraq.”

Turkey complains that lack of authority in the remote, mountainous enclave has allowed a Turkish Kurd guerrilla group, the Kurdistan Workers Party (PKK), to set up bases there.

Turkish forces have entered the enclave to attack the rebels and have become a semi-permanent presence, forming an alliance with one of the feuding Iraqi Kurdish factions, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP).

Utkan said Turkey's priority for the area was to limit the activity of PKK guerrillas.

“Among the possible results of the mediation efforts, we stress that the order which would be set up should make the combat against the PKK more effective,” he said.

Turkish security forces killed 53 Kurdish rebels in a four-day offensive close to the Iraqi border that came to an end on Wednesday, authorities in southeast Turkey said in a statement.

Thousands of troops, backed by air power, combed the mountainous in search of PKK guerrillas. There was no mention of any Turkish military casualties.

Kurdish leaders meet in good atmosphere, U.S. says

WASHINGTON, Sept 16 (Reuters) - Leaders of Iraq's two rival Kurdish factions met on Wednesday for the first time in four years to try to resolve differences, and U.S. officials hosting the meeting said the atmosphere between them was cordial.

The officials reported no breakthroughs in the three hours of talks that Mustafa Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) held with State Department mediators.

But the two leaders, whose forces have clashed repeatedly in the Western-protected northern Iraq enclave where Baghdad authorities have no control, will meet Secretary of State Madeleine Albright on Thursday for further talks.

Barzani and Talabani met on Wednesday with Martin Indyk, assistant secretary of state for Near Eastern affairs, and his deputy David Welch, who visited northern Iraq in July.

"I would describe the atmosphere in this meeting as very good. There was a feeling on both sides of an opportunity to make real progress here," a senior U.S. official told reporters.

Added, "The divisions between these two parties are considerable, and they involve practical aspects of political and economic authority which are difficult for the two to bridge."

The United States, with Turkey and Britain, has made several initiatives to end hostilities between the two factions, which agreed a ceasefire last year after another round of fighting.

The two parties have controlled Iraqi Kurdistan since shortly after the 1991 Gulf War. To protect the Kurds from repression by President Saddam Hussein, Western powers declared the area off-limits to Baghdad and enforce a "no-fly-zone" there for Iraqi aircraft.

The KDP and PUK are at odds over how to share political authority in the region and proceeds from a lucrative diesel fuel trade with Turkey.

But the U.S. official said he believed the factions wanted to improve ties to ensure that a U.N. "oil-for-food" scheme continued to benefit their region.

Under the scheme, the United Nations allows Iraq to export some oil and use the money to buy food and medical supplies, despite continuing U.N. trade sanctions against Baghdad for its 1990 invasion of Kuwait.

Barzani's KDP has at times allied itself with Baghdad while Talabani's PUK has ties with Iran.

U.S. mediators, anxious to keep both the Iraqis and the Iranians out of the area, made clear they opposed cooperation with either government, the U.S. official said.

US-Iraqi Kurds

APn (AP US & World), September 16, 1988

By GEORGE GEDDA

Associated Press Writer

WASHINGTON (AP) -- With a handshake, rival Iraqi Kurdish leaders met Wednesday for the first time in four years in an American-sponsored effort to forge a united front against Iraqi President Saddam Hussein.

An administration official said the Washington meeting between Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan and Massoud Barzani of the Kurdish Democratic Union was good, but serious divisions remain.

Secretary of State Madeleine Albright is to meet with the two before the end of the week.

The factions have clashed repeatedly in recent years, costing them international sympathy and easing any concern by Saddam about a potential threat from the Kurdish-dominated northern region, where anti-Saddam sentiment runs strong.

The Iraqi Kurds enjoyed enormous international support in 1991 when, at the end of the Gulf War, Saddam unleashed his forces against them, drove many toward the Turkish border and created a humanitarian catastrophe.

Although the United States and other international donors have helped the Kurds since then, the Kurds have retained a sense of abandonment, which helped induce Talabani and Barzani to consider reconciliation, the administration official said.

The PUK-KDP rivalry reached a high point in late summer 1996. Amid intense fighting, the KDP invited Saddam's Iraqi forces to intervene on its behalf, while the PUK sought assistance from Iran. In response to the Iraqi penetration of northern Iraq, established in 1991 as a haven for the Kurds, President Clinton ordered air strikes against targets in the southern part of the country.

The administration official, briefing reporters on condition he not be identified, said it would be naive to suppose the KDP no longer has contact with Iraqi authorities but added the United States has no evidence of cooperation with Baghdad.

For the Kurds, one positive development has been an arrangement that enables them to participate in a U.N. program that allows Iraq to sell oil abroad on the condition that the revenues be used for food and medicine and other humanitarian items.



Barzani meets with Turkish ambassador in Washington

- Barzani's rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan is also expected to meet with Ilkin

Ankara - Turkish Daily News Jeu 17 Sep 98

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani who finished his talks with U.S. officials in Washington met with Turkish Ambassador Baki Ilkin on Tuesday, the Anatolia news agency reported.

During the meeting, Barzani is said to have told the ambassador that he had given priority to his party's ties with Turkey and asked for continuous support for his party from Ankara.

Barzani has been in Washington for some time. He stayed there to prepare himself for a likely meeting with his rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). As of yet there is no set date for the meeting. Talabani is also expected to meet with Ilkin.

In an interview with the Turkish Daily News earlier, Talabani categorically denied some anti-Turkey remarks attributed to him. He was quoted earlier by an Arabic daily as saying that Turkey was trying to create another Cyprus in northern Iraq, and that he told Greek Foreign Minister Theodoros Pangalos that he was in favor of a Kurdish homeland within Turkey's borders.

HADEP prepares for its grand convention

- The People's Democracy Party (HADEP) is carrying out preparations for its grand convention and is trying to draw people's attention to the PKK cease-fire

Ankara - Turkish Daily News

MUSTAFA ERDOGAN

September 17, 1998

The People's Democracy Party (HADEP) is carrying out preparations to hold its grand convention in November. HADEP, which is in trouble because of the "flag incident" that occurred at its last convention, has formed a security team of 1,000 people in order to prevent a similar incident happening again. Besides its preparations for the convention, HADEP has decided to stage activities to create a sensitivity among the people of the country towards the PKK cease-fire.

HADEP has completed almost all of its provincial conventions. Its grand convention will be held on Nov. 1. The party has held provincial conventions in fifty provinces and will hold its final conventions in Ankara and Tunceli on Sept. 26. In the remaining provinces, where HADEP will not hold provincial conventions, it does have provincial organizations, as stipulated by law. Besides these preparations, HADEP is giving emphasis to providing support for the cease-fire, which was been announced on Sept. 1 by the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK).

Flag incident: never again

HADEP Deputy Chairman Osman Ozcelik informed the Turkish Daily News of his party's recent work. Ozcelik said that the party had made a great effort to prevent incidents in the coming convention similar to the one at the party's 1996 convention, where the Turkish flag was removed from where it was hanging. Stating that this event has harmed his party significantly, Ozcelik added: "After this event a nationalistic movement rose and two of our party members were attacked and killed after the convention. Our party buildings have been bombed. All of our then party administrators are in jail now. All these events show that we had nothing to do with that [flag] incident."

Over 1,000 people have been hired in order to maintain security during the convention and the Central Youth Committee is carry work on it, said Ozcelik. "We will never allow such a thing to happen again."

'We can halt the FP'

Ozcelik has said that his party would prevent the Virtue Party (FP) from getting a great number of votes in elections if those elections were held in a peaceful environment. He stated that his party was preparing itself with all its power for the coming elections and their grand convention to be held in November. In the research they have carried out, they appear to be the most popular party in the Southeast, he said, adding that HADEP could become a party of mission for a stable peace in the region. Ozcelik demanded that state authorities not miss this opportunity, and announced that his party will undertake activities across the country to increase people's desire for peace. HADEP will organize peace meetings in Istanbul on Sept. 19 and in Adana on Oct. 4.

On Nov. 3, on the anniversary of the Susurluk accident, a joint meeting will be held with the Freedom and Solidarity Party (ODP). It will be a meeting promoting peace, Ozcelik said. Photos showing the destruction caused by the quarrels in the Southeast, evacuated villages and people who have been disabled because of battles will be published and sent to intellectuals, whose support for the cease-fire will be requested.

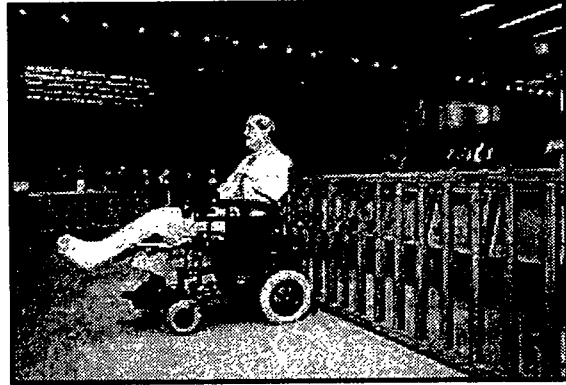
All parties will be called upon to make efforts for peace. HADEP's provincial and township organizations will ask other party's provincial and township organizations to "urge their party administrations to work for peace."

Provincial and township organizations will support activities of "civil disobedience" and passive resistance and will cooperate with conscientious objectors (those men who refuse to complete compulsory military service because of their beliefs). In addition to that, local media outlets will be contacted to aid the promotion of peace.

EP's Socialists nominate Akin Birdal for human rights award

Ankara - Turkish Daily News

The largest political group in the European Parliament, the Socialists, has nominated Human Rights Association (IHD) president, Akin Birdal, for this year's Saharov human rights award.



The final decision on the winner will be made by the Parliament's presidency after all the groups determine their nominees.

In May Birdal was attacked and seriously wounded by ultranationalist hitmen, after his name appeared on the front pages of newspapers in a list of alleged collaborators with the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which was said to have been revealed by captured PKK commander Semdin Sakik.

In 1997 the Saharov award was presented to Algerian human rights activist Salima Gazali for her efforts in the name of press freedom, human rights and a peaceful solution to the political turmoil in Algeria. In 1996 the award was given to Leyla Zana, a former Kurdish deputy who is presently serving a jail sentence in an Ankara prison.

Ankara: Arrangement for N. Iraq should be temporary

- 'An ultimate settlement should definitely be based on Iraq's territorial integrity,' Utkan says

Ankara - Turkish Daily News

Turkey said on Wednesday that any arrangement to fill the authority vacuum in northern Iraq should be temporary and should lay the necessary ground for a more efficient struggle against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

Referring to the ongoing consultations between the two Iraqi Kurdish leaders, Jalal Talabani and Massoud Barzani, and U.S. officials in Washington, Foreign Ministry spokesman Necati Utkan told a press conference that any arrangement to be made in northern Iraq as a result of these talks should be a "temporary order."

"The whole problem is to fill the authority vacuum in northern Iraq. A certain order should be set up there and it should be of temporary nature. An ultimate settlement should definitely be based on Iraq's territorial integrity," Utkan stressed.

He also emphasized that any new arrangement to be outlined should not obstruct the struggle against the PKK, which takes advantage from the authority vacuum in northern Iraq and uses the region as a base to strike against Turkey.

"What we highlight most regarding the efforts for hammering out a compromise [between the Kurdish leaders] is our anticipation and hope that the new order in question will make the struggle against the PKK more efficient," the spokesman said.

Utkan added that Talabani and Barzani will inform Ankara about their talks in Washington when they return.

Barzani is the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), while Talabani heads the Kurdistan Patriotic Union (KYB). The two factions are involved in a power struggle in northern Iraq, an area which has been out of Baghdad's control since the end of the Gulf War.

Le ministre turc des A.E. s'en prend à la Syrie au sujet des Kurdes

ANKARA, 17 sept (AFP) - Le ministre turc des Affaires étrangères M. Ismail Cem a mis en garde jeudi la Syrie contre une aggravation des relations bilatérales et a affirmé que le "manque de confiance actuel" de la Turquie vis à vis de Damas était devenu "chronique".

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision privée d'information en continu NTV, M. Cem a déploré le manque de coopération de la part de Damas, notamment dans le domaine de la lutte anti-terroriste.

"Nous proposons avec insistance à la Syrie de coopérer contre le terrorisme et lui expliquons l'inquiétude créée chez nous par le terrorisme émanant du territoire syrien", a-t-il dit. M. Cem faisait allusion au soutien apporté, selon Ankara, par les autorités syriennes aux séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan, en rébellion armée contre Ankara.

Ces déclarations interviennent aux lendemains des propos du commandant en chef des forces terrestres de l'armée turque, le général Atilla Ates, qui avait mis en garde mercredi la Syrie contre une aide aux rebelles du PKK. La Syrie, avait déclaré le général Ates "devrait savoir que notre patience a des limites".

"La Syrie a mal interprété notre bonne volonté. Elle abrite le chef de l'organisation terroriste séparatiste (ndlr: Abdullah Ocalan du PKK) malgré nos mises en garde répétées", avait-il dit devant des unités militaires dans la ville de Reyhanli, près de la frontière avec la Syrie.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", vit à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara.

Damas a toujours démenti apporter son soutien aux rebelles du PKK et accuse pour sa part Ankara de poursuivre avec Israël une coopération militaire qui, selon lui, met en danger l'équilibre de la région.

Les violences liées à la rébellion du PKK ont fait près de 31.000 morts depuis 1984.

Barzani: les Etats-Unis continueront à protéger les Kurdes

DUBAI, 15 sept (AFP) - Le chef kurde Massoud Barzani, en visite à Washington, a affirmé mardi avoir reçu des assurances des Etats-Unis qu'ils continueraient à protéger les kurdes d'Irak, dans un entretien publié mardi par le quotidien arabe Al-Hayat.

"Les responsables américains m'ont assuré qu'ils continueraient à protéger la région (kurde) et qu'ils ne permettraient pas que le peuple kurde soit victime d'une nouvelle catastrophe. Nous estimons que cette position est très importante", a déclaré M. Barzani.

M. Barzani, qui a rencontré le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, a ajouté avoir reçu l'assurance que les États-Unis "riposteront à toute agression" contre les Kurdes d'Irak.

Le chef kurde a par ailleurs déclaré avoir affirmé aux responsables américains que leur plan pour renverser le président irakien Saddam Hussein "n'est pas mûr". "Si cinq millions de dollars suffisent à renverser le régime, nous sommes prêts à les payer de notre poche", a-t-il dit.

Le Washington Post avait révélé en juillet, citant un rapport présenté au Congrès, un plan américain pour aider à renverser le régime irakien prévoyant essentiellement l'unification de l'opposition irakienne, auquel un budget de cinq millions de dollars avait été alloué.

M. Barzani a affirmé qu'il y avait un "dialogue" entre sa formation, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), et le pouvoir irakien, mais qu'il "n'a pas abouti à une étape qui puisse nous permettre de parvenir à un accord politique".

Le chef kurde, qui doit rencontrer cette semaine pour la première fois depuis quatre ans son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en présence de Mme Albright en vue d'une réconciliation, a assuré qu'il ferait "preuve de la plus extrême souplesse pour parvenir à une solution acceptable".

"Mais il ne faut pas avoir des espérances déraisonnables, car on ne peut pas effacer quatre ans de conflit en une réunion", a-t-il ajouté.

Il a expliqué que son parti était "disposé à participer à un gouvernement de coalition" comme le demande l'UPK, "mais sur la base des résultats des élections de 1992 qui nous ont donné la majorité".

"A l'époque, a-t-il dit, nous avons accepté un gouvernement au sein duquel chacun détenait la moitié des portefeuilles afin d'éviter une guerre qui de toute façon a eu lieu".

Depuis 1994, le PDK est en conflit avec l'UPK pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à la mainmise de Bagdad depuis 1991. Ces affrontements ont fait plus de 3.000 morts malgré la conclusion de plusieurs cessez-le-feu, le dernier en novembre 1997.

World: Middle East Iraqi Kurds shake hands



The PUK's Jalal Talabani courted Saddam Hussein

Leaders of the two main Kurdish factions in Iraq have announced an agreement to work towards a reconciliation following years of hostility.

The two men, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), made the announcement in Washington, where they met for the first time for four years.

They exchanged handshakes in the presence of the American secretary of state, Madeleine Albright and other United States

officials who have been negotiating with them for the past few days.

The officials said the agreement provided for a transitional power-sharing authority, leading up to elections next year for a regional assembly for Iraqi Kurdistan.

The two factions have clashed repeatedly over control of the Western-protected enclave in northern Iraq.

Internal conflict

The two parties have controlled Iraqi Kurdistan since shortly after the 1991 Gulf War.

Western powers declared the area off-limits to Baghdad to protect the Kurds from repression by President Saddam - who created a humanitarian catastrophe in the area when his forces drove the Kurds to the Turkish border in 1991.

But the Kurdish factions are at odds over how to share political authority in the region and profits from the lucrative diesel fuel trade with Turkey.

The PUK-KDP rivalry reached a high point in late summer 1996. Amid intense fighting, the KDP invited Saddam Hussein's Iraqi forces to intervene on its behalf, while the PUK sought assistance from Iran.

In response to the Iraqi penetration of northern Iraq, President Clinton ordered air strikes against targets in the southern part of the country.

Massoud Barzani et Jalal Talabani décident de résoudre leurs divergences

WASHINGTON, 18 sept (AFP) - Les deux frères ennemis kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, sont convenus jeudi à Washington de régler leurs divergences, qui ont fait plus de trois mille morts dans le nord de l'Irak depuis 1994.

Lors d'une brève rencontre avec la presse au département d'Etat, le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, s'est félicitée de "l'esprit renouvelé de réconciliation" entre les deux chefs kurdes, qui se rencontraient pour la première fois depuis 1994, date à laquelle les hostilités avaient éclaté entre leurs formations respectives.

Massoud Barzani dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les deux partis combattent depuis quatre ans pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à la mainmise de Bagdad depuis 1991.

Madeleine Albright a estimé que l'accord entre les deux hommes, définissant un "calendrier" pour le règlement des divergences entre les deux chefs kurdes, permettrait aux Etats-Unis et à d'autres pays de faciliter l'aide aux Kurdes du nord de l'Irak.

Le secrétaire d'Etat a également souligné que la rencontre entre les deux chefs kurdes et leur décision de mettre un terme à leurs hostilités couronnaient "six mois" d'efforts entrepris non seulement par les Etats-Unis, mais aussi par la Turquie et la Grande-Bretagne.

"Nous les encourageons et nous aiderons où nous le pouvons à remplir ce calendrier. Sans unité, l'avenir restera très difficile", a encore déclaré Madeleine Albright.

Un haut responsable du département d'Etat a préféré parler quant à lui d'une "période de transition" devant déboucher sur des élections, l'été prochain, à une "assemblée régionale" dans les zones que les deux chefs kurdes contrôlent, dans le nord de l'Irak.

En attendant, Massoud Barzani et Jalal Talabani ont "accepté" de continuer à se voir, dans le nord de l'Irak ou alors dans l'un des trois pays signataires des accords d'Ankara, en 1996, à savoir la Turquie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Un accord a été conclu sur le calendrier de leurs rencontres, a-t-il indiqué.

Les deux hommes vont s'efforcer pendant la "phase de transition" d'oeuvrer en direction d'une meilleure unité ou coordination entre eux, et finaliser les "questions de partage du pouvoir et de partage des revenus" entre leurs deux formations, a-t-on poursuivi de même source.

L'objectif est "non seulement de stabiliser la situation dans le domaine de la sécurité mais (aussi) de colmater les brèches politiques du passé et parvenir à une véritable réconciliation".

La "phase de transition" durera jusqu'aux élections.

Lors d'une brève cérémonie en présence de la presse, Massoud Barzani et Jalal Talabani ont assuré que l'accord qu'ils avaient conclu ne remettait aucunement en question l'unité de l'Irak.

"Notre peuple souhaite un Irak fédéré, démocratique et uni. Il s'agit d'une possibilité pour nous d'affirmer que nous ne sommes pas une force séparatiste. Nous sommes pour le renforcement de l'unité nationale de l'Irak", a ainsi déclaré Jalal Talabani.

Les deux chefs kurdes se sont enfin serrés la main sous l'oeil des photographes et des cameramen.

DES ONG AMÉRICAINES DEMANDENT À LEUR GOUVERNEMENT DE BLOQUER LA VENTE DES ÉQUIPEMENTS DESTINÉS À LA POLICE TURQUE

Le contrat de vente par des firmes américaines à la police turque de 80 camions blindés de transport de troupes et de 60 véhicules anti-émeutes suscite de vives réactions parmi les ONGs américaines de défense des droits de l'homme.

Rappelant que ce contrat de \$ 38

millions sera financé par US Export-Import Bank, la section américaine d'Amnesty International, dans une déclaration rendue publique le 4 septembre, rappelle que la loi Leahy stipule clairement que les fonds d'Export-Import Bank ne peuvent être utilisés pour fournir des équipements à des unités de sécurité étrangères s'il y a des preuves crédibles de violations massives des droits de l'homme. Pour Amnesty International "il est consternant" que l'administration Clinton puisse considérer une vente de ce genre "à un pays ayant un bilan si horrible dans le domaine des droits de l'homme". "C'est outrageant que le Département d'État manque d'appliquer la loi Leahy et qu'il autorise une vente aux unités de la police turque responsables notoires de tortures et de mau-

vais traitements" a ajouté Dr. William F. Schutz, directeur exécutif d'Amnesty pour qui la secrétaire d'État Albright ne devrait pas autoriser la conclusion de cette vente. Amnesty rappelle ensuite quelques unes des violations les plus graves des droits de l'homme commises dans la période récente par la police turque.

Le 11 septembre, 31 ONG, dont Amnesty, Washington Kurdish Institute, Arms Trade Resource Center et Arms Sales Monitoring Project, ont écrit une lettre commune à Mme Albright l'appelant au respect de la loi Leahy et lui demandant d'empêcher cette vente d'équipements "contre-productive et nuisible pour les intérêts américains" à des unités de la police turque qui les utilisera pour continuer ses pratiques abusives.

IRAN Une guerre contre les talibans ? L'engrenage serait infernal

Universitaire réputé, Sadegh Zibakalam critique l'incohérence de la politique de Téhéran vis-à-vis de l'Afghanistan et met en garde contre les conséquences d'un conflit armé avec Kaboul. Un entretien publié dans "Tous", qui a succédé à Téhéran à "Jamé'e", le quotidien "rénovateur" interdit en juillet dernier.

TOUS

Téhéran

Il semblerait que nous soyons au bord d'une guerre avec l'Afghanistan. S'agit-il d'une perspective vraisemblable ?

SADEGH ZIBAKALAM Je crois malheureusement que l'évolution actuelle nous mène bon gré mal gré vers un affrontement armé. Ce processus est la conséquence directe de l'échec de notre diplomatie en Afghanistan. A mon avis, l'ensemble des institutions et des courants qui commandent notre politique étrangère et notre diplomatie portent la responsabilité de ce qui est arrivé en Afghanistan.

Quels sont les intérêts de la République islamique d'Iran réellement menacés à l'heure actuelle en Afghanistan ?

Le plus important dommage que nous ayons subi est en réalité la perte de l'influence politique dont nous bénéficions en raison de notre situation géopolitique dans la région. Notre diplomatie en Afghanistan s'apparentait plutôt à une campagne de propagande. Contrairement aux Pakistanais, nous n'avons pas de politique cohé-

rente concernant ce pays. Avec le recul, on peut constater que, selon les cas et à des moments différents, nous avons successivement soutenu des courants chiites, puis le mouvement de Gulbuddin Hekmatyar [ex-Premier ministre rallié aux talibans] et enfin Burhanuddin Rabbani [le dernier président, destitué]. Notre politique en Afghanistan a été à l'image d'un bateau ivre dont le gouvernail est cassé et qui se laisse balloter par les vagues. Les Pakistanais, eux, avaient une politique cohérente dès le début de l'affaire.

Les talibans sont-ils soutenus par les Etats-Unis ?

Je ne présenterais pas les choses de cette manière. Je dirais plutôt que les Américains soutiennent, et c'est logique, les mouvements susceptibles de constituer une menace pour la République islamique d'Iran.

Quels dangers représentent les talibans pour l'Iran ?

De grands dangers. Premièrement, si un gouvernement stable devait s'installer en Afghanistan, il y aurait de fortes chances pour que le

futur gazoduc [partant d'Asie centrale] ne passe plus par l'Iran mais par l'Afghanistan, qui deviendrait alors un pays stratégiquement important. En effet, si le pétrole et le gaz d'Asie centrale étaient acheminés par l'Afghanistan, la longueur des canalisations passerait de 400 à 500 kilomètres. Deuxièmement, comme nous avons soutenu les groupes opposés aux talibans ces dernières années - par exemple, la minorité chiite d'Afghanistan -, il faut nous attendre que les talibans exercent une répression contre ces groupes.

Quel est le vrai problème aujourd'hui ? Réviser notre politique étrangère ou éviter la guerre contre les talibans ?

Je crois que le risque d'un conflit armé doit être pris au sérieux. Il arrangerait certaines composantes du régime en Iran et servirait également les intérêts des talibans. Nous constatons qu'il y a, au sein des autorités iraniennes, une certaine tendance à privilégier l'affrontement. Le président Khatami, comme son prédécesseur Rafsandjani, semble assez favorable à cette hypothèse. Toutefois, nous ne



18 SEPTEMBRE 1998

DU 17 AU 23 SEPTEMBRE 1998

COURRIER INTERNATIONAL N° 411

devons pas nous laisser impressionner par cette agitation. Même si notre fierté nationale a été entachée et que nous désirions tous donner une leçon

aux talibans, il n'est pas de notre intérêt de nous engager dans un tel affrontement. La guerre contre les talibans risquerait de nous entraîner dans un engrenage infernal. ●

Saddam Hussein représente un danger pour le Golfe (prince Abdallah)

DUBAI, 18 sept (AFP) - Le prince héritier d'Arabie Saoudite, Abdallah Ben Abdel Aziz, a estimé vendredi que le président irakien Saddam Hussein représentait toujours un "danger pour la région" du Golfe.

"Malheureusement, il semble que Saddam Hussein n'ait pas tiré la leçon de ses propres erreurs et il constitue toujours une source de danger pour la stabilité de la région" du Golfe, a déclaré le prince Abdallah, cité vendredi par le quotidien arabe Al-Hayat, publié à Dubaï.

Il a estimé que "les sanctions (imposées à l'Irak par l'ONU depuis août 1990) seront maintenues tant que le régime irakien s'abstiendra de se plier aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU".

"Toutefois, il ne faut pas oublier la condition humaine du peuple irakien, frère", a souligné le numéro deux saoudien, qui se trouve actuellement en visite officielle en France, dans le cadre d'une tournée internationale, qui l'a déjà conduit en Grande-Bretagne.

L'Irak a réitéré mercredi sa volonté de rompre totalement avec la Commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer (UNSCOM) si le Conseil de sécurité ne fait pas marche arrière sur la résolution 1194.

Adoptée le 9 septembre, la résolution 1194 suspend la revue bimestrielle des sanctions à laquelle procède habituellement le Conseil de sécurité, tant que Bagdad ne reviendra pas sur le gel de sa coopération avec l'UNSCOM qu'elle accuse d'être manipulée par les Etats-Unis pour perpétuer les sanctions.

Pour la levée de l'embargo, l'UNSCOM doit certifier le démantèlement de toutes les armes nucléaires, biologiques et chimiques irakiennes et des missiles d'une portée de plus de 150 kilomètres.

L'Irak a déclaré à maintes reprises ne plus posséder d'armes de destruction massive et que les sanctions, imposées en 1990 à la suite de l'invasion du Koweït, doivent

Iraq, Delaying Total Break, Counts on Annan

Agence France-Presse

BAGHDAD — Iraq is holding off on its threat to sever all cooperation with United Nations arms inspectors to allow time for the UN secretary-general, Kofi Annan, to find a way out, political and diplomatic sources said Thursday.

President Saddam Hussein's Revolutionary Command Council decided late Wednesday to await "the proper time" to act on Parliament's call for a total break with the UN Special Commission in charge of disarming Iraq.

The command council urged Mr. Annan to take "a more active stance to honor his commitments" toward Baghdad, referring to its Feb. 23 accord with Mr. Annan.

Since Aug. 4, Iraq has barred surprise inspections of its military and industrial sites. But UN monitoring activities have not been stopped.

An Iraqi bid to lift the eight-year-old embargo, which is linked to Iraq disarmament, backfired when the Security Council decided last week to punish Iraq for the ban on surprise inspections by scrapping its reviews every two months of the sanctions.

Jamal Suwaidi, director of the Emirati Center of Strategic Studies in Abu Dhabi, said, "Iraq has got the message that it's the only loser in this crisis which it provoked with the United Nations and that it must find a way out."

A Western diplomat in Baghdad said, "The parties concerned have

agreed to give more support to the efforts of the UN secretary-general to search for a settlement."

For Iraq, "the priority is to seek assurances that a comprehensive review of sanctions will be undertaken objectively," he said.

A senior Iraqi member of Parliament, Khaled Duri, meanwhile, said that Baghdad was giving the Security Council "another chance to carry out an objective review of the whole question of the embargo."

The Iraqi leadership's stand, he said, "shows that it wants to cooperate with the United Nations to reach Baghdad's fundamental objective: the lifting of the embargo."

Une réunion sur l'Afghanistan sera la première rencontre entre l'Iran et les Etats-Unis à New York depuis 1979

NEW YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Il n'y aura pas de commission d'enquête de l'ONU sur l'assassinat de dix diplomates et journaliste iraniens lors de la prise de Mazar-i-Sharif par les Talibans. Ces assassinats sont la cause de la tension extrême entre l'Iran et le régime des Talibans au pouvoir à Kaboul. Selon des sources onusiennes et afghanes, l'envoi de cette mission s'est heurté à « l'opposition » du Pakistan qui, en refusant de « garantir » la sécurité des personnels de l'ONU, a de facto « bloqué » la mission d'enquête.

Dans un entretien au Monde, jeudi 17 septembre, le chargé d'affaires des Talibans à New York ne nie pas le rôle « possible » des Talibans dans l'assassinat des diplomates iraniens tout en défendant la thèse de « milices incontrôlées ». Kaboul souhaite établir des « relations normales » avec l'Iran, mais M. Zadrans ne voit pas pour autant « l'utilité » de présenter des excuses à l'Iran « sans savoir ce qui s'est passé ». Enfin, M. Zadrans assure que les quelques trente Iraniens toujours détenus par les Talibans sont bien traités. Il s'agit, selon lui, de « chauffeurs de camions et des pilotes des avions » iraniens qui ont fourni, dit-il, « des millions de dollars d'armement à notre opposition ».

Le diplomate afghan a confirmé la présence de milices pakistanaises en Afghanistan aux côtés des Talibans et qui seraient responsables de « certaines atrocités ». Il a aussi nié l'existence de tension entre les Talibans et le gouvernement pakistanais, alors que des sources proches du régime de Kaboul évoquent des « relations extrêmement complexes ». « Nous savons pourquoi les Pakistanais ont bloqué la mission d'enquête de l'ONU », explique-t-on dans son entourage, « ils cherchent à bloquer

un rapprochement entre Téhéran et nous ». Selon notre interlocuteur, avec désormais « plus de 95 % » du territoire afghan sous leur contrôle, les Talibans ne veulent pas être « considérés » par les Afghans comme « des laquais d'Islamabad ».

Les miliciens fondamentalistes pakistanais appelés « S. S. » (acronyme qui signifie « Sepah Sahabeh » ou les « forces du disciple ») et qui se sont battus avec les Talibans

décision d'envoyer « prochaine-ment » une mission « humanitaire » dans la région de Mazar-i-Sharif pour aider la population civile.

Pour sa part, l'ambassadeur pakistanais à l'ONU, Ahmad Kamal se dit « complètement ignorant » et préfère évoquer la « préoccupation grave » de son pays devant la présence de troupes iraniennes à la frontière afghane.

Par ailleurs, M^{me} Leili Helms,

Téhéran souhaite que l'ONU s'implique davantage

Au cours d'un entretien accordé au Monde, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mohamad Zarif, de passage à New York, a expliqué, jeudi 17 septembre, que pour réduire la tension entre Téhéran et les talibans, la communauté internationale et l'ONU devraient jouer un rôle « beaucoup plus significatif », ce qui, dit-il, « n'a pas encore été le cas ». Si une mission d'enquête sur la mort des diplomates, « n'a plus de raison d'être puisque l'on sait désormais qu'ils ont été tués par les talibans », une autre mission serait utile dans la région de Bamiyan, « pour éviter d'autres massacres » et « une épuration ethnique ». Pour l'Iran « la seule manière de traiter avec les talibans est de maintenir la pression ».

en Afghanistan, seraient d'ailleurs « directement » responsables de l'assassinat du colonel italien, Carmine Calo, travaillant à Kaboul comme observateur pour l'ONU, le 21 août. Par cette mise en cause, les Talibans tentent à la fois de s'exonérer auprès des Nations unies mais aussi, selon les observateurs, de se « distancier » des Pakistanais.

L'assassinat du colonel Calo a mené l'ONU à retirer tout son personnel du pays. Sergio de Mello, secrétaire général adjoint chargé des affaires humanitaires, assure que l'ONU « refuse même d'entamer les négociations » sur la reprise de l'aide humanitaire tant qu'un rapport « complet et crédible » sur l'assassinat ne sera pas présenté par les Talibans. Devant leur insistance, le secrétaire général a pris pourtant la

porte parole des Talibans à New York, s'est félicitée de la décision de Kofi Annan, à la demande de Washington, d'organiser une réunion ministérielle sur l'Afghanistan lundi 21 septembre. Elle rassemblera les ministres des affaires étrangères des six pays voisins de l'Afghanistan, ainsi que la Russie et les Etats-Unis – ces derniers siègeront donc avec l'Iran pour la première fois depuis la révolution iranienne de 1979. Les Talibans, qui ne sont pas reconnus par l'ONU, n'y participeront pas. Les conclusions de la réunion leur seront communiquées par le représentant spécial du secrétaire général pour l'Afghanistan, l'Algérien Lakhdar Brahimi, qui devrait s'y rendre « aussi tôt que possible ».

Afsané Bassir Pour

Albright May Meet Iran Aide

UN Chief Wants Both At Talks on Afghanistan

By Barton Gellman
Washington Post Service

WASHINGTON — American and

United Nations officials say there are strong prospects for a Monday meeting that would bring Secretary of State Madeleine Albright face to face with the Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi. It would be the highest level of contact between the estranged governments since the hostage crisis of 1979.

The meeting in New York would come in a working group on Afghanistan including six other foreign ministers, and bilateral issues between Washington and Tehran are seen as unlikely to be broached.

Even so, according to U.S. and foreign diplomats, it would mark a significant new sign of the warming underway in the year since President Mohammed Khatemi took office in Iran on a platform of reform.

The UN secretary-general, Kofi Annan, has been canvassing the eight governments of the "six plus two" group in an effort to convene the foreign ministers Monday afternoon.

The immediate objective is to halt a growing momentum for armed conflict between Iran and the fundamentalist Sunni Muslim movement, the Taleban, that controls most of Afghanistan. Officials said Mr. Annan also welcomed the prospect of contributing to an easing of tensions between Washington and Tehran.

Mr. Annan did not plan to issue formal invitations until he was confident they would be accepted, officials said.

But diplomats were optimistic after Iran responded positively to Mr. Annan's overture and Pakistan — whose

support for the Taliban leaves it isolated in the group — also indicated that it would accept. Mrs. Albright, according to U.S. officials, will certainly agree to attend if the others do so.

“The signs are quite good,” said a diplomat taking part in the arrangements. “We can’t confirm it, but the probability is that there will be a meeting at the foreign ministerial level.”

Concerning the situation in Afghanistan, where Iran and Pakistan are embroiled in a bitter rivalry, the United States and Iran are allies of sorts, sharing strong antipathy for the Taliban. In the UN Security Council and from the spokesman’s podium at the State Department, the Clinton administration has condemned the deaths of nine Iranian diplomats at the Taliban’s hands

last month.

At the same time, Washington hopes to help defuse the risk of an Iranian invasion across the Afghan border, which Tehran has threatened with increasing bluntness this month. Iraq staged a massive military exercise on the border last week and announced plans to dispatch 200,000 additional troops.

The “six plus two” group refers to Afghanistan’s six immediate neighbors — Iran, Pakistan, China, Turkmenistan, Uzbekistan and Tajikistan — along with Russia and the United States. It has met several times since last year under the auspices of a UN troubleshooter, Lakhdar Brahimi, usually at the level of ambassador or assistant secretary of state.

U.S. officials, while clearly buoyed by the prospect of an Albright-Kharrazi meeting, played down its significance in an apparent effort to avoid spooking Iran.

“We’ve called for direct dialogue between the United States and Iran,” a U.S. official noted, while Iran has balked so far. This meeting, he added, would not be “dramatically new” because its subject is Afghanistan and the forum has been used before at lower levels.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

SEPTEMBER 18, 1998

Kurdish Chiefs End Rivalry in Northern Iraq

By Barton Gellman
Washington Post Service

WASHINGTON — Leaders of two feuding Kurdish factions have agreed to an American-brokered accord to share power in northern Iraq, where U.S. military aircraft have tried to protect them from the Baghdad government since a failed uprising after the Gulf War.

Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, whose bitter rivalry has broken out repeatedly in heavy fighting, shook hands for the first time since 1994 and agreed on arrangements to share power and economic resources.

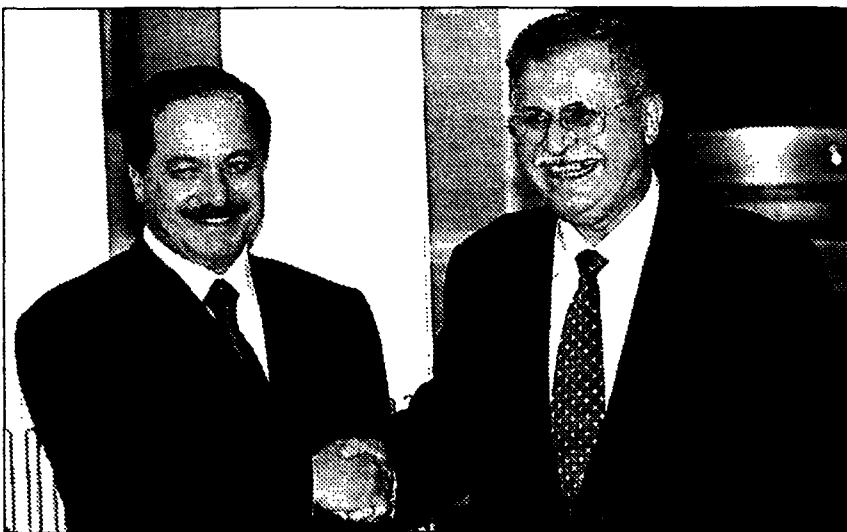
Secretary of State Madeleine Albright, who presided over the initialing of the joint statement Thursday, described it as a “new and hopeful chapter.”

Mrs. Albright also cited threats to “the Iraqi people, including those in the north,” among the circumstances that could lead to U.S. military intervention.

With the encouragement of the administration of President George Bush in 1991, Iraq’s northern Kurds and southern Shiites, both aggrieved minorities in the Sunni majority state, engaged in an armed rebellion after Iraqi forces were expelled from Kuwait in the Gulf War. President Saddam Hussein crushed the uprisings.

The United States responded in the north with air patrols — which are still going on — and other restrictions that essentially banned Iraqi troops from the Kurdish zones. The result was a quasi-sovereign entity of 2 million Kurds effectively out of Baghdad’s reach.

But in the shifting alliances long endemic in Kurdish politics, Mr. Barzani struck a deal with Mr. Saddam in August



Jamal Wilson/Agence France-Press

Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party, left, and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, signaling an end to rivalry.

1996, invading his rival Mr. Talabani’s stronghold of Arbil with support from Iraqi forces. The result was the collapse of a CIA operation to undermine the Baghdad government and an important setback to U.S. policy in Iraq.

In an effort to end the military rivalry, Mrs. Albright authorized a senior diplomat, C. David Welch, to go to northern Iraq to negotiate the agreement.

A senior State Department official said

Thursday night that the Kurdish leaders would not work directly to overthrow Mr. Saddam but that peace between them was essential to reach that objective.

“The encirclement of Iraq has a number of aspects,” the official said. “One of them is that there’s a significant chunk of Iraq not controlled by Saddam.”

“As long as that area is out of his control, that’s good,” the official said. “That diminishes him.”

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SEPTEMBER 19-20, 1998

Iraq attacks Turkey's proposals for northern Iraq

BAGHDAD, Sept 19 (Reuters) - Iraq on Saturday attacked Turkey for proposing a new administration in the north of Iraq and criticised Ankara for military links with Israel.

``Since 1991, Turkey participated in the vacuum of power in northern Iraq because it has been presenting military facilities to U.S. and British forces,'' Iraqi newspapers quoted a spokesman for the Information Ministry as saying.

``Turkey's insistence to pursue such delinquent policy besides that of a military pact with the Zionist entity constitutes a serious threat to Arab National Security,'' the spokesman added.

The region split from Baghdad's control after the 1991 Gulf War.

U.S. and British jets based in Turkey patrol the skies of northern Iraq to protect the Kurds from possible military attacks from Baghdad.

In order to resume its control of northern Iraq, Baghdad has often asked Ankara to end the mandate of American and British forces based in Turkey.

``Be sure, the vacuum in the north...would continue now that the legal Iraqi authority is absent in the region and no new administration or temporary one would fill it,'' the spokesman said.

The spokesman said Turkey should not jeopardise its relations with Iraq and the Arabs in favour of its other alliances. ``To maintain its security, stability and interests, Turkey should not sacrifice its relations with Iraq and the Arab nation in favour of the U.S.-Zionist alliance.''

Washington confiant sur la viabilité de l'accord entre factions kurdes d'Irak

ANKARA, 22 (AFP) - Les Etats-Unis ont exprimé mardi, par la voix d'un de leurs responsables à Ankara, leur confiance au sujet de l'accord intervenu la semaine dernière à Washington entre les chefs des deux principales factions kurdes d'Irak, estimant qu'il accroîtrait la stabilité dans la région.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, dirigeant l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui se sont rencontrés pour la première fois depuis quatre ans, sont convenus de régler leurs divergences, qui ont fait plus de 3.000 morts dans le nord de l'Irak depuis 1994.

"Les contacts qu'on eus les dirigeants kurdes avec les haut responsables américains ont été très importants (...) (l'accord) est un pas important et positif qui devra être confirmé", a indiqué ce responsable américain qui a requis l'anonymat.

Les parties sont tombées d'accord pour résoudre leurs divergences pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juin 1999, en vue de la formation d'une "assemblée régionale".

"L'accord définit un calendrier pour le règlement des divergences, ce qui permettrait aux Etats-Unis et à d'autres pays de faciliter l'aide aux Kurdes du nord de l'Irak grâce aux organisations non-gouvernementales", a encore précisé ce responsable.

Il s'est refusé à fournir des détails sur le calendrier des prochaines rencontres prévues entre les chefs kurdes, indiquant qu'il ne serait "pas étonné" de les voir se rencontrer à Ankara sur le chemin du retour dans le nord de l'Irak.

Iran Denies 'Opening' to U.S.

Cultural Initiative Was Misunderstood, Khatami Says

By Elaine Sciolino
New York Times Service

NEW YORK — President Mohammed Khatami of Iran said Tuesday that Tehran had no intention of opening a political dialogue with the United States until Washington took concrete steps to change its policies toward his country.

In a hastily arranged breakfast and news conference with a score of journalists, Mr. Khatami

before the Iranian supreme leader's death in 1989.

The ruling has never been revoked, although the official position of the Iranian government is that it has no intention of carrying out the decree.

Asked why the ruling had never been revoked, Mr. Khatami made clear that Iran wants to put the matter behind it.

"We should consider the Salman Rushdie issue as completely finished," he said.

He noted that Ayatollah Khomeini "as an Islamic jurist gave us his opinion about this matter and many other religious leaders have told us about their opinions in this respect and what they think" and added, "The Iranian government has officially announced that in practice it has made no decision to act on its matter."

The press conference followed Mr. Khatami's address Monday to the United Nations General Assembly in which he tried to woo his global audience with talk of how freedom-loving and law-abiding Iran is these days and asked for help in resolving the crisis in neighboring Afghanistan.

In his first address to the General Assembly — and his first trip to the United States — Mr. Khatami quoted from the New Testament, the Koran and 13th-century Iranian poetry in arguing in philosophical language that dialogue is the key to understanding among nations.

What was remarkable about the speech is what it did not say.

There was no criticism of the United States. Indeed, the only direct reference to the United States was an expression of confidence that "powerful nations, such as the American people," will reject the idea that one nation should aim to rule the world as its only superpower.

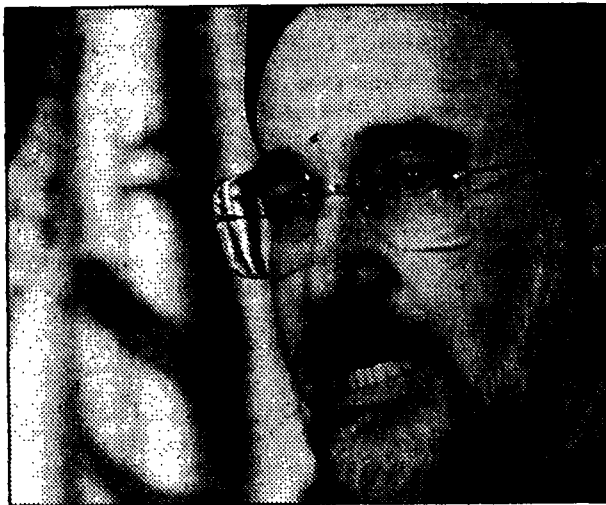
There was much milder criticism of Israel than usual, and certainly no call to free Jerusalem from Israeli rule and no attack of the 1992 peace agreement between Israel and the Palestinians.

And there was no threat to invade Afghanistan, despite the presence of 200,000 Iranian troops on the Afghan border and Iran's relentless condemnation of the repression of Afghanistan under the rule of the militant Taleban movement.

In fact, Mr. Khatami said, "There is no military solution to that country's predicament."

The president branded the recent killing of nine Iranian diplomats and a journalist by the Sunni Muslim Taleban part of a pattern of genocide against Shiite Muslims and called on the United Nations to bring all the warring parties into negotiations.

After Mr. Khatami's speech and an eight-country meeting on Afghanistan sponsored by the United Nations that included the United States and Iran, James Rubin, the State Department



Richard Drew/The Associated Press

President Mohammed Khatami fielding reporters' questions at a news conference Tuesday in New York.

made clear that his initiative for cultural exchanges between the two countries had been misunderstood and did not include any government-to-government talks.

Even visits to Iran by U.S. congressmen and mayors were not under consideration, he said.

"Unfortunately, there seems to be a misinterpretation of what I've tried to say in this respect — and that is not to confuse a dialogue among people and cultures with political dialogue," he said when asked what specific steps the United States had to take before a political dialogue could begin. "But it seems there is a lot of confusion."

In January, Mr. Khatami, in an interview with CNN, announced the launching of cultural exchanges as a way to break down what he called the "wall of mistrust" between the two countries. Since then, Secretary of State Madeleine Albright has reiterated the American call for a formal dialogue as a way to create a "road map" for normalization between the two countries.

Mr. Khatami also said that Iran was trying to avoid a military confrontation with the Taleban in Afghanistan. Asked whether his country was ready to invade, he said, "Iran is ready to defend its security and territorial integrity." He added, however, that "we are making all efforts so that, God willing, there will not be a war."

Mr. Khatami also made his first statement as president on the fate of the novelist Salman Rushdie, who was condemned to death in a religious decree by the Ayatollah Ruhollah Khomeini shortly

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

SEPTEMBER 23, 1998

spokesman, said that Washington was encouraged by Mr. Khatami and other Iranian officials who said they wanted a peaceful resolution to the Afghan crisis.

Wearing a tan clerical robe, a sheer black cloak and the black turban that signifies he is a descendant of the Prophet Mohammed, Mr. Khatami seemed more eager to present himself as a global philosopher than a politician with an agenda for change.

"Allow me to speak here as a man from the East, the origin of brilliant civilizations and the birthplace of Divine Prophets: Abraham, Moses, Jesus and Mohammed, peace be upon them all," he said. "I come from the noble land of Iran, representing a great and renowned nation, famous for its age-old civilization as well as its distinguished contribution to the founding and expansion of the Islamic civilization."

As he spoke, a woman burst past guards into the General Assembly hall and screamed that Mr. Khatami was a murderer and torturer. The woman, identified by UN officials as Laila Jazayeri, a 37-year-old Iranian, was subdued by the UN security police, who handcuffed her and strapped her to a wheelchair before turning her over to the New York City police.

A block away from the United Nations, about 2,000 demonstrators representing the U.S.-based National Council of Resistance of Iran protested against Mr. Khatami's visit and demanded the overthrow of the Tehran government.

The last time an Iranian president addressed the General Assembly was in 1987, at the height of Iran's eight-year war with Iraq.

L'accord inter-kurde réveille la hantise turque d'un Etat kurde

ANKARA, 26 sept (AFP) - L'accord de paix conclu sous l'égide américaine entre les chefs des deux principales factions kurdes d'Irak a ranimé en Turquie la vieille hantise de la création à sa frontière sud d'un Etat kurde, rappelant des scénarios occidentaux similaires tentés au début du siècle.

Les responsables turcs craignent cette fois que l'accord intervenu à Washington grâce à une médiation conjointe américano-britannique ne consacre une division de l'Irak, amorcée après la guerre du Golfe en 1991, donnant naissance à un Kurdistan.

"Le communiqué signé par les deux chefs kurdes accélère la création d'une structure politique accentuant la division de facto de l'Irak", a déclaré samedi le vice-premier ministre turc Bulent Ecevit, s'opposant ouvertement à l'application de l'accord.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'étaient mis d'accord le 17 septembre pour régler leur conflit, qui a fait plus de 3.000 morts dans le nord de l'Irak depuis 1994.

La Turquie ne veut à aucun prix d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak voisin car elle fait face à rébellion séparatiste kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de son territoire. Ankara ne reconnaît pas le statut de minorité aux 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son territoire, car ils sont musulmans comme les Turcs.

Elle estime qu'elle a été exclue des négociations au stade préparatoire de l'accord et a déjà annoncé qu'elle ne donnera pas son feu vert à l'application de toutes ses clauses.

"On tente de procéder à un fait-accompli concernant la création d'une fédération dans la région", précise M. Ecevit, ajoutant: "Nos craintes sur une division permanente de l'Irak augmentent".

Jeudi, en accusant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'"hypocrisie" au sujet de cet accord, M. Ecevit rappelait les vieux soupçons de la quasi-totalité de la classe politique turque, selon laquelle toute atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak déstabiliserait la région tout entière.

"D'une part, ces pays (Washington et Londres) évoquent une protection de l'intégrité territoriale de l'Irak et d'autre part, des pas sont en train d'être faits pour sa désintégration de facto", avait affirmé M. Ecevit.

Le PDK et l'UPK se sont mis d'accord pour résoudre leurs désaccords pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juin 1999, pour la création d'une "assemblée régionale".

La Grande-Bretagne est un éternel suspect des nationalistes turcs. Elle était signataire du traité de Sévres de 1920 entre les puissances alliées victorieuses et l'empire Ottoman, démembrant l'empire et prévoyant la création à terme d'un "Kurdistan".

Celui-ci n'a jamais vu le jour, le traité de Sévres ayant été annulé et remplacé par celui de Lausanne en 1923, après la victoire sur la Grèce de Mustafa Kemal Ataturk, fondateur de la république turque. Lausanne ne prévoyait plus la naissance d'un Etat kurde.

Les soupçons turcs sont nourris aussi par le fait que Londres s'était opposé en 1926 à ce que la Turquie conserve le nord de l'Irak, y compris la zone pétrolière de Kirkouk et Mossoul, ancienne possession ottomane, bien que cette région ait été incluse dans le "Pacte national" établi en 1919 par Ataturk et délimitant les frontières de la future république qu'il allait créer.

Greek Parliament declares Sept. 14 'genocide' day

- The Lausanne agreement did not refer to any genocide. Moreover, it put Greece under an obligation to pay war reparations to Turkey

Ankara - TDN with wire dispatches

In a move sure to worsen already tense relations between Ankara and Athens, and in a clear distortion of historical facts, the Greek Parliament on Thursday unanimously declared Sept. 14 a day of remembrance for the "genocide" of the Greek minority by the Turkish state.

In a vote by the 300-member unicameral chamber, the date was officially named a day of "National Remembrance of the Genocide of Asia Minor Greeks by the Turkish State," the Associated Press reported.

The legislation was proposed by three hawkish members of Prime Minister Costas Simitis' governing socialist party. It refers to the period in 1922 when Turks were fighting for the liberation of Turkey's Aegean region from the occupation of Greek forces.

At the time the main city in the region, Izmir, which had a considerable Greek population, was under the command of Greek troops under the 1920 Sevres Treaty, which envisaged partitioning of the Ottoman Empire among the victors of World War I.

In 1921, Greek forces launched an offensive into central Anatolia that led them to within several kilometers of Ankara. Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the modern Turkish state, launched a counter offensive in Aug. 1922. His forces entered Izmir in early September and forced the Greek troops to retreat. Both sides had considerable casualties, but history does not talk about any genocide at the time.

Later, with the Lausanne agreement signed on July 24, 1923, the major powers, and Greece as well, recognized the establishment of the new Turkish Republic. This agreement did not refer to any genocide, either. Moreover, it put Greece under an obligation to pay war reparations to Turkey for the devastation it caused in Anatolia between 1919 and 1922.

France - Condamnation d'un chef présumé de la mafia turque

NICE, 24 septembre (Reuters) - Un homme présenté comme un "parrain" de la mafia turque a été condamné jeudi à Nice à six mois de prison pour détention de faux documents administratifs.

Alaatin Cakici, 45 ans, avait été interpellé le 17 août dernier dans un palace niçois en possession d'un faux passeport diplomatique.

Il était accompagné de son garde du corps Muradi Guler, 37 ans, lui aussi en possession de faux papiers et qui a été condamné à la même peine.

Le procureur de la République avait requis dix mois de prison assortis d'une interdiction du territoire de six ans.

L'audience s'est déroulée à huis clos à la demande du président du tribunal en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

En fuite depuis 12 ans, Cakici faisait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux au moment de son arrestation.

Il est notamment soupçonné dans son pays d'une tentative de meurtre et de coups et blessures avec arme à l'encontre d'un directeur de banque et d'un journaliste.

Ancien militant ultra nationaliste, il aurait également, selon la presse turque, révélé au cours de son interrogatoire avoir eu des liens avec les services de renseignement turcs (MIT).

Une cinquantaine de journalistes turcs étaient présents à l'énoncé du jugement, dans un palais de justice sous haute protection policière.

Alaatin Cakici est ressorti du palais dans un fourgon de police, le visage dissimulé derrière un journal pour échapper aux objectifs des photographes et des caméras.

Sa compagne, Fatos Asli Ural, 29 ans, fille d'un chanteur populaire turc et d'une styliste connue, avait été interpellée le même jour que lui à Nice. Elle a été condamnée le 19 août à six mois de prison avec sursis et remise en liberté.

REUTERS

LA TURQUIE S'INQUIÈTE DE LA RÉCONCILIATION ÉVENTUELLE DES DEUX CHEFS KURDES IRAKIENS

L'initiative américaine d'inviter à Washington les deux chefs kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talabani, afin de faciliter la recherche d'un règlement au conflit intermittent qui les oppose depuis mai 1994 semble inquiéter le gouvernement turc.

Avant de se rendre à Washington, Massoud Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui contrôle le nord du Kurdistan irakien frontalier avec la Turquie, a été reçu officiellement par les plus hautes autorités civiles et militaires turques. Selon le vice-Premier Ministre turc, B.Ecevit, celles-ci lui ont indiqué qu'elles appréciaient beaucoup sa coopération dans la lutte contre le

PKK mais que l'idée d'un gouvernement régional unifié risque de mettre en danger l'intégrité territoriale de l'Irak. Ankara ne souhaite pas de "gouvernement kurde" sous quelle que forme que se soit et pré-

fère le statu quo actuel de la division du Kurdistan irakien entre deux factions kurdes en conflit. A telle enseigne que, alors même que Barzani était encore à Ankara le ministre turc des Affaires

étrangères Ismail Cem a déclaré à la presse que le président du PDK ne rencontrerait pas son rival, J.Talabani à Washington, exprimant ainsi à haute voix les souhaits de son gouvernement. Les relations d'Ankara avec J. Talabani, assez médiocres depuis plus d'un an, se sont encore dégradées à la suite de déclarations faites à Téhéran par le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui accuse la Turquie de vouloir transformer le Kurdistan irakien en une nouvelle Chypre du Nord. Les Turcs accusent l'UPK de faire cause commune avec le PKK, l'Iran et la Grèce depuis la récente rencontre Talabani-Papoulias à Téhéran.

En visite à Téhéran où il a été reçu par le président Khatami et son homologue iranien, le ministre turc des affaires étrangères Ismail Cem a, dans sa conférence de presse du 13 septembre, demandé à l'Iran de "ne pas servir de soldats musulmans d'une croisade anti-turque" qui selon lui serait orchestrée par "la Grèce et les ennemis chrétiens de la Turquie". De son côté, le président iranien a exprimé "le malaise du monde musulman" face à la coopération militaire turco-israélienne.

Les journaux turcs évoquent la formation de plus en plus nette de deux coalitions régionales hostiles. L'une constituée de la Turquie, d'Israël, du PDK de M.Barzani et de la Jordanie bénéficiant du soutien des États-Unis. L'autre coalition rearou-

perait la Syrie, l'Iran, le PKK, l'UPK, la Grèce mais aussi l'Irak et l'Arménie. Le vice-Premier Ministre turc Bulent Ecevit a, le 5 septembre, accusé à nouveau publiquement l'Iran, la Syrie et la Grèce de soutenir le PKK. Il s'en est également vivement pris à l'Irak qui, selon lui, accorderait désormais une aide multiforme au PKK.

Cette accusation venant d'un homme comme B.Ecevit, connu jusque là pour ses sympathies pro-Saddam et réclamant le retour du Kurdistan irakien sous l'administration de Bagdad n'est pas passée inaperçue. Washington essaie précisément de convaincre Ankara que le retour de l'Irak dans le Kurdistan pourrait être plus dangereuse pour la Turquie qu'un gouvernement régional kurde, car le régime irakien, pour se venger des Turcs, pourrait, à l'instar de l'Iran et de la Syrie, jouer à fond la carte de l'aide au PKK.

En tout cas, l'administration américaine, accusée par le Congrès de ne rien faire de sérieux contre Saddam Hussein, a cette fois-ci réservé un accueil chaleureux aux chefs kurdes. Le 11 septembre, M.Barzani a été reçu par la Secrétaire d'Etat Madeleine Albright, avant d'être reçu le lendemain à la Maison Blanche par Sandy Burger, conseiller à la Sécurité nationale du président Clinton et par d'autres personnalités du Congrès et du Gouvernement. Un accueil similaire est réservé à J.Talabani. Pour la première fois depuis 1994, les deux chefs kurdes se sont longuement rencontrés les 16 et 17 septembre à Washington pour tenter de trouver une solution durable à leurs problèmes et définir les modalités de la restauration d'un gouvernement régional kurde unifié.

Turkey Objects a Federal Sytem in Northern Iraq

ANKARA, Sept 23 (Reuters) - Turkey objects to parts of a Washington-sponsored peace deal between Iraqi Kurdish factions and "will do what is necessary" to prevent any break-up of Iraq, a spokesman said on Wednesday.

"On Iraq, the most important principle for Turkey is the protection of its territorial integrity," Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli told a news briefing.

"We will do what is necessary so that this principle is respected and for actions against it not to be undertaken."

He said Ankara had expressed its concerns to NATO ally Washington and objected especially to mention in the agreement announced last week of a

juup

23 SEPTEMBRE 1998



federal system eventually being set up in Iraq, Turkey's neighbour to the south.

Turkey fears the establishment of a permanent Kurdish statelet within Iraq could encourage further separatism by some 10 million fellow Kurds in southeast Turkey.

Iraqi Kurd leaders Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) announced the accord in Washington last week.

U.S. officials said the agreement provided for transitional power-sharing leading to elections next summer for an assembly in Iraqi Kurdistan, currently split between the two groups.

Turkey had received a copy of the agreement, the text of which was not made public by U.S. officials, Atacanli said.

He said Barzani and Talabani had agreed not to allow Turkish Kurd guerrillas to shelter or set up bases in northern Iraq.

"The PUK stated for the first time they would not allow the PKK (Kurdistan Workers Party) to shelter armed or unarmed in their territory. We see this as a development," Atacanli said.

Turkey has mounted regular military offensives into northern Iraq in pursuit of PKK rebels who use the enclave to launch raids into Turkey in their fight for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

The PUK and KDP have controlled Iraqi Kurdistan since shortly after the 1991 Gulf War when Western powers declared the area closed to Baghdad's forces and enforced a no-fly zone there for Iraqi aircraft to protect the Kurds from attacks by the Iraqi army.

* * *

Next meeting between KDP and PUK set for November in Ankara

Harun Kazaz

Washington - Turkish Daily News / September 24, 1998

In an exclusive interview with the Turkish Daily News, Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said that the next meeting with Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), will take place in Ankara at the beginning of November, as was agreed in Washington.

Barzani arrived in Washington on Sept. 7 to hold official talks with the U.S. government and his rival, Talabani, for permanent reconciliation

efforts under the auspices of the United States. These bilateral and trilateral meetings produced the Sept. 17 Washington Agreement between the KDP and PUK. The agreement marks the end of the bloody rivalry between the KDP and PUK forces in Northern Iraq that has been ongoing for the last four years.

According to Barzani, the Ankara meeting will include discussions related to the implementation of the Washington Agreement, as well as the main issue to be discussed, the Kurdistan's Workers' Party (PKK) issue.

Answering a question related to making the text of the agreement public, Barzani said that he did not believe it was necessary to release the agreement's text at this time. However, he pointed out that by now, the main issues of the agreement have been made public. Answering the TDN's question on the transition mechanism allowing Iraqi Kurds to hold an election in the summer of 1999, Barzani said that the existing high coordination committee between the two sides, working together with the assembly, will prepare the population for the next election.

Noting the next three benchmarks on the way to the election, Barzani explained that the first step is the normalization of the situation, then a joint interim administration to prepare the Kurds for elections and, finally, the elections themselves.

He further explained that the power-sharing formula of this transition period will be based on the formula of the 1992 elections. As for the administration, Barzani noted that the current regional administration structure will be in operation. In other words, the council of ministers as well as the assembly structure will be maintained.

In the nearly one-hour interview, the subjects covered included the election area, the census to be conducted, the Turkmen, the elections, having election observers from outside Iraq, the territorial integrity of Iraq, the opposition in Iraq, American assurances and other subjects.

On the PKK issue, Barzani asserted that this was an issue they would deal with whether there was agreement or not. "The PKK has come to us in order to establish its own authority as an alternative and to create havoc in the area, according to a statement made by the PKK leader himself in one of the Arabic magazines a couple of months ago, namely, that his aim is to dismantle or destroy the achievements of Iraqi Kurds in Iraqi Kurdistan," he said. Barzani made his recent remarks in an exclusive interview to be published tomorrow by the TDN.

Des manifestants placés en garde à vue à Istanbul, selon Anatolie

ISTANBUL, 26 sept (AFP) - De nombreuses personnes ont été placées en garde à vue samedi à Istanbul par la police qui a dispersé par la force une manifestation en faveur de personnes disparues lors d'interrogatoires policiers, a rapporté l'agence Anatolie.

Surnommé "les mères du samedi", un groupe de familles de Kurdes ou de militants d'extrême-gauche qui affirment n'avoir plus revu leurs proches après leur interpellation par la police, a tenu une manifestation devenue habituelle devant le lycée francophone Galatasaray, dans la partie européenne d'Istanbul.

La police a sommé la foule de se disperser, mais le groupe a refusé et a continué à manifester et à lire un communiqué. Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour mettre fin à la manifestation et ont placé un grand nombre de participants en garde à vue, selon Anatolie, qui n'a pas précisé leur nombre.

"Les mères du samedi", qui se rassemblent tous les samedi devant le lycée Galatasaray, demandent que l'Etat turc retrouve leurs proches interpellés ces dernières années en raison de leurs opinions politiques.

Ankara annonce l'envoi d'un ambassadeur à Bagdad

ANKARA, 26 sept (AFP) - Le vice-premier ministre turc, Bulent Ecevit, a annoncé samedi que la Turquie nommerait prochainement un ambassadeur à la tête de sa mission diplomatique à Bagdad, conduite par un chargé d'affaire depuis 1992.

"Un agrément a été demandé le 22 septembre à l'administration irakienne pour l'ambassadeur désigné de la Turquie", a indiqué M. Ecevit dans une déclaration écrite.

La Turquie, qui avait participé par des moyens logistiques à la force multinationale formée après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1991, avait réduit le niveau de sa mission diplomatique dans ce pays en 1992, quelque mois après la guerre du Golfe.

M. Ecevit a par ailleurs indiqué dans sa déclaration que l'ambassadeur de Turquie en Libye, rappelé le 11 septembre à Ankara pour consultations, retournera à son poste à la suite d'une série de contacts avec l'administration libyenne.

Mufit Ozdes avait été rappelé après la participation de membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) aux festivités du 29ème anniversaire de la révolution libyenne le 1er septembre.

Ces dernières années, les relations turco-libyennes ont connu des difficultés en raison de déclarations jugées anti-turques du dirigeant libyen Mouammar Khadafi.

_____ * * *

Accord inter-kurde: Ankara accuse Washington et Londres d'hypocrisie

ANKARA, 24 sept (AFP) - Le vice-premier ministre turc Bulent Ecevit a accusé jeudi les Etats-Unis et la Grande-Bretagne "d'avoir une politique hypocrite" concernant l'Irak, après l'annonce d'un accord intervenu la semaine dernière à Washington entre les chefs des deux principales factions kurdes d'Irak.

"Nous sommes mal à l'aise avec cet accord", a déclaré M. Ecevit à la presse.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'étaient mis d'accord le 17 septembre, lors d'une rencontre à Washington sous l'égide des Etats-Unis, pour régler leur conflit, qui a fait plus de 3.000 morts dans le nord de l'Irak depuis 1994.

"Dans l'accord annoncé à Washington par les deux chefs kurdes d'Irak, on parle d'une +fédération kurde+ et c'est la première fois que nos alliés (Washington et Londres) évoquent une telle fédération" en Irak, a poursuivi M. Ecevit, ajoutant que "cela entraînerait des inconvénients", sans les préciser.

"D'une part, ils (Etats-Unis et Grande-Bretagne) évoquent une protection de l'intégrité territoriale de l'Irak et d'autre part, des pas sont en train d'être faits pour une désintégration de facto de l'Irak", a affirmé le vice-premier ministre turc.

Mercredi, un porte-parole officiel turc avait fustigé l'accord Talabani-Barzani, relevant qu'il avait été conclu sans la participation d'Ankara. "Il ne faut donc pas attendre que la Turquie approuve toutes les demandes qui lui seront faites lors de son application", avait-il précisé.

Le PDK et l'UPK se sont mis d'accord pour résoudre leurs désaccords pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juin 1999, en vue de la formation d'une "assemblée régionale".

Ankara craint toujours qu'un accord entre Kurdes d'Irak prépare la création d'un Etat kurde indépendant, sous la protection de Washington et de Londres, dans le nord de l'Irak, frontalier de la Turquie.

Ankara est opposé à la création d'un Etat kurde dans cette région, qui échappe à Bagdad depuis 1991, craignant qu'elle ne constitue un exemple pour les 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son sol alors qu'une rébellion armée kurde se poursuit depuis 14 ans dans le sud-est de son territoire, visant à y créer un Etat kurde.

L'Iran attend « des actions concrètes » d'ouverture des Etats-Unis

Dans un entretien accordé au « Monde » et aux grands médias américains, le président de la République islamique, Mohamad Khatami, déplore le maintien des sanctions économiques et souhaite que Washington reconnaisse le « rôle déterminant que pourrait jouer l'Iran pour la stabilité de la région »

CET ENTRETIEN a été accordé par le président iranien Mohamad Khatami lors de son passage à l'Assemblée générale de l'ONU, mardi 22 septembre, au Monde, au New York Times, au Washington Post et au Los Angeles Times, ainsi qu'aux chaînes de télévision ABC, CBS, NBC et CNN.

« Quelles sont vos premières impressions des Etats-Unis ? »

– (en riant) Voyons... la police, les gardes de sécurité, la chambre d'hôtel et le bâtiment de l'ONU, un point c'est tout ! Plus sérieusement, j'aurais vraiment aimé passer un mois dans cette ville pour regarder l'architecture et parler aux Américains. Je connais les Etats-Unis, mais uniquement à travers des livres, ceux d'Alexis de Tocqueville et bien d'autres encore : l'Amérique et les Américains m'intéressent énormément.

– Qu'entendez-vous faire vis-à-vis des talibans en Afghanistan, après l'assassinat de vos diplomates ?

– Vous comprenez que nous sommes obligés de réagir avec prudence dans cette affaire. Nous n'avons aucune intention de prendre des décisions téméraires. Cela dit, l'existence même des talibans est pour nous une source de préoccupation. Ils sont imprévisibles, et c'est une source d'insécurité – ce qui est intolérable – pour l'Iran. Mais je répète ce que j'ai dit au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan : une longue guerre n'est dans l'intérêt de personne. Nous n'en voulons pas. Nous espérons qu'avec l'aide de la communauté internationale cette crise sera réglée de manière diplomatique. Ce qui nous préoccupe le plus dans cette affaire, c'est le sort des minorités en Afghanistan. Nous savons que, dans la région de Bamiyan [peuplée de chiites et qui vient de passer sous le contrôle des talibans], un génocide est en cours. On nous a assuré, à l'ONU, qu'une enquête sera ouverte sur le sort de ces gens. Par ailleurs, l'Iran se réserve le droit de se défendre, et nos manœuvres militaires continueront près de la frontière afghane.

– Que voulez-vous dire lorsque vous plaidez pour un dialogue



MOHAMAD KHATAMI

entre les civilisations ?

– Par cela, j'entends un dialogue entre penseurs, philosophes et intellectuels. Je crois sincèrement qu'avant que des hommes politiques de cultures différentes puissent établir un dialogue, il faut que leurs intellectuels, leurs écrivains, leurs journalistes se parlent et se comprennent.

– Quand l'Iran et les Etats-Unis pourront-ils rétablir leurs relations ?

– On n'en est pas là. Il faut d'abord que le grand mur de méfiance entre nos deux nations soit détruit. Si nous y arrivons, la voie sera préparée pour d'autres relations. Depuis un an, nous avons fait des progrès tangibles.

– Qu'avez-vous retenu du discours de Bill Clinton à l'ONU ?

– Le président a parlé avec respect de l'islam ; je m'en félicite : c'est justement ce genre de langage qui peut détruire ce mur de méfiance. Je suis heureux de constater que, désormais, on parle de notre pays et de notre vieille civilisation en termes respectueux. Pour sa part, mon gouvernement a démontré qu'il entend aussi traiter avec respect les autres pays.

– Êtes-vous désormais plus proches d'une entente ?

– J'ai parlé de progrès, mais il reste des problèmes. Il faut des actions concrètes. Les paroles, aussi polies soient-elles, ne suffisent pas. Je constate que les sanctions économiques américaines sont toujours en vigueur contre nous. Cela dit, le monde est grand ; l'Iran peut vivre sans les Etats-Unis, et les Européens bénéficieront des relations économiques avec l'Iran. Je vois aussi que le Congrès américain

consacre de l'argent à des programmes dirigés contre mon pays, que nos avoirs financiers sont toujours gelés, que les Américains refusent de reconnaître le rôle déterminant que pourrait jouer l'Iran pour la stabilité de la région. Alors, même si le ton et le langage ont changé, la réalité reste la même. J'espère que le peuple américain ne restera pas l'otage de la politique de son gouvernement. Nous invitons les économistes, les industriels et les investisseurs américains à venir en Iran. Lorsque l'administration américaine insiste sur les sanctions économiques, ce sont eux qui y perdent...

– Et Salman Rushdie...

– Je pensais – et même j'espérais – que cette question ne serait plus posée. Ce chapitre est clos. La fatwa contre Rushdie a été décrétée par l'imam Khomeini pour insultes contre l'islam. Mon gouvernement n'a aucune intention d'exécuter la sentence. L'affaire Rushdie symbolise justement la guerre entre civilisations. Désormais, nous parlons de dialogue entre elles. [Les conseillers du président ont indiqué par ailleurs que le gouvernement fera bientôt une annonce sur cette affaire.]

– Quelle est votre analyse de la révolution islamique en Iran qui fêtera bientôt ses vingt ans ?

– La révolution a vécu trois

rection de cette révolution. Nous avons privilégié la reconstruction et le développement. Maintenant, la troisième étape est consacrée à la stabilisation du pays.

« Ce qui compte pour nous, c'est que les Iraniens sachent qu'ils ont des droits et qu'ils doivent les défendre. Ils doivent comprendre qu'ils sont libres. La liberté n'est pas donnée par les gouvernements : elle doit être réclamée par le peuple. J'ajouterais que la liberté doit impérativement être confortée par la loi. Les gouvernements peuvent priver les peuples de leur liberté, mais ils ne peuvent pas la leur donner. Un gouvernement légitime est un gouvernement qui reconnaît la valeur de la liberté et qui permet à son peuple de déterminer son propre destin.

– Vous plaidez pour le droit à la différence. Quand le multipartisme existera-t-il en Iran ?

– Maintenant ! Tout de suite ! Mais les partis doivent être créés non pas par le gouvernement, mais par les Iraniens. Les partis doivent être représentatifs des différentes opinions politiques des Iraniens. Notre expérience historique à ce propos a été malheureuse. L'Iran aurait dû instituer des partis politiques il y a cent ans, lorsque la monarchie constitutionnelle a été établie dans le pays. Mais, en pratique,

L'oléoduc de la discorde

Un différend politique et stratégique oppose les Etats-Unis à l'Iran à propos du projet d'oléoduc qui doit traverser l'Asie centrale. « Le moyen le plus économique, le plus écologique est que cet oléoduc traverse l'Iran mais, malheureusement, les Etats-Unis l'ont systématiquement bloqué », a assuré, mardi 22 septembre, le président Mohamad Khatami, qui invite les investisseurs américains à s'intéresser à l'Iran. Les Etats-Unis s'efforcent en effet de favoriser un tracé passant par la Turquie.

Par ailleurs, outre l'embargo commercial décrété unilatéralement par Washington, la loi américaine D'Amato-Kennedy prévoit des sanctions contre toute entreprise, américaine ou étrangère, investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur du pétrole en Iran et en Libye. Elle n'a pas dissuadé un consortium formé par le russe Gazprom, le malaisien Pétronas et le français Total de conclure, en septembre 1997, un important contrat gazier avec l'Iran. Pour l'instant, les sanctions prévues n'ont toujours pas été appliquées.

étapes. Les huit premières années ont été consacrées à sa défense, à la recherche de son identité et malheureusement à la guerre. Après la guerre, nous devons définir la di-

nous avons échoué. Ce système constitutionnel aurait pu être acceptable pour l'Iran mais, à cause de nos propres erreurs et des ingé-

rences étrangères, il s'est transformé en dictature. Après la deuxième guerre mondiale, une nouvelle opportunité s'est présentée pour que la démocratie prenne racine, mais, une fois de plus, par absence de maturité politique, nous n'avons pas pu l'institutionnaliser. Le coup d'Etat de 1952 a banni tout espoir. La révolution islamique elle-même a commencé par la démocratie et non par la violence et la répression. Elle s'est heurtée à l'anarchie plus

tard. Malheureusement, la liberté a été dévoyée par certains, qui ont multiplié les actions terroristes et qui ont répandu la violence dans les rues.

» Ce n'est qu'avec l'expérience que nous allons apprendre à bien profiter de la liberté qui nous mène à la démocratie. Le gouvernement doit se défendre de toute action qui pourrait le rapprocher de la dictature. Les gens, à leur tour, doivent apprendre à protéger leurs

libertés. La seule façon de réaliser cela est, en effet, de créer des partis politiques. L'absence de partis politiques indépendants est un des grands problèmes de la société iranienne. Quand les choses vont mal à l'intérieur du pays, on ne sait pas qui sont nos opposants. On ne sait pas à qui nous avons affaire. L'Iran aurait dû avoir des partis politiques depuis des décennies, mais nous sommes déterminés à réessayer. J'encourage les Iraniens à les créer

eux-mêmes. Les différentes opinions politiques doivent être institutionnalisées. La liberté n'est pas donnée, elle est prise. »

*Propos recueillis par
Afsané Bassir Pour*

L'Etat turc poursuit sans relâche sa campagne contre les islamistes

ANKARA, 23 sept. (AFP) - L'exclusion mercredi en Turquie du maire d'Istanbul de la vie politique et la demande de levée d'immunité parlementaire de huit députés du parti islamiste de la Vertu (Fazilet) démontrent une nouvelle fois la détermination de l'Etat turc à briser les reins du mouvement islamiste, jugé dangereux pour la république.

La Cour de cassation a confirmé une condamnation à 10 mois de prison, prononcée en avril par une Cour de sûreté de l'Etat, contre le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, mettant ainsi fin à la carrière politique d'un grand espoir du mouvement islamiste turc.

M. Erdogan, 44 ans, considéré comme un successeur potentiel du chef historique de ce mouvement, Necmettin Erbakan, devra aller en prison, sera déchu de son mandat de maire, et ne pourra plus se présenter à des élections.

Il avait été reconnu coupable de propos "visant à la provocation raciale ou religieuse" dans un discours tenu en décembre dernier près de Sirt (sud-est), où il avait présenté les mosquées comme "les casernes" de son Parti islamiste de la Prospérité (Refah), aujourd'hui dissous.

"Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupôles nos casques et les croyants nos soldats", avait-il dit, déclenchant un tollé en Turquie. Il avait ensuite affirmé avoir été "mal compris".

Maire depuis mars 1994, M. Erdogan, considéré comme un "dur" du mouvement islamiste, est généralement crédité d'une bonne gestion de l'immense métropole d'Istanbul, de plus de huit millions d'habitants.

Sa condamnation avait constitué un épisode d'une lutte implacable lancée en février 1997 contre les islamistes par l'Etat turc, au sein duquel l'armée, gardienne jalouse de la laïcité des institutions, joue un rôle central.

Les principales phases de cette lutte ont été le départ du pouvoir en juin 1997 de la coalition gouvernementale dirigée par le Refah, suivie en janvier 1998 de la dissolution de ce parti par la Cour Constitutionnelle, pour "activités contre le régime laïc".

Cette dissolution s'est accompagnée d'une interdiction de vie politique pour cinq ans de M. Erbakan et de quatre de ses proches collaborateurs et de la perte de leur mandat de député.

M. Erbakan fait également l'objet de deux procès, pour "incitation à la haine religieuse" et "insulte à la Cour constitutionnelle".

Le Fazilet, premier parti en sièges au parlement, est, depuis sa fondation en décembre 1997, sous la haute surveillance de la justice et des milieux pro-laïques, qui le considèrent comme la continuation du Refah.

Mercredi, le ministère de la Justice a demandé la levée de l'immunité parlementaire de huit députés du Fazilet, dont son chef Recai Kutan.

Parallèlement à ces actions judiciaires, l'Etat s'efforce de faire appliquer strictement les lois existantes sur l'interdiction du port du foulard islamique.

λ λ λ λ λ λ λ λ

Turkey Kurd party seeks local poll wins

By Elif Unal

ANKARA, Sept 22 (Reuters) - Turkey's main Kurdish party said on Tuesday it would concentrate on winning control of local councils in the country's troubled southeast in simultaneous municipal and general elections set for April 18 next year.

'We attach more importance to the local elections than general elections...We believe we can win around 11 main municipalities in the region,' Murat Bozlak, head of the People's Democracy Party (HADEP), told Reuters in an interview.

Bozlak, one day out of prison pending a verdict on charges of links to Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas, said his party would not be quelled by the charges or by electoral laws designed to stifle its parliamentary representation.

'We do not have any links with the PKK...We do not only favour a democratic solution to the Kurdish question, we're also interested in Turkey's other problems. But we say that without solving this problem it is not possible to overcome the others.'

Bozlak and other party leaders face up to 30 years in jail if convicted of ties to the PKK rebels who have fought an armed campaign for Kurdish self-rule since 1984. More than 28,000 people have been killed in the conflict. HADEP could also be banned if the charges stick.

The party, advocating a peaceful solution to the fighting, won some 30 percent of the vote in the mainly Kurdish southeast in 1995 general elections.

But laws requiring at least a 10 percent share of the national vote to earn seats in parliament prevented it sending any MPs to Ankara. Bozlak called for the abolition of the electoral barrier.

His party was formed in 1994 after a predecessor party was banned for separatism and six Kurdish MPs jailed. But Bozlak said HADEP was unlikely to win as many seats again.

'We do not have a chance to gain the same position in the parliament now,' he said, pledging to use local government as a platform on which to build.

'If we serve the people in the best way that will help us gain a base for representation at national level. We will use all the resources of the municipalities for the service of people. We will stand against corruption,' he said.

There are no electoral barriers in the local ballots.

Turkey's Islamists won many of the local councils in the southeast in 1994 local elections after HADEP's predecessors dropped out of the race, complaining of threats and harassment.

They also attracted more votes than HADEP in the region in the 1995 general elections and benefited when Kurdish party candidates were disqualified under the 10 percent rule.

'The 10 percent barrier provided an unfair representation opportunity to some parties in the last elections. Welfare (Islamist) candidates entered parliament and gained an artificial majority there,' Bozlak said.

He put the blame on the state for stunting the party's showing in the general elections.

'Officials carried out propaganda against HADEP and told people not to vote for us. Such propaganda was very effective in the rural areas in the region,' Bozlak said.

He said HADEP was considering an alliance with small left-wing parties in the next elections to rally the support of Turkey's 10 million Kurds in a campaign for minority rights.

``If there is no 10 percent barrier and if HADEP is left free in its election campaign, we have a potential to win around 50 seats at the parliament.''

.....

IHV to receive European Human rights Prize 1998

Ankara - Turkish Daily News

The Human Rights Foundation of Turkey (IHV) has been awarded the European Human Rights Prize 1998 by the Committee of Ministers of the Council of Europe, following a proposal by the Parliamentary Assembly. The IHV shared the prize, given once every three years, with Mrs. Chiara Lubich, the founder of the International Focolari Movement (Italy) and "Committee on the Administration of Justice" (Northern Ireland).

In previous years, persons and organizations including the International Commission of Jurists, Amnesty International Medical Section, Lech Walesa, International Helsinki federation of Human Rights, Raul Alfonsin, Raoul Wallenberg, Sergei Kovalyov were awarded the prize.

The Award Ceremony of the European Human Rights Prize took place in the Parliamentary Session of the European Council on Sept. 22 in Strasbourg. In addition to Yavuz Onen, the president of IHV, Leni Fischer, president of the Parliamentary Assembly of the Council Europe and Giorgios Papandreu, chairman-in-office of the Committee of Ministers of the Council of Europe gave speeches.

Onen, in his speech, gave a short history of the IHV, which was established in 1980 after the military coup, and said, "We started the organized human rights struggle in Turkey with the families of extrajudicially murdered, tortured persons, persons killed or disabled under torture, disappeared persons, prisoners and we started this struggle especially with mothers."

Indicating that they knew that killings, violence and oppression awaited them, Onen said that fourteen members of the Human Rights Association (IHD) in Turkey were killed by unknown assailants. Mentioning the assassination attempt on Akin Birdal, president of the IHD, in May, Onen said that branches of their and IHD's organizations had been closed down and they had been and were still being prosecuted in many trials.

"I would like to announce before all of you that we will continue our struggle for the protection and improvement of human rights together with our staff and volunteers, and with international solidarity," said Onen in a speech made after he received his prize.

The IHV was previously awarded the following prizes

- Human Rights Prize by the French Government in 1991.
- International Freedom Award by the International Centre for Human Rights in 1991.
- Sakharov Freedom Fund Annual Award by the Sakharov Freedom Fund Governing Board in 1994.
- Roger Baldwin Medal of Liberty Award by the Lawyers Committee for Human Rights in 1994.
- Law Group Partners Award by the International Human Rights Law Group in 1995.
- Honorary Award by the Progressive Journalists Association in 1995.

...and they finished off Mayor Tayyip Erdogan

- Appeals court upholds 10-month prison sentence for Istanbul mayor, effectively ending his political career

ILNUR CEVIK

In a major blow to the moderate Islamists in Turkey, the Supreme Court of Appeals Wednesday upheld a ten-month prison sentence for Istanbul's popular pro-Islamic Mayor Tayyip Erdogan, thus ending his political career.

Erdogan was found guilty by the State Security Court in Diyarbakir in April "for inciting hatred based on religious differences" in a speech at a political rally.

Now the court decision will go to the Interior Ministry, which will ask the Council of State to end Erdogan's tenure as mayor. Erdogan may ask for a "correction of the verdict" from the prosecutor's office, but it is unlikely that he will get a positive response.

Chief Prosecutor Vural Savas had already asked the appeals court to act with speed to uphold the verdict and had accused Erdogan of being a "cheap bully." Observers said under these conditions Savas, who has led the judicial crusade against the Islamists, will never agree to allow Erdogan's case to be reviewed at the "correction board."

Once Erdogan's sentence is carried out, he can no longer run for political office. He was known to have aspirations for the future leadership of the Islamic movement; however, this met with tough resistance from Necmettin Erbakan, the leader of the banned pro-Islamic Welfare Party (RP) and a former prime minister.

Erdogan made no statement about the court verdict and said he would respond only after he was officially notified about it.

The charges stemmed from a speech he made during a rally in the southeastern city of Siirt last year. "Minarets are our bayonets, domes are our helmets," he had said, reading from a folk poem by nationalist poet Ziya Gokalp. "Mosques are our barracks, believers are our soldiers."

Asked to comment on the Erdogan verdict, President Suleyman Demirel told reporters that the law had to be upheld and no one could hope for exceptions.

Education Ministry officials state that the ministry has published enough books, but that the problem lies in their distribution. "Parents should show a little patience. Everybody will get their books," they say, while the second week of the new school year is almost over. Arguments flare in the queues when some parents can buy books and others are unable to do so.

Some municipalities in Ankara are trying to help parents, having started a campaign entitled "Bring Your Old Books, Get New Ones," in central areas of the city. The books that cannot be found are those dealing with social sciences and traffic and first aid.

Turkish Court Upholds Jail Ruling for Mayor

Reuters

ANKARA — A court upheld a 10-month jail sentence Wednesday against the popular mayor of Turkey's biggest city on public order charges in a fresh legal blow to the large Islamist opposition.

The Appeals Court in Ankara said in a statement that the ruling against Istanbul's mayor, Recep Tayyip Erdogan, was approved by a vote of 4 to 1.

The verdict means that Mr. Erdogan, often tipped as a future national leader of the Islamist movement, looks set to lose his status as mayor and faces a lifetime ban from public office.

Legal sources said the mayor was likely to be jailed in the coming weeks unless his lawyers could lodge a further last-minute appeal.

Mr. Erdogan, 44, was sentenced by a lesser court in April for "provoking hatred" by reciting a poem deemed as encouraging Islamist extremism in a speech to supporters.

"The mosques are our barracks, the domes our helmets, the minarets our bayonets and the faithful our soldiers," he told a rally in the southeastern town of Siirt in December.

The mayor, who has run Istanbul since 1994, said his speech was a call for an end to the Kurdish rebel conflict in the area.

Le maire d'Istanbul: "la justice turque n'est pas indépendante"

ISTANBUL, 24 sept (AFP) — Recep Tayyip Erdogan, le maire islamiste d'Istanbul condamné à 10 mois de prison et dont la carrière politique est terminée, a vivement réagi jeudi contre le verdict, affirmant qu'il est la preuve que "la justice n'est pas indépendante" en Turquie.

"Je ne crois avoir commis de crime, je suis innocent et victime d'un jugement inéquitable (...) J'ai été condamné pour avoir récité un poème", a affirmé M. Erdogan lors d'une conférence de presse à la mairie, devant laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient massées pour protester contre sa condamnation, a constaté un journaliste de l'AFP.

La Cour de cassation a confirmé mercredi la condamnation, 10 mois de prison prononcée par une instance inférieure à l'encontre de M. Erdogan, 44 ans. Il devra aller en prison, sera révoqué de son mandat de maire et ne pourra plus se présenter à des élections.

"C'est une tragédie et une honte qui restera dans les annales de la justice turque (...) Ce verdict avilît la justice turque",

a affirmé M. Erdoğan, soutenu par ses partisans qui scandaient des slogans tels que: "La Turquie est fière de toi" et "Gouvernement démission".

Précisant qu'il ne regrettait rien, M. Erdoğan a accusé certains journaux d'avoir "violé systématiquement le secret de l'instruction".

Recai Kutan, chef du parti islamiste de la Vertu (Fazilet), a estimé que M. Erdoğan a été "la victime d'un accident politique", indiquant que la Turquie vivait une période "difficile" en ce qui concerne les droits de l'Homme et la démocratie.

Les deux hommes se sont ensuite donné l'accolade devant une multitude de caméras couvrant l'événement.

La circulation était bloquée aux alentours de la mairie, située dans la partie européenne de la métropole, par les manifestants qui brandissaient des banderoles exprimant leur soutien au maire.

Sur ces banderoles, on pouvait notamment lire: "Où est la justice?" et "Défendons notre maire".

La police avait pris d'importantes mesures de sécurité.

M. Erdoğan avait été condamné le 21 avril dernier par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir (sud-est) à 10 mois de prison ferme pour des propos "visant à la provocation raciale ou religieuse".

Dans un discours prononcé en décembre 1997 dans la province de Siirt (sud-est), M. Erdoğan avait présenté les mosquées comme "les casernes" de son Parti islamiste de la Prospérité (Refah), aujourd'hui dissous pour "activités contraires à la laïcité de l'Etat".

"Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les croyants nos soldats", avait-il dit, déclenchant un tollé en Turquie. Cette phrase était extraite d'une oeuvre d'un poète turc du siècle dernier, Ziya Gökalp.

24 SEPTEMBRE 1998

LE CESSEZ-LE-FEU DU PKK N'EST PAS SUIVI

Le cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK n'a guère eu d'effet sur les divers théâtres des opérations opposant l'armée et ses auxiliaires aux forces du PKK. Par endroits les affrontements se sont même intensifiés. Selon la super-préfecture de Diyarbakir, au cours du seul week-end des 12 et 13 septembre, "22 rebelles du PKK" auraient été tués dans des accrochages dans les provinces de Diyarbakir, Tunceli (Nord), Batman (Sud-Est) et Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran.

Les médias et la classe politique turcs continuent d'ignorer l'appel au cessez-le-feu et à des négociations lancé par Abdullah Öcalan. Le chef du PKK a même déclaré sur l'antenne de la chaîne kurde MED-TV qu'il était prêt à dissoudre l'organisation kurde si la Turquie reconnaissait les droits culturels et l'identité kurdes.

Dans un entretien accordé récemment au journal chypriote grec Philephtéros, Abdullah Öcalan précisait que la Turquie avait trois semaines pour donner sa réponse à l'offre de trêve, qui serait annulée dans le cas contraire.

Mais la Turquie, dont le PKK prétend éprouver la volonté d'aboutir à la paix, a accueilli cette proposition avec indifférence. Hussamettin Cindoruk, président d'une petite formation conservatrice, le Parti de la Turquie démocratique, membre de la coalition gouvernementale, a été le seul homme politique turc notoire à approuver implicitement l'appel au cessez-le-feu du PKK. M.Cindoruk, qui était membre du DYP de Mme Çiller avant d'en être exclu, a ainsi déclaré le 11 septembre: "La Turquie n'ira nulle part en masquant ce problème et en retardant sa solution. Les pourparlers qui ont commencé entre la Grande-Bretagne et l'Irlande constituent un modèle des méthodes qui pourraient être utilisées (...) Le problème kurde est le plus grand défi pour la Turquie. Si vous appelez cela terreux, vous vous trompez. Si vous appelez cela une guerre de guérilla,

vous vous trompez. Si vous déterminez honnêtement la raison de cette rébellion ou de cette protestation, vous ne ferez pas d'erreur. Dans cette région, il y a un problème kurde".

La réaction un peu tardive de M.Cindoruk n'a guère suscité de débat en Turquie où les médias semblent avoir reçu des consignes d'éviter toute publicité sur ce sujet.

Le fait que le PKK affirme avoir décrété un cessez-le-feu en Turquie tout en poursuivant de plus belle ses attaques contre les forces du PDK de M.Barzani au Kurdistan irakien nuit également à sa crédibilité. Les Kurdes irakiens continuent d'affirmer qu'ils n'ont rien contre le PKK qui est une organisation politico-militaire kurde de Turquie et qui de ce fait n'a rien à faire au Kurdistan. Ils accusent la Syrie et l'Iran de se servir du PKK pour déstabiliser le Kurdistan irakien, une version que l'ancien n°2 du PKK, Sakik, actuellement jugé en Turquie, semble confirmer, puisqu'il affirmait devant le tribunal turc que la Syrie soutenait l'organisation kurde.



DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER

COURRIER INTERNATIONAL N° 412

DU 24 AU 30 SEPTEMBRE 1998

L'Afghanistan et l'enjeu pétrolier

L'opposition afghane retranchée, des troupes iraniennes massées à la frontière, des Américains indécis qui ont trop longtemps soutenu les talibans... La région est une poudrière. Et le pétrole est le fil rouge - ou noir - de la situation, car l'Afghanistan devait devenir un lieu de passage du pétrole de la Caspienne.

Mais les bombardements américains contre les camps d'entraînement d'Oussama ben Laden ont remis en cause ce scénario, explique "Kommersant-Vlast". En coulisse, l'Arabie Saoudite se réjouit de la nouvelle donne, car, pour rester l'unique puissance pétrolière, Riyad entretient des foyers de révolte islamique dans la région, jusque dans le Caucase.

Un peu d'or noir sous les pas des talibans

Turkménistan

Le gaz turkmène suscite de nombreuses convoitises. Pour ouvrir une voie d'exportation vers la mer, le Turkménistan mise sur un Afghanistan pacifié, quitte pour cela à voir les talibans s'imposer.

Ouzbékistan

Pays où le réveil islamique a été particulièrement fort. En mai dernier, le président Karimov (procommuniste) a dénoncé les risques d'"implosion" de son pays, infiltré par des fondamentalistes wahhabites proches des talibans. Sur la scène afghane, Tachkent soutient le général ouzbek Dostom.

Tadjikistan

Un accord de paix a mis fin, en avril dernier, à cinq ans de conflit entre le pouvoir procommuniste et l'opposition islamique qui ont coûté la vie à 50 000 personnes. Le Tadjikistan reste une base de repli pour l'opposition afghane, dirigée par le commandant Massoud, d'origine tadjike.

Turquie

Protectrice des populations turcophones en Asie centrale. En Afghanistan, Ankara soutient la population ouzbèke et les milices dirigées par le général Dostom, un des ennemis des talibans. Ankara, qui veut faire passer le gaz et le pétrole de l'Asie centrale via ses territoires, reproche aux talibans de vouloir détourner vers le Pakistan.



Pakistan

Principal allié des Etats-Unis dans la région, Islamabad a armé les talibans en 1994. Pousé par Washington, le Pakistan tente aujourd'hui une médiation dans le conflit irano-afghan. Mais contrôle-t-il encore son protégé afghan ?

Arabie Saoudite

Principal allié et bailleur de fonds des talibans, l'Arabie Saoudite (sunnite) a vu d'un bon œil l'émergence d'un fondamentalisme sunnite à Kaboul (qui porte ombrage à l'Iran, chiite). Mais le récent réchauffement des relations irano-saoudiennes pourrait changer la donne. Officiellement, Riyad a offert sa médiation dans le conflit irano-afghan.

Iran

Le mouvement des talibans (sunnite) ayant éclipsé la révolution islamique iranienne (chiite), Téhéran est devenu le principal ennemi de l'Afghanistan. Le meurtre de 7 diplomates iraniens par des éléments incontrôlés des talibans a mis le feu aux poudres. L'Iran a massé 200 000 soldats sur sa frontière afghane et a intensifié les préparatifs de guerre.

Que l'Afghanistan soit sous contrôle, et tout l'équilibre pétrolier de la région est modifié...

KOMMERSANT-VLAST

Moscou

Les frappes de missiles Tomahawk contre une usine chimique au Soudan et sur des camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan, en riposte aux attentats perpétrés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie [le 7 août, tuant 12 Américains et plus de 200 Africains], devaient prouver la détermination des Etats-Unis à utili-

ser les moyens les plus radicaux pour lutter contre le terrorisme. Cette action sans précédent a démontré que les Etats-Unis étaient la seule puissance à ne pas laisser impuni le moindre crime visant leurs ressortissants. Cette opération a toutefois eu d'autres conséquences, que Washington n'avait sans doute pas prévues. Le lendemain de ces bombardements, les prix du pétrole ont légèrement augmenté, alors que les actions de la compagnie américaine Unocal, elles, chutaient.

En fait, les missiles venaient de détruire non seulement une base de terroristes islamistes en Afghanistan, mais aussi un projet grandiose d'Unocal. Au début des années 90, l'Occident avait pris la décision stratégique d'ex-

ploiter les ressources énergétiques de la mer Caspienne et d'ouvrir des corridors pour leur transit. L'un des tracés prévus pour le pétrole et le gaz devait traverser l'Afghanistan en direction du littoral pakistanais de l'océan Indien. Unocal se trouvait à la tête du consortium international chargé de la pose des oléoducs et des gazoducs. Or l'Afghanistan était plongé dans une guerre intestine, et la réalisation du projet exigeait un gouvernement central capable de contrôler l'ensemble du pays. C'est ce rôle qui fut alors dévolu aux wahhabites afghans rassemblés dans le mouvement des talibans.

Créé par les services secrets pakistanais et généreusement financé par l'Arabie Saoudite, ce mouvement s'est

mis à l'œuvre avec ardeur et n'a pas tardé à conquérir la plus grande partie du pays. Mais, jusqu'à ces derniers temps, un obstacle de taille demeurait sur le chemin des oléoducs : l'"alliance" du Nord, hostile aux talibans. Mi-août, des détachements de talibans s'emparaient de la "capitale" du Nord, Mazar-i-Charif, et se retrouvaient aux frontières de la CEI [Confédération des Etats indépendants, regroupés autour de la Russie]. Ils maîtrisaient désormais la quasi-totalité de l'Afghanistan, qu'avaient fui une partie des chefs de l'opposition du Nord. Ceux qui restaient s'étaient réfugiés dans les montagnes et tentaient d'organiser une contre-offensive. Mais la réalité était implacable : les talibans étaient plus proches que jamais d'établir leur contrôle sur tout le pays, et ceux qui les avaient soutenus, le Pakistan et les compagnies pétrolières occidentales, semblaient également toucher au but.

Le projet d'oléoduc enrichirait le Pakistan

Cependant, les événements de ces dernières semaines ont balayé cette donne comme un château de cartes. L'enquête du FBI sur les attentats au Kenya et en Tanzanie est remontée jusqu'à Oussama ben Laden, multimillionnaire arabe qui est aussi l'un des principaux soutiens financiers du terrorisme islamiste, embusqué avec ses combattants sur le territoire afghan, contrôlé par les talibans. Washington a demandé aux chefs talibans de livrer Ben Laden, mais s'est heurté à un refus catégorique. Le 20 août, le président Clinton réagissait en envoyant des missiles sur des camps de terroristes islamistes en territoire afghan.

Ben Laden jurait de déchaîner la terreur contre les Etats-Unis et leurs alliés, et Unocal se voyait contraint de geler son projet en Afghanistan.

La présence de Ben Laden au centre de toute cette histoire n'est pas due au hasard. Ce financier du terrorisme islamiste est originaire d'Arabie Saoudite, troisième parrain des talibans. Il y a quelques années, les autorités saoudiennes l'ont déchu de sa citoyenneté en signe d'allégeance envers leur allié américain. En fait, Ben Laden a conservé sa position dans le monde saoudien des affaires et a gardé des contacts dans les puissants milieux pétroliers. Lorsque cela s'avère nécessaire, il sert sa patrie. Pendant que les émissaires pakistanais déployaient une activité intense pour renouer les liens entre les talibans et les Etats-Unis, et sauver le projet d'oléoduc, riche de bénéfices potentiels pour Islamabad, l'Arabie Saoudite conservait un calme olympien. Pourtant, sa compagnie Delta Oil fait partie du consortium (en tant que partenaire mineur d'Unocal, il est vrai). L'attitude de Riyad s'explique : les pertes en cas d'abandon du projet sont sans commune mesure avec celles que l'Arabie Saoudite subirait si la production de la Caspienne arrivait sur les marchés mondiaux.

Pour elle, le danger ne réside pas seulement dans la baisse des prix que pourrait provoquer un nouvel afflux de pétrole. Pis encore : tant que le golfe Persique reste le principal fournisseur de l'Occident, l'Arabie Saoudite peut compter sur une attitude bienveillante des Etats-Unis et de l'Occident à son égard. Ce pays fort éloigné de la démocratie a souvent fait l'objet de critiques de la part des Occidentaux. Cependant, on s'est toujours efforcé d'étouffer les

scandales pour ne pas froisser le "fournisseur numéro un de pétrole". La perte d'un pareil statut pourrait changer beaucoup de choses pour Riyad. Le maintien du statu quo est subordonné à l'absence de concurrence, et l'Arabie Saoudite a choisi l'arme idéologique pour en empêcher l'émergence. Elle s'est donc attelée à une diffusion et à une restauration à grande échelle d'un islam "pur", c'est-à-dire du wahhabisme, dans les régions entourant la Caspienne. Aujourd'hui, les wahhabites sont devenus un facteur sérieux de déstabilisation en Asie centrale, mais aussi dans le Caucase du Nord. Ils sont ainsi présents sur une autre voie d'exportation du pétrole de la Caspienne, l'oléoduc Bakou-Novorossiisk. En décembre 1997, ils ont attaqué une unité militaire russe cantonnée à Bouinaksk, au Daghestan. Cette action, suivie d'autres agressions contre des soldats et des policiers, est intervenue peu après que Moscou eut tant bien que mal réussi à stabiliser ses relations avec Grozny [la capitale tchétchène]. Egalement peu après la mise en marche de l'oléoduc Bakou-Novorossiisk, qui traverse le Daghestan et la Tchétchénie. En août dernier, juste au moment où les talibans entraient dans Mazar-i-Charif, les communautés wahhabites des villages daghestanais de Karamakhi et Tchabanmakhi se proclamaient "Républiques islamiques indépendantes" ne reconnaissant que la charia. Le 21 août, Saïd Mouhammed Aboubakarov, mufti du Daghestan, qui avait appelé les autorités à réagir fermement contre les wahhabites, était tué par l'explosion d'une bombe.

Les troubles qui ont suivi cet attentat ont conduit le Daghestan au bord de la guerre civile. Les Saoudiens sont

Vers un rapprochement irano-saoudien ?

Depuis l'élection présidentielle de mai 1997, la diplomatie iranienne a adopté une nouvelle approche dans ses relations régionales. L'un des changements importants semble être le rapprochement avec l'Arabie Saoudite. C'est ainsi que les autorités saoudiennes ont été chaleureusement accueillies à Téhéran et que la presse de langue arabe, non sans un profond changement de ton, a souligné que les Saoudiens désiraient entretenir des relations cordiales avec l'Iran. L'Arabie Saoudite est capable de contrôler les cours du pétrole en augmentant la production. Pendant les deux dernières décennies, les Saoudiens ont toujours eu le dernier mot à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ont joué un rôle très important dans le maintien des prix à un bas niveau. Ce dernier phénomène a fortement affecté l'économie iranienne. Dans les nouvelles relations irano-saoudiennes, nous devons nous inté-

resser à la structure sociale de l'Arabie Saoudite, et plus particulièrement à la couche dite moyenne, qui englobe également les cadres instruits de la société. Ce groupe social cherche à apporter des changements dans la structure étatique du pays et à transformer une société tribale en une structure s'appuyant sur l'opinion populaire. Nous devons faire en sorte que ce groupe se sente de plus en plus en harmonie avec l'Iran. Sans recourir à des comportements provocateurs, nous devons essayer d'apparaître comme le véritable fédérateur des diverses traditions islamiques.

D' Parviz Vardjavand - Irané Farda - Téhéran*

* *Irané Farda* ainsi que trois autres mensuels d'opposition : *Rahé Now*, *Aban* et *Tawand* sont actuellement menacés de fermeture par le tribunal de la révolution islamique. Le quotidien d'opposition *Tous* a été interdit la semaine dernière ; son directeur ainsi que son rédacteur en chef sont en prison.

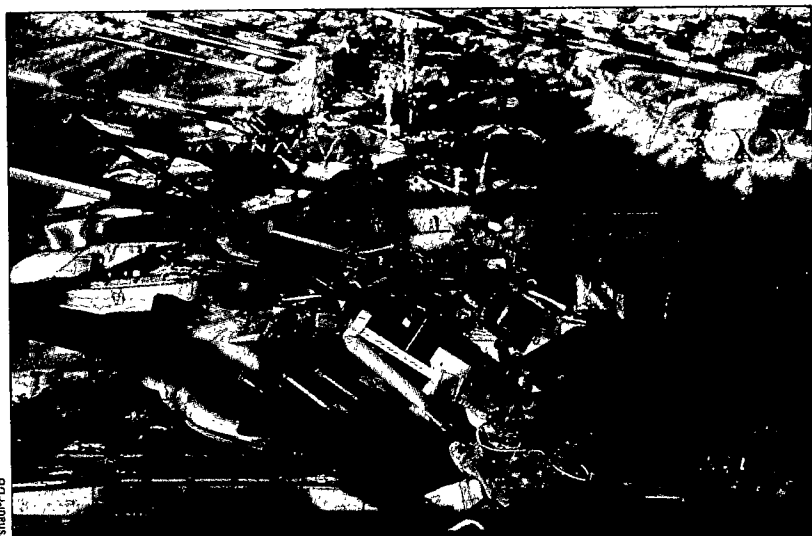
présents également dans le Caucase du Nord. Aslan Maskhadov, le président tchétchène, parlant de ceux qui se cachent derrière les insurrections de wahhabites en Tchétchénie, a désigné sans ambages l'Arabie Saoudite, qui "voudrait [nous] apprendre ce qu'est l'islam". Entre livrer Ben Laden aux Américains et voir fonctionner les

oléoducs qui traverseront le pays, ou bien respecter la "fraternité islamique" et priver l'Afghanistan de tout espoir d'émerger de ses ruines, les talibans ont préféré les considérations idéologiques aux réalités matérielles. Le président tchétchène a, lui, choisi les oléoducs et déclaré le wahhabisme hors la loi. Mais tout porte à croire qu'il

n'est pas près d'en finir avec les "combattants pour la pureté de l'islam" : fin août, les médias internationaux annonçaient qu'Oussama ben Laden s'était réfugié en Tchétchénie. Apparemment, le jeu des wahhabites dans le Caucase du Nord ne fait que commencer.

Leonid Panine

L'Iran envisage une attaque aérienne contre Kaboul



Fahad-FDB

200 000 soldats iraniens sont postés à la frontière afghane. Prêts à l'attaque ?

L'assassinat, fin août, de sept diplomates iraniens par des éléments incontrôlés des talibans continue de susciter la colère de Téhéran. Une offensive terrestre contre l'Afghanistan paraît cependant exclue.

AL HAYAT
Londres

Les prochaines semaines pourraient voir se déclencher un conflit entre l'Iran et le mouvement des talibans. Le ton a fortement monté entre Téhéran et Kaboul : le Guide de la révolution, Ali Khamenei, tout en prêchant la modération, a mis en garde contre un incendie qui se propagerait à toute la région. Il est clair que la patience iranienne est désormais à bout après le meurtre de plusieurs de ses ressortissants par les talibans [7 diplomates iraniens ont été tués en Afghanistan fin août ; 2 autres ont réussi à s'enfuir et sont arrivés le 15 septembre à Téhéran]. Le discours revancharde n'émane pas seulement des milieux extrémistes, mais aussi des modérés, des jeunes et des étudiants, qui forment la base des sym-

pathisants du président réformiste Mohammad Khatami.

Pourtant, en dépit de leur exaspération, extrémistes comme réformistes ne semblent pas prêts à répliquer trop rapidement et préfèrent attendre que mûrissent les conditions permettant de se lancer dans une réponse militaire. Sur le plan religieux, l'affaire est extrêmement sensible du fait de l'inévitable conflit entre chiites (iraniens) et sunnites (afghans) qui s'ensuivrait. La solidarité sunnite pourrait jouer en faveur d'une mobilisation d'une partie des Etats et mouvements musulmans derrière les talibans. Les relations irano-américaines demeurent empoisonnées, et il est difficile pour l'Iran de tout miser sur l'affaire Ben Laden afin de s'assurer la bienveillance américaine : il suffirait à l'Afghanistan de régler directement le problème avec les Etats-Unis par le biais d'une médiation pakistanaise. Il serait de même erroné de tabler sur un soutien indien ou russe efficace, ces deux pays connaissant des difficultés intérieures qui les empêchent de soutenir sérieusement un effort militaire iranien. De plus, le prétexte invoqué, l'assassinat des diplomates, est une carte gagnante qu'il faudra jouer sans la surestimer : à l'Iran de l'exploiter afin d'établir le tort subi et

de démontrer l'inanité des discours l'accusant de soutenir le terrorisme international.

La patience de Téhéran ne tiendra pas plus de trois semaines

Les Iraniens veulent donner au président Khatami l'occasion d'obtenir le soutien de l'opinion internationale. Il devra convaincre que l'assassinat des diplomates iraniens et la prise par les talibans de la ville de Bamiyan [tenue jusque-là par les Hazaras, chiites afghans] sont de grossières violations des droits de l'homme et des crimes de guerre passibles d'un tribunal international. Répondre par la force avant de s'être assuré de la condamnation internationale de ce crime pourrait porter préjudice aux préparatifs iraniens, voire profiter aux talibans. Par ailleurs, les Iraniens savent bien que leur pays est préparé à se défendre contre son voisin de l'ouest [l'Irak], tandis que la logistique fait défaut du côté des frontières avec le Pakistan et l'Afghanistan. Les extrémistes craignent que l'engagement du pays dans une guerre totale contre les talibans ne serve les intérêts de Washington, tandis que les modérés redoutent qu'un conflit ne vienne ruiner tous leurs efforts de réformes.

C'est ainsi qu'un accord tacite semble se dessiner entre les deux camps pour laisser de côté cette option, sans s'interdire de recourir à une forme de confrontation armée rapide : raids aériens ou envoi de missiles sur des positions des talibans ou certaines de leurs bases aériennes à Kaboul et dans ses environs. Le prétexte invoqué sera alors la nécessité de punir des "terroristes" responsables de l'assassinat de diplomates, opération aisément justifiée par les frappes américaines contre l'Afghanistan et le Soudan. Ultérieurement, il sera toujours possible de revenir à la bonne vieille méthode de soutien à l'opposition afghane. en

DU 24 AU 30 SEPTEMBRE 1998

COURRIER INTERNATIONAL N° 412

offrant des camps aux réfugiés et des bases militaires aux abords de la frontière. Mais, d'un point de vue iranien, tout cela ne peut remplacer une vengeance militaire éclair. Et on peut prédire que la patience iranienne ne tiendra pas plus de deux ou trois semaines.

Sami Shaourash

Le mystérieux chef des talibans

Le mollah Mohammad Omar, qui lança le mouvement des talibans en 1994, reste pour les observateurs un homme de l'ombre. D'après ses sympathisants, il serait né en 1966 dans la province d'Uruzgan, au sud-ouest de Kaboul, et aurait fait ses études dans plusieurs écoles islamiques à l'étranger, notamment au Pakistan. Dans les années 80, il répond à l'appel du djihad (guerre sainte) contre l'occupant soviétique et devient rapidement sous-

commandant de la guérilla du parti traditionaliste Harakat-i Inqilab-i-Islami. Lors des combats, il est blessé au visage et perd un œil. En avril 1996, une assemblée de 1 000 religieux musulmans déclare que le président Burhanuddin Rabbani est incapable de diriger une nation islamique et désigne le mollah Mohammad Omar comme son successeur. Celui-ci devient "Amir-ul-Momineen" (prince des croyants). Ses détracteurs

pensent qu'il est en fait une création des services secrets pakistanais et qu'il n'a pas acquis le titre religieux de mollah, étant illettré et connaissant mal la religion musulmane. A titre d'exemple, il aurait déclaré que, d'après la loi islamique, l'usage de l'opium était illicite, mais pas sa vente ! En fait, peu d'informations circulent sur le personnage, qui refuse de parler directement aux journalistes...

TURQUIE Politique

Tansu Çiller et le foulard

Tansu Çiller, la leader du Parti de la juste voie (DYP), semble vouloir rivaliser avec le Parti de la vertu (Fazilet)*, signale Milliyet, à propos de l'ancienne Première ministre en campagne électorale. Admirée auparavant pour son élégance moderne, la belle blonde agite désormais les foules avec un autre look : sa photo, où elle porte un foulard couvrant à moitié ses cheveux, trône en grand à côté d'un très modeste portrait

d'Atatürk. On note la présence dans ses meetings de beaucoup de femmes "enturbannées" (comme on appelle le foulard islamique en Turquie). Parmi elles, il y a aussi des militantes qui portent des pancartes ou l'on lit : "Les foulards seront le tombeau de la junte." Et Çiller de les haranguer sur un air on ne peut plus démagogue : "Ils sont obsédés par les foulards de mes enfants ! Ils expulsent mes filles des universités ! Mais mes filles, qui portent le turban, sont des citoyennes de première catégorie !" Cette nouvelle prise de position, curieusement, coïncide avec un changement dans les orientations du parti islamiste Fazilet. Comme le note Milliyet, plusieurs dirigeants de ce parti émettent le

souhait de transformer le Fazilet en un parti de centre droit à l'européenne, comme le RPR français ou la CDU allemande. L'air du temps n'est plus à réclamer un "OTAN islamique" ou l'union monétaire avec les pays musulmans, projets jadis évoqués par le Refah. "Etablisons des liens étroits avec l'Occident et demandons notre adhésion à l'Union démocratique [le rassemblement des partis conservateurs européens]" : telle semble être la nouvelle consigne. L'un des dirigeants de ce parti a même déclaré : "Qu'on nous critique si on ne nous aime pas, mais nous ne devons pas inspirer la méfiance." ●

* Le Fazilet défend les thèses islamistes. Il a succédé au Refah, parti qui a été interdit.

IRAK Les révélations d'un transfuge sur le système Saddam

THE DAILY TELEGRAPH

Londres

Des membres du MI 6 [service du contre-espionnage britannique] ont démantelé une opération complexe destinée à contourner les sanctions appliquées à Saddam Hussein par les Nations unies, grâce à la défection du responsable irakien qui en avait la charge. Sami Salih, riche homme d'affaires de 38 ans, avait convaincu l'Irak, officiellement ennemi juré de l'Irak, de blanchir du pétrole irakien en l'exportant comme s'il s'agissait du sien.

Il disposait également d'un réseau de sociétés écrans qui vendaient du pétrole en contrebande en Occident. Les recettes en devises, soit 600 000 livres [5,7 millions de FF] par jour, étaient déposées dans des banques jordaniennes et servaient à acheter des armes et à financer le train de vie de Saddam Hussein. Mais M. Salih a perdu les faveurs du dirigeant irakien et a été accusé d'espionnage. Emprisonné et torturé, il s'est échappé grâce à son épouse, qui a suborné un responsable de la

sécurité. Il a été emmené au Kurdistan, où il a été libéré. En février, il a franchi la frontière jordanienne et s'est rendu à l'ambassade britannique à Amman, où il a été interrogé par le responsable de zone du MI 6. Il vit désormais caché en Belgique avec sa famille.

Non content d'expliquer comment Saddam Hussein contourne l'embargo sur le pétrole irakien, Sami Salih a également fourni d'autres renseignements importants. Il a notamment livré des informations détaillées sur le dispositif de protection du dirigeant irakien et la configuration du vaste complexe présidentiel. Il a raconté aux officiers du MI 6 que Saddam Hussein avait un formidable appétit sexuel : sa préférence va aux femmes à forte poitrine, mais il ne serait pas ennemi des jeunes beautés masculines.

Sami Salih a aussi expliqué comment Saddam Hussein parvient à empêcher les Nations unies d'éliminer tous les missiles longue portée présents sur son territoire. "J'ai vu des missiles cachés partout en Irak. Il y en a qui sont stockés sous des piscines et dans des exploitations agricoles." Pour contenir Saddam Hussein, l'Occi-

dent a beaucoup misé sur l'hostilité résiduelle qui oppose l'Iran et l'Irak, de même que celle qui oppose les partis Baas au pouvoir en Syrie et en Irak. Mais les récentes révélations confirment que cette analyse est ridiculement optimiste. Depuis 1995-1996, l'Iran et la Syrie estiment en effet qu'il est préférable de négocier avec un Saddam Hussein quelque peu affaibli qu'avec un remplaçant soutenu par les Etats-Unis et la Jordanie, potentiellement plus puissant. Toutes les conditions sont donc réunies pour qu'apparaisse un bloc radical regroupant l'Irak, l'Iran et la Syrie, voire l'entité palestinienne naissante.

Ce mariage entre anciens ennemis jurés souligne la faiblesse de ces régimes. La partie serait définitivement perdue pour eux si un Irak post-baassiste s'alliait à un bloc régional modéré. La participation de certains dirigeants de la résistance irakienne à une récente conférence de la New Atlantic Initiative [Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient, dont le siège est

à Washington], à Amman et à Tel-Aviv, montre que certains mouvements démocratiques locaux ont fait la même analyse. Les révélations de Sami Salih parlent en faveur de ces exilés irakiens. En effet, il est très difficile d'organiser un coup d'Etat de l'intérieur, où le monde libre n'a pas beaucoup d'antennes ni d'influence (et même s'il aboutissait, il aurait pour résultat de substituer à Hussein un autre dictateur). Une opération "externe", en revanche, aurait plus de chance de porter ses fruits.

L'Occident devrait commencer par reconnaître l'autorité du Congrès national irakien, confédération dirigée par le démocrate Ahmed Chalabi. Cela contribuerait à unifier les forces qui s'opposent en ordre dispersé au dirigeant irakien. A supposer que les pays occidentaux ne soient pas disposés à libérer l'Irak de son asservissement, ils devraient au moins apporter aux Irakiens dont c'est l'objectif une aide plus importante pour qu'ils s'acquittent eux-mêmes de cette tâche. **Michael Smith**

Ankara Strengthens Iraqi Ties

ANKARA — Turkey said it would upgrade its diplomatic relations with Iraq in angry response to a U.S.-backed agreement between Iraq's Kurdish opposition.

Deputy Prime Minister Bulent Ecevit said in a statement Saturday that Turkey planned to send an ambassador to Baghdad for the first time since 1992.

Turkey, which fears Iraqi Kurdish separatism could encourage its own restive Kurds, will also help speed up the appointment of an Iraqi ambassador to Ankara. The post has been vacant for several months.

"These mutual appointments will aid our dialogue and relations with the Iraqi administration," Mr. Ecevit said.

Turkey has complained it was left out of a deal struck in Washington this month between the Iraqi Kurdish faction leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani. (Reuters)

Iran's Diplomatic Offensive

Iranian government leaders consolidated several days of effective public diplomacy at the United Nations on Thursday by formally repudiating their country's death threat against Salman Rushdie, the British writer.

Though the announcement by Foreign Minister Kamal Kharrazi does not entirely eliminate the danger to Mr. Rushdie, the author of "The Satanic Verses," it would appear to end any government role in trying to kill him. Rejection of the assassination threat removes one of the primary obstacles to improved relations between the United States and Tehran.

The death threat, or *fatwa*, has disgraced Iran since it was imposed in 1989 by Ayatollah Ruhollah Khomeini. Along with the 1979 seizure of American hostages, the threat symbolized the vindictive policies of the clerics who turned Iran into an Islamic fundamentalist state.

Mr. Rushdie was forced to spend much of the last decade in hiding and under heavy guard.

Britain, where Mr. Rushdie lives, quickly restored relations with Iran on Thursday. The United States should not move so swiftly. For one thing, an Iranian foundation still offers a \$2.5 million bounty to anyone who kills Mr. Rushdie, and it is unclear whether the spiritual leader of Iran, Ayatollah

Sayed Ali Khamenei, accepts the lifting of the death threat.

But even if Mr. Rushdie is soon in the clear, other issues need to be resolved. Iran must give up its effort to fashion nuclear weapons and end all support for terrorist groups. The Iranian government has backed away from such assistance, but has yet to make the kind of clear declaration it did about Mr. Rushdie.

Still, these have been potentially productive days in the evolution of Iran's cautious opening to the United States. President Mohammed Khatami, in his first visit to America since his election a year ago, presented himself and his government as forces for moderation in Iran.

The self-portrait was largely supported by the steps he has taken at home to ease the clerical stranglehold on many aspects of Iranian life.

Though Mr. Khatami said it was premature to open an official dialogue with Washington, and Mr. Kharrazi pointedly avoided a UN meeting about Afghanistan so he would not encounter Secretary of State Madeleine Albright, the Iranians seemed eager to shed their country's menacing image.

By removing the government's gun from Mr. Rushdie's head, they clearly advanced that goal.

—THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 26-27, 1998

Ankara met Rome en garde à propos d'une réunion du parlement kurde en exil

ANKARA, 28 sept (AFP) - La Turquie a mis l'Italie en garde contre une détérioration possible des relations bilatérales si une réunion du "parlement kurde en exil" se tient comme prévu à Rome en dépit des protestations du gouvernement d'Ankara, ont annoncé lundi des responsables turcs.

L'ambassadeur d'Italie à Ankara, Massimiliano Bandini, a été convoqué à deux reprises la semaine dernière au ministère des Affaires étrangères où il s'est vu remettre une note de protestation, ont indiqué des responsables du ministère à l'agence Anatolie.

Le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, actuellement à New York pour l'assemblée générale de l'ONU, a rencontré son homologue italien Lamberto Dini, lui demandant que le gouvernement de Rome annule cette réunion, a de son côté rapporté la chaîne d'information en continu NTV.

Le "parlement kurde en exil", qui a d'étroits liens avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en rébellion armée contre Ankara, s'apprêtait à tenir une réunion mardi au parlement italien à l'initiative de 14 députés, la majorité étant communistes, selon des sources turques.

Ismail Cem a averti son homologue italien que les relations turco-italiennes seraient inévitablement affectées si cette réunion avait lieu, selon NTV.

Le "parlement kurde en exil" a été créé en Europe en 1994 et s'est réuni à plusieurs reprises dans des capitales européennes, dont Bruxelles, Vienne et Moscou, en dépit des efforts d'Ankara.

L'Italie est l'un des pays d'Europe occidentale avec lesquels la Turquie a de bonnes relations. Outre l'Italie, la France et la Grande-Bretagne ont soutenu des relations étroites entre la Turquie et l'Union européenne. La Turquie est candidate à l'adhésion à l'UE mais elle a été laissée à l'écart, en décembre 1997, des prochains plans d'élargissement de l'Union.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984, vise à créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

.....

La Ligue arabe salue la décision d'Ankara de nommer un ambassadeur à Bagdad

LE CAIRE, 28 sept (AFP) - La Ligue arabe a accueilli favorablement lundi la décision du gouvernement turc de nommer prochainement un ambassadeur à Bagdad, a annoncé le porte-parole de l'organisation panarabe, M. Talaat Hamed.

"La Ligue arabe se félicite de la décision turque et souhaite qu'elle préludera à d'autres mesures qui seraient prises par Ankara pour resserrer ses liens avec le monde arabe", a indiqué à la presse M. Hamed.

Il a ainsi émis l'espoir qu'Ankara oeuvre à éliminer "les obstacles qui entravent l'amélioration des rapports arabo-turcs, dont sa coopération militaire avec Israël et le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate" avec la Syrie et l'Irak.

Le quotidien as-Saoura, organe du parti Baas au pouvoir à Bagdad, s'est montré dimanche sceptique sur la volonté turque de resserrer ses liens avec l'Irak, soupçonnant Ankara de ne chercher qu'à obtenir des garanties contre la création d'un Etat kurde.

Le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit avait annoncé samedi que son gouvernement nommerait prochainement un ambassadeur à la tête de sa mission diplomatique à Bagdad, conduite par un chargé d'affaires depuis 1992.

M. Ecevit dénonce des pays européens qui "cherchent à diviser la Turquie"

ANKARA, 28 sept (AFP) - Le vice-Premier ministre turc, Bulent Ecevit, a dénoncé lundi à Van (est) certains pays européens qui "cherchent à diviser la Turquie", affirmant que "ceux qui le tenteront seront déçus".

"Je m'adresse à certains pays européens qui sont nos prétendus alliés. Ils veulent nous imposer de nouveau le traité de Sèvres qui avait été jeté dans les poubelles de l'Histoire", a dit M. Ecevit lors d'une réunion publique.

"Les politiciens de ces pays (...) seront déçus", a ajouté M. Ecevit, cité par l'agence Anatolie.

Le traité de Sèvres, signé en août 1920 entre les vainqueurs de la première guerre mondiale et l'empire ottoman qui avait été l'allié de l'Allemagne, prévoyait la création d'un Etat kurde dans le sud-est, tandis que la Grèce devait obtenir la côte de la mer Egée et qu'Istanbul devait être placé sous le contrôle des alliés occidentaux.

Mais à l'issue de la guerre de Libération turque de 1920 à 22, Mustafa Kemal Ataturk, qui devait fonder plus tard la République turque, obtint au traité de Lausanne, signé en 1923, la modification des clauses du traité de Sèvres. Lausanne ne prévoyait plus la création d'un Etat kurde.

M. Ecevit n'a pas cité les noms des pays qu'il incrimine mais il est connu pour prêter aux alliés de l'époque, et tout particulièrement la Grande-Bretagne, la volonté de créer un Etat kurde dans le nord de l'Irak qui échappe à Bagdad depuis 1991.

La Turquie s'oppose à la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak frontalier de son territoire, car il constituerait un exemple pour les 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son sol alors qu'une rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) se poursuit depuis 14 ans dans le sud-est de son territoire, dans un but séparatiste. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

M. Ecevit a également accusé l'Iran "d'avoir ouvert" ses régions frontalières avec la Turquie aux maquisards du PKK.

"Ces dernières années, l'Iran a ouvert au PKK ses régions frontalières d'où ils (les rebelles) peuvent s'infiltrer en Turquie", a-t-il dit. "Nous n'avons jamais pensé à provoquer les citoyens iraniens d'origine turque ou azerbaïdjanaise, qui constituent la moitié des habitants de ce pays, contre le régime iranien", a-t-il ajouté.

Il a également accusé la Syrie et la Grèce "d'aider le PKK".

La lutte armée du PKK est "légitime", selon le "Parlement kurde en exil"

ROME, 29 sept (AFP) - Les représentants du "Parlement kurde en exil" ont déclaré mardi à Rome que la lutte armée menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) était "légitime", lors d'une réunion tenue dans une salle de la Chambre des députés italienne.

Le "parlement kurde en exil" a commencé à se réunir mardi à Rome, avec le soutien de députés communistes italiens, au grand dam d'Ankara qui a menacé de prendre des mesures de rétorsion économique contre Rome.

"Nous considérons la lutte armée menée par le PKK comme une lutte légitime, sans laquelle le cri du peuple kurde, victime de génocide, n'aurait jamais été entendu", a affirmé le président du "Parlement kurde en exil", Yasar Kaya, dans un communiqué distribué à la presse.

"Le droit à l'autodétermination est un droit fondamental de chaque peuple", poursuit le communiqué, qui fait appel "aux responsables politiques européens pour qu'ils ouvrent la voie à une solution politique".

"Dans cette sale guerre, les peuples kurde et turc n'ont rien à gagner, et sans solution pacifique et digne de la question kurde, il ne sera pas possible de démocratiser la Turquie", conclut M. Kaya, qui a "remercié l'Etat et le peuple italiens pour leur solidarité".

* * * * *

L'Irak et la Syrie appellent la Turquie au dialogue sur le problème de l'eau

Mar 29 Sep 98 - 07h49 GMT

BAGDAD, 29 sept (AFP) - L'Irak et la Syrie, inquiets des projets de barrages turcs sur le Tigre et l'Euphrate, ont appelé Ankara à entamer un dialogue pour résoudre les problèmes de distribution de l'eau, a rapporté mardi la presse irakienne.

Cet appel, lancé au terme d'une réunion de coordination irako-syrienne à Bagdad, boycottée par Ankara, fait part des "inquiétudes de l'Irak et de la Syrie face à la multiplication des projets hydrauliques que la Turquie réalise sur les deux fleuves sans consultation".

Le sous-secrétaire irakien au ministère de l'Irrigation, Abdel Sattar Salhane, cité par la presse, a indiqué que son pays et la Syrie étaient "disposés à tout moment à entamer un dialogue (avec Ankara) pour régler le problème de distribution de l'eau".

Le président de la délégation syrienne, M. Ibrahim Makhoul, avait affirmé avant le début des travaux du comité mixte que la Turquie était régulièrement invitée à ces réunions, mais les a boycottées "durant des années".

L'Irak et la Syrie accusent la Turquie de retenir les eaux de l'Euphrate en construisant des barrages sur ce fleuve.

Le Tigre et l'Euphrate se joignent dans le sud-est de l'Irak formant le Chatt Al-Arab.

Les beaux jours de la mafia turque

La Turquie est un pays où les mafieux de tout poil, patrons de casinos, hommes de main et trafiquants de drogue, bénéficient de solides protections politiques. A sept mois des élections législatives anticipées, le gouvernement turc a lancé une opération « mains propres » qui n'empêche ni les règlements de comptes ni les malversations



LA collusion du pouvoir et de la mafia n'est pas un fait nouveau en Turquie. Les « babas » (parrains) y jouissent d'une certaine aura et il n'est pas rare qu'ils côtoient des sommités des affaires ou de la politique, à l'occasion de grands raouts mondains. La presse a ainsi largement diffusé des clichés de l'ancien premier ministre, Tansu Ciller, ou de son mari, Ozer, en bonne compagnie, tandis qu'un rapport officiel décrivait récemment comment un « chef de bande » répondant au doux surnom de « Terminator » s'est rendu à Beyrouth avec des cartes d'identité du bureau de renseignement du premier ministre, en transitant par le salon d'honneur de l'aéroport d'Istanbul, réservé aux personnalités.

Ces détails pourraient prêter à sourire, s'ils n'avaient été suivis de plusieurs « affaires » qui ne laissent guère de doutes sur la nature des liens qui prévalent entre la classe politique et le crime. Le 3 novembre 1996, une Mercedes roulant à vive allure percutait de plein fouet un camion non loin de la localité de Susurluk, sur la route d'Izmir à Istanbul.

Dans la voiture accidentée gisaient les corps inanimés d'Abdullah Catli, un ancien « Loup gris » (*Bozkurtcu*, l'organisation de jeunesse du parti ultranationaliste MHP) recherché par Interpol depuis dix-huit ans, et celui d'Hüseyin Kocadag, l'adjoint du chef de la sûreté d'Istanbul. A l'arrière, le propriétaire de la Mercedes, Sedat Bucak, député du Parti de la juste voie (DYP, droite libérale) de Tansu Ciller, était grièvement blessé. Dans le coffre, on retrouva des « vrais-faux » papiers (cartes de police, passeports diplomatiques), de la drogue et des armes, dont l'enquête établira qu'elles étaient la propriété du département de la sûreté.

La biographie du seul survivant de l'accident, Sedat Bucak, est particulièrement éclairante. Riche propriétaire terrien d'origine kurde, député de la formation de Mme Ciller, l'homme contrôle une milice pro-gouvernementale privée de plusieurs milliers de recrues dans ce qu'il est convenu d'appeler en Turquie le « Sud-Est anatolien », où vivent une majorité de Kurdes et où un conflit larvé oppose, depuis 1984, l'armée régulière d'Ankara aux maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). La région, où le vide juridique est

encore plus grand qu'ailleurs, est également la plaque tournante d'un trafic d'héroïne, dont les bénéfices auraient été de 25 milliards de dollars en 1996, selon le

quotidien *Hürriyet* (d'après une estimation du département d'Etat américain, 75 % de l'héroïne saisie en Europe est fabriquée ou provient de Turquie) et dans lequel trempent toutes les parties au conflit. L'Etat a délégué à Sedat « Aga » (chef de clan kurde) la sécurité de tout un district soumis à l'état d'urgence : sa milice a droit de vie et de mort sur les habitants. Le chef de clan, qui a la haute main sur les « gardiens de village » (milices payées et armées par Ankara pour empêcher les incursions des combattants du PKK) de sa région (Sanliurfa), per-

çoit leur soldé en échange de ses largesses et de sa protection.

Accusé par la commission d'enquête sur l'accident de « constitution de bande armée » et d'avoir « protégé des personnes recherchées », M. Bucak vaque tranquillement aujourd'hui à ses occupations, bien que la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul ait requis contre lui en 1996 une peine de onze ans de réclusion, sous réserve de la levée de son immunité parlementaire. Celle-ci a bien été levée en avril 1998 mais l'affaire en est restée là. Même chose pour son alter ego, Mehmet Agar, ancien ministre de l'intérieur accusé à la démission quelques jours après l'accident et contre lequel la Cour a requis dix-neuf ans. « Impossible de faire incarcé-

rer Mehmet Agar qui a des dossiers sur tout le monde », résume un militant turc des droits de l'homme.

Le curriculum vitae du « centurion » ultranationaliste Abdullah Catli est tout aussi riche. Impliqué dans l'attentat contre Jean Paul II, ce proche de M^{me} Ciller - elle lui rendit un vibrant hommage après sa mort, le qualifiant de « héros » - était recherché par Interpol pour trafic de drogue. Utilisé par les services secrets turcs (le MIT) dans la lutte contre les Arméniens de l'Asala, il était, semble-t-il, rémunéré en héroïne.

ARRÊTÉ à Paris en octobre 1984 avec plusieurs kilogrammes de cette substance, il purgea une partie de sa peine mais fut bientôt remis aux autorités suisses qui le recherchaient pour trafic de stupéfiants. Condamné, en 1989 par le tribunal de Bâle à sept ans de réclusion, il s'évada en 1990 du pénitencier - pourtant très bien gardé - de Bostadel, et regagna la Turquie avec un passeport en règle au nom de Mehmet Ozbay. Il s'est depuis tristement illustré en extorquant des fonds à des personnes qu'il avait été chargé de « liquider » (à l'époque où M^{me} Ciller fut premier ministre, entre 1993 et 1996, quatre mille cinq cents « exécutions extrajudiciaires » eurent lieu, sans parler des disparitions) en leur faisant croire qu'en payant ils échapperaient au châtimeur suprême. C'est ainsi qu'il obtint 10 millions de dollars d'un certain Behcet Canturk, enlevé et liquidé peu après s'être acquitté de la rançon. En juillet 1996, enfin, les empreintes d'Abdullah Catli sont retrouvées... sur le pistolet-mitrailleur qui servit à l'assassinat de Omer Lütfü Topal, surnommé par la presse turque « le roi des casinos ».

Riche, influent, Omer Lütfü Topal possédait un empire du jeu, dont les ramifications allaient jusqu'en Azerbaïdjan et au Turkménistan. Propriétaire de plu-

le « roi des casinos » obtint un crédit gouvernemental de l'Eximbank turque - garanti par l'Etat azerbaïdjanais - pour la construction à Bakou d'un hôtel de luxe (Europa) avec cercle de jeu, le tout géré par la compagnie *Emperyal* de M. Topal. Décrit par la presse locale comme la principale pompe à finances du parti de M^{me} Ciller, Omer Lütfü Topal périt, tué par

balle au volant de sa voiture en plein Istanbul en juillet 1996. L'affaire fit grand bruit et entraîna la fermeture des casinos - haut lieu du blanchiment de l'argent sale -, mais l'enquête tourna court. Le mari de M^{me} Ciller, Ozer, soupçonné un instant d'être le commanditaire de l'attentat, fut entendu par le procureur, sans suites. Trois policiers, accusés d'être les auteurs des coups de feu et placés en garde à vue, furent promptement libérés sur ordre du ministre de l'intérieur de l'époque, Mehmet Agar. Ils ont par la suite repris du service comme gardes du corps du député Sedat Bucak...

« En Turquie, les assassins courent les rues tandis que les intellectuels sont derrière les barreaux », s'indignait récemment Akin Birdal, le président de l'Association des droits de l'homme. Le bras en écharpe, se déplaçant avec difficulté, cet ancien instituteur sait de quoi il parle. Le 12 mai 1998, des inconnus faisaient irruption dans son bureau à Ankara et tiraient treize balles, dont sept l'atteignirent. Deux jeunes gens arrêtés et reconnus par M. Birdal comme ses agresseurs avouèrent ensuite avoir reçu un entraînement dans une caserne de la gendarmerie à une dizaine de kilomètres d'Istanbul, sous les ordres d'un officier, Cengiz Ersever, dont le procès s'est ouvert en septembre devant la Cour de sûreté d'Ankara. L'officier prétend avoir agi sur l'ordre d'un certain « Yesil », un ancien nationaliste, utilisé par l'Etat turc pour des opérations peu orthodoxes. Connu aussi sous le nom de « Terminator », ce chef de bande serait responsable d'une vingtaine

révéla dans sa totalité (une version expurgée a été publiée par le quotidien *Radikal*) pour « raisons d'Etat », affirme que des « groupuscules ultranationalistes illégaux » ayant infiltré l'Etat sont devenus « incontrôlables ».

Soucieux de rétablir l'image de l'Etat et de son parti dans l'opinion publique, à sept mois de la tenue de législatives anticipées, l'actuel premier ministre et chef de l'ANAP (Parti de la mère patrie, droite), Mesut Yilmaz a lancé depuis son arrivée au pouvoir fin 1997, une opération « mains propres ». Les militaires, gardiens du dogme kémaliste laïc, ne sont pas les derniers à souhaiter qu'un peu de ménage soit fait dans les rangs d'une classe politique discréditée et boudée par l'électorat. Car de larges segments de la population, écœurés par les « affaires », préfèrent donner leurs voix aux tenants de l'islam politique, qui font de la probité leur principal fonds de commerce. Majoritaires à la Grande Assemblée depuis les élections de décembre 1995, les islamistes du Parti de la vertu (Fazilet) pourraient, de l'avis général, sortir vainqueurs des législatives anticipées prévues pour avril 1999, tant la désaffection de la population envers les formations politiques traditionnelles est grande. Aussi, outre la proposition de lois - prévoyant entre autres l'amnistie des repentis -, le gouvernement de M. Yilmaz a fait procéder aux inculpations d'une dizaine de fonctionnaires des services secrets turcs pourvoyeurs de « vrais-faux » papiers en série. La direction du MIT a même été chamboulée et son ancien directeur, Sönmez Köksal, a quitté ses fonctions dans le renseignement pour devenir... ambassadeur de Turquie en France.

« Nous ne pourrions résoudre les problèmes de ce pays tant que nous n'éradiquerons pas les gangs et leurs ramifications au sein de l'Etat », avait expliqué Mesut Yilmaz en lançant sa campagne. C'est dans le cadre de celle-ci que le gouvernement turc a réclamé à la France, début septembre, l'extradition du « parrain des parrains », Alaatin Cakici, âgé de quarante-cinq ans, arrêté par la police française dans un palace de Nice le 17 août.

des fonds à des hommes d'affaires entre 1991 et 1994.

Détenteur d'un passeport diplomatique délivré par les services secrets, Alaatin Cakici a commencé par affirmer à la police française qu'il jouissait de la protection des plus hautes autorités politiques de son pays. C'était le début d'une riposte qui pourrait bien gâcher l'opération « mains propres » du premier ministre. Le 24 septembre, la chaîne de télévision privée Kanal D diffusa l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre le « parrain des parrains » et Eyup Asik, un ministre en charge des monopoles d'Etat et député de l'ANAP, la formation de Mesut Yilmaz. Au cours de la discussion, le « parrain » - qui appelle le ministre « *Abi* » (grand frère) - le remercie de l'avoir prévenu de son arrestation imminente et avoue ne pas comprendre pourquoi « *Bey Yilmaz* » (Monsieur Yilmaz) lance un mandat contre lui et, dans le même temps, le fait prévenir !

« C'est un montage ! », dénonça le ministre, le lendemain, tout en reconnaissant avoir parlé « six ou sept fois » au téléphone avec le criminel le plus recherché de Turquie, non pas « sur le thème de son arrestation » mais « au sujet d'un poste à pourvoir » ! Poussé par les sociaux-démocrates, qui ont menacé de retirer leur soutien à la fragile coalition gouvernementale, Eyup Asik a dû rapidement abandonner son fauteuil de ministre et renoncer à son mandat de député pour contenir le scandale. Mais depuis, les enregistrements compromettants continuent d'assaillir le personnel politique. Myriem Aksener, ancienne ministre de l'intérieur de la coalition islamo-centre droit de Necmettin Erbakan et de Tansu Ciller (1996-1997), a également eu droit à un enregistrement personnalisé.... Quant au « parrain » Cakici, il affirme désormais avoir téléphoné « une dizaine de fois » à l'actuel premier ministre, Mesut Yilmaz, quand celui-ci était dans l'opposition. Tout récemment, il a poussé l'audace jusqu'à faire transmettre des lettres, par l'intermédiaire de ses avocats, aux dirigeants des deux partis sociaux-démocrates, Bülent Ecevit et Deniz Baykal, les invitant à tirer avantage de leur image de « partis propres » en vue des futures élections.

« En Turquie, les assassins courent les rues tandis que les intellectuels sont derrière les barreaux »

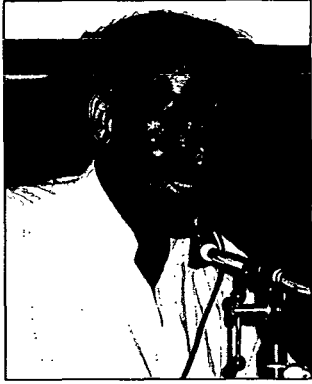
Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme

sieurs casinos stanbouliotes, il comptait parmi ses clients le fils du président azerbaïdjanais, İlhan Aliev. Gros joueur, celui-ci avait la fâcheuse habitude de faire des « ardoises ». Le jour où la note avoisina les 6 millions de dollars,

d'assassinats, dont celui d'un député, Mehmet Sincar. C'est ce que dit le rapport de Kutlu Savas, inspecteur en chef du gouvernement turc, établi en janvier 1998 sur les liens entre mafia et pouvoir. Le texte, qui n'a pas été

RECHERCHÉ depuis plus de douze ans par la police de son pays pour meurtres et activités mafieuses, cet ancien « Loup gris » (militant ultranationaliste), aujourd'hui richissime « *baba* », est accusé, notamment, d'avoir attenté à la vie d'un directeur de banque et à celle d'un journaliste, d'avoir éliminé sa propre femme et d'avoir extorqué

Marie Jégo
Dessin : Maja



Professeur de sciences politiques à l'Université catholique de Lyon, Joseph Yacoub a publié de nombreux ouvrages dont *Les minorités dans le monde* (Ed. Desclées de Brouwer). Ce chercheur revendique son ascendance assyro-chaldéenne et celle d'un christianisme vieux de 2000 ans.

Nous donnons de larges extraits de son intervention à l'Université de R&PS qui tint lieu d'introduction au débat sur L'autonomie régionale et le fédéralisme, réponse démocratique aux extrémismes.

“ Le problème des revendications identitaires est un des problèmes les plus cruciaux de notre temps, réactivé par la chute du mur de Berlin. Jamais cette question des identités n'est autant présente dans l'actualité internationale, parfois même avec un certain danger pour la paix dans le monde (...).

L'Etat-nation existe depuis l'Antiquité la plus reculée (...) C'est depuis le 18^{ème} siècle que commence le mouvement de reconnaissance qui a débuté par les minorités religieuses. Les différents traités signés, notamment entre les puissances occidentales et l'empire turc, exigeaient une reconnaissance des minorités orthodoxes en Europe centrale, orientale, des arméniens, des nestoriens, etc. Mais c'est depuis cette fin de siècle que le problème revêt vraiment une acuité (...) C'est autour des années 70 qu'émergent de l'histoire des peuples soumis à des Etats-nations dominants, frustrés de leur culture, religion, tradition, pour acquérir la pleine souveraineté. Autonomie

JOSEPH YACOUB :

“ De la solution de la question identitaire dépend en grande partie la paix de demain ”

culturelle, administrative ou politique, indépendance, - tout dépend des pays, des lieux, du sens qu'on donne aux termes ; nous sommes devant une gamme de situations qui engendrent des solutions fort différentes (...).

La souveraineté se décline*

L'autonomie n'exclut pas la souveraineté. “ Souveraineté ” ? C'est être maître chez soi. Un homme qui est souverain dépend de lui-même. Et qu'est-ce que l'autonomie sinon la faculté de s'administrer soi-même ? L'autonomos grec : j'obéis à ma propre loi. Cela peut se traduire par une autodétermination interne, une autodétermination externe, ou par une indépendance dans l'interdépendance. Indépendant : je suis autonome et je suis souverain. Elle peut se concrétiser par un Etat, comme elle peut se concrétiser par une fédération avec des peuples avoisinants, avec lesquels on partage une parenté commune.

Comment ce réveil national, identitaire, ethnique est venu au monde et comment s'est-il développé ? Le terme “ ethnique ” est dévalorisé en France, tout de suite synonyme de tribu, de clan. Or dans son sens propre, *ethnos*, c'est le peuple (...) Dans l'idéologie uniformisante, niveleuse, jacobine, on a dévalorisé un certain nombre de notions. Le réveil des communautés résulte du monde actuel, d'une tendance à vouloir constituer des nations en mouvement, des peuples insérés désormais dans l'histoire, à vouloir passer d'un état de communauté à un état de société, fondé sur des liens d'ordre linguistique, religieux, culturel (...) Le but étant la souveraineté.

Le désir d'Etat doit-il prendre modèle sur l'Etat-nation à la française?

Quand on dit souveraineté en France, tout de suite on pense à l'Etat. Or la souveraineté n'est pas forcément la séparation (...) même si la finalité de tous ces peuples c'est d'avoir leur Etat. L'Etat étant l'écorce de la nation, le protecteur. Sans Etat, il n'y aurait pas eu de France (...). Et dans les conditions d'un peuple désétatisé, il est beaucoup plus difficile, et parfois presque de l'ordre du miracle, de pouvoir résister et maintenir une identité. C'est le côté positif de l'Etat et je dirais même de l'Etat-nation. Car il ne faut pas se voiler la face, l'Etat-nation est la quête ultime de tous les peuples dans le monde. Il est dans la tête des hommes parce que l'humanité jusqu'à présent n'a pas secrété d'autres modèles d'organisation sociale et politique (...) Toutes les revendications minoritaires portent en germe - même si on s'en défend - de vouloir surgir dans un Etat démocratique, qui n'exclut pas forcément l'Etat-nation. Une origine commune, une langue, un droit, un Etat (...). Un Etat centralisé, uniformisant et niveleur comme l'a été l'Etat français durant longtemps, même s'il évolue depuis les vingt dernières années.

Mais il y a ailleurs des Etats-nations multinationaux, comme l'Etat espagnol. Puisque l'art. 3 de la Constitution fait que le castillan est la langue de tout le monde ; l'alinéa 2 du même article reconnaît les identités des uns et des autres et l'alinéa 3 parle de leur solidarité. “ Etat-nation ”, dans la mesure où il y a des références communes ; “ multinational ”, dans

la mesure où il reconnaît le pouvoir normatif, réglementaire et administratif à toutes ses régions (...). L'Etat anglais est un Etat-nation. Et pourtant le même Etat-nation, par pragmatisme, par moins de référence à l'idéologie et une volonté politique de la part des dirigeants anglais, notamment de Tony Blair, rétablit le Parlement de l'Ecosse, annulé depuis des siècles ! (...) La Finlande reconnaît l'identité suédophone (11% de la population). C'est un des rares pays, sinon le seul, à avoir érigé le bilinguisme en principe constitutionnel. Elle n'a pas de langue officielle ; elle a deux langues nationales qui sont le finnois et le suédois. (...) On peut multiplier les exemples. Il n'y a donc pas de concept standard. Les notions évoluent, le sens des mots varie d'une langue à l'autre et selon que le terme soit utilisé au 18ème siècle ou en 1998. Il y a 6700 langues dans le monde et pas de modèle type. (...) C'est la volonté politique, la sagesse dont font preuve les hommes, c'est le rapport de forces surtout et le combat politique qui fait qu'on soutient ou on appuie, qu'on reconnaît ici ou là des revendications de type identitaire.

Autonomie, fédéralisme, démocratie

Toujours est-il que le terme autonomie est entré maintenant dans le vocabulaire international (...) et il est aujourd'hui difficile de l'évincer. L'autonomie, c'est la possibilité laissée aux hommes et aux femmes de s'administrer eux-mêmes, de concevoir les choses et le monde. Il n'est pas évident qu'un régime démocratique mette en place une autonomie. On le voit particulièrement avec l'Etat français : il est nécessaire d'élargir la conception de la démocratie pour inclure la dimension identitaire et communautaire de l'homme (...). La déclaration universelle des droits de l'Homme (...) c'est l'individu, un être désossé, on ne sait pas qui l'a

mis au monde, il est a-engendré, déshistoricisé : il ne sait pas d'où il vient. D'où le malaise aujourd'hui devant ce discours outrancieusement individualiste des droits de l'Homme. Il est important de la compléter par la dimension communautaire, non pour revenir au passé mais pour justement être à l'avant-garde. Nous sommes aussi par nos ancêtres, nos pays, nos terroirs (...).

L'histoire est ainsi faite que les gens sont balancés entre l'unité et la diversité. Ils veulent l'unité, mais quand il y a trop d'unité on s'aperçoit qu'on est privé de son identité propre. N'est-ce pas significatif depuis trente ans qu'avec le trop-plein d'Etat français, on assiste contradictoirement à la poussée régionaliste ? (...) Le concept français d'Etat-nation a fait le tour du monde. On a modélisé la France. Le nationalisme arabe est fondé sur la conception française. L'Etat anglais évolue. Est-ce parce qu'ils sont trop unis, qu'ils sont sûrs d'eux ? Avec une unité assez solide on peut se permettre des reconnaissances. Toujours est-il que nous n'avons aucune société dans le monde qui a bâti un Etat-nation qui a accordé des droits en phase de construction stato-nationale (...).

Quant au fédéralisme, il reconnaît une forte autonomie, les régions et les différents espaces des sociétés (...). Mais il peut être aussi centralisateur, imposer une langue et une culture uniques. Dans le Tiers-Monde il n'a pas réussi, parce

que synonyme de désordre, de faiblesse et il a tourné au système des plus centralisés. L'Inde est une république fédérale, mais le mouvement hindouiste au gouvernement veut hindouiser l'Inde en disant : " *une nation, une langue, un droit, un Etat* ". C'est dire si les solutions sur ces questions peuvent varier (...).

Je pense que le problème des identités ira en s'accroissant dans les années à venir (...). Avec la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, ces questions reviennent en force et il est frappant de voir à quel point elles revêtent de l'importance partout dans le monde. L'Algérie il y a vingt ans ne parlait pas des Berbères. Maintenant c'est devenu un problème fondamental, comme les Kurdes, les mouvements indigènes en Amérique latine, etc... Il y a aujourd'hui sur la planète 7500 peuples pour 185 Etats. Ils veulent desserrer le carcan civilisationnel, culturel, linguistique et veulent mieux affirmer leur identité. Le 20ème siècle sera le siècle des identités et des particularismes ethno-nationaux, culturels et culturels et de la solution de la question identitaire dépend en grande partie la paix de demain. En souhaitant que le nationalisme agressif ne l'emporte, formons le vœu que ce combat pour les identités se fera dans une perspective humaniste et universelle".

** Les intertitres sont de la Rédaction.*

OCCITANIA

Jornal d'informacions del Partit Occitan

Setembre-octobre de 98



La Commission européenne a reconnu qu'en Turquie "aucun progrès significatif n'a été accompli dans le domaine des droits de l'homme"

Turquie: libérer Leyla Zana

Le Parlement européen a débattu le 17 septembre d'un rapport de la Commission concernant l'évolution des relations avec la Turquie depuis l'entrée en vigueur de l'Union douanière qui avait été approuvée par les

Faits & Arguments

sur l'union européenne

n° 52/sept.-octobre 1998

groupes de droite et le groupe socialiste contre l'avis du groupe GUE/NGL. Dans son rapport, la Commission reconnaît "qu'aucun progrès significatif n'a été accompli dans le domaine des droits de l'homme et de la réforme démocratique".

A l'issue du débat le 17 septembre, le Parlement européen a demandé au gouvernement turc de respecter les engagements pris en matière de respect des droits de l'homme et des minorités. En adoptant un amendement du groupe GUE/NGL, le Parlement européen a demandé une nouvelle fois la libération de Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov, et des autres prisonniers politiques. Le jour même où cet appel était lancé aux autorités turques, la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné Leyla Zana à une nouvelle peine de deux ans de prison pour un article sur le nouvel an kurde paru dans le bulletin du Hadeb.

Dans une note adressée aux parlementaires français en marge du débat, le gouvernement français a insisté sur la participation de la Turquie au processus d'élargissement de l'UE: "Il est important que la stratégie européenne soit engagée rapidement et que le prochain Conseil d'association marque une véritable relance des relations".

Ankara renforce son dispositif militaire à la frontière syrienne

ANKARA, 1er oct (AFP) - La Turquie a renforcé son dispositif militaire à sa frontière avec la Syrie, qu'elle accuse de fournir un soutien logistique à la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), affirme jeudi le journal *Hürriyet*.

Des unités de l'armée ont été positionnées dans certaines "zones stratégiques" de la frontière turco-syrienne, notamment dans les régions de Hatay et de Kilis (sud), précise le journal.

Des mouvements "extraordinaires" de troupes ont été observés dans certaines parties de la zone frontalière, ajoute le quotidien, qui cite des sources locales non identifiées.

Interrogé au téléphone, un porte-parole du ministère turc de la défense a démenti cette information. "Il n'y a rien de tel", a-t-il dit.

La Turquie partage une frontière de quelque 620 km --dont une bande minée de 450 km-- avec sa voisine du sud contre laquelle des responsables turcs ont multiplié récemment les déclarations hostiles.

"La Syrie devrait savoir que notre patience a des limites", avait déclaré à la mi-septembre le général Atilla Ates, commandant des forces terrestres turques, devant les unités stationnées à la frontière syrienne.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, vit à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara, qui accuse la Syrie d'avoir récemment augmenté son aide au PKK en fournissant aux rebelles kurdes un soutien militaire et logistique.

Selon la presse turque de jeudi, une série de sanctions économiques, politiques et militaires ont été discutées mercredi soir contre la Syrie lors de la réunion mensuelle du Conseil national de sécurité turc (MGK), où siègent les principaux dirigeants civils et militaires du pays.

"Les développements politiques étrangers dans la région intéressent de près la sécurité nationale de la Turquie et les mesures à prendre dans ce contexte ont été discutées", a indiqué le MGK dans un communiqué, sans autre précision.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Damas a toujours démenti apporter son soutien aux séparatistes kurdes et accuse en retour Ankara de poursuivre avec Israël une coopération militaire qui met en danger l'équilibre de la région.

Le ministre syrien de la Défense, le général Moustapha Tlass, avait mis en garde les Arabes contre "l'alliance" entre Israël et la Turquie qu'il qualifiait de "satanique", mercredi dans un entretien avec un journal koweïtien.

La Syrie accuse Ankara de limiter le débit de l'Euphrate, qui a sa source en Turquie, avant son entrée sur le territoire syrien. Les eaux du fleuve sont vitales pour l'économie syrienne.

Turkey attacks Kurdish rebel stronghold

TUNCELI, Turkey, Oct 1 (Reuters) - More than 5,000 troops backed by air power have begun an assault against Kurdish guerrillas in a mountain stronghold in eastern Turkey, security officials said on Thursday.

They said two U.S.-made Super Cobra helicopters and a pair of F-16 jets fired rockets and bombed Kurdistan Workers Party (PKK) positions at the Kutuderesi ravine in Tunceli province.

Other helicopters landed ground troops nearby.

The army has often launched raids against the ravine, a 30-km (20-mile)-long gash through rugged mountains that is almost inaccessible to outside forces.

There was no immediate news of casualties in the operation.

Elsewhere in the southeast Turkish security officials said troops had killed nine guerrillas in Diyarbakir and Van provinces in the last two days. A nine-year-old boy died after stepping on a mine near the far southeastern town of Semdinli on Thursday. Two other children were injured in the blast, the officials said.

More than 28,000 people have died in the 14-year conflict between security forces and the PKK, fighting for self-rule in the mainly Kurdish southeast.

Turkish forces have not eased up against the rebels despite PKK leader Abdullah Ocalan calling a unilateral ceasefire in August. The rebels have vowed to defend themselves.

Clouds hover over helicopter deal valued at \$785 million

- The government is taking serious steps towards announcing a decision to buy 8 CH-53 cargo helicopters and 50 UH-60s with Sikorsky as the sole supplier, defense industry sources claim

Ankara - Turkish Daily News

SAADET ORUC

The ongoing process of the Turkish Land Forces' attempt to purchase cargo helicopters valued at \$785 million has run into a gray area because of objections raised regarding the formality of the project.

In a process conducted in surprising secrecy, the balances of the tender seem to be tipping in favor of American firm Sikorsky, defense industry sources claimed.

While the industry is waiting for a new round of bid specifications to be released by Ankara, the government, meanwhile, is allegedly taking steps towards the announcement of a decision to use an EXIMBANK credit to purchase eight CH-53 cargo helicopters and 50 UH-60s from ENKA, Sikorsky's Turkish representative, as the only supplier.

The provision of the cargo helicopters through a single supplier will preclude the selection of the best system at the best price, sources briefing the Turkish Daily News commented. According to defense sources, the choppers to be purchased from Sikorsky are more expensive than the ones being offered by Boeing.

"Each of the helicopters offered by the company that was unable to provide a letter of guarantee during the former tender will cost \$30-35 million, and because Sikorsky's helicopters are not widely purchased, an order for spare parts for the choppers would be too expensive," said the sources, adding Sikorsky's production line was not open.

In 1995, Boeing proposed the sale of four CH-47 D Chinook helicopters with a U.S. EXIMBANK credit to meet the Turkish Land Forces' requirements for cargo helicopters, TDN sources pointed out, but the deal fell through when former Prime Minister Necmettin Erbakan refused to sign off on the purchase.

After this, the Defense Ministry opened another tender in 1997. Boeing submitted a bid with its CH-47 Ds, Sikorsky with its CH-53s and a Russian company presented its MI-26. Sikorsky was eliminated from the bidding process because it failed to provide a temporary letter of guarantee, according to the TDN sources. Because of some difficulties in the tender's technical specifications, the other two companies were unable to meet the conditions required and the tender was cancelled.

Prime Minister Mesut Yilmaz signed a decree for the purchase of CH-47D helicopters manufactured by Boeing, as a sole provider, soon after assuming the position of prime minister. But the unexpected efforts to purchase the Sikorsky choppers sparked rumors in defense industry circles, sources emphasized.

In an earlier TDN story, it was reported that Boeing had begun informal talks with Turkey for the potential sale of up to eight CH-47 Chinook heavy-lift helicopters to Ankara, shortly after which rival Sikorsky launched similar efforts to market its CH-52 E Super Stallion.

The so-called Kurdish parliament-in-exile

- Yes, our foreign friends who pay lip service to this farce they call the "Kurdish parliament" have to be much more attentive to our sensitivity over the issue, and yet we too have to start thinking about the facts of life as well...

Editorial by İlnur Cevik

Once again the self-proclaimed "Kurdish parliament-in-exile" is back on the scene... After a long lull, Turkey's separatist



Kurds have found themselves yet another sanctuary and have made the best of it.

They not only entered Italy's parliament building with the active help and encouragement of Italian communist deputies, they also had it broadcast live on television by the separatist MED-TV. Once again they did their publicity stunt and got away with it. Of course this left Ankara raging mad and Turkish-Italian ties in shreds...

The Kurds have carried out such actions in Russia, Norway, Austria and Denmark, but this is the first time they have been given so much support in a parliament by so many deputies. Each time such a meeting takes place, Turkey's relations with the host country sours, and Ankara is forced to make angry statements.

In the end, once the dust settles down, everything is forgotten until the Kurds find themselves a new host country and a parliament to do their publicity stunt...

So what do the separatist Kurds achieve, besides obtaining a few words of sympathy and strong condemnation of Turkey's policies by some marginal officials, which usually go unnoticed? Do they get international recognition? Does what they do really advance the cause of improving the living conditions of millions of people in southeastern Turkey? Have they really managed to secure anything for the ordinary Kurd in Europe, let alone those living in southeastern Turkey?

It was a great mistake that the former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies were thrown out of the Turkish Parliament; some were sent to prison while others fled to Europe. But it was also a serious mistake on their part for the exiled deputies to have taken part in a separatist adventure by joining with militants to form a "parliament-in-exile" and trying to wage a war of attrition against Turkey.

Today many other political groups represented in the Turkish Parliament are facing problems similar to those of the former DEP deputies. Many moderate pro-Islamists have been threatened with persecution. Their party, which had the leading number of seats in Parliament, has been closed down. Popular, elected mayors are being sent to jail for political reasons, and their political careers are being ruined by lifelong bans. Turkey's democratic image is rather poor.

But the threat is not against a handful of Kurds but against all the democrats of the Turkish Republic who are brothers and sisters. The fight here should be for a democratic cause and not a separatist dream. But when you set up a "Kurdish parliament-in-exile" and start threatening the foundations of our republic, then you are bound to lose the support of the democrats in Turkey. No one will allow our country to be threatened by adventurists. European parliamentarians would open their buildings and their facilities to those who demand true democracy in Turkey and not to those who want to divide our country.

No message from Rome 'correcting the mistake'

- The Italian parliamentary speaker had told Cetin last week that there was nothing he could do to prevent the meeting from taking place; FM Dini gave the same message to Cem

Ankara - Turkish Daily News

A day after Turkey's having announced its expectation that Rome would "correct the mistake" of having permitted the meeting of a pro-Kurdistan Workers' Party (PKK) group in the Italian Parliament, Rome sent messages conveying an inability to provide the necessary assurances Ankara has been seeking.

The so-called Kurdish parliament-in-exile held a meeting this week at the Italian Parliament with the support of Greek, Greek Cypriot and Russian deputies as well as that of the Italians.

Foreign Minister Ismail Cem received a communication from Italian Foreign Minister Lamberto Dini saying that the Italian government had no opportunity to prevent the meeting in Rome.

During a telephone conversation last Friday between Turkey's speaker of Parliament, Hikmet Cetin, and his Italian counterpart, Luciano Violante, Cetin was told that the Italian Parliament could do nothing to stop the meeting, the Turkish Daily News was told by sources close to Cetin. Cetin will make a statement on Friday protesting the incident in Rome.

Prime Minister Mesut Yilmaz said Turkey had done everything possible to avert the meeting, adding, "But this will unavoidably harm bilateral relations with Italy."

When asked about steps to be taken against Italy, Defense Minister Ismet Sezgin said without elaborating that Turkey had economic and political relations with Italy.

Defense industry tenders are an important bargaining chip in Turkey's response to Rome. The Italians are interested in Turkish bids opened for the purchase of attack helicopters worth \$4.5 billion as well as some additional defense projects, such as mine-detecting ships and armored vehicles.

Italy, which has lost its leading markets in the post-Cold War era, places great importance on defense bids in Turkey.

Italy and the PKK

- What has Turkey done for years in this regards, apart from the efforts of our security forces? Is it meaningful to criticize Italy now, after not having done anything for years? The prime minister is abroad for just over a week. Day and night, Turkey is focusing all of its attention on ultranationalist mafia boss Alaattin Cakici. The topics of discussion are corruption and degeneracy. We have put aside all of our country's most vital issues to concentrate on internal accusations

Ankara - Turkish Daily News

ORHAN KILERCIOGLU

The meeting of the so-called Kurdish parliament-in-exile in the Italian parliament has affected Turco-Italian relations extensively. It is thought-provoking that Turkey's initiatives toward Italy have not been reciprocated. Meanwhile, we must remember that our Foreign Ministry remains silent towards visits by Italian communist party deputies to outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan. The PKK is attempting to ruffle Turkey's feathers with international activities abroad, which have not been successful recently. On one hand, the United States has impelled both Kurdish leaders to sign an agreement, on the other, the PKK, which is generally ignored by foreign countries, has established the so-called Kurdish parliament-in-exile in Italy.

It seems that the PKK, the main threat against Turkey's integrity, will be stirring up trouble once again in the near future. It is not possible to say that Turkey's policy toward some of our neighboring countries, which are giving financial and tacit support for the terrorist organization, is an efficient one. What has done Turkey against, for instance, Syria, which trains the PKK and provides it with weapons and equipment, or Greece? We must accept the fact that Turkey remains very passive in responding to the issue.

What has Turkey done for years in this regards, apart from the efforts of our security forces? Is it meaningful to criticize Italy now, after not having done anything for years? The prime minister is abroad for just over a week. Day and night, Turkey is focusing all of its attention on ultranationalist mafia boss Alaattin Cakici. The topics of discussion are corruption and degeneracy. We have put aside all of our country's most vital issues to concentrate on internal accusations. Some want, of course, to benefit from this situation and some have already attempted to benefit from it, the meeting of the Kurdish parliament-in-exile in the Italian parliament, for instance. It is impossible to solve this problem with some statements made "at cocktail parties and restaurants."

Turkey has to develop a serious strategy to defeat the PKK. It has to tell the world that the PKK is involved in drug smuggling. It must activate plans for gaining the support of the people in the region. And finally, it must finish the construction of hospitals, schools and roads in the East. Otherwise, Turkey will suffer.

Another important issue is to keep both Kurdish leaders on our side. The U.S. policy toward the PKK is obvious. We must benefit from this. Syria's opposing attitude toward our relations with Israel must be evaluated. There are many things to do.

Cutting ties with Italy does not solve the problem. Passive policies do not get us anywhere, on the contrary they push us backwards.

Turkey warns Syria of 'right to retaliate'

- Demirel complained that, despite Turkey's repeated warnings and peaceful initiatives, Damascus was trying to provoke the Arab world against Ankara using Turkey's relations with Israel as a pretext

Ankara - Turkish Daily News

October 2, 1998

Ankara warned Syria Wednesday to stop provoking the Arab world, end its support for the clandestine separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) and reminded Damascus of Turkey's "right to retaliate."

The strongest ever warning to Syria came from President Suleyman Demirel. Inaugurating the new legislative session of the Turkish Parliament, Demirel not only warned Turkish parliamentarians that the country could face instability if the election laws of the country were not amended before the scheduled April polls, he also took the opportunity to warn Syria that it should end its hostile attitude towards Turkey.

Demirel's warning came only a day after the military-dominated National Security Council met behind closed doors and, among other issues, discussed the Syrian threat.

He complained that, despite Turkey's repeated warnings and peaceful initiatives, Damascus was trying to provoke the Arab world against Ankara using Turkey's relations with Israel as a pretext.

"This is not a friendly attitude. I declare to the world that our patience is running out and we retain the right to retaliate against Syria, which, despite all our warnings and peaceful approaches, has not abandoned its hostile attitude towards Turkey," Demirel said.

Stressing that, although the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Kurdistan Patriotic Union's (PUK) recent pledge in Washington that the PKK would not be allowed to settle in northern Iraq or stage cross-border operations into Turkey was a welcome development, Demirel said he would like to underline that the accord between the two Kurdish groups was not achieved with any contribution from Turkey.

Turkey has accused Syria for many years of supporting the PKK and hosting its chieftain, Abdullah Ocalan, in Damascus. Syria has repeatedly denied the charges.

When questioned by the Turkish Daily News, Syrian officials in Ankara said, without elaborating, that they wanted the continuation of "good relations" between the two countries. They claimed that Abdullah Ocalan, head of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), was not in Damascus.

Meanwhile, Defense Minister Ismet Sezgin said that diplomacy could solve the problems between Syria and Ankara. "If not, the game will be played according to the rules," he added.

Both Turkish officials and regional sources deny reports that Turkey has sent troops to its southeastern border with Syria amid growing tensions between the two neighbors. The daily Milliyet quoted eyewitnesses as saying they saw convoys of armored vehicles approaching the 600-kilometer (375-mile) border; Cumhuriyet said around 10,000 troops were being deployed.

When asked to confirm reports of a build-up of Turkish troops along the Turkish-Syrian border and the presence of armored vehicles, Foreign Ministry spokesman Necati Utkan said at Wednesday's press briefing, with a touch of humor, "Armored vehicles are made to be used; if not, they will get rusty," adding, "During my military service, I was a soldier in the armored vehicle division."

Turkey Said to Deploy Troops Near Syria in Rift Over Kurds

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey has deployed 10,000 soldiers to its southeastern border with Syria amid growing tension, newspapers here reported Thursday.

The Turkish government, in the most serious warning yet to its southern neighbor, warned Syria on Thursday that it could hit back for what it says is Syrian support of Kurds seeking independence from Turkey.

President Suleyman Demirel said at the opening of Parliament:

"I declare once more to the world that we reserve the right to retaliate against Syria, which has not abandoned its hostile attitude despite all our warnings and peaceful initiatives, and that our patience is nearing an end."

Deputies responded with applause.

Often tense ties between Turkey and Syria have worsened in recent weeks as the two sides exchanged accusations over sharing of water, Turkey's military links to Israel and Syria's alleged support of the Kurdish guerrillas.

"Syria is continuing to actively support the PKK terrorist group," Mr. Demirel said, referring to the Kurdish Workers Party. "This is not a friendly approach."

Turkey's defense minister said earlier that the military-dominated National Security Council had discussed the growing tension, the Anatolian news agency said.

"The subject of Syria was discussed, a report was presented and views were stated," the news agency quoted Defense Minister Ismet Sezgin.

The council's decisions are virtually binding on the government. But there was no mention of any decision by the council, a leftover from military rule in the early 1980s.

The daily newspaper Milliyet quoted witnesses as saying they observed convoys of armored vehicles approaching the 600-kilometer (375-mile) border. The daily paper Cumhuriyet reported that about 10,000 troops were being moved into position.

The defense minister denied there were any troop movement along the border but he said Turkey's patience was running out.

Turkey accuses Syria of harboring Turkish Kurdish rebels fighting for autonomy. It says that the rebel leader, Abdullah Ocalan, lives in Damascus.

Turkish officials said that more than 5,000 troops backed by air power had begun an assault against Kurds in a stronghold in the east. (AP, Reuters.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

FRIDAY, OCTOBER 2, 1998

Ankara supporte de plus en plus mal l'indulgence des tiers envers le PKK par Hervé COUTURIER

ANKARA, 3 oct (AFP) - La Turquie supporte de plus en plus mal l'indulgence manifestée à ses yeux par les pays tiers, y compris ses propres alliés, à l'égard des rebelles kurdes séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle considère comme une organisation terroriste.

Les autorités civiles et militaires turques ont multiplié ces derniers jours les avertissements à la Syrie, qu'elles accusent de soutenir ouvertement le PKK et d'abriter son chef, Abdullah Ocalan, à Damas ou dans la Bekaa libanaise qu'elle contrôle.

S'adressant à la communauté internationale, le président Suleyman Demirel a déclaré jeudi, dans un discours au parlement turc, qu'Ankara "se réserve le droit de riposter face à la Syrie, qui ne renonce pas à son attitude hostile envers la Turquie". "Nous sommes à bout de patience", a-t-il ajouté.

Et samedi, deux journaux turcs rapportaient des propos du Premier ministre, Mesut Yilmaz, selon lesquels l'armée turque "attendait des ordres" pour une éventuelle action contre la Syrie.

Vendredi, c'est vers l'Italie, son alliée au sein de l'Otan avec laquelle elle entretenait jusqu'ici des relations très cordiales, que la Turquie a dirigé son courroux, rappelant son ambassadeur à Rome pour consultations.

La "faute" commise par l'Italie et qu'elle doit "corriger", selon les termes du ministère des affaires étrangères turc, est d'avoir autorisé une réunion sur son sol, en l'occurrence dans les locaux du parlement italien, du "parlement kurde en exil", qui a des liens étroits avec le PKK.

Le PKK, organisation marxiste dirigée par Abdullah Ocalan, est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le "parlement kurde en exil" s'était déjà réuni dans plusieurs capitales européennes, comme La Haye, Bruxelles et Moscou, déclenchant à chaque fois la colère d'Ankara. La Turquie ne veut pas d'une internationalisation du séparatisme kurde, qu'elle entend régler par les armes.

Enfin, la Turquie s'est irritée de la conclusion le mois dernier à Washington, sous l'égide des Etats-Unis, d'un accord de paix entre les chefs des deux principales factions kurdes rivales d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Elle estime que cet accord, conclu sans sa participation, accentue la division de l'Irak, car il prévoit des élections, en principe en juin 1999, en vue de la formation d'une "assemblée régionale" dans le nord de l'Irak, dont le contrôle échappe à Bagdad depuis 1991 en conséquence de la guerre du Golfe.

Or Ankara vit dans la crainte quasi-obsessionnelle que toutes ces manoeuvres, destinées uniquement selon Washington à affaiblir Saddam Hussein, ne débouche à terme sur la création d'un Etat kurde indépendant, sous les auspices de Washington et de Londres.

La Turquie s'oppose à la création d'un Etat kurde dans cette région, craignant qu'il ne constitue un exemple pour les 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son sol et ne galvanise la rébellion du PKK.

Dans ce contexte, la Grande-Bretagne est un éternel suspect des Turcs. Elle était signataire du traité de Sèvres de 1920 entre les puissances alliées victorieuses et l'empire Ottoman allié de l'Allemagne, démembrant l'empire et prévoyant la création à terme d'un "Kurdistan".

Celui-ci n'a jamais vu le jour, le traité de Sèvres ayant été annulé et remplacé par celui de Lausanne en 1923, après la victoire sur la Grèce de Mustafa Kemal Ataturk, fondateur de la république turque. Lausanne ne prévoyait plus la naissance d'un Etat kurde.



Damas nie tout lien avec le conflit Turquie/PKK

DAMAS, 2 oct (AFP) - La Syrie a nié vendredi tout lien avec les problèmes "intérieurs" de la Turquie vis-à-vis des rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et accusé Israël d'être derrière les menaces proférées par les dirigeants turcs contre Damas.

"La Syrie n'a aucun lien avec les conflits internes de la Turquie, mais il semble que les dirigeants turcs aient décidé d'exporter leurs crises internes en suscitant des problèmes avec les voisins, notamment la Syrie, et en accusant ce pays d'être responsable des problèmes intérieurs" turcs, écrit le journal Al-Baas du parti au pouvoir à Damas.

Le journal affirme que "le gouvernement israélien est derrière les menaces turques visant à renforcer la position israélienne face à la Syrie qui s'oppose au plan sioniste du (Premier ministre israélien Benjamin) Netanyahu".

"Nous sommes persuadés que la position officielle turque n'exprime pas le sentiment du peuple turc mais qu'elle est le résultat d'une connivence entre Ankara et Tel-Aviv conformément au protocole d'alliance établi entre ces deux pays", ajoute le quotidien.

La Turquie et Israël sont liés depuis février 1996 par un accord militaire qui a provoqué l'inquiétude des pays arabes, notamment la Syrie.

Selon Al-Baas, "la politique officielle turque s'accorde avec celle d'Israël qui veut spolier les droits arabes et contrôler les terres et les ressources arabes et islamiques".

Il explique que "le gouvernement turc, à la demande d'Israël, insiste pour créer un problème qui n'existe pas avec la Syrie, laquelle fait face au plan sioniste".

Le président turc Suleyman Demirel a averti que la Turquie se réservait "le droit de riposter" face à la Syrie, qu'elle accuse de soutenir les rebelles du PKK, dans un discours jeudi à l'assemblée nationale.

Pour sa part, le chef d'état-major des armées turques, le général Huseyin Kivrikoglu, a affirmé qu'"un état de guerre non déclarée" existait avec la Syrie et que "la patience de la Turquie a des limites", selon le journal Sabah.

Le quotidien turc Hurriyet a affirmé jeudi que la Turquie avait renforcé son dispositif militaire à sa frontière avec la Syrie.

Pour le quotidien officiel as-Saoura, "les accusations mensongères de la Turquie et les menaces sont le

résultat de l'alliance contractée avec Israël qui a pour objectif de diviser la région et d'encercler l'Iran et la Syrie".

"L'intérêt du peuple turc réside dans l'établissement de relations justes avec les voisins arabes et islamiques et non dans une politique provocatrice servant la politique d'Israël hostile à la paix et aux Arabes et Musulmans", a conclu as-Saoura vendredi.

La Turquie accuse la Syrie de fournir un soutien logistique à la rébellion armée du PKK, groupe séparatiste kurde en rébellion contre le pouvoir à Ankara, et d'abriter son chef sur son sol.

Damas rejette ces accusations et reproche à Ankara de lui rationner l'eau de l'Euphrate, qui prend sa source en Turquie avant de couler en Syrie, en construisant des barrages sur le fleuve.

LA TURQUIE PROTESTE CONTRE L'ACCORD DE PAIX SIGNÉ À WASHINGTON PAR LES CHEFS KURDES IRAKIENS



3-4 OCTOBRE 1998

La diplomatie américaine a finalement réussi à réunir à Washington les frères ennemis kurdes irakiens et à leur faire signer, le 17 septembre, un accord de paix ayant pour ambition de restaurer la paix et la démocratie dans le Kurdistan irakien. Ce texte contresigné par Massoud Barzani, Jalal Talabani et le vice-secrétaire d'État adjoint américain David Welch prévoit notamment la convocation d'ici trois mois du Parlement kurde en session plénière, la constitution d'un gouvernement de coalition de transition chargé de préparer des élections générales au cours de l'été 1999 pour départager démocratiquement les forces en présence et former en fonction des résultats du scrutin un gouvernement régional disposant d'une nouvelle légitimité. J. Talabani reconnaît que son Union patriotique du Kurdistan (UPK) a été devancée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M.Barzani et de ce fait lui laisse l'initiative de former le prochain gouvernement de transition. De son côté M.Barzani accepte le partage des revenus des douanes. Les deux leaders kurdes s'engagent également garantir la sécurité des frontières des États voisins, notamment la Turquie, en interdisant toute présence du PKK sur leur territoire afin d'enlever à Ankara des prétextes à ses interventions militaires récurrentes dans la région.

Cet accord annoncé au cours d'une conférence de presse des deux chefs kurdes en présence de la secrétaire d'État américaine, Mme. Albright a été accueilli avec soulagement et joie dans toutes les régions du Kurdistan. Les Kurdes veulent croire qu'une page sombre de leur histoire récente va être tournée. Les États-Unis et la Grande-Bretagne qui participent à la force alliée de protection des Kurdes d'Irak et qui cherchent à établir une certaine stabilité dans la région accordent un soutien appuyé à cet accord de paix. L'opposition la plus bruyante à l'accord inter-kurdes est venue d'Ankara qui a protesté auprès de Washington. « En Irak, le principe le plus important pour la Turquie est la protection de son intégrité territoriale. Nous ferons ce qui est nécessaire pour que ce principe soit respecté et pour que des actions contre lui ne soient pas entreprises » a déclaré le 23 septembre le porte-parole du Ministère turc des Affaires étrangères, S. Atacanli. Selon Ankara, l'accord kurde de Washington aboutira finalement à la création d'un système fédéral en Irak. Or aucun État kurde, même fédéré, n'est acceptable pour les Turcs, car cela donnerait des idées aux 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie. Dans le même temps, Ankara qui n'est pas à une contradiction près, ne cesse de revendiquer « une confédération de deux États » pour les quelques 150.000 chypriotes turcs.

Washington, qui a d'autres intérêts et impératifs en Irak, semble décidé à passer outre aux protestations turques relatives à l'administration des Kurdes en Irak. Le président américain n'a pas accédé à la demande de rendez-vous du Premier ministre turc, Messut Yilmaz, en visite à New York.

Israël affirme ne pas être "partie prenante" dans le contentieux syro-turc

JERUSALEM, 4 oct (AFP) - Israël a affirmé dimanche ne pas être "partie prenante" dans le contentieux entre la Syrie et la Turquie, malgré les relations privilégiées que l'Etat hébreu entretient avec Ankara.

"Israël n'est aucunement mêlé au conflit entre la Syrie et la Turquie", a indiqué le ministre de la Défense, Yitzhak Mordehaï, dans un communiqué publié par son porte-parole.

"Certes, il existe des liens stratégiques entre Israël et la Turquie, mais ces liens ne sont dirigés contre aucun pays tiers", a ajouté M. Mordehaï en soulignant que son pays "ne cherchait pas de conflit avec la Syrie".

Afin de prouver à Damas qu'Israël n'avait pas d'intentions belliqueuses à son égard, le ministre a ordonné à l'armée israélienne de réduire l'ampleur de ses exercices de routine à la frontière israélo-syrienne, selon le communiqué.

Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a affirmé samedi que "l'armée turque attend des ordres" pour une action contre la Syrie, que la Turquie accuse de soutenir les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le conflit entre la Syrie et la Turquie a suscité un début de mouvement diplomatique au Proche-Orient. Le président égyptien Hosni Moubarak devait se rendre dimanche en Syrie puis en Turquie pour tenter de contenir la crise.

La Syrie a annoncé samedi qu'elle était prête à résoudre ses différends avec la Turquie par la voie diplomatique, alors que l'Iran a appelé la Turquie à faire preuve de retenue et que la Jordanie appelait les deux pays à résoudre pacifiquement leurs différends.

Le journal du parti au pouvoir en Syrie, al-Baas, a affirmé vendredi qu'Israël était derrière les menaces proférées contre la Syrie par les dirigeants turcs qui, selon le quotidien, "insistent pour créer des problèmes qui n'existent pas".

"Le gouvernement israélien est derrière les menaces turques visant à renforcer la position israélienne face à la Syrie qui s'oppose au plan sioniste", écrit al-Baas.

"Nous sommes persuadés que la position officielle turque n'exprime pas le sentiment du peuple turc mais est le résultat d'une connivence entre Ankara et Tel-Aviv (Israël) conformément au protocole d'alliance établi entre ces deux pays", ajoute le quotidien, Israël et la Turquie sont liés par un accord de coopération militaire depuis février 1996. Ils ont signé récemment un nouvel accord de coopération militaire, portant sur la modernisation de 48 appareils F5 de l'armée turque.

Les deux pays ont conclu un contrat de 630 millions de dollars en novembre 1996, selon lequel un consortium dirigé par IAI moderniserait 54 chasseurs-bombardiers turcs de type Phantom F-4E.

Nouvelle incursion militaire turque en Irak, alors que la tension monte entre Ankara et Damas

ANKARA, Turquie (AP) -- Quelque 10.000 soldats turcs ont passé vendredi la frontière du nord de l'Irak pour attaquer des rebelles kurdes, alors que le gouvernement se disait prêt à envoyer d'autres forces en Syrie pour y éradiquer les bases de la guérilla, ont annoncé samedi des journaux turcs.

L'incursion militaire turque en Irak faisait suite à deux jours de frappes aériennes contre de présumées bases rebelles, selon le quotidien Hurriyet.

Les rebelles kurdes de Turquie luttant pour leur autonomie ont lancé des raids dans le sud-est de la Turquie à partir de camps situés en Irak, en Syrie et en Iran.

Le gouvernement d'Ankara accuse la Syrie de soutenir les rebelles, ce que Damas a démenti.

La Turquie a averti le gouvernement syrien vendredi que "sa patience était à bout" et le général Huseyin Kivrikoglu, chef de l'Etat-major, a décrit la tension croissante entre les deux pays comme "une guerre non déclarée".

Les liens militaires et diplomatiques de plus en plus étroits entre la Turquie et Israël entretiennent également le conflit. La Syrie a estimé que ces relations étaient une menace pour le monde arabe. Samedi, Damas a même accusé la Turquie de comploter avec Israël dans le but d'affaiblir la Syrie.

Afin d'éviter un conflit militaire, le président égyptien Hosni Moubarak devait se rendre dimanche dans la région pour des négociations d'urgence en Turquie et en Syrie, a annoncé samedi le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa.

La Turquie met la Syrie en garde contre son soutien aux rebelles kurdes

L'armée souhaiterait une politique étrangère plus musclée

Ankara hausse le ton vis-à-vis de Damas, accusé de soutenir la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce brusque regain de tension, qu'aucun

développement concret récent ne justifie, s'expliquerait par la volonté de l'armée de donner une inflexion plus musclée à certains dossiers de politique étrangère.

ISTANBUL

de notre correspondante

La tension demeure très vive entre Ankara et Damas, mais le ministre de la défense turc, Ismet Sezgin, a exclu, vendredi 2 octobre, la possibilité d'une opération militaire contre la Syrie. Le chef d'état-major turc, le général Huseyin Kivrikoglu, a fait état d'une situation de « guerre non déclarée » entre les deux pays, alors que le président turc, Suleyman Demirel, a averti que la patience de la Turquie était à bout et qu'Ankara estimait avoir « le droit de riposter à la Syrie, qui n'a pas abandonné son attitude hostile malgré nos avertissements et initiatives pacifiques ». La presse avait annoncé, le 1^{er} octobre, des mouvements de blindés dans la région et le déploiement de 10 000 soldats le long des 877 kms de frontière séparant les deux pays.

Depuis le début du conflit armé entre le Parti des travailleurs kurdes (PKK) et les forces gouvernementales turques, en 1984, Ankara tente de convaincre Damas de retirer son soutien au PKK. Au cours des derniers mois, des contacts bilatéraux à haut niveau avaient permis d'espérer une amélioration des relations.

« Des efforts diplomatiques ont été faits. Ismail Cem (le ministre des affaires étrangères) était plutôt

optimiste », affirme Sami Kohen, spécialiste de politique étrangère du quotidien *Milliyet*. Mais les Syriens, malgré l'évidence - notamment le fait que le chef du PKK, Abdullah Ocalan, vit à Damas - continuent de démentir tout lien avec les Kurdes.

En septembre, la Syrie et l'Irak, qui se sentent menacés par les grands projets turcs de barrages et de stations hydro-électriques sur le Tigre et l'Euphrate, avaient appelé la Turquie à se joindre à eux à Bagdad pour discuter, une fois de plus, du partage des eaux, mais Ankara avait décliné l'invitation.

LES CRAINTES DU MONDE ARABE

L'hostilité entre Damas et Ankara est bien connue, mais aucun événement récent concret n'explique l'échauffement soudain de la situation, si ce n'est que les militaires turcs qui, selon une source diplomatique, « sont, de plus en plus, la force dominante en Turquie », et font apparemment pression sur les diplomates pour qu'ils « montrent plus de muscles » en politique étrangère. L'érosion du pouvoir civil permet à l'armée d'exercer une influence grandissante sur certains dossiers importants tels que Chypre, la Grèce, les relations avec Israël et les pays voisins.

Si le PKK a clairement été affai-

bli militairement, les Kurdes semblent avoir acquis en revanche un certain savoir-faire diplomatique, démontré récemment par la réunion en Italie du « Parlement kurde en exil ». Ankara voit également d'un mauvais œil l'accord récemment conclu à Washington entre les factions kurdes irakiennes.

Ces frustrations expliquent en partie l'attitude belliqueuse d'Ankara, dont la colère se tourne vers la Syrie. « La situation mondiale ne serait pas un obstacle. La Syrie n'a aucun ami, mais je ne pense pas qu'on en arrivera à une opération militaire », estime Ismail Soysal, qui dirige la Fondation pour les recherches sur le Moyen-Orient et les Balkans. Les récentes attaques américaines au Soudan et en Afghanistan ont peut-être incité la Turquie à envisager des raids similaires contre certaines bases du PKK, dans la vallée de la Békaa libanaise. La presse turque évoque d'éventuelles incursions en Syrie.

De telles actions confirmeraient les craintes du monde arabe quant à la coopération militaire croissante entre la Turquie et Israël. La presse syrienne a accusé Ankara de vouloir susciter une crise pour « réaliser les ambitions d'Israël ».

Nicole Pope

Le Monde

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 OCTOBRE 1998

Olivier Roy, directeur de
recherche au CNRS

« Les talibans ont fait ce que même les Soviétiques avaient évité de faire : humilier les Iraniens »



OLIVIER ROY

« L'Iran va-t-il attaquer l'Afghanistan ?

— Les Iraniens n'ont aucune envie d'être impliqués dans une guerre en Afghanistan. Ils n'ont pas d'objectif stratégique fondamental dans ce pays, sinon celui de ne pas avoir de problèmes avec les Afghans. Il n'y a aucune revendication territoriale, aucun intérêt économique et les Iraniens ont toujours accepté l'idée que tout gouvernement à Kaboul soit à dominante pashtoune, sunnite et très proche du Pakistan. Ce qu'ils souhaitent, c'est un statut pour la minorité chiite et pas de menaces sur leur frontière. Ils ont été dépassés par l'agressivité des talibans à leur égard, par le massacre des diplomates et les massacres de chiïtes.

» L'Iran a le sentiment de perdre la face, de subir un affront qu'il est obligé de laver. Le problème, c'est comment ? L'Iran n'est pas tenté par une aventure terrestre. Il n'a aucune envie de voir ses troupes franchir la frontière. Il tente d'obtenir un accord global incluant, d'une part, des satisfactions symboliques (extradition ou jugement des responsables de l'assassinat des diplomates, mission d'enquête — tout est négociable) et, d'autre part, un règlement politique de la question afghane sur les bases du respect de la minorité chiite et de la frontière irano-afghane.

— L'assassinat des diplomates iraniens, lors de la prise de Mazar-I-Sharif en août, est-il une simple "bavure" ou le fruit d'une stratégie de revanche anti-iranienne ?

— Les talibans n'ont pas de stratégie : ce sont de vrais idéologues. Ils peuvent être d'un certain pragmatisme tactique, ils peuvent avoir un sens politique, mais ce sont des fondamentalistes sunnites qui considèrent que les Iraniens et les chiïtes sont des hérétiques et que l'hérésie n'a pas sa place en Afghanistan. Il faut prendre au mot les déclarations du mollah Omar : il regrette la mort des diplomates iraniens, mais il considère qu'ils n'avaient rien à faire en Afghanistan, donc que les chiïtes n'ont rien à faire en Afghanistan. Ce n'est pas une bavure, c'est un excès de zèle qui correspond bien à la vision profonde des choses selon les talibans. On assiste donc à une polarisation sunnite-chiïte de plus en plus importante, à l'instigation des talibans.

— Peut-on assister maintenant à un dérapage intercommunautaire ?

— Les talibans, qui cherchent la reconnaissance internationale, vont être prudents de ce côté-là. Ils vont donner quelques gages de fait, mais pas de droits aux chiïtes. Ils vont donner des garanties sur le sort de la population civile chiïte, mais pas sur la remise de Oussama Ben Laden aux autorités américaines. Dans le fond, les talibans vont mettre en place, dans le long terme, une politique de conversion des chiïtes au sunnisme. Cela me paraît tout à fait clair : conversion ou/et expulsion. Mais tactiquement, ils vont modérer leur attitude face aux chiïtes.

— Quel est le rôle du Pakistan ?

— Il faut dire les choses clairement : le Pakistan soutient massivement les talibans. Il fait une politique de quitte ou double. Il parie que les Iraniens n'attaqueront pas, que les talibans gagneront et que la communauté internationale reconnaîtra le régime après un "délai de décence" (à cause de Ben Laden

et des massacres en Afghanistan). C'est le scénario idéal pour les Pakistanais, soutenus d'ailleurs par les Saoudiens. Le problème, c'est que la politique du Pakistan est une politique "au bord du gouffre" qui provoque, par un effet de retour, une "talibanisation" de la vie politique pakistanaise dans un pays fragilisé par une très grave crise économique. De plus en plus, les responsables américains se posent des questions sur ce qui se passe au Pakistan. On assiste à un isolement de ce pays — y compris de la part de la Chine —, à cause de ce qui se passe en Afghanistan : c'est un phénomène nouveau.

— Peut-on imaginer que le soutien du Pakistan aux talibans puisse se retourner contre lui ?

— Le Pakistan est bâti sur un concept : celui d'un Etat islamique. Il n'a jamais réussi à créer une identité d'Etat-nation : un territoire, un peuple, un Etat. Le dernier Etat idéologique de la région, ce n'est plus l'Iran, cela n'a jamais été l'Inde, ce n'est pas la Chine et ce n'est plus l'URSS : c'est le Pakistan. Si les talibans ne se retournent pas militairement contre le Pakistan, ils peuvent cependant "l'envoyer promener" Les talibans ne sont pas des valets pakistanaïes. Les forces pakistanaïes qui les soutiennent sont des forces qui sont très bien implantées au

sein de l'appareil d'Etat pakistanais, mais elles ne représentent pas l'Etat. Il existe des réseaux transfrontaliers d'écoles religieuses, de services secrets, des réseaux ethniques et la logique de ces réseaux risque de l'emporter sur la logique de l'appareil d'Etat pakistanais, qui pourrait en être la victime.

— Quelles peuvent être les conséquences, sur le plan intérieur, pour l'Iran ?

— La question afghane n'est pas un objet de conflit pour les factions iraniennes. Les conservateurs sont plutôt partisans d'une intervention, par solidarité chiïte, et les modérés sont plus prudents ; mais il n'y a pas de surenchère.

Les Iraniens, dans leur ensemble, veulent éviter de s'embourber dans un "marais afghan" qui ne peut être qu'une source d'ennuis.

» Quand les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan, les Iraniens ont été très prudents alors qu'il s'agissait de leur pire ennemi idéologique. On assiste à la même situation aujourd'hui. Simplement, les talibans ont humilié les Iraniens, ce qu'avaient toujours évité de faire les Soviétiques.

— Est-ce que cela peut perturber les retrouvailles iraniennes avec l'Arabie saoudite ?

— Il y a un problème pour les Iraniens. Toute leur stratégie — réintégrer le concert des nations, et d'abord l'Organisation de la conférence islamique (OCI) — supposait la paix avec l'Arabie saoudite (qui est faite) et l'appui des grandes puissances musulmanes non arabes. Dans cette politique iranienne de rééquilibrage au sein du monde islamique, le Pakistan était un élément clef : or les Iraniens sont en train de perdre ce soutien pakistanaïes... par la faute des Pakistanais. C'est cela le paradoxe : les Iraniens auraient bien voulu faire l'économie de cette crise qui va à l'encontre de leurs objectifs, sans

leur fournir pour autant un créneau d'opportunité pour autre chose.

— Les talibans ont-ils gagné la guerre ? Sont-ils capables de passer d'une victoire militaire à l'administration du pays et de résoudre les tensions intercommunautaires ?

— Il y a deux scénarios : le premier est un scénario afghan traditionnel : une force [appartenant à l'ethnie] pashtoune prend le pouvoir, s'adapte à la culture afghane, se modère, perd son côté strictement ethnique et finit par établir un semblant d'administration centrale. C'est le scénario de la monarchie afghane traditionnelle. Il n'est pas impossible que les talibans prennent cette voie. Le second est que la victoire se retourne contre eux : ils sont issus de milieux tribaux et la logique tribale s'impose. Ce scénario implique qu'ils perdent leur pureté idéologique et se corrompent par l'exercice du pouvoir, ce qui est tout de même assez probable.

» Les talibans peuvent aussi être une parenthèse pour une nouvelle instauration d'un pouvoir pashtoune. Ce n'est pas impossible et cela expliquerait que certains milieux, qui ne sont pas fondamentalistes, aient rejoint les talibans. Mais ces derniers sont dans une ligne qui va devenir de plus en plus anti-occidentale. Même s'ils sont plutôt un phénomène local à l'origine, ils sont en train d'occuper la case du radicalisme islamique. Ce sont les talibans qui entrent dans les réseaux Ben Laden, ce n'est pas l'inverse. L'Afghanistan va devenir plus que jamais une base pour le radicalisme islamique international. »

Propos recueillis par
Gilles Paris et Bruno Philip

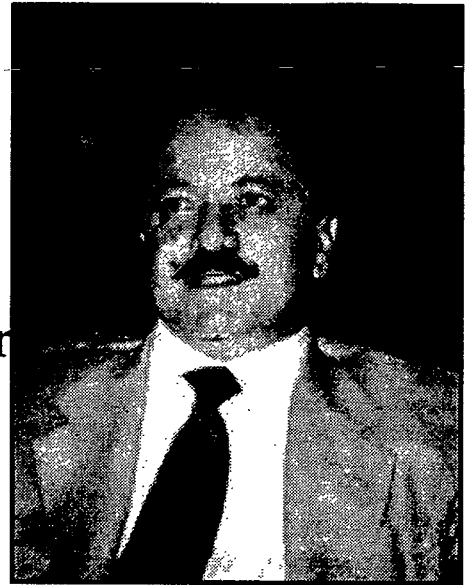


Harun Kazaz

News Analysis

Washington - Turkish Daily News

What was signed between the KDP and the PUK in Washington and where is it leading



- Turkish officials said that the most objectionable terminology is the use of the word 'federation' in the text. The Turkish officials said, 'We would not accept anything more than the term "temporary administration"'

On Sept. 17 in Washington, Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), signed a text in the U.S. State Department in the presence of high-level U.S. officials and others. Some say the text was drafted by the two parties, others say the text was originally prepared by the Americans and presented to the signatory parties four hours before it was signed. The KDP refers to it as an "agreement," the PUK refers to it as a "peace accord," and the U.S. State Department refers to it as a "joint statement."

The United States says that the Sept. 17 "joint statement" is an extension of the Ankara Process. Turkey says that, because of the way the Washington initiative proceeded and because the papers signed contain objectionable terms and language, the initiative has derailed the Ankara Process. When last seen in Washington, Barzani and Talabani both seemed to be content with whatever they signed in Washington. When a copy of the final text is requested from the Kurds, they say it is not necessary. If you ask the Americans or the Turks, they say the Kurds did not want to make it public. But selected points of the text are being leaked to the media.

Turkish sources familiar with the details of the entire process indicate that the point person for this Washington initiative, David Welch, the principal deputy assistant secretary of the State Department's Bureau of Near Eastern Affairs, was clearly briefed in Ankara, back in July when he visited Northern Iraq, on what Turkey would like to see and not like to see in any paper relating to Northern Iraq. Furthermore, KDP leader Barzani and high-level officials of the PUK in Ankara were clearly briefed on what Turkey would like to see and not like to see in any paper relating to the Kurds and Northern Iraq before they came to Washington. In addition, within the same time frame, Ankara's sensitivities on the terminology were again explained to U.S. embassy officials in Ankara, along with specific points on what would constitute unacceptable language for them.

Just to make sure and to clear any possible misunderstanding, Turkish sources indicate that while Barzani and Talabani were in Washington and met with Turkish officials, it was again explained explicitly what Turkey could and could not accept. The Turkish Daily News learned that at that time Barzani appeared to have agreed in part, while Talabani appeared to only listen without showing any reaction.

The TDN learned that the day of the signing of the reconciliation paper between the KDP and PUK on Sept. 17, Turkish Ambassador Baki Ilkin was due to meet with David Welch first thing in the morning, but the meeting was postponed to the next morning. Late in the afternoon of Sept. 17, the agreement was signed in the U.S. State Department. The Turkish Embassy representative who was present at the signing asked for a copy of the agreement, but was unable to receive one that day. The copy later was given to Ambassador Ilkin the next day during his meeting with Principal Deputy Assistant Secretary Welch.

What happened during that period was explained later by a senior U.S. administration official to the TDN. He explained: "We tried a number of formulations to achieve a leader-to-leader meeting. In the end, this was the one that could bring the two parties together and break the ice. It was not designed to freeze Turkey out any more than designed to freeze the United Kingdom out. Nor was it designed to make us the sole proprietors of this process. We do not have that interest. That has been fully and completely communicated to the government of Turkey. This was the only formulation that could bridge the differences between the two of them about meeting together. Every other way was tried before trying the applied meeting formula."

Within a few days, apparently after the text of the signed documents were fully evaluated by Turkey, it reacted unfavorably to the document. It appears that all of the parties had different objectives and priorities.

A high-level U.S. administration official tried to explain the American side of the story. He said: "The American side feels that there are satisfactory answers to those concerns of Turkey. When this joint statement is examined, it is supportive of the goals both general and specific of the Ankara Process. Rather than undermining it in any way, it actually supports it and advances it in a manner which I am convinced is in all our interests. Had it been otherwise, the U.S. would not have done this or participated in such a process, because it is fundamental to our approach."

Turkish officials said that the most objectionable terminology is the use of the word "federation" in the text. Also the language states that no other parties will cross the borders. Plus there is some other objectionable wording. The Turkish officials said, "We would not accept anything more than the term 'temporary administration,' and the final political makeup of Iraq could only be decided when Iraq's whole future administration is discussed by Iraqis themselves as a whole." The general Turkish position is that since Turkey is not a party to the agreement, it will not be held to its provisions.

Then comes Turkey's decision to upgrade its representation in Baghdad.

A high-level U.S. administration official offered this explanation to the TDN, "In a time when Iraq is in confrontation with the international community in general and the U.N. Security Council in particular, it seems it is inappropriate to increase the level of diplomatic representation there." He continued: "The risks to Turkey are lower with this joint statement. I cannot imagine that the risks to Turkey are appreciably lower in reaching out to Baghdad. Baghdad, which is arming the [Kurdistan Workers' Party] PKK, which tolerates offices there, which protects the Mahmood Camp, which treats PKK wounded in its facilities -- all these are arrangements that would be denied under this joint statement."

What does the point person for the Washington initiative, David Welch, think about this flare-up? He said, "We do this in partnership with Turkey, because Turkey is not only an ally of the United States, but it has cooperated and has been trying to bring peace and stability to this area. And therefore, we would like to continue that partnership and we believe it could be continued and sustained in a way that it is comfortable for all."

Another high-level administration official said: "We have been in constant touch with the government of Turkey, we would stay in touch on those issues, and we are planning further contacts. This is a perfectly friendly dialogue between us. We have that kind of relationship. Ultimately, however, everybody takes a look at the same facts from a different angle. And I cannot say that the American perspective will always be someone else's, nor should I expect that. That said, I find either answers or protections about the concerns that I have heard voiced that are either written in this joint statement or available from a reasonable interpretation of its results. Or that could be protected as the process evolves."

What if the Kurds declare independence in Northern Iraq after the elections? Welch's response covers three points: "(1) They will have changed their statement of political aspirations that they have put in this joint statement. (2) The U.S. is on the record as not supporting an independent Kurdistan. It is impossible to reconcile that position with supporting one declared in Iraq. (3) We support the territorial integrity and unity of Iraq. It is impossible to reconcile that position with the declaration of an independent Kurdistan in Iraq."

On the issue of why the Turkomen were not part of this initiative, a high-level administration official familiar with the issue offered this explanation. "Yes, the Turkomen were not here in Washington, but they have not been participants in the discussions in Northern Iraq either. The Turkomen can have a voice and speak for themselves in the election process for the seats available to them."

One current question is whether anybody can trust anyone else under the conditions of Iraq, and particularly

if the KDP can trust the PUK. A U.S. official offered this insight, "We did tell them, and we did so very directly at the highest levels of the American government, you keep fooling around like you have been fooling around, there is nothing we can do for you."

Within the same time frame, Washington witnessed a different policy push from the U.S. Congress, including allocation of funds. U.S. State Department sources explained that, "Recent initiatives on Capitol Hill are not linked to this process. What we did here was a sincere effort to try to provide better for the protection and for the welfare of the people of that area. It is not trying to create a little state that will rebel against Saddam Hussein. And we are not inciting revolt, it is too much risk to these people." According to reliable sources, the Washington initiative was ordered by President Clinton himself. Political analysts suggest that this initiative may have been prompted by the Congress' actions.

It seems that there is a declared policy, and the policy that each individual participant would like to execute. The upcoming meeting in Ankara in November will hopefully put everything on track and clear the air, since this time around Turkey would be present at the meetings as well.

.....

Final statement of the leader's meeting September 17, 1998

5 October, 1998, Copyright © Turkish Daily News

Reaffirmation of previous achievements

On behalf on the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), we thank Secretary Albright and the U.S. Government for facilitating a series of amicable and productive meetings here in Washington over the past several days. We appreciate their efforts in helping to bring us back together and to assist us in creating a framework for future cooperation. The meetings have been a major step forward towards a full and lasting reconciliation, which provides new hope to the Kurds, Turkomen, and Assyrians and Chaldeans of the Iraqi Kurdistan region of Iraq.

Both parties also welcome the continuing engagement of the governments of Turkey and the United Kingdom in the peace and reconciliation process. We wish to recognize the irreplaceable role our separate consultations in Ankara and London played in making these talks a success.

In Washington, we have discussed ways to improve the regional administration of the three northern provinces and to settle long-standing political differences within the context of the Ankara Accords of October 1996. We have reached several important areas of agreement on how to implement those accords.

We affirm the territorial integrity and unity of Iraq. The three northern provinces of Dohuk, Irbil and Sulaimaniya are part of the Iraqi state. Both the KDP and the PUK unequivocally accept the recognized international boundaries of Iraq. Both parties are committed to preventing violations of the borders by terrorists or others.

Both parties will endeavor to create a united, pluralistic, and democratic Iraq that would ensure the political and human rights of Kurdish people in Iraq and of all Iraqis on a political basis decided by all the Iraqi people. Both parties aspire that Iraq be reformed on a federative basis that would maintain the nation's unity and territorial integrity. We understand that the United States respects such aspirations for all the Iraqi people.

Both parties condemn internal fighting and pledge to refrain from resorting to violence to settle differences or seeking outside intervention against each other. We will endeavor to bring to justice those who violate the peace, whatever their political affiliation or motivation.

Both parties also agree that Iraq must comply with all relevant U.N. Security Council resolutions, including the human rights provisions of Resolution 688.

To help ensure a peaceful environment for reconciliation, we will intensify our arrangements to respect the cease-fire, facilitate the free movement of citizens and refrain from negative press statements.

Transition phase

We have agreed to enhance the Higher Coordination Committee (HCC) to ensure that the humanitarian requirements of the people of the Iraqi Kurdistan region are met and their human and political rights are

fulfilled. The decisions of the HCC will be by the unanimous consent of its members. The HCC will prepare for a full reconciliation between the parties, including normalizing the situation in Irbil, Sulaimaniya and Dohuk; re-establishing a unified administration and assembly based on the results of the 1992 elections; providing exclusive control of all revenues to the regional administration; and organizing new regional elections.

The HCC will enhance coordination and cooperation among local public service ministries that serve the needs of the people throughout the Iraqi Kurdistan region. The parties will ensure that these ministries receive adequate revenue for their operation. The KDP acknowledges that revenue differences will require a steady flow of funds for humanitarian services from the current KDP area to the current PUK area.

The HCC will establish a process to help repatriate everyone who had to leave their homes in the three northern provinces as a result of the prior conflict between the parties, and to restore their property or compensate them for their losses.

The HCC will ensure that both parties cooperate to prevent violations of the Turkish and Iranian borders. It will establish reasonable screening procedures to control the flow of people across these borders and prohibit the movement of terrorists. Both parties, working with the HCC, will deny sanctuary to the Kurdistan Workers Party (PKK) throughout the Iraqi Kurdistan region. They will ensure that there are no PKK bases within this area. They will prevent the PKK from destabilizing and undermining the peace or from violating the Turkish border.

The HCC will endeavor to form an interim joint regional government within the next three months to be ratified by the regional assembly.

Unified administration

Within three months of its re-formation, the assembly will meet at its building in Irbil, with subsequent meetings there or in Sulaimaniya or Dohuk. The members of this interim assembly will be those individuals who were elected to the parliament in 1992.

The first meeting of the interim assembly will be within three months. After the assembly is established, it must authorize all subsequent decisions of the HCC and/or the interim regional government.

The interim assembly may decide to add additional functions to the operations of the HCC, including unifying relations with the international community.

To provide a safeguard for regional elections and to help normalize the status of Irbil, Dohuk and Sulaimaniya, the HCC and the assembly may establish a joint PUK-KDP-Turkomen-Assyrian security force. The new regional government may subsequently choose to take further measures to unify peshmerga (militia) command structures.

After the regional elections described below, the interim assembly will be replaced by a new regional assembly. This regional assembly will form a new regional government based on the voting strength of each party in the assembly.

When the regional government has been formed, the HCC will be dissolved automatically. The term of the regional assembly, the regional government will be three years.

Revenue sharing

Until the interim joint regional government is established, a steady flow of funds for public service ministries will be directed from the current KDP area into the current PUK area, due to revenue differences. The HCC, in consultation with the existing ministries of taxation and finance, is responsible for the apportionment of revenues throughout the region.

When the interim joint government is established, it will become responsible for the collection and distribution of all revenues.

After the election of a new regional assembly, a single Ministry of Revenue and Taxation will have exclusive responsibility for collecting all revenues, including taxes and customs duties. The funds collected will be at the disposal of the regional government for uses authorized by the regional assembly.

Status of Irbil, Dohuk and Sulaimaniya

The interim assembly and the HCC will address the normalization of Irbil, Dohuk, Sulaimaniya and other cities. The HCC may call on international mediation regarding this issue, if it deems it expedient. The status of these cities must be normalized to a sufficient degree that free fair elections can be held.

Elections

The interim assembly and the HCC will be responsible for organizing free and fair elections for a new regional assembly, to take place no later than six months after the formation of the interim assembly.

The composition of the new regional assembly will be based on the best available statistical data on the population of the three northern governorates and the distribution of ethnic and religious groups there.

Seats will be set aside for the Kurdish, Turkomen, and Assyrian and Chaldean communities.

If possible, the interim assembly and the HCC, working with the international community, will conduct a census of the area in order to establish an electoral register. If international assistance is not available in time, the interim assembly and the HCC will conduct a census on their own, or -- making reference to existing data -- they will construct a best estimate of the population in consultation with outside experts.

The interim assembly and the HCC will also invite international election monitors to assist both in the election itself and in training local monitors.

Situation in the Iraqi Kurdistan region

U.N. Security Council Resolution 688 noted the severe repression of the Iraqi people, particularly the Kurdish people in Iraq. The potential for repression has not eased since 1991 when the resolution was passed. It is worth noting that in the past year the U.N. Special Rapporteur for Iraq reported finding strong evidence of hundreds of summary executions in Iraqi prisons and a continuation by the regime of the policy of expelling Kurds and Turkomen from Kirkuk and other cities. This policy amounts to ethnic cleansing of Iraqi Kurds and Turkomen, with their lands and property appropriated by the government for disbursement to ethnic Arabs. Many of the new arrivals participate in this scheme only because of government intimidation.

In light of this continued threat, we owe a debt of thanks to the international community for assisting with our humanitarian needs and in preventing a repeat of the tragic events of 1991 and the horrific Anfal campaigns of 1987 and 1988.

The United Nations special program of "oil-for-food" for the Iraqi Kurdistan region has eased the humanitarian condition of the people. We welcome the support of the international community for the continuation of this program, with its specific allotment to the Iraqi Kurdistan region, and hope that, in the near future, a liaison office for the region can be established at ECOSOC headquarters to better coordinate the provision of the aid. We also hope that, in the event that benefits from the "oil-for-food" program are suspended due to unilateral action by the government of Iraq, the U.N. will address the continuing economic needs of Iraqi Kurdistan and the plight of the people there.

The United States, the Republic of Turkey and the United Kingdom through operation Northern Watch have helped to protect the area. We call upon them and the rest of the international community to continue to exercise vigilance to protect and secure the Iraqi Kurdish region.

The many non-governmental organizations that operate in the three northern provinces have diminished our isolation and helped us in countless ways.

Future Leader-to-Leader meetings

The President of the KDP and the Secretary General of the PUK will meet at least every two months inside or outside Iraqi Kurdistan at mutually acceptable sites.

Pending the agreement of governments, we hope to hold the first such meeting in Ankara and a subsequent meeting in London.

The Ankara meeting would include discussions on our joint resolve to eliminate terrorism by establishing stronger safeguards for Iraqi's borders. The London meetings may explore further details concerning the status of Irbil, Dohuk and Sulaimaniya, and help establish a mechanism for the conduct of free and fair elections.

Jalal Talabani, Patriotic Union of Kurdistan Massoud Barzani, Kurdistan Democratic Party

Witness: C. David Welch Principal Deputy Assistant Secretary Near East Affairs Bureau Department of State, Washington, D.C.

Washington, D.C. September 17, 1998

Timetable

On or before: October 1: The KDP begins to extend appropriate financial assistance on a monthly basis to the public service ministries in the PUK areas.

October 15: Timeline for repatriation of persons displaced by the former conflict. Agreement on restoration of property of compensation by responsible parties.

Beginning November: Joint consultations with the Government of Turkey.

November 1: Coordination and cooperation of humanitarian ministries complete. Revenues contributed by KDP to the ministries flowing from KDP areas to PUK areas.

November 15: Progress report on repatriation, unification of ministries and revenue sharing.

January 1: First meeting of the interim assembly.

March 1: Interim Joint Government establishes a plan to normalize Irbil, Dohuk and Sulaimaniya.

April 1: Interim Joint Government establishes a plan for the organization of elections.

July 1: Regional elections.

Israel distances itself from Turco-Syrian rift

Jerusalem - The Associated Press

Signaling it does not want to be involved in any potential military confrontation between Syria and Turkey, Israel is limiting routine exercises along its own border with Syria.

Prime Minister Benjamin Netanyahu also stressed Israel's hands-off approach to the escalating dispute between Damascus and Ankara.

"We have no part in this tension," Netanyahu told reporters in Jerusalem on Sunday. "We have taken steps to reassure Syria."

Defense Minister Yitzhak Mordechai instructed the army to limit military maneuvers along Israel's border with Syria to avoid giving any impression Israel is poised to act.

"Israel is not interested in confrontation with Syria, but rather in finding ways to renew talks," Mordechai's office quoted him Sunday as saying.

Turkey amassed troops on its border with Syria after accusing Damascus of supporting anti-Turkish Kurdish terrorists. Syria denies that, and accuses Israel of plotting with Turkey - an accusation Israel has sought to deflect.

Mordechai said Israel's military cooperation agreements with Turkey are not directed against Syria or any other country. Under accords signed in 1996, the two countries have held joint maneuvers, and Israel is also allowed to use Turkish air space.

Israeli officials and experts said they doubted Israel would defend Turkey on the ground in the event that

hostilities did erupt with Syria.

"It is not true that one side or the other (Israel or Turkey) will come to the aid of the other in the case of military confrontation," Zvi Elpeleg, former ambassador to Turkey, told Israel radio.

However, one Israeli politician influential in military matters - Uzi Landau, head of the parliamentary Foreign Affairs and Defense Committee - said Israel should not rule out sending troops to the Syrian border as a deterrent if war did break out between Syria and Turkey.

"There are a few things that we could do without entering a war," Landau told army radio.

Mordechai called on Syria to reopen peace talks with Israel, which broke off in 1996. As a condition for the renewal of peace talks, Syria has demanded that Israel agree in principle to return the Golan Heights, which it captured in 1967.

The current Israeli government has refused, a change in policy from the previous Labor government, which was negotiating a withdrawal from the strategic plateau with Syria when talks broke off.



Nearly 2,000 killed in operations in Southeast over the past nine months

Ankara - Turkish Daily News

Over the past nine months, 1,530 members of the separatist Kurdistan Workers' Party and 251 security officers were killed in military operations in southeastern Turkey. During the same time, 150 separatists were captured and 157 surrendered, the Anatolia news agency reported on Sunday.

The prolonged operations have restricted PKK activities in the Southeast and blocked the organization's logistic support, Anatolia stated. In April, security forces performed "Operation Murat," their largest against the PKK in the past 14 years, and two other major operations were launched

in September.

PKK shelters and depots were eradicated and numerous weapons, equipment, food and clothing were seized in the operations of the past nine months. A large number of livestock belonging to the organization was also found. Anatolia reported that the PKK has been subdued to the point where it can no longer conduct activities in the cities and towns of the Southeast, but there are still a few incidents occurring in rural areas.

The PKK has been leading an armed campaign for self-rule in Turkey's southeast for the past 14 years. Experts say that Turkey spends some \$8 billion every year in its struggle against the separatists.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
TUESDAY, OCTOBER 6, 1998

Turkey Warns Syria Again Not to Support Rebel Kurds

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Foreign Minister Ismail Cem said Monday that time was running out in a dispute with Syria over its alleged support for Kurdish rebels. "There is only one problem to sort

out. Syria must end its support for terrorism," Mr. Cem said. "Turkey does not have the luxury or the time to be deceived by empty words that do not end in action."

Turkey has issued several threats to Syria in the last week over alleged Syrian aid to the Kurdistan Workers Party, which is fighting for a Kurdish state in southeastern Turkey.

"Just because Syria has blocked diplomacy and left our proposals unanswered, it is out of the question for us to tie our hands and wait at Syria's pleasure and resign ourselves to Syria's support of separatist violence," Mr. Cem said.

The fresh warning came ahead of a visit to Ankara by President Hosni Mubarak of Egypt, who is hoping to

ease tensions. He is to meet President Suleyman Demirel on Tuesday.

On Sunday, Mr. Mubarak visited Damascus to meet with President Hafez Assad.

On Monday, as Turkey stepped up its warnings, Syria's official press called for Arab solidarity comparable to that shown in the Middle East war of 1973.

The Damascus papers pointed in particular to the coordination between Syria and Egypt during that war and said that Arabs now needed to counter new challenges facing the Arab nation.

Amid all the talk of war, Turkey's deputy prime minister, Bulent Ecevit, insisted that a diplomatic solution was still on the agenda.

"The diplomatic channels have not been choked," the daily newspaper

5 October, 1998, Copyright © Turkish Daily News

Milliyet quoted Mr. Ecevit as saying.

The Syrian foreign minister, Farouq Shara, said his government was puzzled at the timing of the Turkish threats, as nothing had changed recently on the issue of the Kurds.

Mr. Shara linked the escalation of the dispute to Turkey's recently reinforced military ties with Israel.

Analysts in Ankara say the Turkish Army wants to take its campaign against the Kurdish insurgency to what they see as the Kurds' main backers, Syria, after apparent success in the southeast of Turkey and in Kurdish-dominated northern Iraq.

Military officers say that the 14-year conflict, which has cost nearly 29,000

lives, will not end until Syria stops supporting the rebels.

The Turks say, and Western diplomats agree, that the leader of the Kurdish rebels, Abdullah Ocalan, has his headquarters in Damascus. Syria denies this. (Reuters, AP)

Lybia sides with Syria in Turkey row

TUNIS, Oct 6 (Reuters) - Libyan leader Muammar Gaddafi said he would consider any Turkish attack on Syria as an "aggression" against Libya.

"Any Turkish aggression against Syria will be considered as an aggression against Libya," Gaddafi said in a speech on Monday night at a rally in the Libyan southern city of Sebha.

He warned Ankara that its business interests with Tripoli would be hurt should an attack take place. Turkish firms operating in Libya would be replaced by Greek firms, Gaddafi said.

Turkey and Greece are at odds over the Cyprus issue.

Turkey has issued repeated threats to Damascus in the last week over what it says is Syrian aid to Kurdistan Workers Party (PKK) rebels fighting for autonomy in southeast Turkey, a charge which Damascus vehemently denies.

Syria has linked the rising tension to Turkey's growing military ties with Israel which were reinforced last month when Prime Minister Mesut Yilmaz visited the Jewish state.

Israeli jets are allowed to train in Turkey's airspace and Israel is upgrading

Turkish fighterplanes under a 1996 accord.

"Turkey wants to attack Syrian missiles and defense positions to enable Israel to invade Syria," Gaddafi added in his speech broadcast by Libyan state television and monitored in Tunis.

Ankara last month recalled its envoy to Libya in a row over Gaddafi's alleged support for Kurdish rebels in Turkey.

Russia urges Syria and Turkey to resolve dispute

MOSCOW, Oct 6 (Reuters) - Russia urged Syria and Turkey on Tuesday to hold talks to ease tension between them and appealed to Ankara to withdraw any troops it has in northern Iraq.

Relations between Turkey and Syria have worsened in recent weeks. Syria has bridled at Turkey's growing military links with Israel and Turkey is impatient with what it says is Damascus's support for Kurdish rebels, a charge Syria denies.

"In Moscow we are worried by the situation developing between these two countries in a region close to the southern borders of Russia and the CIS (Commonwealth of Independent States)," the Foreign Ministry said in a statement.

"We appeal to the leadership of Turkey and Syria to show restraint and start a political dialogue as quickly as possible with the aim of halting mutual accusations to improve bilateral relations and the situation in the region as a whole."

The statement, which was read out at a briefing by Foreign Ministry spokesman Vladimir Rakhmanin, welcomed efforts to mediate by Egyptian President Hosni Mubarak.

But it said tensions had been increased by a report by Iraq's foreign ministry that new Turkish troops had entered northern Iraq to pursue rebels of the Kurdistan Workers' Party, which is fighting for self-rule in Turkey.

"Such actions by Ankara, whatever their motivation, are a crude violation of the sovereignty of a neighbouring country and an open infringement of its territorial integrity," the Russian statement said.

"Turkey must immediately withdraw its troops from northern Iraq and not allow similar military actions in the future."

BBC NEWS

Tuesday, October 6, 1998 Published at 05:51 GMT 06:51 UK

World: Middle East

Turkey-Syria row prompts regional worries



President Mubarak (left) urged a diplomatic solution

President Mubarak of Egypt is meeting the Turkish President, Suleyman Demirel, as part of efforts to defuse tensions between Turkey and Syria.

Amr Mousa: "All grievances could be put on the table and discussed"

On Sunday Mr Mubarak was in Damascus for talks with Syria's President Hafez al Assad following repeated Turkish warnings that Syria stop supporting Kurdish separatists.

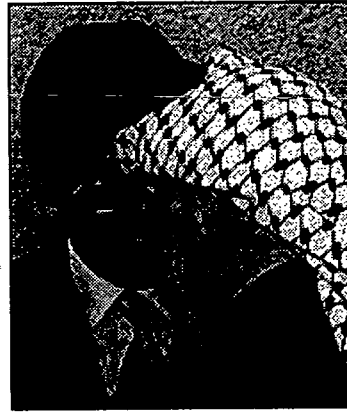
After the meeting in Syria, the Egyptian Foreign Minister, Amr Moussa, told the BBC he thought a diplomatic solution was still possible.

"I believe that all grievances coming from this or that party could be put on the table and discussed," he said.

Iran blames Israel

Iran has also made moves to diffuse the tension between Turkey and Syria that is threatening regional stability.

The Iranian Foreign Minister, Kamal Kharrazi, said that Turkey should "maintain self-restraint because military threats will not solve anything," and offered his country's assistance to settle the problem.



The Turkish Prime Minister Mesout Yilmaz is anxious to appease the Arab world

Chris Morris reports from Hatay on the Turkey-Syria border

Mr Kharrazi blamed Israel for the tension between Turkey and Syria.

"The Zionist entity is trying to seize an opportunity in order to make the region insecure," he said.

Despite Turkish attempts to appease them, many Arab countries have reacted angrily to an agreement for military co-operation between Turkey and Israel.

Turkey says time running out

Despite the diplomatic efforts, Turkey repeated its warnings to Syria.

Turkey's Foreign Minister Ismail Cem accused Damascus of blocking diplomatic efforts said time was running out for Syria.

"Syria must end its support for terrorism ... Turkey does not have the luxury or the time to be deceived by empty words that do not end in action," he said.

Our Turkey Correspondent Chris Morris says that Turkey's rhetoric has heated up in the last few days.

On Sunday, Turkey's President Demirel warned the world to take its row with Syria seriously.

"We are not just warning Syria, we are warning the whole world," President Demirel said.

Meanwhile, the Turkish newspaper Sabah said the army has completed plans for possible military action against Syria.

According to Sabah's sources, the first stage of such action would involve an air strike on Syrian territory.

Difficult neighbours

Turkish-Syrian relations have never been easy, but in the past week Ankara raised the stakes.

It accuses Damascus of supporting the Kurdish separatist rebels of PKK in their long-running fight in southeast Turkey.

Syria has repeatedly denied helping the PKK or providing a refuge for its leader Abullah Ocalan.

LE MONDE / MARDI 6 OCTOBRE 1998

Médiation du président égyptien entre la Syrie et la Turquie

LE CAIRE. Le président égyptien Hosni Mubarak a entrepris, dimanche 4 octobre, à Damas, une médiation entre la Syrie et la Turquie, qui a assorti sa mobilisation militaire d'un avertissement à tous les pays qu'elle accuse de soutenir les séparatistes kurdes du PKK, contre lesquels Ankara est en guerre. M. Mubarak devait effectuer lundi ou mardi une mission à Ankara, au terme de laquelle il devait revenir à Damas. « Les efforts du président Mubarak pourraient déboucher sur des rencontres syro-turques au niveau des ministres des affaires étrangères dans un premier temps », a indiqué l'agence de presse égyptienne MENA. « Je lance un avertissement au monde. Je n'avertis

pas seulement la Syrie mais le monde entier. Cela ne peut plus continuer », a prévenu samedi le président turc Suleyman Demirel. Optant pour la modération, la Syrie a demandé dimanche que le problème avec Ankara soit réglé « par le dialogue diplomatique et non par l'affrontement et les menaces ». Par ailleurs, dix mille soldats de l'armée turque, soutenus par l'aviation, ont pénétré vendredi 2 octobre dans le nord de l'Irak, à la poursuite des rebelles kurdes du PKK, a affirmé dimanche 4 octobre le gouvernement irakien, qui exige leur retrait. - (AFP)

Le président syrien a choisi le général Lahoud comme futur chef d'Etat du Liban

Le commandant en chef de l'armée suscite un certain espoir à Beyrouth

Les présidents syrien et libanais, Hafez El Assad et Elias Hraoui, se sont entretenus, lundi 5 octobre à Damas, pour convenir du nom du succes-

seur de M. Hraoui, dont le mandat arrive à expiration le 23 novembre. Selon une source proche de la présidence syrienne, ils auraient choisi le

commandant en chef de l'armée, Emile Lahoud, qui devrait être confirmé par le Parlement d'ici une dizaine de jours.

BEYROUTH

de notre correspondant

L'oracle a parlé : le prochain président de la République libanaise, traditionnellement chrétien maronite, sera le général Emile Lahoud, commandant en chef de l'armée. Ainsi en a décidé le président syrien, Hafez El Assad, maître du choix en la matière et qui l'a communiqué, lundi 5 octobre, au président libanais Elias Hraoui, son grand ami et loyal allié. Les Etats-Unis ont laissé les mains libres à Damas. D'ailleurs, le général Lahoud leur convient tout à fait, ainsi qu'à la France.

L'« élection » proprement dite par le Parlement libanais devrait avoir lieu aux alentours du 15 octobre. Pour cela, la Constitution devra être amendée, car elle prévoit actuellement qu'un haut commis de l'Etat ne peut être élu ni à la présidence ni à la députation alors qu'il est en poste, ou qu'il en a démissionné depuis moins de deux ans. En dehors d'une deuxième prolongation du mandat de l'actuel président - déjà maintenu en place en 1995 par la

volonté du président syrien -, l'intronisation du général Lahoud était considérée depuis longtemps comme le choix le plus plausible de Damas. Elle est en tout cas bien mieux perçue par la population que le statu quo, à savoir une nouvelle prolongation de M. Hraoui, ou que l'installation d'autres candidats jugés trop pro-syriens.

Sans faire preuve de servilité,

comme tant d'hommes politiques, notamment certains « présidentiables » maronites, face au président syrien, le commandant en chef de l'armée a su, depuis neuf ans qu'il est à ce poste, donner des gages de coopération et de coordination qui ont finalement été appréciés à Damas tout en conservant une autonomie minimale.

Pour humiliante qu'elle soit, du

fait de son aspect de « désignation », cette élection donne aux Libanais l'espoir d'un changement, même ténu. Sans se faire d'illusions, tout à fait conscients des limites du pouvoir d'un président sous tutelle - 35 000 soldats syriens sont stationnés au Liban -, et compte tenu du rapport de forces en place après quinze ans de guerre, ils espèrent que le général Emile Lahoud, qui a réussi à « recoller » son armée éclatée en milices pendant la guerre, à la renforcer et à en refaire un corps soudé, saura maintenant assainir une administration qui atteint des sommets d'incompétence et de corruption. Chrétiens et musulmans partagent ce sentiment.

Bien qu'aucune annonce officielle n'ait été faite au Liban, l'élection du général Lahoud peut être d'ores et déjà considérée comme certaine : depuis l'Arabie saoudite où il se trouve actuellement, le premier ministre Rafic Hariri a d'ores et déjà appelé le général pour le congratuler.

Lucien George

Pour permettre cette « élection », la Constitution devra être révisée, comme en 1995

Depuis la fin de la guerre, au Liban, l'influence de la Syrie est déterminante pour le choix du président de la République. Désigné en 1989 avec Fawal de Damas, l'actuel président libanais, Elias Hraoui, avait ainsi vu en 1995 son mandat prolongé de trois ans par la volonté du chef d'Etat syrien, Hafez El Assad. Ce dernier en avait avancé l'idée au cours d'un entretien avec le quotidien égyptien *Al Ahrâm*, le 11 octobre 1995.

Le 18 octobre, un alinéa de la Constitution interdisant deux mandats successifs avait été supprimé par le Parlement pour permettre la réélection du président Hraoui. Cette fois-ci encore, une révision de la Constitution devra être engagée rapidement par le gouvernement pour permettre au général, actuellement en charge de l'armée libanaise, d'accéder à la fonction présidentielle dans les plus brefs délais. Le mandat de M. Hraoui arrive à expiration le 23 novembre.

LA TURQUIE EN ÉTAT DE GUERRE NON DÉCLARÉE CONTRE LA SYRIE, SELON LE CHEF DES ARMÉES TURQUES

Après les mises en gardes de nombreux dirigeants civils et militaires turcs, le président turc Suleyman Demirel, a déclaré dans un discours prononcé jeudi 1 octobre 1998, à l'occasion de la rentrée parlementaire : "Je déclare à la communauté internationale que nous nous réservons le droit de riposter face à la Syrie, qui ne renonce pas à son attitude envers la Turquie, en dépit de nos démarches pacifiques et de nos mises en garde répétées". M. Demirel a accusé la Syrie de mener "ouvertement une politique d'hostilité contre la Turquie" de "soutenir le PKK" puis a ajouté "je déclare également à la communauté internationale que nous sommes à bout de

patience". Ankara accuse son voisin de fournir un soutien logistique à la rébellion armée du PKK et d'abriter son chef sur son sol. De son côté la Syrie reproche à la Turquie de rationner son eau sur l'Euphrate en construisant des barrages sur le fleuve mais aussi sa coopération avec Israël. D'autre part Damas revendique la province de Hatay, annexée à la Turquie qu'en 1939. Le Conseil de Sécurité nationale (MGK), la plus haute instance politico-militaire du pays, a discuté, mercredi 30 septembre 1998, une série de sanctions économiques, politiques et militaires contre la Syrie. À l'issue de la réunion du MGK, le général Kivrikoglu, chef d'état-major des armées turques a fait savoir publiquement

que "la Turquie est en état de guerre non déclarée avec la Syrie". Des manoeuvres militaires de l'OTAN ont actuellement lieu près des côtes syriennes. Ensuite l'armée turque pour la première fois dans l'histoire de la République turque, entreprendra des manoeuvres le long de la frontière syrienne où on assiste de part et d'autre à des mouvements de troupes. Pour le ministre turc de la défense, il ne s'agit que de "montrer le gros bâton" aux Syriens, une confrontation militaire n'est pas à l'ordre du jour pour le moment. Cependant les médias jouent à l'unisson les va-t-en guerre et enflamment l'opinion publique par des articles et éditoriaux belliqueux et ultra-nationalistes. Dans le quotidien *Hürriyet* du 3 octobre, Oktay Eksi, président de la Société des journalistes de Turquie qualifie la Syrie et la Grèce de "calamités (bêla) pour la Turquie"; selon lui ces deux pays, mécontents des frontières actuelles de la Turquie n'auraient cessé d'agir pour affai-

blir et causer la perte de la Turquie. Pour le directeur de Hürriyet E. Özkök, l'armée est prête à intervenir contre la Syrie, intervention que son collègue, E. Çölaşan appelle de ses vœux pour "punir et écraser le microbe syrien". Tous les partis politiques, y compris les "sociaux-démocrates" du CHP et les islamistes soutiennent les déclarations martiales des chefs militaires.

Cette brusque est artificielle montée des tensions survient alors que le PKK a décrété, depuis le 1er septembre une trêve unilatérale. Engluée dans une crise politique profonde, la Turquie semble par cette fuite en avant vouloir créer une union sacrée, mettre en parenthèses les élections d'avril 1999 que les islamistes pourraient remporter et étouf-

fer au nom de la défense de "la patrie en danger" toutes les oppositions et contestations intérieures. Le 3 octobre, l'Égypte a offert ses services pour une médiation entre Ankara et Damas et la Syrie se dit prête à régler ses contentieux avec la Turquie par la voix diplomatique. Le président égyptien H.Mubarak va entreprendre personnellement cette médiation.

Iranian Begins Mediation in Damascus

Compiled by Our Staff Front Dispatches

DAMASCUS — Foreign Minister Kamal Kharrazi of Iran met with President Hafez Assad on Thursday as part of efforts to mediate the escalating dispute between Turkey and Syria.

"We are convinced that the two countries can solve their problems through peaceful means," a Syrian press agency quoted Mr. Kharrazi as saying.

Mr. Kharrazi was to travel to Turkey later Thursday for talks with Foreign Minister İsmail Cem, Turkish officials said. Iran is mediating as the current head of the Organization of the Islamic Conference, a 55-member group that includes Syria and Turkey.

Turkey issued an ultimatum to Syria on Wednesday, demanding that Dam-

ascus expel Turkish Kurdish rebels from its territory or "face the consequences."

Deputy Prime Minister Bulent Ecevit told NTV television Thursday that the Turkish government had made no decision as to a deadline but added that "it is obvious that we cannot wait for a long time." He added: "In the meantime, we will step up diplomatic efforts with Arab and Muslim countries to explain Syria's attitude, which is not linked with humanity and Islam."

The Turkish newspaper Yeniyuzüyl reported Thursday that Ankara was prepared to stage attacks against rebel camps if the ultimatum was not honored within 10 days. But another newspaper, Hürriyet, said Turkey would grant Syria

45 days to prove that it had ended its support for the rebels.

In remarks before his departure, Mr. Kharrazi said his mission was "preventing another war in the Middle East."

Meanwhile, the Syrian defense minister, Lieutenant General Mustafa Tlas, was quoted Thursday as saying the Turkish threats to Syria were "aggressive and provocative." He again pointed an accusing finger at Israel.

"The defense minister spoke about the Israeli-Turkish alliance and pointed to its dangers and aggressive objectives against the Arab nation and its national interests," an official said of a speech by General Tlas at a graduation ceremony Wednesday at a military academy.

(AP, Reuters)

Turkish Primer Threatens Syria

A.P., By Selcan Hacaoglu, October 11, 1998

ANKARA, Turkey (AP) -- Turkey's prime minister said Sunday his country had a duty to "poke out the eyes" of Syria if it doesn't stop harboring Kurdish rebels.

Prime Minister Mesut Yilmaz's harsh words, reported by the Anatolia news agency, raised the stakes in Turkey's face-off with its neighbor.

Ankara accuses Syria of harboring Kurdish rebels who are fighting for autonomy within Turkey. It has demanded Damascus to end its support to the rebels and extradite their leaders. Syria denies the claims.

There were unconfirmed reports of a Turkish troop buildup along the Syrian border. Both Iran and Egypt are trying to mediate an end to the crisis.

Yilmaz was quoted by Anatolia as saying that "if Syria does not come to its senses, it is our incumbent duty to bring the world down on them ... It is our incumbent duty to poke out the eyes of those who have eyes on our territory." Yilmaz spoke in southern Kahramanmaraş province to a crowd that replied with cries of "Down with Syria!" Anatolia reported.

Also on Sunday, State Minister Metin Gurdere said Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan had left Damascus for Armenia. "Armenia should also watch its step," Anatolia quoted him as saying.

Turkey and Armenia do not have diplomatic relations. Armenia accuses Turkey of the genocide of an estimated 1.5 million Armenians between 1915 and 1923. Turkey denies committing genocide and says the deaths were caused by civil war.

Egyptian Foreign Minister Amr Moussa will leave for Turkey on Monday in the latest bid by Egypt to calm the mounting crisis. He also plans a trip to Syria.

Moussa is expected to relay messages between Syrian President Hafez Assad and Turkish President Suleyman Demirel, Egypt's news media reported Sunday.

Tunisian Foreign Minister Said Bin Mustafa arrived in Damascus on Sunday and also is expected to meet with Assad on Monday for talks.

LE MONDE / SAMEDI 10 OCTOBRE 1998

Les sanctions imposées à l'Irak ont fait faillite, estime un responsable de l'ONU

M. Halliday, chargé du programme humanitaire local, critique vivement les Nations unies et Washington

Dans un entretien accordé au *Monde*, le responsable du programme humanitaire de l'ONU pour l'Irak, Dennis Halliday, qui vient de démission-

ner de ses fonctions, juge que les sanctions imposées depuis 1990 par le Conseil de sécurité à l'Irak sont « en faillite » et déplore le manque de

courage de la communauté internationale, qui « n'ose même pas réfléchir aux effets de huit ans de sanctions sur la population irakienne ».

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dans une lettre adressée le 6 octobre au président américain Bill Clinton, quarante-trois députés démocrates américains demandent la « réévaluation et la réinvention » de la politique américaine envers l'Irak. Ils estiment qu'il faut « réexaminer les véritables effets des sanctions », la première étape devant être le « découplage des sanctions économiques - qui n'ont fait que renforcer le régime irakien -, du désarmement ». Le maintien des sanctions, écrivent-ils, a permis à Saddam Hussein d'exploiter à son avantage politique la souffrance des Irakiens ». Les sanctions ont « transgressé leur utilité politique ».

Cette lettre a été rédigée à l'occasion d'une réunion d'une commission du Congrès, avec la participation du coordinateur humanitaire de l'ONU en Irak, Dennis Halliday. « Horrifié » par « l'absence de courage » de la communauté internationale, qui « n'ose même pas réfléchir aux effets de huit ans de sanctions sur la population irakienne », le diplomate irlandais vient de démissionner de son poste. Lors d'un entretien accordé au *Monde*, il s'est dit « choqué » du degré « d'ignorance à Washington quant à la situation en Irak ». « Je trouve inimaginable que les Américains ne comprennent pas que les sanctions sont en faillite, qu'elles n'ont pas abouti aux résultats escomptés », s'indigne M. Halliday, qui

juge cette ignorance inexcusable : « La guerre du Golfe a détruit l'infrastructure du pays, qui, depuis, ne cesse de se dégrader. Rien que cela devrait donner matière à réflexion, estime-t-il. Nous sommes en train de détruire toute une société, c'est aussi simple et terrifiant que cela. C'est illégitime et immoral ».

« Que l'ONU accepte de maintenir les sanctions pendant huit ans, insiste-t-il, revient à déclarer la guerre à toute une population, à vingt-trois millions d'Irakiens, dont une grande partie n'étaient pas nés, ou étaient de petits enfants en 1990 », lorsque les Nations unies ont imposé les sanctions.

Evoquant l'humiliation des Irakiens, « peuple fier, héritier d'une vieille civilisation », M. Halliday considère que l'ONU continue de soutenir « une injustice d'une dimension inimaginable ». Il rapporte une conversation avec un groupe de syndicalistes irakiens, qui, « désespérés » par l'effondrement économique de leurs pays, lui ont confié : « dites aux Nations unies qu'il serait plus efficace de tuer, d'un coup, toute la population irakienne avec des bombes, que de nous tuer lentement par le biais des sanctions ».

Parlant des effets de huit années d'« isolement total » imposé aux Irakiens, M. Halliday estime que la nouvelle génération, « qui depuis près de vingt ans n'a connu que la guerre ou les sanctions », risque de devenir « une génération en colère,

introvertie, anti-occidentale et fanatique ».

« Si Saddam Hussein et Tarek Aziz vous paraissent extrémistes, il faut voir ce qui viendra derrière. Je n'ose même pas y penser », commente-t-il, déplorant que la presse se soit focalisée uniquement sur les effets de la malnutrition, sur « la mortalité infantile ». « C'est évidemment horrifiant », admet-il, mais il est temps de « regarder la vérité en face et de voir ce que nous sommes en train de faire à toute une nation ». La frustration et la colère qu'entraînent les sanctions sur la société irakienne « peuvent être irréversibles », prévient-il.

PÉTROLE CONTRE NOURRITURE

Quant à l'efficacité des sanctions économiques, Dennis Halliday la juge égale à « moins que zéro ». « C'était quoi le but des sanctions ?, interroge-t-il. Affaiblir le régime ? Je peux vous affirmer qu'elles ont eu l'effet inverse. Elles ont sans aucun doute consolidé le régime, car la population en dépend de plus en plus. Croyez-vous que les Irakiens, qui n'ont rien à manger et qui sont obligés d'avoir deux, parfois trois emplois, ont le temps de penser à la politique, de penser à la manière de renverser le régime ? Il faut être très ignorants pour le croire ».

Quant au programme humanitaire de l'ONU, dit « pétrole contre nourriture », il n'est, à ses yeux, « qu'un pansement appliqué à un malade qui est en train de mourir ».

Dennis Halliday, qui a pris des risques politiques considérables, en novembre 1997, en « exigeant » que le montant de la vente du pétrole irakien soit augmentée, est « déçu » du résultat.

L'Irak est autorisé à vendre pour 5,3 milliards de dollars de pétrole tous les six mois, mais en réalité, à cause de la baisse des cours du pétrole, « les dividendes pour la population sont vraiment négligeables ». Il faut, dit-il encore, dépenser 10 milliards de dollars, rien que pour la remise en état du système électrique. Il en faut « cent pour que l'infrastructure du pays puisse être remise en état ».

M. Halliday, qui se dit disposé à consacrer des mois à expliquer « à qui veut bien [l']écouter » les effets de « cette politique internationale contre une nation toute entière », avoue ne pas comprendre la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Irak. « Je parle pendant deux heures et après ils [les responsables américains] me disent : oui mais Saddam Hussein est un monstre, alors même que je n'ai pas mentionné une seule fois le nom » du président irakien. Il se donne aussi pour mission de trouver des solutions « plus humaines » que les sanctions économiques, telles que des sanctions ciblées contre le régime. « Il faut que l'expérience irakienne nous serve de leçon, leçon qui aura coûté bien cher aux Irakiens. »

Afsané Bassir Pour

En Iran, la condamnation à mort d'un Allemand est confirmée

Le Monde

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 OCTOBRE 1998

Un développement qui embarrasse l'Union européenne et le président Khatami

MAUVAISE NOUVELLE pour les relations entre l'Allemagne et l'Iran, voire pour le dialogue euro-iranien dans son ensemble : si l'on en croit le quotidien gouvernemental iranien *Iran*, une cour d'appel iranienne a confirmé la peine de mort prononcée, fin janvier, contre un ressortissant allemand, Helmut Hofer, pour relation sexuelle avec une Iranienne - conformément à une loi qui interdit toute relation entre un non-musulman et une musulmane. A l'issue de deux séances de délibérations, la cour d'appel, a rapporté, samedi 10 octobre, le quotidien, a jugé que Helmut Hofer était « coupable » et l'a « condamné à mort par pendaison ». Sa compagne, toujours selon le journal, a été condamnée à subir cent coups de fouet.

Dès son déclenchement, cette affaire a été considérée comme la ré-

ponse du berger à la bergère. L'Allemagne était vigoureusement intervenue auprès de Téhéran pour obtenir la libération du journaliste iranien Faraj Sarkouhi, arrêté début janvier 1997 en Iran et accusé d'espionnage, entre autres pour l'Allemagne. Puis il y avait surtout eu, en avril de la même année, la condamnation, par un tribunal de Berlin, du « plus haut sommet » de l'Etat iranien dans le meurtre de quatre opposants kurdes iraniens, dans un restaurant de la ville - le Mykonos - en 1992. Alors même que - ou peut-être faut-il dire parce que - l'Allemagne est son premier partenaire commercial et a toujours été son principal avocat au sein de l'Union européenne, l'Iran n'a jamais accepté le verdict du tribunal de Berlin. Même s'il n'était pas nommé, c'est le Guide de de la Répu-

blique islamique, l'ayatollah Ali Khameneï qui est « le plus haut sommet » de l'Etat - et l'insulte était insupportable. La faction conservatrice, dont le Guide est la figure de proue, n'a jamais accepté ce jugement.

Au moment où l'Union européenne est en train de normaliser ses relations avec Téhéran - la France a récemment invité le président Mohamad Khatami à venir à Paris, le premier ministre italien Romano Prodi s'est rendu, en juin, à Téhéran, et la Grande-Bretagne vient de promouvoir au niveau des ambassadeurs ses relations diplomatiques avec l'Iran - l'affaire Hofer jettera quelque trouble parmi les Quinze.

Après la condamnation de janvier, la Cour suprême iranienne avait annoncé que le verdict avait été cassé et qu'un nouveau procès s'était ou-

vert, en septembre, à Téhéran. Chacun en espérait, sinon l'acquiescement, du moins une réduction de peine. D'autant que, selon ses avocats, M. Hofer s'était converti à l'islam, et que lui-même avait affirmé, lors de son premier procès, qu'il était disposé à épouser sa compagne iranienne, dont seul le prénom, Vahideh, a été rendu public. Son avocat, Malekhoushang Qahhari, cité par l'agence Associated Press, a affirmé qu'il allait porter l'affaire devant la Cour suprême. « Je suis surpris. Je m'attendais à ce que M. Hofer soit totalement disculpé », a déclaré le juriste. En 1992, un ingénieur allemand, Helmut Szimkus, condamné à mort pour espionnage, avait fini par être gracié.

Cette affaire embarrasse non seulement l'Union européenne, dont les Etats membres avaient fait preuve d'une solidarité sans faille avec Bonn lorsque Téhéran avait déclaré son ambassadeur provisoirement *persona non grata* en avril 1997, après le verdict de Berlin, mais aussi le gouvernement réformateur de M. Khatami. Dès lors que ce dernier prône le respect de la loi et de la séparation des pouvoirs, il pouvait difficilement s'ingérer dans les affaires d'un pouvoir judiciaire qui a un conservateur à sa tête. Le gouvernement allemand a déjà fait savoir que les relations entre Bonn et Téhéran seraient affectées par une éventuelle exécution de Hofer.

Mouna Naim

Human Rights Watch demande la libération de quatre collaborateurs du quotidien « Tous »

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a réclamé la libération « immédiate et sans condition » de quatre journalistes iraniens du quotidien *Tous*, « arrêtés sur ordre d'un tribunal de la révolution, le 16 septembre ». L'organisation a exprimé sa crainte que « la vraie raison de l'arrestation de ces journalistes soit de les punir pour leurs activités journalistiques et d'intimider d'autres journalistes ». Mardi 6 octobre, l'agence officielle IRNA avait rapporté que deux hebdomadaires iraniens avaient été interdits de publication pendant 4 à 6 mois par la justice. Quelques jours auparavant, le magazine *Jameeh Salem* (Société saine), avait été interdit pour « diffamation » et pour avoir « insulté l'imam Khomeiny ». - (AFP)

Iran Denies German's Death Sent

A.P. - October 11, 1998

TEHRAN, Iran (AP) -- Iran denied Sunday that an appeals court upheld a death sentence on a German businessman convicted of having a sexual relationship with a Muslim woman.

No new ruling has been issued for the 56-year-old Helmut Hofer, Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi was quoted as saying by the official Islamic Republic News Agency.

Hofer's lawyer and several newspapers reported Saturday that the death sentence against Hofer was upheld by the appeals court.

The denial seems to be an attempt by the Iranian government to mollify Germany, which reacted angrily to news of the verdict.

It could reflect, too, infighting within the fractured Iranian government, where hard-line factions and moderates centered around President Mohammad Khatami are vying for influence. Hard-liners, in particular, control the powerful judiciary.

The Iranian ambassador in Bonn was summoned to the Foreign Ministry to hear a protest over the verdict. German Foreign Minister Klaus Kinkel said the court ruling "inevitably throws a new shadow on both sides' wish to improve relations."

Mohammadi said that Hofer's case has already been presented to

the supreme court. Another court routinely examined the case for possible errors before forwarding it, he said.

Hofer was sentenced to death in January soon after his arrest for having sex with 26-year-old Vahideh Qassemi, a medical student.

Iranian law punishes sex between unmarried Muslims with flogging. If the man is a non-Muslim, he faces the death penalty.

The appeals court had earlier assured German officials that Hofer would be freed because the court was satisfied that he was a Muslim and would marry the Iranian woman.

Iran has been keen to improve its relations with the European Union, especially its top Western trade partner, Germany. Bonn had warned Tehran that if Hofer were executed, relations would sour.

Ties between the two had only recently started to recover from strains caused by a German court's ruling last year implicating senior Iranian officials in the 1992 assassination of Iranian-Kurdish dissidents at Berlin's Mykonos restaurant.

Crise Turquie-Syrie: Damas serait prêt à discuter sur le PKK avec Ankara

ANKARA, 12 oct (AFP) - La Syrie serait prête à un dialogue avec la Turquie sur les mesures à prendre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes turcs) qui se trouve à l'origine de la récente crise entre Ankara et Damas, a rapporté lundi soir la chaîne de télévision turque d'information en continu NTV.

Citant des sources diplomatiques, NTV a affirmé que ce message de Damas avait été transmis aux autorités turques par le ministre des Affaires étrangères égyptien, Amr Moussa, qui était arrivé dans la journée de lundi à Ankara dans le cadre de la médiation de son pays pour désamorcer la crise turco-syrienne.

Le chef de l'Etat syrien Hafez al-Assad a proposé aux autorités turques de discuter ensemble les mesures qui pourraient être prises contre le PKK, selon la même source.

La Turquie accuse la Syrie de fournir un soutien logistique au PKK et d'abriter son chef, Abdullah Ocalan, sur son territoire ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous le contrôle syrien, et menace depuis début octobre ce pays d'actions militaires pour qu'il cède à ses exigences.

C'est la première fois que Damas reconnaît formellement la présence du PKK sur son sol.

Abdullah Ocalan serait toujours en Syrie mais en-dehors de Damas et sous surveillance des forces de l'ordre syriennes, a indiqué NTV.

Après ce message de Damas, la Turquie pourrait assouplir sa position et s'engager à un dialogue avec la Syrie par l'intermédiaire de l'Egypte. Mais elle attend encore des mesures plus concrètes de la part de la Syrie, notamment sur le sort d'Abdullah Ocalan, alias "Apo", toujours selon la même source.

La Turquie exige notamment que la Syrie cesse son soutien au PKK, lui livre son chef et empêche l'infiltration des rebelles du PKK en territoire turc depuis le sol syrien.

La rébellion armée du PKK contre Ankara, lancée en 1984, vise à créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts, selon un bilan généralement accepté.

M. Moussa a proposé pour sa part la mise en place d'un mécanisme de contrôle du PKK sous la supervision de son pays.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, a auparavant déclaré que son pays accueillait "avec intérêt" le message de Damas.

"Nous accueillons avec intérêt le message de Damas", a dit M. Cem, en saluant à l'aéroport M. Moussa, qui avait quitté Ankara à destination de Damas après avoir rencontré le président turc Suleyman Demirel.

M. Moussa a remis à M. Demirel un message de Damas indiquant que la Syrie "essaye de répondre aux préoccupations de la Turquie concernant son soutien au PKK", selon M. Cem, sans autre précision.

Mais il a aussi souligné: "Notre expérience avec la Syrie dans le passé nous rappelle qu'il faut être prudent. Pour nous, ce qui est important, c'est l'action et non les paroles". "Nous exigeons l'arrêt du soutien accordé à la violence séparatiste", a-t-il réaffirmé, en allusion au PKK.

M. Demirel a, quant à lui, indiqué que M. Moussa avait apporté un "message concret (...) qu'il faut examiner", sans autre précision.

Aucune confirmation ou démenti n'a pu être obtenu de sources officielles turques peu avant minuit.

"Il existe bien sûr une possibilité de régler la crise et nous avons espoir d'avancer positivement et d'oeuvrer rapidement afin de la dépasser", a déclaré M. Moussa à Damas, après un entretien avec son homologue syrien Farouk al-Chareh.

Pour sa part, M. Chareh a qualifié de "bon début" les résultats de la visite de M. Moussa à Ankara. "Des efforts sont nécessaires ainsi que les bonnes intentions des deux parties (syrienne et turque). Nous espérons parvenir aux résultats escomptés", a-t-il affirmé.

EU membership worth \$24 billion to Turkey

Ankara - Turkish Daily News

Should Turkey become a full-member of the European Union, it would benefit from various funds that would amount to over \$24 billion annually, according to a research published by Ragip Sahin, an expert at the State Planning Organization (SPO).

Sahin, in his research titled "European Union Budget: Funds and Full Membership of Turkey," claims that Turkey would be eligible to receive about 6.4 billion ECUs in agricultural funding and 5.75 billion ECUs in funding for other structural projects. These two figures, both of which are based on individual projects that Turkey has yet to initiate, would add up to more than \$14.823 billion dollars.

The writer cautioned that this sum could only be claimed by Turkey if the country is well-informed on which sources it can use and if it can formulate new projects that meet EU standards.

In parallel to those funds, the Anatolia news agency is quoted as saying that Turkey, once a member of the European Union, would benefit from a net sum of 8.32 billion ECUs (or \$10.15 billion). This would be a sum given to Turkey independently of decisions of the European Parliament, the only elected body of the Union independent of a veto from any EU member.

Figures used in the research are based on data from the last two years and estimate Turkey's contribution to the EU budget at around 3.83 billion ECUs (\$4.67 billion).

Les Kurdes, « un peuple assassiné »

La Communauté urbaine vit à l'heure kurde jusqu'au 25 octobre. Suayip Adlig, représentant en Basse-Normandie de l'Institut Kurde de Paris, présente une exposition photographique témoignant de la situation de son peuple. Hier soir, Kendhal Nezan, fondateur de l'Institut Kurde est venu inaugurer cette exposition.

« Cette exposition engendre une profonde émotion qui parle à tous ceux qui sont sensibles à la souffrance des peuples, à ceux qui sont attachés aux droits de l'homme et de la dignité ». En inaugurant hier soir l'exposition du photographe exilé Suayip Adlig, le député Bernard Cazeneuve a souhaité « apporter un message modeste mais fort d'humanisme et d'espérance ». Accompagné d'un journaliste kurde, Kendhal Nezan a remercié les trois municipalités qui se sont associées « pour permettre de donner un visage à la souffrance du peuple kurde ». Se réjouissant



La communauté urbaine vit à l'heure kurde.

de ce rapprochement avec le Cotentin, le fondateur de l'Institut kurde plaide pour une religion universelle au siècle prochain, « celle des droits de l'homme ».

Le Kurdistan est un vaste territoire montagneux d'une superficie de 520 000 km². Ses ressources naturelles, notamment

l'eau et le pétrole, expliquent que le pays soit écartelé entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. Le peuple kurde se trouve ainsi placé sous l'autorité de quatre états différents. Pour alerter l'opinion publique, Suayip Adlig a effectué son reportage riche de plus de 140 clichés entre 1980 et

1983, l'appareil dissimulé dans un sac. Ces photos veulent témoigner de ce que peut être la vie d'un peuple sans état, auquel est refusé tout développement, qu'il soit économique ou culturel. Une conférence sur la situation actuelle du Kurdistan s'est justement tenue hier soir au théâtre municipal d'Octeville, après l'inauguration de l'exposition au centre culturel en présence des élus locaux.

Exposition photographique. Jusqu'au 25 octobre : « Les kurdes, un peuple qu'on assassine ». 160 photographies noir et blanc abordant différents thèmes (socio-économique, culturel, portrait...) présentés dans trois lieux: Hall du centre culturel de Cherbourg, Village des enfants d'Octeville, Hall de la mairie de Tourlaville.

Cinéma. « Le mur », de Yilmaz Guney et « Vive la mariée... Et la libération du Kurdistan » de Hiner Saleem. Jusqu'au 13 octobre au cinéma Club 6.

Contacts. Suayip Adlig, 35 rue de la Paix à Cherbourg. Tél. 02 33 93 92 73.

8 octobre 1998
« LA PRESSE DE LA MANCHE »

Musique Kurde au centre culturel



L'artiste Issa a offert un beau récital samedi au centre culturel de Cherbourg.

Dans le cadre des diverses animations organisées par les villes de Cherbourg, Octeville et Tourlaville en témoignage de leur soutien au « peuple Kurde que l'on assassine », le musicien Issa a fait voyager le public de la salle Paul-Eluard du centre culturel de Cherbourg, samedi après-midi. Ce grand artiste a su, avec une sensibilité poignante, faire partager les infinies richesses de la musique de son pays. Nul n'est resté insensible. Garant d'une véritable authenticité de la musique Kurde, Issa a su, avec ses notes, éveiller nos consciences face au drame que vit le peuple Kurde.

La musique, une fois encore, à prouver qu'elle était universelle.

More Nations Try to End Turkey-Syria Dispute

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Foreign Minister Kamal Kharrazi of Iran held talks here Friday with Turkish officials in a bid to defuse the mounting crisis between Turkey and Syria over Kurdish rebels. Saudi Arabia also was reported to be joining the effort to resolve the dispute.

Turkey issued an ultimatum to Syria this week demanding that Damascus expel Turkish Kurd rebels from its territory or "face the consequences."

Turkish reports suggested that air strikes on suspected rebel bases in the Syrian-controlled Bekaa, the

valley in eastern Lebanon, were possible.

As Syria denies the accusations, Turkey's warlike rhetoric has raised fears of a regional conflict.

Mr. Kharrazi held talks with his Turkish counterpart, Ismail Cem, and President Suleyman Demirel.

Meanwhile, Prince Abdullah ibn Abdulaziz of Saudi Arabia telephoned the Syrian president, Hafez Assad. The Syrian presidential spokesman, Joubran Kourieh, said Prince Abdullah and Mr. Assad discussed developments in the region.

The London-based newspaper Al

Hayat said Friday that the prince would visit Syria and Turkey in a new mediation effort to solve the crisis.

Saudi Arabia has close ties with both Syria and Turkey. Ankara has millions of dollars of investment in various sectors in Saudi Arabia.

Turkey has threatened military action against Syria unless Damascus immediately ends its support for the Kurdish Workers Party which is fighting for self-rule in southeastern Turkey.

Syria denies helping the rebels, and Mr. Assad has called for dia-

logue.

Al Hayat said Prince Abdullah would travel to Syria within two days.

The reported Saudi effort follows other mediation initiatives by President Hosni Mubarak of Egypt and Foreign Minister Kharrazi of Iran, whose country currently heads the Organization of the Islamic Conference. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD
TRIBUNE,
OCTOBER 10-11, 1998

Les Kurdes : un peuple déchiré

Suayip Adlig n'a de cesse de se battre contre le sort infligé à son peuple. Représentant en Basse-Normandie de l'Institut kurde de Paris, il organise un ensemble de manifestations témoignant de cette situation.

L'inauguration vendredi dernier au centre culturel de Cherbourg de la troublante exposition « Les Kurdes, un peuple qu'on assassine » était forte d'émotion. Face à cette tragédie, M. Cazeneuve et le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, ont exprimé leur émoi.

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », cette très célèbre formule pour laquelle tant de nations se sont battues pour se libérer du joug des grands empires, est toujours d'actualité. Encore aujourd'hui, des peuples entiers sont écartelés, massacrés, condamnés à se taire et à se soumettre. C'est toute l'histoire des Kurdes, « ce peuple qu'on assassine », dont le sort a été scellé en 1923 avec le Traité de Lausanne. Partagé entre la Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak, le Kurdistan n'avait même pas pu se prononcer sur son destin.

Alors, vendredi dernier, l'inauguration de l'ensemble des manifestations qui rendent compte de la situation de ce peuple était remplie d'émotion et de compassion. C'est au nom de la liberté d'expression

et de tous les droits de l'Homme que Suayip Adlig se bat contre le sort qui a été infligé à son peuple. Dans le hall du centre culturel de Cherbourg, il nous montre ses émouvantes photographies dans lesquelles « on a vu le visage de femmes qui portaient leur fardeau » et

où « on perçoit la tragédie et le poids de cette histoire », dit M. Cazeneuve. « Cette exposition parle d'elle-même. Elle est sublime d'émotions », ajoute-t-il.

Mais c'est grâce à ces images, estime Kendal Nezan, qu'« un peuple qui souffre à des milliers de kilomètres de nous est avec nous ». Le XX^e siècle est certes « un siècle de génocides » mais c'est aussi, ajoute-t-il, « le siècle du rapprochement des Hommes ». Grâce au développement des moyens de communication, le combat pour « les valeurs communes, universelles des droits de l'Homme qui créent des liens forts entre les

peuples et les ethnies est un combat qui nous uni ». Mais le président de l'Institut kurde de Paris déplore qu'« un pays



Suayip Adlig n'a de cesse de se battre contre le sort infligé à son peuple.

comme la France, qui se bat pour la démocratie et pour la transparence de ses institutions, puisse vendre des armes à des pays non démocratiques car se sont des peuples entiers comme les Kurdes qui en font les frais ».

Cherbourg, au Village des enfants d'Octeville, rue Victor-Hugo, et à l'hôtel de ville de Tourlaville, avenue des Prairies.

Ch. G.

L'exposition de Suayip Adlig est présentée jusqu'au 25 octobre au centre culturel de



Vendredi dernier, J.-P. Godefroy, B. Cazeneuve, K. Nezan et C. Carrer ont admiré l'émouvante exposition de Suayip Adlig.

TURQUIE Le monde arabe, quelle déception !

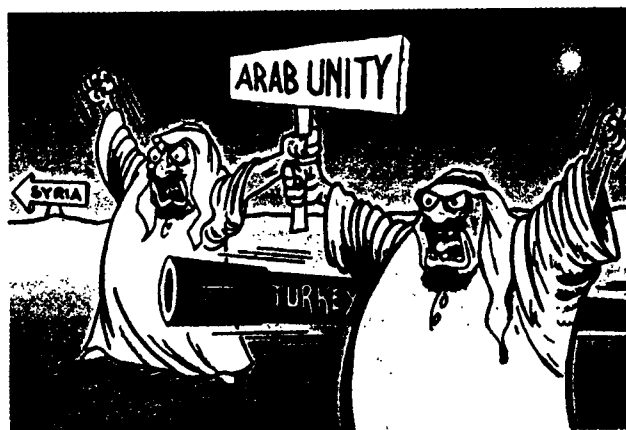
SABAH

Istanbul

La remontée brutale de la tension entre la Turquie et la Syrie nous contraint à nous interroger sur l'amitié existant entre notre pays et les pays arabes. Hier, un haut responsable des Affaires étrangères se plaignait en ces termes : "Les pays arabes n'ont jusqu'à maintenant manifesté aucune solidarité avec la Turquie. Sur la scène internationale, ils ne nous ont jamais apporté le moindre soutien à propos des questions importantes, comme Chypre... Pas un seul pays arabe n'a condamné jusqu'à maintenant, même de façon formelle, l'assassinat gratuit de femmes et d'enfants pratiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK]." Il ajoute : "Durant les soixante-quinze années de la république, nous avons eu, même avec la Grèce, des périodes d'excellents rapports. Malheureusement, il n'en est pas de même avec les pays arabes. On peut même dire que ce sont eux qui ont conduit une politique anti-turque de la manière la plus constante et vigoureuse. Cette attitude hostile a fini par réduire à néant nos rapports avec eux : nos échanges commerciaux sont aujourd'hui insignifiants et, avec l'arrivée du pétrole du Caucase et d'Asie centrale, le pétrole arabe perd toute son importance. Par conséquent, les Arabes se trouvent dépourvus d'un levier essentiel dans leur stratégie contre la Turquie. On ne peut s'empêcher de se demander aujourd'hui : qu'avons-nous reçu des Arabes qui nous pousserait à éprouver de la sympathie pour eux ?"

Ce sentiment est depuis longtemps très répandu à Ankara, dans les milieux diplomatiques, politiques et militaires - à cause d'un sentiment de déception. La Turquie s'est efforcée, au début des années 80, de dynamiser les rapports turco-arabes en réduisant au strict minimum ses rapports avec Israël. Pourtant, c'est à ce moment-là que les pays arabes ont commencé à garder un silence approuvateur envers la Syrie, qui utilisait le PKK face à la Turquie. Dans ce contexte, la Turquie s'est rapprochée

Depuis la fin septembre, la Turquie menace la Syrie d'une intervention armée. Le soutien de Damas au mouvement séparatiste kurde n'est pas la seule raison de cette soudaine tension. Pour "Sabah", quotidien d'Istanbul, les pays arabes ont toujours mené une politique antiturque.



Syrie. Unité arabe. Turquie. Dessin de Stavro paru dans The Daily Star - ISTANBUL

d'Israël, et ce fut le bon choix. La coopération et l'alliance avec Israël n'excluent pas forcément les bonnes relations avec le monde arabe. Mais il appartient désormais au monde arabe d'aider la Syrie à se faire rayer de la liste des pays terroristes.

La réaction turque actuelle peut paraître soudaine. Pourtant, elle ne l'est pas. Le bilan de quatorze ans de conflit avec le PKK s'élève à 40 000 victimes. Ankara ne pouvait plus laisser la situation pourrir davantage. Le dernier discours de Mesut Yilmaz [Premier ministre turc] à l'Assemblée nationale peut se résumer ainsi :

- la Syrie foule au pied le droit international ;
- elle continue à soutenir le PKK ;
- cette logique induit indirectement un état de guerre contre la Turquie ;
- de là découle un droit de légitime défense ;
- malgré tous ses efforts, la Turquie estime que le recours aux moyens diplomatiques et politiques est épuisé.

Sa conclusion est sans appel : "Il est plus que temps de mettre un terme aux menées obscures de la Syrie."

L'espoir [de règlement pacifique] est mince, car la raison d'être essentielle du président syrien Hafez el-Assad est le terrorisme. Onze organisations terroristes ont aujourd'hui leur

siège à Damas. La politique extérieure syrienne repose principalement sur la terreur. Cependant, lorsqu'il se trouve acculé, El Assad peut être amené à lâcher du lest. Certains disent qu'Apo [surnom du leader du PKK, Abdullah Ocalan] pourrait ainsi bientôt réapparaître en Libye. Dans ce cas, le dialogue pourrait-il reprendre entre Ankara et Damas ?

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir auprès des milieux officiels turcs, en voici les conditions : expulsion d'Abdullah Ocalan et prise de mesures concrètes prouvant l'arrêt de tout soutien au PKK... Alors seulement pourraient s'ouvrir entre les deux pays des pourparlers, avec un seul ordre du jour : combattre la terreur. Nous ne permettrons pas que soit abordée une autre question qui puisse nous détourner du vrai problème. Pour le moment, aucun signe ne permet d'affirmer qu'un dénouement est proche. On ne sait pas si El Assad finira par céder. Mais on sait qu'Ankara poursuit des préparatifs dans le cas où celui-ci ne bougerait pas d'un iota. La Turquie se trouve donc à un moment critique. Elle doit être très attentive à plaider sa cause face à l'opinion publique, qu'elle soit arabe, européenne ou américaine. Car les opérations médiatiques sont aussi importantes que les préparatifs militaires, et chaque pas effectué sans que l'opinion publique mondiale n'y ait été préparée comporte le risque, pour la Turquie, de n'être pas comprise et de se retrouver par conséquent isolée.

Nasun Comal

Turquie-Syrie, Iran-Afghanistan : les nouvelles lignes de fracture

AL HAYAT

London

La Syrie n'a jamais eu de "politique turque". Il y a depuis longtemps entre les deux pays un ressentiment lié à l'irréductibilité syrien vis-à-vis du sandjak [territoire] d'Alexandrette* [Iskenderun], un différend à propos de l'aménagement de l'Euphrate et des interprétations divergentes du problème kurde. Pourtant, Damas n'a jamais accordé à Ankara un atome de l'attention portée à Beyrouth, à Amman, à l'OLP, ou à Bagdad : la Syrie considérait que ses vrais problèmes étaient à l'est et à l'ouest, et non au nord ni au sud. Et, si l'on peut parler de "politique syrienne" de la part de la Turquie, elle ne fut jamais une entité indépendante. Quand Ankara, à la fin des années 50, massait ses troupes à sa frontière sud, les Syriens faisaient alors office de "substituts" d'une Union soviétique qu'on ne pouvait atteindre directement. Bien sûr, après l'effondrement de l'empire soviétique, tout changea. Et, pourtant, les Turcs ne se soucièrent guère de déterminer une ligne diplomatique particulière vis-à-vis de la Syrie : ils avaient à gérer leurs relations avec tout un monde turcophone, révélé au grand jour par l'effondrement de l'URSS ; il y avait aussi l'Iran et l'Irak, et c'étaient là autant d'axes plus inquiétants

pour Ankara que la Syrie. Pendant ce temps, l'Iran de Khomeiny se préoccupait de l'Irak, des Libanais et des Palestiniens, voyant dans l'alliance avec Damas un moyen d'étendre son influence. Il est vrai que Téhéran ne s'est jamais désintéressé des Afghans ni de leur guerre contre les Soviétiques et devait ultérieurement se préoccuper des chiites d'Afghanistan. Mais il demeure que l'Iran a toujours regardé beaucoup plus vers l'ouest que de son côté oriental, ainsi que l'a démontré la guerre contre l'Irak dans les années 80, une guerre qui devait dessiner les contours de la société et de la politique en Iran. Et c'est à la suite de cet intérêt manifesté par l'Iran en direction de l'ouest que se sont définies les orientations des mouvements fondamentalistes au Proche-Orient arabe, la meilleure illustration en étant la guerre ouverte entre le Hezbollah et Israël au Sud-Liban.

Aujourd'hui, tout cela est en train de changer. Et de cette évolution, si elle devait se poursuivre, pourraient résulter des bouleversements non moins fondamentaux que ceux provoqués par l'Egypte, il y a vingt ans, lorsque Le Caire signa les accords de Camp David, changeant ainsi la donne dans toute la région. Désormais, la Syrie se doit de porter une attention soutenue à son voisin turc. La Tur-

quie, à son tour, devra se préoccuper de son voisin du sud, la Syrie ; et, de même, l'Iran doit désormais se concentrer sur sa frontière est et son voisin afghan. En contrepartie, l'Egypte, dont la diplomatie s'évertue à colmater les brèches, tente de ramener la région à la situation qui prévalait auparavant.

Pour les Palestiniens et les Israéliens, ces métamorphoses, observées dans leur ensemble, laissent envisager une plus grande capacité à échapper aux pressions extérieures et ainsi à saisir l'occasion de parvenir au règlement tant promis. Pourtant, la lecture faite par Israël de ces événements persiste à établir arbitrairement un lien entre ces conflits et son propre différend avec les Arabes, ce qui ne sert aucunement la recherche d'un règlement. Les mises en garde exagérées d'Israël vis-à-vis de l'Iran appartiennent à une autre époque et trahissent un aveuglement devant les nouvelles préoccupations afghanes de Téhéran. Le ton provocateur, voire profondément idéologique du Likoud, ne fait que rendre plus difficile la nécessaire distinction entre le conflit israélo-palestinien et toutes les ramifications nationales et régionales qui ne s'y rattachent pas directement. **Hazem Saghîé**

* En 1938, la Turquie occupe le sandjak d'Alexandrette, qui faisait partie de la Syrie.

Le président turc parle "israélien"

Pour le journal libanais (prosyrien) *As Safir*, le discours des dirigeants d'Ankara ressemble aux diatribes des Israéliens.

L'alliance israélo-turque commence à porter ses fruits plus tôt que prévu. Le président turc, Süleyman Demirel, utilise le même langage que le chef du gouvernement extrémiste israélien, Benyamin Nétanyahou. Il

déclare, lui aussi, la guerre à la Syrie. Les expressions utilisées sont pratiquement les mêmes. *"Nous nous réservons le droit de riposter contre la Syrie."* *"Je déclare devant la communauté internationale que notre patience est à bout."* *"Toutes les mesures nécessaires seront prises à l'égard de la Syrie en cas de besoin."*

Pourquoi Demirel utilise-t-il le même langage que Nétanyahou ? Pourquoi tente-t-il d'aller plus loin qu'Israël dans son hostilité à l'égard des Arabes, en menant son pays à la guerre ? Les observateurs n'auront aucune difficulté à estimer l'ampleur des problèmes politiques et économiques auxquels fait face Ankara. Il s'agit d'un régime

empêtré dans plusieurs guerres civiles internes et engagé sur plusieurs fronts. Les dirigeants turcs civils, uniquement dans la forme, ne sont pas meilleurs que les militaires, qui prennent toutes les décisions à Ankara en matière de politique intérieure ou de politique étrangère.

Le pouvoir d'Ankara ne reflète pas les aspirations de la majorité des Turcs, qui ont donné leurs voix, lors des élections, à un parti plus conforme à leurs valeurs islamiques et à leurs intérêts [référence au Refah, parti islamiste aujourd'hui dissous].

Talal Salman - *As Safir* - Beyrouth

DU 15 AU 21 OCTOBRE 1998

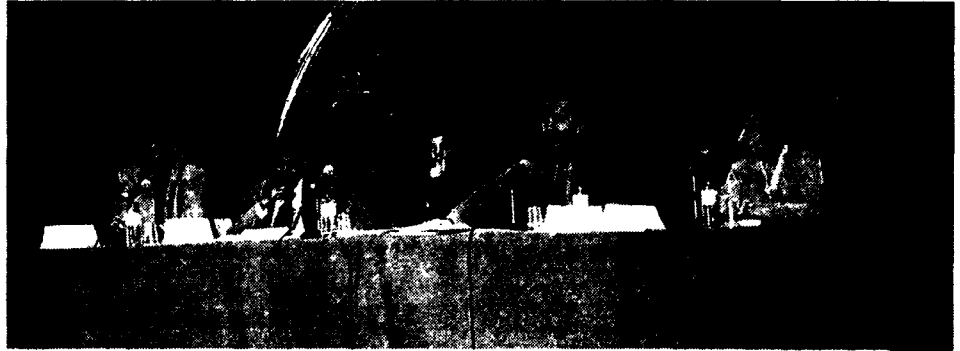
Corrier INTERNATIONAL

La question kurde : « Une immense tragédie humaine pas très connue »

Vendredi soir, une conférence était organisée au théâtre municipal d'Octeville sur le thème : la situation actuelle du peuple kurde. Une réunion qui donna lieu à un débat houleux avec des Turcs présents dans la salle.

Le peuple kurde a une histoire très riche et très tourmentée qui remonte à la nuit des temps. La légende veut même que, vers 4.000 ans avant Jésus-Christ, l'arche de Noé ait achevé son odyssée sur le sommet du Cudi, dans l'Irak actuelle, et que de ce site Melik Kurdim ait créé un langage, le Kurdim et une nation. Descendants des Mèdes, héritiers avec d'autres de la civilisation mésopotamienne, les Kurdes ont eu à lutter très tôt contre l'occupant. Il faut dire que leur pays - auquel le nom de Kurdistan a été donné en 1150 - ne manque pas d'atouts.

Irrigué par le Tigre et l'Euphrate, ce vaste territoire montagneux aussi grand que la France est le château d'eau du Moyen-Orient. Si son sol est riche et fertile, son sous-sol ne l'est pas moins puisqu'il contient du pétrole, du charbon, du minéral de fer, du plomb argentifère, du cuivre, de la houille, du chrome et du magnésium. Moins de trois heures après l'inauguration au centre culturel cherbourgeois de l'exposition photographique de Suayip Adlig, instigateur de la manifestation qui a lieu en ce moment à Cherbourg, Tourlaville et Octeville, Felat Dilges, l'un des rares journalistes kurdes à ne pas goûter en ce moment les géolés de Turquie, Joyce Blau, professeur d'histoire à l'Inalco, une jeune traductrice et Kendal Nezan, président fondateur de l'Institut kurde de Paris, étaient au théâtre municipal d'Octeville pour évoquer la situation ac-



Un débat passionnant, mais houleux, vendredi, sur la question kurde.

tuelle du Kurdistan, écartelé depuis le traité de Lausanne (1923) entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Une réunion sous haute surveillance, qui montre bien toute l'acuité du problème : En Turquie, depuis 1924, les Kurdes n'ont pas le droit de pratiquer leur langue. La presse et l'édition en général ? Elle sont totalement muselées. Voir réprimées. « La survie d'une publication kurde en Turquie est de trois ans en moyenne et actuellement, une centaine de personnes sont emprisonnées pour leurs écrits, explique Felat Dilges (qui a fait 4.000 km pour venir témoigner), il est très difficile de travailler dans ces conditions ». Silence gêné dans la salle où un auditoire de quatre-vingts à cent personnes a écouté avec attention les propos des différents intervenants. Dans le fond, des voix - turques - s'élevèrent soudain.

« Et le PKK, vous pouvez nous dire ce que c'est ? », de-

mande un jeune homme.

« Cela signifie le Parti des travailleurs du Kurdistan, il s'est engagé dans la lutte armée contre Ankara depuis 1984 », lui répond très calmement Kendal Nezan. « Ce sont des terroristes, ce sont eux qui détruisent les villages ! », balance son interlocuteur, approuvé par ses voisins. « Dans le monde, le PKK est vu comme un groupe terroriste qui tue des milliers de gens chaque année », surenchérit un autre, très remonté lui aussi. « Nous n'allons pas prendre en otage toute la salle sur

cette polémique, de Gaulle lui-même était un terroriste pour le régime de Vichy, tout ça, c'est de la rhétorique de temps de guerre », rétorque le président de l'Institut kurde de Paris, se déclarant au passage pour une solution pacifique. « C'est le résultat de la terreur d'Etat menée par la Turquie, ce pays aurait pu nourrir toute sa population si elle

n'avait éprouvé le besoin d'avoir une armée aussi importante - la seconde de l'Otan avec 800 000 hommes -, vous-même, vous avez été chassés en Occident par la misère non ? », assène-t-il. Le théâtre de la Butte perd dix de-

grès d'un coup. Les esprits, eux, s'échauffent. Tandis qu'une élue cherbourgeoise, lance un cri du cœur : « J'ai presque honte d'être européenne, trop souvent nos gouvernements restent muets et tardent à protester, nous sommes toujours au Moyen Age et j'en suis profondément attristée ». La question kurde ? « Une immense tragédie humaine pas très connue », selon Joyce Blau. Celle de trente millions de gens qui demandent simplement le maintien de leur identité, politique et culturelle.

C. G.

LA PRESSE DE LA MANCHE », mercredi 14 octobre 1998

Manifestation palestinienne de soutien à la Syrie contre la Turquie

DAMAS, 14 oct (AFP) - Plusieurs milliers de Palestiniens ont défilé mercredi dans le camp de réfugiés de Yarmouk, à l'entrée sud de Damas, pour exprimer leur solidarité avec la Syrie face aux menaces turques d'action militaire.

Les chefs et représentants de dix organisations palestiniennes radicales basées à Damas ont participé à cette marche au cours de laquelle des slogans hostiles à "l'alliance israélo-turque" et aux "menaces turques" contre la Syrie ont été entendues, a indiqué le chef du Front de lutte populaire palestinien (FLPP), M. Khaled Abdel-Majid, à l'AFP.

Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général

(FPLP-CG), Ahmad Jibril, a affirmé dans une allocution que le problème du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurde) n'était qu'un prétexte avancé par la Turquie. "La question est beaucoup plus importante et plus dangereuse", a-t-il estimé.

"La nation arabe doit prendre conscience que le conflit n'est pas syro-turc, mais qu'il se situe entre les Arabes et l'ennemi sioniste", a assuré M. Jibril.

"Les généraux (turcs) n'oseraient pas battre les tambours de la guerre sans l'alliance contractée avec les sionistes sous une égide américaine", a-t-il ajouté, faisant allusion à un accord de coopération militaire israélo-turc conclu en février 1996.

Le PKK est à l'origine de la crise entre Damas et Ankara qui a menacé la Syrie début octobre d'action militaire pour son soutien présumé au PKK.

M. Jibril, dont l'organisation est hostile au président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, a affirmé par ailleurs que le conflit isarélo-arabe ne devait pas être réglé "à la manière d'Arafat qui accepte les conditions sionistes de vente de la Palestine".

Les chefs du Jihad islamique, Ramadan Abdallah Challah et du Fatah-Intifada, le colonel Abou Moussa, ont participé à la manifestation ainsi que des représentants des Fronts populaire et démocratique de libération de la Palestine (FPLP de Georges Habache et FDLP de Nayef Hawtmeh), et du Mouvement de la résistance islamique Hamas.

Ils avaient déjà proclamé, jeudi à l'issue d'une réunion ayant rassemblé dix organisations radicales, leur soutien à la Syrie en affirmant qu'ils étaient prêts à se battre pour ce pays.

"Nous appelons à la mobilisation générale des Palestiniens et à placer tout notre potentiel et les combattants à la disposition des dirigeants syriens, afin de parer à une éventuelle agression", avait indiqué un communiqué du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de Nayef Hawatmeh).

PKK is protected by its financial strength

- From Japan to Canada, the PKK is involved in business in many countries. It establishes joint businesses or becomes partners to the companies owned by Kurds. It collects taxes, and controls the traffic of smuggled electronic goods

Ankara - Turkish Daily News

MUSTAFA ERDOGAN

The Kurdistan Workers' Party (PKK) is involved in business in many countries from Canada to Japan, besides collecting "taxes."

Parallel to directing the trade of smuggled electronic goods in the Middle East, it collects taxes from each type of good entering Turkey through the southeastern border. And in Europe, having established companies and joint business groups, it has a considerable income.

At a meeting organized in Netherlands last month, the PKK collected DM 100 from each of the 120,000 participants, which is equivalent to DM 12 million and TL 2.40 trillion. This amount of money was collected at one occasion. The PKK organizes such meetings every month, even though such large participation is not always reached. Besides the monthly taxes and the regular income, it collects a considerable amount of money from such meetings.

Fields of business in which the PKK is involved range from computer companies to restaurants and markets.

It also establishes partnerships with large companies owned by Kurds. As a result, the PKK directs millions of DM from Germany alone.

A PKK militant arrested in Belgium last month was found with 100 million crowns. In Sweden and the Netherlands, a large amount of money is being collected and sent to the banks or the "headquarters" of the PKK in the Middle East. The PKK is involved in business with organizations in Lebanon and with the Syrian state.

Twenty years of friendship

Syria and the PKK have a deep-rooted relationship dating from 20 years ago. Over the past three decades, Syria has developed close relations with a number of leftist Turkish and Kurdish political organizations in Turkey. It has served as a "host" not only to the PKK but also to the Revolutionary Left (Dev-Sol), Turkish Peoples' Liberation Party-Front Acilciler (THKP-C Acilciler) and the Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army (TIKKO).

But its relations with the Dev-Sol and TIKKO have not been stable. These relations soured shortly, becoming especially controversial following the assassination of Dev-Sol's number two man, Bedri Yagan, and the killing of 12 Dev-Sol members in a safe house in Istanbul in 1992. The Yagan group reached the conclusion that the deaths had resulted from an operation jointly performed by the Turkish and Syrian intelligence. Despite that, those Dev-Sol elements who are members of the Dursun Karatas faction, are still using Syria for their activities.

Syria has maintained a stable relationship with the PKK for 20 years. Two years before the 1980 military coup in Turkey, it entertained the first group of PKK members. And since 1979, it has been acting as a "host" to Abdullah Ocalan, the leader of the PKK. Ocalan has resided both in Syria and in a series of towns in Lebanon.

In Lebanon, the PKK is believed to be carrying considerable political weight, having established good relations with Hizbullah, the biggest organization in the region. In Lebanon, a country dominated by various organizations, there are, along with Hizbullah, organizations such as the Lebanese Socialist Party, Lebanese Ketaub Party, Syrian Nationalist Party, People's Front for the Liberation of Palestine, Democratic Front of Palestine, Hamas, Amal, Al Fatah, Armenian Dashnak Party and Socialist Party of the Druze.

For the Lebanese, these organizations are not only a means of "belonging" politically but also a means of earning a living. Members get monthly payments from their organizations. In exchange for information about other organizations, informants are offered large sums of money. Narcotics trade takes up a very significant place in Lebanon's underworld economy. Hizbullah is said to be dominating that "sector" exclusively. There has been talk of Hizbullah having fields in the Bekaa Valley where plants which are used in the production of narcotics are grown.

In such a political atmosphere, the PKK survives thanks to the relations it has cultivated there and also because the Syrian secret service, Al Muhabarat, condones its presence. The PKK reportedly has good relations not only with all the local organizations but also with the Lebanese administration. But its relations with Hizbullah are definitely the decisive factor. It is common knowledge that no organization can survive in Lebanon unless it forms good relations with Hizbullah. Aware of this fact, the PKK has reportedly established

good connections with the group, even obtaining weapons from them.

By reading the Middle Eastern balances correctly, it is obvious that the PKK has become, in the course of these 20 years, a Middle Eastern organization. It has a considerable place with respect to the inner balances of the Syrian state. The PKK has deposits amounting to trillions of lira in Syrian banks. At the Syrian Commercial Bank alone it reportedly has \$4 billion. Observers note that for this reason it would not be easy for Syria to sacrifice the PKK.

The PKK constitutes a significant source of income for the Syrian economy, because "taxes" collected by the organization, both in southeastern Anatolia and in Europe, as well as the profits earned from commercial activities, are spent and invested entirely in Syria. The PKK also conducts trade in both Syria and Lebanon. The PKK is the leading factor in the electronic goods trade in the Middle East. It accounts for the smuggled tape recorders, TV sets, computers, even pocket phones sold on the Lebanon market -- items which sometimes find their way into Turkey by way of the suitcase trade.

The PKK is also reportedly getting "taxes" from all commercial goods being imported to Turkey legally or illegally from adjacent countries such as Iran, Iraq, Syria and Armenia. As a result of all these "commercial" activities, it manages a very significant amount of financial resources and it uses this as leverage in political bargaining.

Furthermore, the organization deposits all its funds either in Syrian banks or in international banks under the control of Syria.

But political support provided to the Hafez Assad administration seems to be much more important than all of these economic interests. The Assad administration, which maintains its political power with support from 40 percent of the Syrian population, gets an extra 20 percent support from the Shiite Nusayri sect -- a creed which the leading members of the Assad administration share -- and a further 20 percent from Syrian Kurds, who are under the strict control of the PKK. Hence the vital importance the Assad administration attaches to that segment of society. By using these two trump cards, PKK leader Abdullah Ocalan is reportedly able to maintain his relationship with the Syrian administration in balance.

The main pillar keeping the Assad administration in power is undoubtedly the Syrian army. Along with the army, which is controlled by officers belonging to the Nusayri sect, Assad uses the PKK's military power as an element in striking a domestic balance. Some 30 percent of PKK militants are reportedly of Syrian origin. The PKK also has thousands of "militia" among the Kurds living in the northern parts of Syria. In a potential crisis, the militia which the PKK would gather to boost its actual "guerrilla" force could be a significant military force for Assad. The Assad administration also receives support from the Armenians, Christian Palestinians and members of the Druze minority living in Syria.

Turkish Police Detain 550, Bar Pro-Kurd Protest

ISTANBUL, Oct 17 (Reuters) - Turkish security forces on Saturday detained hundreds of supporters of the country's pro-Kurdish party and prevented a protest calling for a peaceful solution to a conflict with Kurdish rebels.

Anatolian news agency reported that riot police detained 550 People's Democracy Party (HADEP) supporters as they arrived by bus near Istanbul's central Taksim Square.

The protest was spurred by recent police raids on party buildings and a Kurdish cultural centre in recent weeks, a spokesman for the Human Rights Association said.

HADEP advocates a peaceful solution to a 14-year-old conflict between Turkish security forces and the Kurdistan Workers Party (PKK), seeking self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast. More than 29,000 people have been killed in the conflict.

A few hundred metres away police earlier detained 23 people staging a regular "Saturday Mothers" protest on behalf of missing relatives, witnesses said.

Most of their relatives are believed to have been killed by the security forces or far-right death squads.

HADEP leader Murat Bozlak and four other senior party members are currently on trial on charges of membership of the illegal PKK. They face minimum jail terms of over 22 years if convicted.

Fantasies About Iraq

The desire of the U.S. Congress to hasten the removal of Saddam Hussein from power is understandable, but throwing money and weapons at Iraq's feeble and fractious opposition will not achieve the intended results.

This month Congress authorized the Pentagon and the State Department to transfer up to \$97 million in U.S. military equipment to Iraq's unreliable opposition groups in the hope that they can somehow overthrow the Iraqi dictator and replace him with a democratic government. The White House must firmly resist any temptation to arm these discredited organizations. There are more useful, less expensive ways to nurture future democracy. They include the broadcasting of independent news into Iraq, which receives modest funding in the new legislation, and the administration's effort

to encourage the development of independent civil associations in Iraq.

Saddam has spent the past two decades building a police state to protect his power. Internal security forces and military units move swiftly to crush opposition. Sending Iraqi opposition groups in their present disarray against this state power would be senseless, and would complicate efforts to maintain the international sanctions. The intended beneficiaries of U.S. support include the Iraqi National Congress, which represents almost no one and has failed to produce results with aid it previously received from Washington, and also the two main Kurdish militias, which have spent more energy fighting each other than battling Saddam.

Some of these groups are almost certainly taking part in a separate set of covert operations against the Iraqi gov-

ernment organized and financed by the CIA. Unfortunately, the CIA still seems to know very little about the internal political life of the Iraqi regime. The agency has devoted most of its efforts to encouraging plots within the military forces. These have invariably been detected by Saddam's closest aides and then manipulated to identify and execute potentially disloyal commanders.

Instead of dreaming about military rebellions, Washington should devote its energy and resources to preventing Baghdad from rebuilding an arsenal of biological and chemical weapons. That work has all but ceased in the face of Iraqi resistance and an erosion of international support.

—THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

TUESDAY, OCTOBER 20, 1998

Tuesday, October 20, 1998

BBC NEWS

World: Middle East

Turkey faces up to Syria again



Turkey alleges that Syria is harbouring Kurdish guerrillas

Officials from Turkey and Syria are due to continue their first face-to-face talks since Turkish accusations that Syria was supporting Turkish Kurd rebels.

After the first round of talks on Monday, the private Turkish television channel, NTV, said Syria handed over information aimed at proving it didn't support the PKK rebels. The television station said Syria provided a list of PKK members arrested in Syria, and also invited officials to visit locations where rebels had been living.



President Suleyman Demirel - warning Syria for the last time

to eliminate such problems."

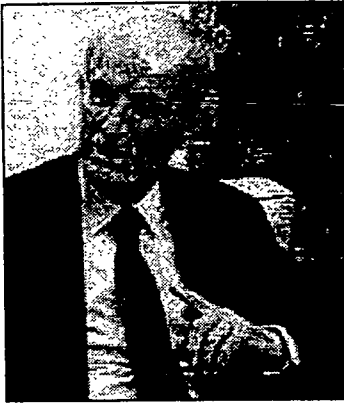
The BBC correspondent in Ankara, Chris Morris, says that many Turkish sources don't think convincing proof will be forthcoming. They believe the PKK has put down deep roots in Syria over a period of several years.

The PKK leader, Abdullah Ocalan, denied on Monday that he was in Syria, saying he was somewhere in Kurdistan without being specific.

But Turkey has made it clear that it is not willing to take the Syrian government at its word. It wants concrete proof that Syrian links with the PKK have been permanently severed.

In a tough speech on Monday, the Turkish president, Suleyman Demirel, said Syria was being given a last chance to co-operate.

"We are trying to persuade Syria for the last time," Mr Demirel said. "The Turkish state is strong enough



President Assad of Syria - has long denied Turkish charges

The government in Damascus argues that Turkey is exaggerating wildly but even while the talks continue, there's no sign that Turkish leaders are toning down their rhetoric.

Our correspondent says the threat of force is still an option that Ankara has not withdrawn and turbulent domestic politics will make it difficult for the government to do nothing if Syria refuses to make any concessions.

Relations between Turkey and neighbouring Syria have deteriorated sharply in the past few weeks, after Turkey suggested it

might take military action against Syria because of its alleged support to PKK guerrillas. The threat raised fears of a regional war.

More recently, in what correspondents called one of the most serious charges in a war of words, Turkey accused Syria of secretly sending army officers to fight alongside the PKK.

Syria has long denied supporting the PKK, and says it wants to resolve the conflict peacefully.

More than 29,000 people have died in 14 years of conflict in Kurdish southeast Turkey, which has often spilled over into northern Iraq.

U.S. Revives Old Dream Of Saddam's Overthrow

Congress Approves \$97 Million for Iraqi Foes

By Vernon Loeb
Washington Post Service

WASHINGTON — A decision by Congress to authorize \$97 million in U.S. military aid to the beleaguered Iraqi opposition has rekindled dreams among Iraqi exiles and former U.S. policymakers of an American-backed war to topple President Saddam Hussein, despite fears within the Clinton administration that the operation would be a fiasco.

With an enthusiastic bipartisan endorsement on Capitol Hill, the Iraq Liberation Act of 1998 envisions an opposition army trained, equipped and financed by Washington that as early as next year would capture lightly defended areas in southern and western Iraq, encourage mass defections from Mr. Saddam's military and ultimately bring down his government.

"In a combat situation, Saddam's control over the forces would collapse," said Ahmed Chalabi, president of the opposition Iraqi National Congress, which is vying for the funds. "We can attract large numbers from the Iraqi Army."

First, however, the plan faces overwhelming odds within the administration, which must approve the spending. Officials say they have no intention of providing the Iraqi opposition with "draw-down" military aid: arms, vehicles and other matériel from existing Pentagon stocks. A government military expert derided the entire plan as "idiocy" and compared the enterprise to the disastrous U.S.-backed attempt to invade Cuba at the Bay of Pigs in 1961.

But proponents and opponents alike say the legislation adds a volatile dimension to the debate about how best to oppose Mr. Saddam, now that support for the economic sanctions that have

been in place since the end of the Gulf War in 1991 appears to be eroding on the UN Security Council and Iraq has ceased cooperating with UN weapons inspectors.

A senior National Security Council official said President Bill Clinton's administration took the legislation seriously and intended to designate one or more opposition groups within 90 days as eligible for military aid, as the bill requires. Under the bill, the administration is authorized, but not required, to provide training and \$97 million in equipment and arms from U.S. military stocks to a group or groups that can demonstrate broad-based representation and a record of support for democracy.

The military strategy for destabilizing the Iraqi regime, sold to leading Republicans and Democrats in Congress by Mr. Chalabi and several former U.S. military officials, has been conceived in part by a retired four-star army general, Wayne Downing, commander of special operations during the Gulf War. General Downing and other backers say the plan depends on U.S. airpower to protect opposition forces from Iraqi airborne and armored attacks.

Last week, the Senate majority leader, Trent Lott of Mississippi, called the legislation "a major step forward in the final conclusion" of the Gulf War. In debate on the Senate floor, he cited previous U.S. efforts to arm insurgents "willing to fight and die for a democratic future" in Asia, Africa and Latin America.

"We can and should do the same now in Iraq," Mr. Lott said, adding that U.S. officials were "beginning to understand the strategic argument in favor of moving beyond containment to a policy of 'rollback.'"

Officials and other veteran policy analysts say they understand the appeal

of armed insurgency, but they stop far short of embracing any plan for using American arms and airpower to bring down Mr. Saddam.

"I think it would be a bloodbath," said Kenneth Pollack, senior fellow for Middle East and military affairs at the National Defense University's Institute for National Strategic Studies.

"It would be criminal for the U.S. to go ahead and back these people," he added. "I think the legislation is idiotic, and trying to force it on the administration is absurd."

Before anyone in the Iraqi opposition gets even a spare tent, the National Security Council official said, there would have to be a serious military plan "that makes sense and passes muster with allies in the region," namely Jordan, Turkey, Saudi Arabia and Kuwait. But "most people are hard-pressed to imagine one of those countries being willing to do that," he said.

A Republican source on Capitol Hill acknowledged the administration's opposition to military aid. Still, the source said, Mr. Clinton's expected signature on the bill would significantly advance America's Iraq policy. The legislation expresses "the sense of Congress" that the overthrow of Mr. Saddam "should be the policy of the United States," the source said, and it makes Mr. Chalabi's Iraqi National Congress the leading contender for military aid.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

OCTOBER 21, 1998

La Syrie relativise l'accord annoncé par Ankara sur les séparatistes du PKK

DAMAS, 21 oct (AFP) - La Syrie a relativisé mercredi l'accord annoncé par la Turquie sur les séparatistes kurdes en ignorant deux points essentiels pour Ankara: l'interdiction d'entrée en territoire syrien de leur chef Abdullah Ocalan et la fermeture de leurs camps.

Damas a simplement fait état d'une "convergence de vues" avec Ankara sur la nécessité d'interdire à partir de leur territoire respectif toute activité qui menacerait la sécurité de l'autre, sans mentionner explicitement la conclusion d'un accord. Dans un compte-rendu des discussions qui se sont déroulées lundi et mardi à Adana, dans le sud de la Turquie, l'agence officielle syrienne SANA n'a à aucun moment mentionné Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

L'agence n'a également pas évoqué une éventuelle fermeture des camps du PKK en Syrie, assurant qu'il n'y en avait pas.

"La délégation syrienne a réaffirmé à Adana que le territoire syrien ne constituait pas un point de départ pour des actes et des activités visant la sécurité de la Turquie et que le PKK est un parti illégal et interdit, qui n'a ni bases ni camps en Syrie, comme il lui est interdit d'exercer des activités en Syrie ou à partir de ce pays", précise SANA.

"Les deux parties sont convenues d'interdire toute activité visant la sécurité et la stabilité de la Turquie à partir du territoire syrien et sur une base de réciprocité. La Turquie, de son côté, interdira toute activité visant la sécurité et la stabilité de la Syrie à partir du territoire turc", selon SANA.

L'agence syrienne, qui a qualifié les discussions d'Adana de "positives et franches", a fait état d'un "mécanisme de travail commun" portant seulement sur l'échange d'informations à travers un "téléphone rouge" entre responsables de sécurité des deux pays ou à travers les ambassades.

Mais l'accord, tel qu'annoncé par la Turquie, prévoit en outre, dans le cadre de ce mécanisme, l'envoi de responsables des deux pays dans les deux capitales.

En annonçant l'accord, le ministère turc des Affaires étrangères a affirmé que la Syrie s'était engagée à interdire d'entrée sur son sol Abdullah Ocalan, à fermer les camps du PKK, à traduire les membres du PKK en justice et à ne plus autoriser leur infiltration vers un pays tiers.

La Syrie a remis à Ankara une liste des membres du PKK arrêtés sur son territoire, précise le texte signé, selon Ankara, par le général Adnan Badr al Hassan, président de la sécurité politique, pour la partie syrienne, et par Ugur Zital, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires étrangères, côté turc.

Le chef de la diplomatie turque Ismail Cem a commenté l'accord avec prudence. Il s'est félicité de l'attitude de la délégation syrienne mais a souligné qu'Ankara "suivra de près l'application de ces engagements".

Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Necati Utkan, a quant à lui précisé que la Turquie maintiendrait son "dispositif militaire" si l'accord n'est pas appliqué.

La crise entre les deux pays avait éclaté début octobre lorsque Ankara avait menacé la Syrie de représailles armées si elle n'arrêtait pas son soutien au PKK. L'Egypte et l'Iran avaient alors effectué des missions de bons offices.

Avant la conclusion du nouvel accord turco-syrien, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait affirmé mardi que le chef du PKK ne se trouvait plus en Syrie mais résidait depuis une semaine à Moscou, précisant que la Turquie avait demandé son extradition.

Ankara s'interroge sur le respect de l'accord conclu avec Damas

ANKARA, 22 oct (AFP) - La Turquie restait prudente jeudi, au lendemain de la conclusion d'un accord avec la Syrie où elle s'engage à cesser son soutien à la rébellion kurde, s'interrogeant sur sa mise en application.

La presse turque, qui s'était laissé aller mercredi au triomphalisme d'une "victoire de la Turquie sur le PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), optait jeudi pour un ton prudent sur la viabilité de l'accord syro-turc.

Désamorçant une crise de trois semaines, la Syrie a cédé aux exigences d'Ankara en signant un accord mardi soir à Adana (sud) dans lequel elle s'engage à arrêter son soutien au PKK, à ne plus autoriser l'entrée sur son sol de ses membres et de son chef Abdullah Ocalan, et à fermer ses camps en territoire syrien.

"L'accord répond dans une large mesure aux exigences d'Ankara, mais ne met pas pourtant fin au problème du PKK", commentait l'éditorialiste du quotidien Milliyet.

Pour le journal Sabah, il faut se demander si la Syrie a bien cédé aux exigences turques, car Damas a dans le passé "oublié" plusieurs de ses engagements envers Ankara. Ce journal estime qu'il faut se pencher maintenant sur le sort du chef du PKK.

Jeudi, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a réaffirmé qu'Ocalan se trouvait depuis plus d'une semaine en Russie, demandant à nouveau son extradition. Moscou s'est borné mercredi à indiquer qu'elle "étudiait" la question de l'éventuelle présence du chef du PKK sur le sol russe.

Les militaires, qui ont été les premiers à mettre en garde la Syrie avant même que la crise n'éclate début octobre, estiment que la Turquie doit rester sur ses gardes.

Le général Dogu Aktulga, commandant des armées de la région égéenne (ouest), a souligné que l'accord "pourrait faire partie d'une tactique syrienne visant à empêcher provisoirement une intervention militaire turque". "La Syrie semble se conformer à nos demandes mais il ne faut jamais se laisser bercer par leur promesses", a-t-il dit, cité par la presse turque.

En privé, d'autres responsables militaires n'hésitent pas à dire qu'il faut maintenir la pression sur la Syrie jusqu'à ce qu'elle se conforme entièrement au respect de l'accord.

En avril 1992, déjà, les deux pays voisins avaient signé un protocole prévoyant l'interdiction par Damas des activités du PKK en Syrie et au Liban. Un mois plus tard, un camp d'entraînement du PKK dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, à Héloué (2 km de la frontière libano-syrienne), avait été fermé.

Ankara a cette fois insisté pour pouvoir vérifier sur place si ses exigences seront bien respectées. L'accord turco-syrien prévoit la mise en place d'un mécanisme de contrôle pour vérifier l'application de ces engagements, avec l'envoi par les deux pays dans leur capitale respective de deux responsables.

En commentant mercredi cet accord, le chef de la diplomatie turque Ismail Cem a préféré la prudence. "Ankara suivra de près l'application de ces engagements", avait-il déclaré, laissant entendre que l'affaire n'était pas close.

M. Yilmaz est revenu à la charge jeudi, posant le respect des engagements par la Syrie sur le PKK comme une condition à "l'établissement de relations de bon voisinage et d'amitié".

Ankara demande à la Russie d'expulser le leader kurde Ocalan *

ANKARA, 22 octobre (Reuters) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a demandé jeudi à Moscou de remettre à la Turquie le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan qui, selon Ankara, aurait trouvé refuge en Russie.

"C'est notre souhait que la Russie (...) fasse obstacle aux activités du chef de l'organisation séparatiste et nous le remette", a-t-il expliqué aux journalistes au sortir d'une réunion de gouvernement.

Ankara croit savoir qu'Ocalan, chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK), s'est réfugié dans la banlieue de Moscou la semaine dernière après avoir quitté la Syrie.

"Il se trouve en Fédération russe depuis plus d'une semaine", a ajouté le Premier ministre. La Turquie menaçait Damas d'une intervention militaire si les autorités syriennes ne cessaient pas d'aider les rebelles kurdes.

Ankara exigeait la fermeture des camps d'entraînement des kurdes en Syrie et l'expulsion d'Ocalan. Mercredi, les deux pays ont annoncé avoir conclu un accord mettant provisoirement fin à leur différend. * Un responsable turc a précisé que le ministère turc de la Justice préparait un dossier sur les "activités criminelles" d'Ocalan. Ce document sera transmis à la Russie accompagné d'une demande d'extradition.

* Glaciales durant la Guerre froide, les relations entre les deux pays se sont améliorées depuis la chute du communisme, mais elles sont désormais marquées par la rivalité entre la Russie et la Turquie, toutes deux désireuses d'exercer leur influence dans la région de la Mer Caspienne, riche en pétrole. * Moscou n'a pas encore confirmé officiellement la présence d'Ocalan en territoire russe. Selon la presse, le leader séparatiste kurde aurait quitté Damas par avion et aurait transité par Larnaca (Chypre) avant d'atteindre la Russie. * Il se trouverait actuellement dans le village d'Odintsovo, près de Moscou.

Turkey to 'closely monitor' Syria's next steps

- Foreign Ministry spokesman Utkan: 'Syria won the war against terrorism'

Ankara - Turkish Daily News

Ankara said it would be "closely monitoring" whether Damascus complies with the agreement reached on Tuesday between Turkish and Syrian officials, despite a diplomatic breakthrough achieved following Syria's promise to cease its support to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and its recognition of the PKK as a "terrorist organization."

"It is Syria that has won the war against terrorism. The Syrian administration decided to choose the way of reason and conscience," Foreign Ministry spokesman Necati Utkan said on Wednesday during a weekly press briefing.

Both Turkey and Syria have averted a possible conflict over Damascus' support for the Kurdish separatists by reaching a historic security agreement approved by senior Turkish and Syrian diplomatic and military officials, according to reliable sources.

"It was a kind of capitulation on Syria's part," a senior Foreign Ministry official told the Turkish Daily News. The Syrian delegation was given "full authority" by President Hafez al Assad.

"They were apparently concerned over the rapid, uncontrolled heightening of the tension on the Turkish side," the same source said. For the last three weeks Turkish leaders have continuously warned Syria against its support of the separatist organization, and there had been military operations along the border.

Foreign Minister Ismail Cem said that Syria had promised to cut its support to the PKK. This was an indication of Syria's indirect acknowledgment that it was providing safe haven for the PKK activities and its leader, Abdullah Ocalan.

Tuesday's agreement was signed between the Foreign Ministry's deputy undersecretary, Ugur Ziyal, and Syrian Maj. Gen. Adnan Badr al Hassan, after lengthy talks held privately in the southern city of Adana.

As a result of the meeting, both countries have agreed to install a direct telephone line between their senior security officials and to appoint two special security officials to each other's diplomatic missions in Ankara and Damascus. The agreement made public by the Foreign Ministry in Ankara also stated that Turkey had suggested Syria set up a system to monitor the suspected terrorist activities in that country, and the Syrian officials reportedly said they would consult with Damascus before responding to that proposal.

Turkey and Syria also agreed to include Lebanon in their activities to struggle against PKK terrorism, and Syria reportedly promised to comply with the terms of the agreement. Utkan said that there would be a tripartite meeting including Turkey, Syria and Lebanon in the near future dealing the precautions against the terrorism.

"We will carefully monitor whether or not Syria complies with the terms of the agreement," Foreign Minister Cem also clarified late on Tuesday.

Utkan told reporters on Wednesday that the Turkish delegation that returned from Adana had had another meeting that same morning. "The document [agreement] is not the end of the efforts but should be considered as a beginning," he said.

The spokesman said that Turkey's proposal for a special monitoring system would be a process requiring "some action." The meeting in Adana would not clarify Syria's attitude on the proposed monitoring system, but it would be a decision left to Damascus.

Another reliable official source who asked not to be identified said that Turkey's objective "was not to punish Syria" for its activities. He also reiterated that Syria's next steps would be closely monitored.

The official said some other senior Turkish diplomats, apart from Deputy Undersecretary Ziyal, were also present at Tuesday's meeting. Among them were "Cenk Duatepe, the current ambassador to Damascus, and Aydan Karahan." All Turkish civilian officials attending Tuesday's talks were senior diplomats who had been appointed to Damascus in the past, the official added.

The same official also said that Turkey's next focus would be on northern Iraq in an effort to clear out the international activities of the PKK.

Foreign Ministry cautious on Ocalan

Foreign Ministry Spokesman Utkan preferred not to comment too much on the latest announcement by Prime Minister Mesut Yilmaz that PKK Chief Abdullah Ocalan had moved from Syria to Russia.

However, Utkan did say that intelligence efforts were "underway" to determine Ocalan's exact whereabouts. Ocalan's previous stay in Syria was one of the main reasons for the recent crisis between Ankara and Damascus.

A senior foreign ministry source commented that Russia may become a "luxury jail" for Ocalan -- an apparent reference to the fact that Turkey may not be irked if he stays in Russia, on the condition that he is prevented from directing his organization.

Commenting on reports concerning the PKK's massive deposits in Syrian banks, the official said, "Ocalan has 'donated' that money to [Syrian President] Assad."

Russia keeps silent

Meanwhile, Moscow remained silent on Wednesday following Yilmaz's announcement Tuesday evening that Ocalan is in Russia.

"We are still waiting for an official statement, but there is nothing yet. Prior to Yilmaz's statement, they [the Russians] said that they had no information on Ocalan's presence in Russia, but since Yilmaz's statement, they have been silent," Ambassador Nabi Sensoy told the Turkish Daily News. Sensoy said that Deputy Undersecretary of the Turkish Foreign Ministry Mehmet Ali İrtemcelik's visit to Moscow was previously scheduled within the framework of a bilateral political consultation mechanism. However, the ambassador did not deny that the Ocalan issue will be on the agenda during the talks. İrtemcelik will stay in Moscow until the weekend.

In addition, the Russian Embassy in Ankara has issued a statement accusing the Turkish press of distorting the real nature of a recent meeting between Yilmaz and Russian Ambassador to Ankara Alexander Lebedev. The statement said that if the press maintains this attitude, the ambassador will have to put an "embargo" on certain reporters.

According to Anatolia news agency, Ocalan is "confirmed" to be staying in the Moscow suburb of Adinovo, 10 kilometers from the city center.

The news agency claimed that the suburb was known for its government facilities, most of which are kept secret and not shown on maps.

Anatolia also added that a group of 200 PKK members and their senior commanders had crossed the border from Syria to northern Iraq within the past week. They were in small groups and crossed the waterway separating Syria and Iraq in makeshift boats, it added.

Appreciation to Egypt, Iran

Spokesman Utkan during the press briefing expressed Ankara's thanks for the diplomatic efforts of Egypt and Iran, which had tried to defuse the crisis with Syria in the past weeks.

According to leaks from the Foreign Ministry, Egyptian President Hosni Mubarak had relayed to Syrian President Assad Turkey's "determination to do anything to persuade the Syrian side to abandon its help to the PKK."

Utkan said Turkey and Syria had "extended their hands to each other in a friendly way," adding that Turkey was eager to "shake Syria's hand."

Utkan also passed along Turkey's thanks to all Arab and Muslim countries for their sincere efforts in defusing the crisis.

Meanwhile, although there was no official statement from the Egyptian government in Cairo at the time the newspaper went to print, some regional sources said there was an atmosphere of satisfaction following the agreement reached between Ankara and Damascus.

Military precautions still under way

However, Utkan went on by saying that Turkey's military precautions were still "in progress," as Ankara would continue monitoring actions by Damascus. Utkan stated that despite the latest tension that could have involved a military stand off, Tuesday's security agreement was "a document that started a dialogue."

Asked what actions Turkey might take in the future against countries if they were to help the PKK, the spokesman preferred to focus on Damascus, since Syria was proven to have been providing assistance to the PKK for carrying out their activities in that country.

According to Utkan, Syria had recently taken very optimistic steps and had arrested PKK members. It had "provided the list of the people arrested to Turkey" on Tuesday, Utkan said, adding that the list was now "in the hands of the relevant authorities." He however commented

that he did not know the number of the people arrested by Syria, adding that at least their names and past activities had been made available to authorities.



Cem: 'Solution in 15 days'

Foreign Minister Cem, who spoke at the opening of the assembly meeting of the Ankara Industry Chamber (ASO) said the 15-year-long crisis with Syria had been solved within the past 15 days.

Cem said the PKK problem had not ceased to exist with the signing of the security agreement between Turkey and Syria, adding that Ankara would still continue its cautious attitude towards future actions by Damascus.

The Anatolia news agency, quoting a diplomatic source, said on Tuesday that a similar agreement had earlier been signed with Syria to establish a direct telephone line and set up a monitoring mechanism. That agreement had been signed by the late Gendarmerie Forces Commander Gen. Esref Bitlis in 1992 and had been "quite successful."

Hatay: 'A bad joke'

Asked how Syria's claims on Turkey's southern Hatay province would affect bilateral relations, Utkan said that there was not any issue called "Hatay" between the two countries.

"It's a bad joke, and that joke only made the Syrians laugh," said Utkan, who formerly served in a Turkish diplomatic mission in Syria.

Utkan ended his remarks with a quotation from the Bible: "The night is far spent, the day is at hand."

Syria pledges to deny Kurdish rebels access to Turkey

Syria, confirming announcements by Turkey, pledged Wednesday to deny rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK) access to Turkish territory through its own territory, branding the PKK a "terrorist organization."

"The Syrian delegation [to talks with the Turkish side in Adana Tuesday] reiterated that Syrian territories have never been a base for operations and activities aimed against Turkey's security," the Syrian official news agency SANA said.

"The PKK is an illegal and unlicensed party. It has no bases or camps in Syria. It is not allowed to carry out any activity from Syrian territories," added SANA, which is regarded as an official source that usually reflects the government's views.

It said that: "Discussions between the two delegations took place in a positive and frank atmosphere. The Turkish side explained its security concerns, especially in southeastern Turkey."

"Views were identical... Turkey, on the principle of reciprocity, would also not allow any activity that is aimed against Syrian security and stability," SANA said.

It added that the two sides had also agreed on a joint mechanism to exchange information, either through a "hot line" between security officials from the two countries or through each others' embassies.

SANA denied the existence of any other mechanism to deal with the crisis.

Ciller calls Yilmaz a 'psychopath'

- Ciller criticized Yilmaz for his announcement that separatist PKK leader Abdullah Ocalan was in Moscow, saying that this was an example of irresponsibility and that his statement would cause problems in the future and contribute to the PKK's political legitimacy



Ankara - TDN Parliament Bureau

True Path Party (DYP) Chairman Tansu Ciller has said that Prime Minister Mesut Yilmaz "put everything he had on the table like a gambler," adding that Yilmaz's "psychopathic" attitude had caused Turkey's present situation.

Speaking at the DYP parliamentary group meeting, Ciller stated that Turkey had been dragged into a political, economic and foreign policy deadlock and added that there was a mafia-politics-businessman shadow in all privatization bids.

Ciller also criticized Yilmaz for his announcement that separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan was in Moscow, saying that this was an example of irresponsibility and that the statement would cause problems in the future and contribute to the PKK's political legitimacy.

She also said that the government's struggle with gangs was a deception. "I would be dishonest if I didn't support the struggle against gangs. But first of all, let's start with the incidents that have been confirmed. Let us begin with the ministers who have spoken with the mafia," continued Ciller.

The DYP leader added that Yilmaz, who had said that in his struggle against gangs he had lost his best friends, should divulge their names.

She claimed that there had been a significant slowdown in privatization and that recent events that have hurt privatization efforts would cause extreme difficulty when privatization was once again pursued.

Moreover, she asked Yilmaz to explain his relationship with Alaattin Cakici and also to enlighten the public about his five-and-a-half hour telephone conversation with Erol Evcil, who is being sought by the police.

Ciller also said that within the first three months of next year, Turkey would owe \$15 billion in domestic and foreign debt payments; however the government cannot even get a dollar in foreign credit, something that is pushing the country towards an economic disaster.

La Russie a reconnu que le chef du PKK se trouve à Moscou, selon M. Yilmaz

ANKARA, 23 oct (AFP) - La Russie a reconnu que le chef de la rébellion armée kurde de Turquie Abdullah Ocalan se trouvait à Moscou, a affirmé le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, cité vendredi par l'agence Anatolie.

M. Yilmaz a indiqué que la Russie avait reconnu la présence sur son sol d'Ocalan et avait assuré Ankara qu'il serait mis hors d'état de mener des activités subversives, lors d'une réunion avec les dirigeants régionaux de son parti de la Mère Patrie (Anap), précise l'agence.

Le gouvernement turc affirme que le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie en lutte armée contre le pouvoir central) se cache dans la banlieue de Moscou, après avoir quitté la Syrie sous la pression d'Ankara.

Ankara a lancé cette semaine une procédure légale pour obtenir l'extradition du chef du PKK.

Damas s'est engagée par un accord signé mardi à Adana (sud) à cesser son soutien au PKK et à ne plus autoriser l'entrée sur son sol de rebelles du PKK et de son chef.

Alexandre Lebedev, l'ambassadeur russe à Ankara, a suggéré vendredi que le chef du PKK pourrait être extradé s'il se trouve bien à Moscou, même sans accord d'extradition entre les deux pays.

"La Turquie et la Russie ont un accord d'extradition mais il n'est pas en vigueur parce qu'il n'a pas encore été signé. Malgré ce vide juridique, il pourrait y avoir des gestes de bonne volonté", a souligné l'ambassadeur, cité par le quotidien Milliyet.

Ocalan "pourrait être entré en Russie avec de faux papiers", a-t-il dit au journal Sabah. "Je pense que ce n'est pas très difficile pour ces gens de se déplacer d'un endroit à l'autre avec de faux papiers".

"Peut-être a-t-il une douzaine de passeports", a ajouté M. Lebedev. "J'attends des informations de Moscou".

A Moscou, le ministère des Affaires étrangères avait d'abord affirmé n'avoir "aucune information" sur la présence éventuelle d'Ocalan en Russie avant d'ajouter mercredi qu'il étudiait la question.

Paris se félicite de l'accord intervenu entre la Syrie et l'Irak

PARIS, 23 oct (AFP) - Le ministère français des Affaires étrangères a jugé vendredi "heureux qu'un accord soit intervenu entre la Syrie et la Turquie", soulignant qu'il ne lui appartenait pas d'"en juger le contenu".

"Tout progrès dans la lutte contre le terrorisme est une chose positive. Il faut que le dialogue se poursuive et il est important que Damas et Ankara développent plus avant leurs relations de bon voisinage", a déclaré le porte-parole adjoint du ministère François Rivasseau.

"Nous nous réjouissons à cet égard que la mission de bons offices égyptienne ait été une bonne chose, car elle a sûrement contribué à mettre un terme à la tension qui se développait entre les deux pays", a-t-il ajouté.

Cinq détenus kurdes se donnent la mort en s'immolant par le feu

ANKARA, 24 oct (AFP) - Au moins cinq détenus kurdes membres présumés de la rébellion kurde armée de Turquie, emprisonnés pour activités terroristes, se sont immolés par le feu dans des différentes prisons en Turquie depuis le 8 octobre, révèle samedi la presse.

Ces détenus, membres présumés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, sépartiste), en rébellion armée contre Ankara, se sont aspergés d'eau de cologne dans les prisons de Bartin, Diyarbakir, Kahramanmaras, Adiyamann, Canakkale, Burdur, Yozgat et Midyat, selon la même source.

Au moins cinq autres détenus kurdes se sont blessés en tentant de s'immoler par le feu dans ces mêmes prisons, affirme la presse.

Leur acte visait à protester contre l'expulsion de Syrie par les autorités syriennes, sous la pression d'Ankara, du chef du PKK, Abdullah Ocalan, qui résidait depuis 1981 à Damas ou dans la plaine linbanaise de la Bekaa sous contrôle syrien pour diriger la rébellion armée du PKK en Turquie, écrit la presse.

Par ailleurs, une série de prises d'otages déclenchée vendredi par des détenus membres d'organisations d'extrême-gauche dans sept prisons turques, ont pris fin dans la nuit de vendredi à samedi, ont annoncé des avocats, après un accord conclu entre détenus et autorités pénitentiaires de la prison d'Umraniye à Istanbul.

Cet accord, obtenu dans la prison d'Umraniye, concerne également les six autres prisons --Istanbul, Ankara, Bursa, Canakkale, Buca et Cankiri-- et une quarantaine de responsables de prisons qui y étaient retenus en otages ont été relâchés par des détenus, selon l'avocat Muharrem Kopuk, cité par la chaîne d'information en continu NTV.

La fin de ces prises d'otages n'avait pas été annoncée officiellement par les autorités dans la matinée de samedi.

Ces prises d'otages visaient à prévenir notamment le transfert dans une autre prison de quatorze détenus d'extrême-gauche après que les autorités de la prison de Ceyhan (sud) eurent détecté la semaine dernière la présence d'un tunnel creusé par des détenus pour prendre la fuite, selon la même source.

Manifestation kurde à Marseille contre les "provocations" d'Ankara

MARSEILLE, 24 oct (AFP) - Cinq cents Kurdes selon la police, 1.500 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Marseille dans le cadre d'une journée d'action de la communauté kurde en Europe pour protester contre la politique de la Turquie.

Les manifestants ont défilé sur la Canebière, principale artère de la ville, pour dénoncer "les agissements répressifs et les provocations perpétrées par la Turquie".

Ils se sont élevés contre "une escalade de mesures agressives" de la part d'Ankara contre le peuple kurde depuis le cessez-le-feu unilatéral du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) déclaré à compter du 1er septembre.

Une opération de l'armée turque contre la rébellion kurde a fait 58 morts, dont 42 membres du PKK, dans la région de Gevas (est de la Turquie) il y a dix jours.

Les manifestants ont accusé la Turquie d'être responsable du "brouillage", qualifié de "sabotage délibéré", de MED-TV, une télévision kurde par satellite basée à Bruxelles. Ils ont demandé aux dirigeants européens "d'adopter une attitude responsable et de s'engager à défendre la liberté d'expression et le droit international".

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

U.S. to Help Turkey Pay for Pipeline

By Steven Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The Clinton administration, seeking to persuade oil companies to build a pipeline for Caspian Sea oil that suits American interests, said Wednesday it would give Turkey \$823,000 to help plan its portion of the line.

Undersecretary of State Stuart Eizenstat said after three days of meetings with Turkish officials that the Trade and Development Agency, which supports American business projects abroad, would provide the money.

Turkey's minister of foreign trade, Isin Celebi, said another U.S. agency, the Export-Import Bank, had offered an additional \$827,000 in loans to help finance the pipeline. U.S. officials, however, declined to confirm that assertion.

"The idea is to give Turkey financial help to lay the groundwork for this project," said an official in Ankara who was briefed on this week's meetings. "It's to help Turkey prepare a financial package, figure out how to line up financing and firm up details of the route."

Oil companies favor the American-backed pipeline route but believe it would be too costly to build anytime soon. Mr. Eizenstat's announcements were apparently part of a last-minute campaign to make it more economical.

Executives of oil companies active in the Caspian region said Wednesday that they still favor a pipeline route running from Baku, the capital of oil-rich Azerbaijan, to the Georgian port of Supsa on the Black Sea.

The Clinton administration is making a major push for a much longer route that would run across Turkey to the Mediterranean port of Ceyhan. Administration officials say a pipeline along this route would help stabilize the region and serve long-term U.S. interests.

"Overall, Baku-Ceyhan offers the best option from environmental, economic and strategic standpoints," Mr. Eizenstat said Wednesday. "No one should underestimate our determination to make Baku-Ceyhan a reality."

Mr. Eizenstat is one of several top administration officials who are traveling to support the Baku-Ceyhan route. Jan Kalicki, a senior Commerce Department envoy, was in Azerbaijan last the weekend.

President Bill Clinton's special envoy to the Caspian region, Richard Morningstar, and the head of the Trade and Development Agency, are due in Istanbul next week.

The discovery of large amounts of oil and gas under and around the Caspian has attracted dozens of energy companies to what may be the century's last big

bonanza. Because the new nations in the region are unstable and wedged into a strategic region between Russia and Iran, they have also become an arena for big-power competition. The decision on where to build an oil export pipeline could have profound geopolitical as well as economic effects.

Oil companies active in the Caspian, among them Exxon, Pennzoil and the newly merged BP-Amoco, are expected to announce soon which pipeline route they favor.

Officially, they are making only a recommendation to the government of Azerbaijan. Since they will pay for the pipeline, however, their recommendation is likely to be decisive.

A spokeswoman for the oil consortium, Pamela Mounter, said executives hope to recommend a pipeline route next week.

"Our contract calls for us to make a draft recommendation to the Azerbaijani government on a pipeline route," Ms. Mounter said in a telephone interview from Baku. "The deadline is the end of this month, and we hope to meet that deadline."

Published reports suggesting that the companies will not recommend immediate construction of a pipeline across Turkey have set off waves of protest and denial in several countries.

Syria, in Pact With Turkey, Vows to Halt Aid to Kurds

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Three weeks of crisis between Turkey and Syria appeared Wednesday to have been at least temporarily defused by the signing of an agreement between the two neighbors.

According to a text released by Turkish officials, the agreement stipulates that Syria "will not allow the PKK to receive military, logistic or financial

support or to carry out propaganda on its soil," referring to the Kurdish Workers Party.

Turkey had demanded that Syria cease all support for the guerrilla force, which is fighting for a Kurdish homeland in southeastern Turkey and with an eye on other Kurdish areas as well. The Turks also demanded that Syria expel the Kurdish guerrilla leader, Abdullah Ocalan.

The whereabouts of Mr. Ocalan is unclear. He asserted in a telephone interview with friendly journalists last week that he is "in Kurdistan," which could mean either southeastern Turkey or northern Iraq.

Other reports place him in Russia, Cyprus, Iran or Armenia. Some say he is still in Damascus.

"He has been in a Moscow suburb for a week," Prime Minister Mesut Yilmaz of Turkey asserted Tuesday. "We have taken serious initiatives for his extradition."

The Russian Embassy denied that Mr. Ocalan is in Russia.

Turkey set off the crisis this month by

threatening to take military action against Syria if it did not stop supporting Kurdish rebels.

Officials from the two countries met Monday and Tuesday in southeastern Turkey. Syria has not officially confirmed that its representatives signed the accord announced here Wednesday.

"This document should be considered as an agreement which ends the crisis and starts dialogue," said Necati Uktan, a spokesman of the Turkish Foreign Ministry.

"Syria extends its hand of friendship to us. If everything is realized on the framework of the agreement, we will then shake this hand. If we consider the worst scenario and think that this will not be realized, our military measures will be enforced at this stage."

The two countries were brought together in part through negotiating initiatives by President Hosni Mubarak of Egypt.

Bit by Bit, Iraq Emerges From Isolation

Economic Ties Are Growing With Its Previously Hostile Neighbors

By Howard Schneider
Washington Post Service

BAGHDAD — As neighbors in the Middle East, Syria and Iraq have shared little in recent years except a closed border and enmity between their leaders. Yet at this city's international trade center, the Syrian flag is again flying and a freshly painted sign advertises the offices that Syrian trade representatives will soon occupy.

Likewise, Saudi Arabia was a pillar of the coalition that battled Iraq in the Gulf War in 1991, providing the platform from which allied troops drove Iraqi forces from Kuwait. But late last month, for the first time since the war, Saudi companies were back in Baghdad doing business, signing an estimated \$100 million in contracts for food and medicine.

Trading in humanitarian supplies is permitted under strict international trade sanctions that are aimed at forcing President Saddam Hussein of Iraq to give up his programs to develop weapons of mass destruction. But the growing economic ties between Iraq and previously hostile Arab neighbors — even within the confines of the trade embargo — show just how far the country has come in breaking out of its isolation.

Taken with the resumption of oil sales under the "oil for food" program authorized by the United Nations, a thriving smuggling industry and a recent relaxation of government restrictions on trade and private enterprise, such contacts are beginning to ease the suffering of ordinary Iraqis and, by some reckonings, could enhance prospects for the survival of Mr. Saddam's regime.

"What we see now is that the num-

bers are stabilizing" for several health and nutrition indicators, said Philippe Heffinck, head of Unicef's mission in Iraq. "It is not increasing. The idea now is to have the curves go down."

The combined effects of war and sanctions have devastated living standards in a country that a UN official said ranked obesity as its primary nutrition problem before the invasion of Kuwait.

Notwithstanding any improvements in living conditions here, more than half of Iraqi children under five still suffer some degree of malnutrition.

For the middle class, the city's antique and junk shops reflect the cost exacted by rampant inflation and the embargo, full as they are with complete sets of dinnerware and family trinkets that the owners of the shops say have been sold to buy food.

And for the poor, surviving on a government-issued food ration and with little outside income to supplement it, meat has become a luxury and hunger common.

Nevertheless, in small but notable ways, Iraq is beginning to reintegrate with the outside world.

Iranian religious pilgrims, for example, are once again bringing their devotion and their currency to Shiite holy sites in Baghdad and in nearby Karbala and Najaf.

Amid the bustle of central Baghdad, meanwhile, a pharmacist, Imad Jawad, is arranging the importing of a privately financed, for-profit shipment of antibiotics — the first of what he expects will be many such ventures under relaxed government rules meant to overcome shortages through private enterprise.

"This is a very, very new thing" in a country whose strong central government has controlled all pharmaceutical purchases, said Mr. Jawad, who also has started making and marketing herbal substitutes for such common remedies as aspirin.

"It's better. I think many things are changing, and we hope the private sector will be opened."

Bridges and warehouses destroyed during the war have been rebuilt and some key social indicators are beginning to improve.

Malnutrition appears to have peaked, for example, and merchants say that the prices of food staples on the open market are far below their highest point. These related trends are attributed to the oil-for-food program, which allows Iraq to sell limited quantities of oil and use the proceeds to buy food and other essentials, and to local efforts to expand farm production.

The spread of diseases associated with war damage and maintenance problems at Iraq's 210 water treatment plants also has slowed. UN officials say they expect the rates of serious diarrhea and other ailments to begin to drop soon under new efforts to refurbish that system, a key public health step that is also important for the country's eventual economic renewal.

"Things are better, but it's still expensive," said Mohammed Abbas, a corner grocer, explaining that the street prices of staples have swung wildly in recent years. He said that a kilogram (2.2 pounds) of sugar, for example, has cost as much as 1,800 dinars (\$1.50), but is currently about 600 dinars.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 23, 1998

Confront Saddam's Regime With a Viable Kurdistan

By William Safire

WASHINGTON — There are good Kurds and bad Kurds.

The "bad" Kurds — the Kurdish Workers Party, or PKK, headed by Abdullah Ocalan — have been fighting a guerrilla war against Turkey in hopes of breaking off a piece of that country to establish an independent state. PKK headquarters is in Damascus; Syria's dictator, Hafez Assad, provides a base for operations the Turks consider terrorist.

Recently Turkey got tired of allowing Mr. Assad to provide sanctuary and moved forces toward the Syrian border. Mr. Assad was told: Close down Mr. Ocalan's PKK operation or we'll come and get him.

Dictator Assad counted his rusty tanks, compared his forces with those of the fierce Turkish divisions, and chose survival. He kicked the rebel headquarters out of Damascus and denied it had ever been there in the first place. Mr. Ocalan is now living in the village of Odintsovo outside Moscow under the protection of his longtime sponsor, Prime Minister Yevgeni Primakov.

That's power politics. It stands in sharp contrast to impotence politics — the pushmipullyu policy of threatening and backing off that we Americans now conduct against another of that area's dictators, Saddam Hussein of Iraq. He has humiliated President Bill Clinton and Secretary-General Kofi Annan by shutting down inspections, thereby allowing his thousands of scientists time and workspace to develop nuclear and germ warfare.

Without the forces in place to impose his lack of will on Mr. Saddam, Mr. Clinton has come up with a strategy to save face. He is reluctantly going along with frustrated hawks in the United States who hope to put at least some pressure on the dictator by turning to "the good Kurds."

These include Massoud Barzani, the legendary Mullah Mustafa's son, who has been helping the Turks with the PKK, and his main Kurdish rival, Jalal Talabani, whose ties are to Iran. A third Kurd is Ahmed Chalabi, who has little following on the ground but lobbies effectively in the U.S. Congress, which wants desperately for somebody — anybody — to organize an overthrow of Mr. Saddam.

With our "no-fly" zone restraining Baghdad's sovereignty over northern Iraq, we have already created a "virtual Kurdistan" — 3.5 million strong-minded people in a country the size of Austria. Until recently, the factions were foolishly fighting among themselves. Two years ago, Mr. Barzani — promised a better deal from Baghdad than from Washington — let Mr. Saddam's forces wipe out many Talabani followers and Mr. Chalabi's nascent CIA operation.

It's a typical Middle Eastern bottle of scorpions. But this month, the U.S. State Department brought Mr. Barzani and Mr. Talabani to Washington to shake hands, while Mr. Chalabi persuaded Congress to authorize (but not appropriate) \$100 million in an Iraq Liberation Act, which can be dribbled out

as Mr. Clinton sees fit.

Our hawks say: Since we are not about to use our military power against Mr. Saddam, at least let's try something in the overthrow line. He is said to have stomach cancer, and his generals may not want to wait around. Mr. Clinton's aggressive multilateralists say: As long as we are not committing our own forces, we will give it a cushion shot. But don't blame us for a Bay of Pigs.

Does this make sense? In the presence of a threat of mass destruction, and in the absence of a command decision to remove that threat, a half-measure of trying to foment an indigenous coup is better than no measure at all.

Step One is to give the Kurds in Iraq real security: not just a no-fly zone, but a no-go zone. If one Iraqi tank goes over the border of virtual Kurdistan, we should guarantee to send a plane to take it out. Secret winks mean nothing; the Kurds know we have sold them out before. Mr. Clinton should ask for, and Congress agree to, a written security pledge.

Step Two must come from the Kurds: elections soon to a functioning Parliament in their area with the Shiites in the south and Sunnis elsewhere represented, and a unity government with a national leader.

Needed are a legitimate place for Iraqi soldiers to defect to, and a safe base for propaganda broadcast and overthrow operations.

Step Three is a presidential finding for covert action, with close oversight but no second-guessing. Congress just added nearly \$2 billion to the intelligence budget; the CIA can no longer plead poverty or fear of political reprisal.

If this is all we can do, let's do it right.

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, OCTOBER 22, 1998

Des Kurdes manifestent à Berne contre le brouillage d'une télévision kurde

BERNE, 24 oct (AFP) - Environ 1.500 Kurdes ont manifesté samedi devant l'ambassade de Turquie à Berne pour protester contre le brouillage des émissions d'une station de télévision des indépendantistes kurdes, a indiqué la police.

Les Kurdes accusent en effet la Turquie d'avoir brouillé à plusieurs reprises les émissions par satellite de la chaîne Med-TV, télévision privée financée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie en lutte armée contre le pouvoir central), émettant de Bruxelles et de Londres.

Les manifestants, 1.500 selon la police, 2.000 selon les organisateurs, ont déposé une couronne noire en signe de protestation devant l'ambassade turque et ont exhorté Ankara à respecter le droit à la liberté d'opinion.

Ils ont également demandé aux gouvernements européens de prendre position contre les attaques perpétrées contre Med-TV.

Med-TV qui a déjà connu par deux fois des problèmes similaires (décembre 1995 et juillet 1997), jouit déjà de l'appui d'une vingtaine de députés européens inscrits dans un "Conseil de protection de Med-TV", créé l'an passé.

La chaîne kurde qui émet ses programmes en kurde, turc, arabe et anglais, dessert quotidiennement quelque 10 millions de téléspectateurs réguliers d'Europe, Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Accord turco-syrien sur les rebelles kurdes

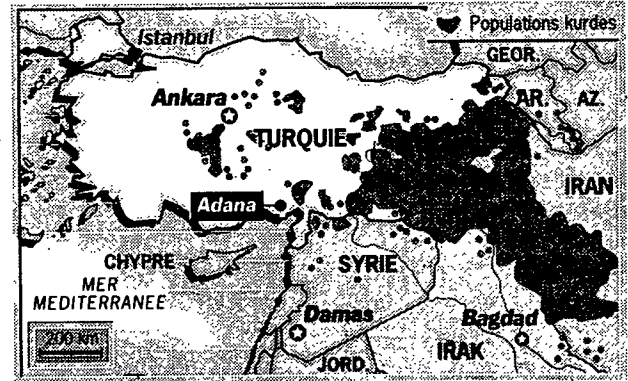
Damas s'engage à ne plus fournir d'appuis au PKK sur son sol. Ankara crie victoire.

22 OCTOBRE 1998



En apparence, la menace a payé. Après trois semaines d'extrême tension, la Syrie a cédé devant la diplomatie v-t-en-guerre d'Ankara et accepté de signer un accord par lequel elle s'engage à priver les rebelles du PKK (séparatistes kurdes de Turquie) d'un appui financier, militaire ou logistique sur son sol. Damas s'est aussi engagé à ne pas permettre à Apo, le chef du PKK, de retourner en Syrie. Reconnaissant que ce parti est une «organisation terroriste», Damas s'est engagé à traduire ses membres en justice et à ne plus autoriser l'infiltration de ses militants vers un pays tiers. La Syrie a, en outre, remis à Ankara une liste des membres de ce parti arrêtés sur son territoire, a précisé hier un porte-parole turc. Jouant la surenchère, la Turquie a fait savoir qu'elle se réservait le droit de recourir à la force si l'accord n'était pas respecté. «La Syrie nous a tendu une main amicale. Si, dans le cadre de cet accord, chaque chose se concrétise, nous serrons cette main. Si on envisage le pire scénario et que nous estimons que cela ne se concrétise pas, nous mettrons alors en œuvre nos mesures militaires», a averti

le même porte-parole. Les médias turcs, volontiers chauvinistes, ont aussitôt exulté. «Damas cède», titrait le quotidien libéral *Sabah*. «La Syrie s'incline», renchérisait le journal populaire *Milyet*. Les médias syriens, eux, conservaient le plus grand mutisme sur ce dénouement, intervenu dans la nuit de mardi à mercredi après quarante-huit heures de tractations secrètes à Adana (Sud-Est turc). L'accord prévoit la mise en place d'un mécanisme de contrôle pour vérifier la mise en œuvre de ces engagements, avec notamment l'établissement d'une ligne de communication directe entre responsables de sécurité turcs et syriens. La crise avait commencé le 1^{er} octobre, lorsque les plus hauts responsables turcs avaient menacé de frapper la Syrie si elle ne cessait pas d'aider le PKK, exigeant la fermeture de leurs camps et l'expulsion de leur chef. L'Egypte, l'Iran et, dernièrement la France, avaient proposé leur médiation. Jusqu'à cet accord, Damas avait farouchement nié tout lien avec le PKK. Demeure que cet accord, qui fait apparaître une Turquie triomphante et une Syrie défai-



te diplomatiquement, ne résout pas tout. «Il n'engage que ceux qui veulent y croire. Certes, il flatte l'opinion publique turque mais, sur le fond, Hafez el-Assad ne cède pas grand-chose. Le PKK est actuellement marginalisé et ses principales bases sont en Irak. De plus, il est inimaginable que des inspecteurs turcs puissent venir contrôler une terre arabe. Quant aux bases du PKK en Syrie, elles pourront être à tout moment réactivées si Assad le souhaite», analyse une source diplomatique française, spécialiste du Proche-Orient. «Assad, en rusé tacticien, a décodé les raisons de cette tension, se gardant de toute

surenchère. En donnant trop d'importance à cette affaire, Ankara lui a fourni une carte qu'il pourra peut-être utiliser dans le véritable conflit qui l'oppose à la Turquie, celui du partage des eaux de l'Euphrate», ajoute-t-il. En avril 1992, les deux pays avaient déjà signé un protocole prévoyant l'interdiction par Damas des activités du PKK. Suite à cet accord, un camp d'entraînement dans la Bekaa libanaise (sous contrôle syrien), avait été fermé ●

JEAN-PIERRE PERRIN

LA LETTRE DE L'UGAB



Samedi 24 octobre 1998

ÉVÉNEMENT

Ayché Zarakolu reçoit le Prix de la Liberté de Publier à la Foire du Livre de Francfort

Témoignage d'une délégation du CRDA invitée à la manifestation

Une intellectuelle turque récompensée en Europe pour son combat en faveur de la liberté et de la défense des droits de l'homme : Ayché Nur Zarakolu, directrice des éditions *Belge*, connue entre autres pour son obstination à lever le tabou du génocide arménien en Turquie, a reçu le 7 octobre le *Prix de la Liberté de Publier*, décerné à l'occasion de la 50^{ème} Foire du Livre de Francfort. Une délégation du Centre de Recherches sur la Diaspora arménienne (CRDA), invitée par les organisateurs, nous livre son éclairage sur l'événement. Témoignage de Jean-Claude Kebabdjian et Raffi H. Araxes.

- LA LETTRE DE L'UGAB. - Cette Foire du Livre de Francfort (50^{ème} du nom) est un évé-

ment au retentissement international indéniable. Le *Prix de la Liberté de Publier* a été décerné cette année à l'éditrice turque Ayché Nur Zarakolu. Quelle signification revêt à vos yeux le prix remporté par Mme Zarakolu ?

- JEAN-CLAUDE KEBABDJIAN ET RAFFI H. ARAXES (CRDA). - Imaginez que devant des centaines de journalistes, durant la conférence de presse du 7 octobre à Francfort, les représentants de la direction de la Foire du Livre, de l'Union des Ecrivains allemands, de l'Union des Ecrivains indiens, M. Ragip Zarakolu (l'époux de Mme Zarakolu) et des journalistes ont évoqué pendant une heure et demie, à une dizaine de reprises, le génocide arménien. Idem pendant la lecture du discours de Mme Zarakolu, faite par son fils Sinan, spécialement venu pour l'occasion à Francfort avec son

père.

Mme Zarakolu était absente, car depuis 1994 elle ne peut obtenir son passeport pour sortir de Turquie. C'est d'ailleurs cette année-là que les époux Zarakolu ont édité la version turque de l'ouvrage d'Yves Ternon (*Ermeni Tabusu*, soit *le Tabou arménien*, voir *La Lettre de l'UGAB* n° 23, 26-02-94) - interdit depuis en Turquie -, à l'origine de l'incarcération de Mme Zarakolu. Toujours en 1994, Ragip Zarakolu s'est vu infliger une très forte amende, à cause de la préface écrite dans ce livre : il a été obligé du coup de vendre son seul bien, un appartement légué par ses parents. La même année, leur maison d'éditions (*Belge*) était plastiquée.

Nous sommes devant une mère-courage, qui est allée jusqu'à éditer un septième livre sur les Arméniens - concernant directement ou indirecte-

ment le génocide arménien -, en publiant même les souvenirs des rescapés. Après avoir été libérée de prison, Mme Zarakolu a édité en compagnie de son époux la version turque des *40 Jours du Musa Dagh*, de Franz Werfel. Le livre a été présenté pour la première fois à Paris, à l'initiative du CRDA, qui a mis par ailleurs ses photos à disposition des époux Zarakolu. A leur retour en Turquie, lors d'un festival organisé près du territoire historique où s'est située l'action à l'époque, Ayché Nur et Ragip Zarakolu ont donné une conférence devant 10 000 personnes : ils ont déclaré que si le lancement du livre, écrit en turc, s'était déroulé à Paris, cela s'expliquait par le fait qu'une partie des descendants des héros du Musa Dagh y vivent aujourd'hui. Par ce geste, ils ont donc voulu tendre la main aux descendants des rescapés.

- Faut-il également voir dans ce prix un message des Allemands, en cette ère de crispation germano-turque ?

- Il est difficile de croire au hasard. Comment expliquer que le premier intellectuel de la Diaspora turque à avoir écrit un ouvrage objectif sur la question arménienne ait été Taner Akçam, qui vit en Allemagne ? Ajoutons que dans toute la Diaspora turque, ce sont les Turcs d'Allemagne qui ont lancé à Francfort l'*Initiative pour le Dialogue entre les Peuples*, une organisation turco-kurde qui commémore officiellement depuis trois ans le 24 avril. C'est également en Allemagne qu'a été créée dernièrement l'*Association turco-kurde pour la Reconnaissance du Génocide arménien*. Enfin, ce sont les Turcs d'Allemagne qui ont décidé de lancer une pétition à l'échelle de toute l'Europe pour la reconnaissance du génocide arménien. Aligner tous ces faits permet de répondre d'une certaine façon à votre question.

L'AFFAIRE DU PASSEPORT

- Pourquoi Mme Zarakolu n'est-elle pas venue à Francfort ?

- Mme Zarakolu a envoyé son époux Ragip pour le représenter, ainsi que son fils Sinan pour recevoir le prix et lire un message de remerciement aux organisateurs. Mais à l'heure de la conférence de presse, le 7 octobre à 14 h 30, nous avons appris que Mme Zarakolu s'est vu délivrer son passeport en dernière

minute. Après un instant d'incrédulité générale, nous avons eu la confirmation de la nouvelle. Les organisateurs ont déclaré qu'ils ne pouvaient procéder à un report de la cérémonie, à cause des 700 personnes invitées, mais qu'une conférence de presse spéciale serait organisée si Mme Zarakolu arrivait jeudi ou vendredi.

Comment a-t-elle reçu son passeport ? Selon des sources très bien informées, sur les interventions conjuguées de la direction de la Foire du Livre de Francfort, de l'Union des Editeurs internationaux, de l'Union européenne, des Nations unies et du ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel en personne, le vice-premier ministre turc Bülent Ecevit a demandé au ministre de l'Intérieur de régler le problème. C'est ainsi que la police a averti durant la nuit Mme Zarakolu qu'elle pouvait retirer son passeport, qu'elle est allée récupérer à la demande expresse du ministère de l'Intérieur.

Mais si elle n'est pas venue, c'est en réalité pour une tout autre raison. Un Mc Donald doit s'ouvrir prochainement juste à côté du bâtiment des éditions *Belge* dirigées par les époux Zarakolu, et les ouvriers chargés de la construction ont creusé... jusque dans le bâtiment de *Belge*, dont un mur s'est effondré, entraînant la destruction d'une canalisation d'eau, ainsi que l'amoncellement de gravats et une inondation dans les locaux des éditions *Belge*. Ayché Nur Zarakolu ayant délégué son époux et son fils pour la représenter en Allemagne, elle a dû rester sur place pour s'occuper des problèmes d'assurance.

- Avez-vous eu écho d'une réaction de Mme Zarakolu ou de son époux à cette distinction ? Et en Turquie, comment l'a-t-on accueillie ?

- Ragip Zarakolu a livré sa réaction durant la conférence de presse, en déclarant que les pressions exercées sur son épouse et lui ne sont rien à côté des conditions terriblement inhumaines dans lesquelles vivent tant et tant de gens en Turquie. Pour les époux Zarakolu, il s'agit là du résultat d'un travail, mené non seulement sur le tabou du génocide arménien, mais aussi sur d'autres. Le moment est venu de lever ces tabous, car tant que ces sujets ne seront pas abordés, estiment-ils, la population turque ne pourra pas développer une pensée saine.

Quant aux réactions en Turquie, certaines furent très intéressantes : je citerais notamment celle du critique littéraire du quotidien *Hürriyet*, présent à

Francfort, qui s'est levé et a félicité Ragip Zarakolu. Le lendemain, il écrivait avoir «ressenti un sentiment de honte en [se] promenant dans la Foire de Francfort». Beaucoup d'autres journaux traditionnels ont consacré une large place à l'événement, en exprimant un malaise à propos de l'affaire du passeport.

- Messieurs les responsables du CRDA, vous étiez invités en qualité de représentants du CRDA à cette Foire du Livre, même vous n'y aviez ni stand, ni livres à vendre ou à exposer. En quel honneur vous a-t-on invité alors à prendre part à cette manifestation ?

- Au premier abord, il pouvait paraître effectivement étrange qu'une délégation arménienne comme celle du CRDA fût officiellement invitée à la Foire du Livre de Francfort. La raison en est la suivante : l'Union des Editeurs internationaux (UEI), dont le siège est en Suisse, est une organisation vieille de 104 ans, qui jusqu'à cette année, n'avait pas pour coutume de décerner des prix. Or, elle a décidé, pour la 50^{ème} édition de la Foire, en ce cinquantenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme, de remettre dorénavant chaque année un prix à l'éditeur qui aura lutté pour la liberté de publier.

Lorsque nous avons appris l'intention de l'UEI de décerner le premier prix à Ayché Nur Zarakolu, nous avons apporté notre modeste contribution à l'événement en envoyant les articles parus dans les presses arménienne, turque, française et italienne sur la base des informations fournies par le CRDA, et en y joignant une lettre exprimant notre émotion.

C'est alors Ragip Zarakolu, au vu du dialogue que nous menons depuis quatre ans avec les intellectuels et démocrates turcs, qui a demandé à la direction de la Foire d'inviter officiellement la délégation du CRDA.

L'émotion a atteint son comble lorsque nous avons découvert un magnifique stand des éditeurs d'Arménie, avec des ouvrages de qualité en couleurs fabriqués à Erévan. Nous avons à notre tour invité la délégation turque, qui a aussitôt établi des contacts de coédition. Le CRDA a offert à Ragip Zarakolu l'édition de *La Question arménienne* qu'il souhaite traduire en turc. ●

*Propos recueillis par
Varoujan Mardikian*

Une vie de sultan pour un mafieux turc emprisonné

ANKARA, 26 oct (AFP) - Le chef présumé d'une bande mafieuse jugé en Turquie, Sedat Peker, mène dans sa cellule de la prison de Bayrampasa à Istanbul, transformée en un luxueux appartement, une vie digne d'un sultan, rapporte lundi la presse turque.

Peker, 28 ans, personnage connu des milieux ultra-nationalistes, était en cavale depuis plusieurs années avant de se livrer en août à la police turque, après plusieurs mois passés en Bulgarie. Jugé pour "formation de bande armée", il est notamment accusé d'avoir donné l'ordre de tuer plusieurs personnes.

La cellule de Peker a été rénovée, avec installation d'une moquette, et repeinte avant même l'arrivée du détenu, selon le journal *Hurriyet*, qui indique que neuf chaînes stéréos, des frigidaires, de nombreux postes de télévision ainsi qu'une multitude d'autres appareils électroménagers ont été livrés à la prison. Une partie de ces appareils ont été distribués aux autres cellules, selon *Hurriyet*.

Des aliments recherchés --fromages français, spécialités turques-- sont servis quotidiennement au chef mafieux, qui ne reçoit pas de visiteurs, selon ce journal.

Ces conditions de détention forment un contraste frappant avec le sort du commun des prisonniers en Turquie. Les prisons turques sont ainsi fréquemment le théâtre de révoltes de prisonniers politiques, avec prises d'otage, pour protester contre les dures conditions de détention.

Ferzan Citici, le procureur général d'Istanbul, cité lundi par l'agence Anatolie, a indiqué qu'une enquête avait été ouverte sur l'affaire.

Dix rebelles du PKK tués dans une opération de l'armée, selon Ankara

DIYARBAKIR (Turquie), 26 oct (AFP) - Dix rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un militaire turc ont été tués dans une opération de l'armée dans le sud-est anatolien, a annoncé lundi la super-préfecture de Diyarbakir.

Les combats se sont déroulés dans les provinces de Mardin et de Sirnak, à la frontière avec l'Irak, selon la super-préfecture, chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

Trois maquisards ont été capturés avec leurs armes à Batman (sud-est), selon cette source.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le PKK a déclaré une trêve unilatérale et inconditionnelle à compter du 1er septembre, immédiatement rejetée par les autorités turques.

Le PKK avait déclaré à deux reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral qui a duré quelques mois, en mars 1993 et décembre 1995. Ils n'avaient pas non plus été reconnus par les forces de l'ordre turques.

.....
THE WALL STREET JOURNAL EUROPE MONDAY, OCTOBER 26, 1998

Turkey Says It Will Pinch Oil Flow Via the Bosphorus

By HUGH POPE
Staff Reporter

ISTANBUL — Turkey has warned it will limit oil-tanker traffic through Istanbul's Bosphorus waterway, putting yet more pressure on oil companies due to decide on which main export route to recommend for future oil exports from Azerbaijan.

"The 4,500 annual tanker transits that we see today will fall as a result" of new measures, said Turkish Foreign Minister Ismail Cem in a statement Saturday. "Turkey will do whatever it legally can to stop the Bosphorus from becoming an oil pipeline. Everyone should know this and make their calculations accordingly. . . . Oil companies must be realistic if they want to avoid big and continuous problems in the future."

The 12 companies of Azerbaijan International Operating Co. — including Amoco Corp., Exxon Corp. and Unocal Corp. — are racing to meet an end-of-October deadline to present the Azerbaijani government with a recommendation for a route for a new export pipeline with a capacity of one million barrels a day. An oil executive close to the consortium said it wasn't likely that the recommendation could be made before Nov. 9 because negotiations continue over final offers for three main competing routes via Russia, Georgia and Turkey.



"It's too early to tell the result," said the executive, who declined to be identified. "But the recommendation is likely to be phrased in such a way that all sides can claim victory: the Georgian route for now, but the Turkish route when oil volumes justify the cost of building it."

The executive suggested that Turkey could help by guaranteeing that the cost of the Baku-Ceyhan pipeline would be capped at Turkey's estimate of \$2 billion, and not rise to \$4 billion as some have estimated. More work could also be done, he said, on proposals for a short pipeline that would bypass the Bosphorus. Such a bypass line

could then also accommodate increasing projected volumes from the Caspian Sea basin arriving at the Russian Black Sea oil terminal at Novorossisk, especially from Chevron Corp.'s and Mobil Corp.'s giant Tengiz field in Kazakstan.

Ideally, however, Turkey wants the pipeline to go over its territory to the Mediterranean port of Ceyhan. For the same strategic and environmental reasons, Washington is conducting a campaign in support of its ally. Turkish officials say regional governments like Azerbaijan, Georgia and Kazakstan are also set to endorse that route at a summit in Ankara on Oct. 29.

Turkey's environmental campaign seems to be bearing fruit. The oil executive close to the AIOC said his company has already ruled out relying on the Turkish straits. "Nobody wants to go through the Bosphorus. It's too big a commercial risk," he said.

Part of the reason is the steady Turkish campaign to limit oil traffic without openly violating the 1936 Montreux convention, which upheld the absolute freedom of commercial traffic long before the days of supertankers. Turkey introduced stricter ship transit rules in 1994 to help protect the 10 million people of Istanbul, many of whom live alongside the 27-kilometer-long waterway, which is just 637 meters wide at its narrowest point.

KDP Official Disputes Reuters Report of Clash with PKK

The Kurdistan Observer
Oct 27, 1998

On Oct 22, 1998, a Reuters report indicated that up to 300 Kurdish guerrillas of the PKK fled Syria for Southern Kurdistan prior to the deal between the Turkish and Syrian governments and that the PKK fighters engaged in clashes with the KDP. This was according to reports from the Turkish military but the report was not confirmed by any independent sources.

The Turkish military sources had suggested that heavy casualties resulted from clashes between the PKK and KDP.

An official member of the KDP who serves the regional Kurdish government in Arbil has now told the Kurdistan Observer that the Reuters' report is completely inaccurate.

In a detailed statement, the official told the KO that "this again is one of those pieces of reporting by the Reuters correspondent in Turkey about things allegedly happening in northern Iraq [Southern Kurdistan], from where their last correspondent had been expelled in July this year for making up imaginary <on-the-spot> stories about places, and events, where he never had set foot on during that stay in the region, and trying to build political

analysis on these <in-the-field> first hand reports".

The official went on to state that "the dispatch from Tunceli, this time, is based on local gossip and snatches from conversations with secondary military and security personnel stationed in Tunceli, some 550 km from the nearest point of Northern Iraq. Additional guessing was obviously inspired by the notoriously speculative and irresponsible Turkish daily media.

To put facts straight: The 200 to 300 PKK-militants and their officers had been waiting since September 18 of this year in encampments near Qamishli and Tel Kotchek in Syria for permission by the Iraqi services to pass into Iraq via the Rabia border point and to proceed to the PKK Mahmur training and refugee camp (for remnants of the Turkish Kurdish refugees originally located in Atrush in the region under control by the Kurdish authorities). From there (and my interviews with dissenters and deserters from this group in September confirm this) they were scheduled to either pass on to PKK camps in Sulaimaniya province under control of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK of Mr. Talabani) while another group of the PKK was supposed to be brought by Iraqi muhabarat cars to the Ain Sifni area, bordering the area controlled by the Kurdistan Democratic Party (KDP of Mr. Barzani), from where they should have infiltrated in smaller groups into that area to carry out the usual sabotage and terrorist activities against the civilian population in remote villages to which the PKK units in Northern Iraq have resorted for lack of strength to mount any meaningful strategic offensive.

The cooperation between the Iraqi services and PKK had been going on since May 1998.

By September, there were obviously some obstacles that prevented the Iraqi muhabarat to continue this cooperation at the scope expected by the PKK. Therefore the freshly trained PKK- militants remained blocked on Syrian territory until last week.

Seeing the great increase of desertion from the PKK units freshly brought to Iraqi

[Southern] Kurdistan and taking into account the increasingly efficient counter measures against infiltration from the Ain Sifni area taken by the

Kurdish authorities since September, and coming under heavy pressure from the Syrian authorities after the Turkish-Syrian row over PKK, the waiting PKK decided to use other ways to proceed to Northern Iraq. The Iraqi muhabarat, on the other hand, had indicated at the end of September that they would oppose any larger PKK groups moving through Iraqi territory as they could be spotted and monitored easily by Turkish and allied services, but had agreed to diversified new ways of infiltration by small groups. Thus some of the waiting freshmen PKK militants crossed the river Tigris (not from Syrian territory, but from Iraqi ground near Khanik, near Zummar and further north), some infiltrated the old way through Agra-Sheikhan (Ain Sifni route), some proceeded to Mahmur.

So far all attempts by the PKK commanders to unify the desperate splattered groups into two or three larger fighting forces before winter sets in and before massive desertion is reducing them further, have not been successful".

Iraqi Kurdish leaders hold talks in London

Tuesday, October 27, 1998
BBC

The two main Iraqi Kurdish leaders have held discussions in London on ways to move a new peace agreement between them forward.

The agreement calls forelections in the Kurdish-administered part of northern Iraq next year.

Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan and Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party said their discussions were cordial and stressed the need for continuing humanitarian aid to the Kurds.

The two leaders met in Washington last month after sporadic fighting between their groups after the Gulf war.

Turkish prosecutors move on Islamit leader-agency

ANKARA, Oct 28 (Reuters) - Legal authorities are seeking to prosecute the head of Turkey's main opposition Islamist party on accusations that he insulted members of a liberal Moslem sect, Anatolian news agency said on Wednesday.

The agency said the Ankara republican prosecutors' office had begun a legal process aimed at lifting the parliamentary immunity of Recai Kutan, head of the Islam-based Virtue Party.

Religious activists have been under legal assault since Islamist prime minister Necmettin Erbakan was forced from office by the secularist army last year.

In the latest case, prosecutors asked the justice ministry to request that deputies scrap Kutan's immunity over comments he made this month about the Alevi Moslem minority.

Kutan has come under fire for describing Syria's ruling Alawi sect as "perverted" during a row between Turkey and Syria over armed Kurdish separatism.

Turkish Alevis, whose beliefs are similar to those of the Syrian Alawites, say they were insulted by the remarks.

Kutan has not been charged with any crime and denies deliberately causing

offence to the 8-10 million Alevi of Turkey. The Alevi are among the strongest opponents of Virtue, supported largely by adherents of orthodox Sunni Islam.

The constitutional court banned former Prime Minister Erbakan from political leadership for five years and outlawed his Welfare Party for sedition in January.

Turks worry as PKK gets ready to adopt more acceptable image

The Guardian News Service, October 28, 1998, by Chris Morris

ANKARA: Turkey has claimed an important victory after forcing Syria to drop its support for Kurdish militants. Tension had been mounting between the two countries for a month, with Turkey threatening to use military force.

Under a deal signed last week, Damascus is to cut off assistance to the Kurdish militant group, the PKK, which had been using Syria to launch attacks across the border into Turkey.

Although Ankara was delighted that its sabre-rattling seemed to have worked, a senior Turkish military official admitted it was suspicious of the Syrian president, Hafez al-Assad: he has been given limited time to live up to his promises.

Even if Syria does sever most of its links with the PKK it is only one battle in a wider war and Ankara has signalled that it will use more aggressive diplomacy in the future to combat the influence of Kurdish groups based abroad.

Turkey's great fear is that after 15 years and more than 30,000 deaths, the PKK's battle may be about to enter a new political phase.

Inspired by the examples of the Palestine Liberation Organization, Sinn Fein and the Basque militant group ETA, some Kurdish activists see their future as a political movement with a more moderate international image.

A meeting last month of a group of Kurdish leaders who call themselves the parliament-in-exile infuriated Ankara. The meeting in the Italian parliament in Rome prompted Turkey to withdraw its ambassador.

A series of parliamentarians from Europe, including a Labour MP, John Austin, have also met the PKK leader, Abdullah Ocalan, in Damascus in recent months.

It was largely pressure from these meetings that prompted the PKK to declare a ceasefire in early September, which Turkey ignored.

There was little Ankara could do about western European contacts with the PKK, so Turkey's army turned its attention to the festering dispute with Syria.

Turkish threats appear to have worked, at least in the short term, but it may be much more difficult to deal with countries further afield.

That notion will soon be put to the test. The Turkish government says Mr Ocalan, who has had a home in Damascus for years, left Syria for Russia more than a week ago.

Russian links with the PKK have grown in tandem with Turkish support for Chechen militants.

Mr Ocalan may have travelled to Moscow via Greece and Armenia, and there are suggestions that he could be back in Armenia before long. That could generate a new crisis with another of Turkey's neighbours.-.

Is HADEP trying to commit suicide?

- Recent events seem to indicate HADEP supporters are doing their best to force authorities to close down their party...

Editorial by Ilnur Cevik



Turkey needs a party or at least deputies in Parliament who can speak up for the rights and needs of the people of southeastern Turkey, who do not feel they are being treated as first class citizens...

The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was one such party, whose deputies misused their parliamentary powers through radical statements and actions and thus were forced out of the system. Now some of the DEP deputies like Leyla Zana are in prison while others live in exile and their party is banned.

Did this do the country a service? Not at all. On the contrary, we feel that the fact that the Parliament overreacted by lifting the immunities of the DEP deputies and throwing them out of the system only helped the cause of the Kurdish extremists, who exploited this, much to the loss of Turkey. At the time we said clamping down on DEP and throwing its deputies in jail was a mistake, and we still believe this is the case.

The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) replaced DEP and tried to fight a political battle, but most of the time HADEP, too, fell victim to the displays of extremists, and its executive often ended up in jail.

HADEP entered the 1995 elections and did very well in many southeastern provinces, but because of the 10 percent threshold in the elections law it could not win seats. So all the seats went to the pro-Islamic Welfare Party (RP), which too has been banned. If the threshold did not exist, HADEP would have won nearly a dozen deputies.

Now with the early elections looming in the air there is talk that HADEP can repeat its good performance at the polls in southeastern provinces. There is even talk that HADEP deputies can enter the elections as independents and thus overcome the national threshold. They could enter Parliament as independents and then regroup as HADEP. As a matter of fact, it is also said that the authorities would prefer HADEP to succeed so that the Islamists do not again win the southeastern seats.

So the future prospects for HADEP seem to be very good. Yet, now we see HADEP members and some executives getting involved in extremist activities, which only invites a radical reaction from the authorities. Sunday was a very sensitive day in Turkey, when national feelings were running high as authorities staged mass rallies throughout the country in support of the Republic on the eve of the 75th year celebrations. It was rather senseless for the HADEP people to stage a violent protest rally in Istanbul to coincide with the march and thus spoil the atmosphere. The demonstrators attacked homes, cars and everything in sight.

We have always said that HADEP has to distance itself from the PKK terrorist organization, but it seems it simply cannot do this. PKK extremists hijack many HADEP events and turn them into violent incidents. Let us hope HADEP officials realize they are playing with fire and stop allowing extremists to exploit their events.

The presence of HADEP deputies in Parliament could well start a process of normalization in the southeast, but for this to happen the pro-Kurdish party has to mend fences with the system. Instead we tend to see a disturbing trend where the HADEP officials are trying to force authorities to ban their party...

27 October, 1998, Copyright © Turkish Daily News

LE MONDE 28 OCTOBRE 1998

EUROPE

■ **TURQUIE** : Reporters sans frontières, l'organisation de défense de la liberté de la presse dans le monde, a protesté contre la suspension, pour un mois, du quotidien prokurde *Ulkede Gundem*, à Istanbul. Dans une lettre au ministre turc de l'intérieur, rendue publique mardi 27 octobre à Paris, RSF affirme que l'article en raison duquel le quotidien a été suspendu « ne contient pas de propos racistes ou xénophobes et n'appelle pas à la haine ». L'organisation souligne que la suspension du journal est contraire à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme, dont la Turquie est signataire.

What About Saddam?

Weapons experts from seven countries have confirmed what American investigators reported months ago: that Iraq loaded deadly VX nerve gas into missile warheads. Iraq had lied about this before United Nations investigators found the warhead fragments. It lied about it again after the discovery, maintaining that U.S. analyses were flawed by anti-Iraq bias.

This is significant because members of the UN Security Council, as well as Secretary-General Kofi Annan, increasingly are proposing to rely on Iraq's promise that it has disarmed, rather than on UN inspection and verification. The VX episode demonstrates once again that relying on Iraq's word allows Saddam Hussein to keep his biological and chemical weapon capabilities. Yet Mr. Annan and others don't see an alternative. The Clinton administration has offered none.

For most of the past year, Saddam has been testing international resolve. With each test, the Iraqi dictator found that he could push a bit harder and the United Nations would not push back. Now nearly three months have passed since he kicked out UN weapons inspectors, and the Clinton administration, which explicitly promised a forceful response, has not responded.

Secretary of State Madeleine Albright insists that Saddam remains "in a box" of international sanctions. But Iraq's neighbors more and more are ignoring the sanctions and trading with

it. And the sanctions do not prevent Saddam, now free of intrusive inspection, from rebuilding his dangerous weapons. To top off this policy disarray, the head of U.S. military forces in the Gulf, Marine General Anthony Zinni, suggests that Iran poses more of a threat than Iraq and that a splintered Iraq could be more dangerous than one under Saddam's command.

Congress this year had a different idea. Its "Iraq Liberation Act" authorized the administration to spend \$97 million arming and training Iraq's anti-Saddam opposition. But the bill does not require the administration to do so, and executive branch officials have made clear that they are not going to act soon. General Zinni reflected the official view when he said he sees no "viable" opposition groups.

There is no question but that such an endeavor should be mounted only following a debate which truly engages the public. Supporting the opposition would commit the United States, at least morally, to offer support if insurgents ran into trouble. But the Clinton administration, for its part, has an obligation to do more than belittle the opposition groups. Until recently, it portrayed Saddam Hussein and his weapons of mass destruction as imminent dangers to the region. If that is no longer true, the administration should explain why not. If it is true, what does Mr. Clinton plan to do about it?

— THE WASHINGTON POST

U.S., Turkey, Israel Plan Maneuvers

OCTOBER 28, 1998

CAIRO — Turkey, Israel and the United States will conduct joint naval maneuvers in the eastern Mediterranean from Nov. 29 to Dec. 3, diplomats said here Tuesday.

The Reliant Mermaid II exercises, which will begin in Turkey's Antalya port and move into international waters, involve air and sea search-and-rescue operations as well as land exercises, an Arab diplomat said.

The exercises are being carried out under a February 1996 Turkish-Israeli military cooperation agreement.

The Turkish ambassador to Cairo, Yassar Yakis, said the military cooperation "is not aimed against a third country in the region," a reference to Syria, which shares borders with both countries. (AFP)

Paris Urges Revival Of UN-Iraq Talks

PARIS — France said Tuesday that the UN weapons inspector Richard Butler should continue his talks with Iraq after studies seeking to prove Baghdad had battle-ready VX nerve gas during the Gulf War were inconclusive.

The Foreign Ministry said the analyses of Iraqi warheads by laboratories in the United States, France and Switzerland did not prove that Baghdad had loaded the deadly gas into missile warheads before the 1991 war.

Of the three reports issued by the UN on Monday, the U.S. study asserted Baghdad had VX shells ready for use in the war, while the French and Swiss reports were inconclusive. (Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY.

THURSDAY, OCTOBER 29, 1998

Selon Reporters Sans Frontières, le liberté de la presse continue d'être bafouée en Turquie

30 OCTOBRE 1998



Après la réunion de l'IPI (International Press Institute), qui a eu lieu à Istanbul les 15-17 octobre, l'association Reporters Sans Frontières a, le 22 octobre, rendu public un rapport intitulé: "Turquie : les atteintes à la liberté de la presse persistent". Selon ce rapport, la liberté de la presse est régulièrement bafouée en Turquie avec l'aval des autorités et au cours des huit derniers mois, 75 % des violences perpétrées contre la presse sont directement imputables aux agents de l'État.

Selon RSF " entre janvier et août 1998, deux journalistes sont morts lors d'opérations policières, cinq ont été torturés, cinquante-huit agressés, menacés ou harcelés et quarante-cinq autres ont été interpellés. Deux journalistes ont été emprisonnés pour des délits de presse". Nonobstant les promesses du président de la République, Süleyman Demirel, qui déclarait récemment vouloir faire profiter ses concitoyens "des fruits de ce phénomène que l'on appelle la pluralité, la libre pensée et la libre opinion", le Conseil supérieur de l'audio-visuel (RTÜK) a prononcé 30 jours de suspension à l'encontre de la radio privée Can. basée à Diyarbakir, pour "diffusion contraire à

l'unité indivisible de la République". De même, les émissions des chaînes de télévision Kanal-D et Interstar et de la radio Milli Gençlik ont été suspendues pour un jour. De son côté, IPI, qui a tenu une réunion avec des parlementaires et journalistes turcs, a invité le Premier ministre turc à tenir ses promesses lorsqu'il avait promis, à son arrivée au pouvoir, "de faire de telle sorte qu'il n'y ait plus de journalistes condamnés pour leurs écrits".

CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

October 1998

Report on Media Repression in Turkey

Article 19, the International Centre Against Censorship, and the Kurdish Human Rights Project has joined forces to publish the report *State Before Freedom: Media Repression in Turkey*. This provides an excellent overview of the many obstacles to a free press in Turkey described as "a myriad of overlapping legislation, by which the state controls freedom of expression, and punishes those who attempt to exercise their basic right to non-violent freedom of expression." The report gives a summary of the political and administrative background which has led to many hundreds of writers and journalists to be prosecuted for their writings since the 1980s. It gives an analysis of current legislation impacting upon free speech, giving a comparison with international and European human rights laws. The cases of PEN Honorary Members, Haluk Gerger, Ragip Duran and Ismail Besikli are used to illustrate the effect of these laws on writers who speak out. The report is essential reading for those who are interested in campaigning for writers in Turkey.

The report is available from: Article 19, 33 Islington High Street, London N1 9LH. Tel: +44 (0) 171 278 9292 Fax: +44 (0) 171 713 1356 Email: article19@gn.apc.org Price: £5.99 + 25% p&p, 50% p&p outside UK.

SYRIA: Nizar Nayuff — Imprisoned

The human rights activist, sociologist, poet and journalist Nizar Nayuff has been in prison since 1992. Recently he has been diagnosed with Hodgkin's disease, a cancer affecting the lymph nodes. He is reported to be gravely ill with this and other ailments and is being denied the specialist medical care that he urgently needs. The Syrian prison authorities are reported to have told him that they will not treat him unless he disavows his political views.

Hodgkin's disease is usually curable if treated in its early stages. Nayuff also suffers from urological and kidney problems and an ulcer; moreover, after being tortured in the early stages of his imprisonment in an instrument known as the German Chair, he sustained severe spinal damage. He requires specialist care, including radio- and chemo-therapies which are not available in the military hospital where he was diagnosed. He urgently needs to be transferred to a civilian hospital.

Aged 43, Nizar Nayuff was arrested in January 1992 as a result of his activities as a leading member of the Committee for the Defence of Democratic Freedoms and Human Rights (CDF), an organisation that is now banned. He was charged with "disseminating false information" in a relation to a CDF leaflet he authored that detailed human rights abuses by the Syrian authorities at the time of the December 1991 elections. The leaflet was accused of being "intended to create anxiety and to shake the confidence of the masses in the aims of the revolution." He is now serving a ten-year prison term and, if not amnestied sooner, will not be released until 2002.

Before his arrest, Nayuff was a contributor to the weekly *Al-Huriyya* and the literary magazine *Al Thaqafa al Ma'arifa*, as well as being editor-in-chief of the monthly *Sawt al-Democratiyya*.

Letters on behalf of Nizar Nayuff should be sent to: His Excellency Dr Muhammad Harba, Minister of the Interior, Ministry of the Interior, Merjeh Circle, Damascus, Syrian Arab Republic Fax: + 963 11 222 3428

Iranian Authorities Crackdown on Independent Journals

Several Iranian journals have been arbitrarily closed down in recent weeks, and six writers were summoned for questioning in connection with a new independent writers' association.

On September 15, the Ayatollah Khamene'i made a public statement threatening to use extralegal force to silence independent newspapers. The next day *Tous's* offices were raided and the paper shut down and **Mashallah Shamsol-va-Ezine**, **Hamid Reza Jalaipour**, **Mohammad Javadi Hesar**, and **Ebrahim Nabavi**, all with *Tous*, were arrested over the next few days. Their imprisonment is thought to be connected to a recent article published in *Tous* that questioned policies of the Iranian government towards Afghanistan.

In a separate incident, six prominent Iranian writers were recently called for questioning in a Revolutionary Court in connection with a new Writers' Association, "Kanoun", which they were hoping to establish. **Houshan Golshiri**, a novelist, **Mohammad Moukhtari**, a poet and essayist, **Mohammad Pouyandeh**, a translator, **Kazem Kordawani**, an essayist, **Ali Ashraf Darwishian**, a novelist, and **Mansour Koushand**, a novelist and essayist, were warned by the authorities to cancel the meeting planned for 1 October. The meeting had been intended to ratify the new group's Constitution. The six were ordered to re-appear in court to give further explanations of their proposed gathering.

PEN has expressed its deep concern to the Iranian authorities that the detained journalists may be being penalised merely for exercising their right to freedom of expression. It further urged that no further obstacles be placed in the way of the establishment of Kanoun, the planned new writers' association, and that all threats to its founders cease.

Nation's 75th Birthday / A Veil Over Ataturk's Legacy

For the Turks, Rising Tension Over Religion

By Stephen Kinzer
New York Times Service

SAFRANBOLU, Turkey — Festive banners fluttered from lampposts and windows as a troupe of young folk dancers prepared to mount a stage here. Like tens of millions of Turks across the country this week, they were joining in celebrations of their country's 75th birthday.

One dancer, Gulcan Eran, 16, seemed a symbol of Turkey itself. She is thoroughly modern and Western-oriented, vibrant, self-confident and ambitious for a career as an engineer. But as Ms. Eran adjusted her resplendent costume, two young women wearing traditional headscarfs walked across the plaza nearby. She turned serious. "I wouldn't object if the scarf was just about religion, but it isn't anymore," she said. "It's a political uniform. It's a way of saying that you want to get rid of the secular republic. I think it's very dangerous."

Turks who are gathering this week for festivities ranging from poetry recitals to kick-boxing matches have much reason for self-congratulation. Their country has made a giant leap from backwardness to modernity in 75 years, and the nearly two dozen foreign leaders who were expected to attend the central commemoration in Ankara on Thursday reflected its role as a regional power.

But as Turkey seeks to establish a stable democracy for its 65 million people, it also confronts several persistent problems. Defining the role of religion in public life is only the most visible.

Both Turkey's achievements and its looming challenges are clearly visible here in Safranbolu, a pleasant town of 20,000 nestled in the Anatolian plateau.

Safranbolu is known for its 19th-century Ottoman buildings, and attracts a modest stream of tourists. Some residents till small farms on outlying hills. Others work at a steel mill in nearby Karabuk that offers employment to thousands but also casts a rancid cloud over the town.

The streets here are tree-shaded, houses are sturdy and well kept, schools are full and clinics modern. Shops offer all manner of domestic and imported goods.

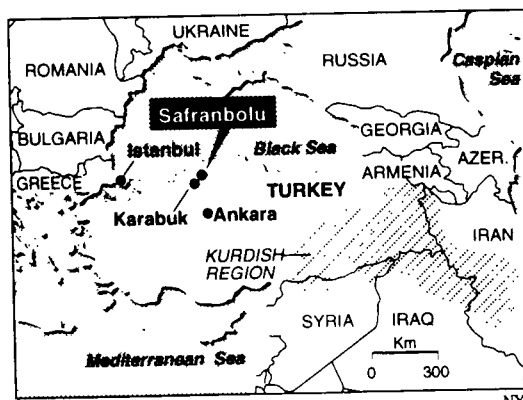
"We've made a lot of progress in 75 years," said Ozcan Cakir, 45, manager of a candy factory in Safranbolu. "This will never be a backward or Middle East-type country again. But I worry about the future. There's hunger in Turkey. I can afford to send my kids to college, but people who work for me can't. That produces resentment, and in 10 or 15 years that resentment could bring trouble."

Several portraits of Mustafa Kemal Ataturk, who proclaimed the Turkish Republic on Oct. 29, 1923, decorate Mr. Cakir's salesroom. They mark him as a dedicated supporter of the secular order. But at the jewelry store next door, there is no Ataturk portrait.

"Twenty-five percent of our people don't support this kind of secularism," said the jeweler, Ahmet Pulcu, suggesting that he is among them. "The rest have no idea what religion is. They don't



Stanton R. Winter/The New York



want our women to wear headscarfs. But why shouldn't they? Isn't that democracy?"

IN SAFRANBOLU, as in many Turkish cities and towns, measurably more women wear headscarfs than wore them only a couple of years ago. It is a sign of growing religiosity that the Islamic movement welcomes and encourages. But it disturbs some secularists, among them military officers.

Turkish universities have imposed a ban on the wearing of headscarfs by female students. The ban has given Islamic politicians a vivid political issue, and they have seized on it. They are crisscrossing the country telling voters that their daughters are being excluded from tax-supported universities simply because they are devout Muslims.

The air force commander, General İlhan Kılıç, vowed in a recent speech that the military would fight every effort aimed at "undermining this system and turning the country into an anachron-

FRIDAY, OCTOBER 30, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

ism."

Many Turks say that this uncompromising attitude guarantees the survival of the secular republic. But others fear that it is polarizing the nation and perhaps setting the stage for confrontation.

Alongside the issues of social justice and religious fundamentalism, Turkey also confronts the question of how to deal with its large Kurdish minority. That issue, like the others, is palpable here in Safranbolu.

On a hillside just a few minutes' walk from the town center is Safranbolu's Kurdish quarter. To enter it is to pass from the developed world into poverty.

The town's 700 Kurds live in ramshackle cabins without running water. Many are dirty, poorly dressed and have open sores on their bodies. Almost all are unemployed. They live on what they can grow in gardens, and on cow intestines and other meat that the town butcher cannot sell anywhere else.

"We're Turks, but second-class," said Bilal Cetinceviz, 65, a community leader. "People don't like us or don't trust us. When we apply for jobs, we don't get hired. Our kids don't go to school because we can't afford to buy them books and clothes.

"When you have no work, you have nothing to lose," Mr. Cetinceviz added. "Every once in a while some radical Kurd shows up here and tries to turn us into militants. We throw them out, but if we didn't, in six months everyone here would be a militant."

The divide between Kurds and non-Kurds in Safranbolu reflects the gap in Turkey as a whole. Many Kurds have risen to leading positions in every walk of life, but many others have been left behind by Turkey's economic boom. While coastal regions thrive, the mainly Kurdish southeast is impoverished and unhappy. Kurdish guerrillas have been fighting a separatist war in southeastern provinces for 14 years. Thirty thousand people have been killed in the

conflict. It costs about \$8 billion a year to wage, and ties down more than 200,000 Turkish soldiers. Urging the army to try negotiating a peace settlement is

considered close to treasonous.

The questions of poverty, fundamentalism and Kurdish identity hang over Safranbolu just as they do over the rest of Turkey. Over the last two years, however, a new topic has emerged at cafes.

Spectacular disclosures about ties between gangsters and the government have shaken public faith in the political system. Phrases like "black money" and "state gangs" are now part of everyday conversation. The spreading scandal has produced grave allegations against several of the country's past and present leaders, but investigations have been limited. Turkey's judiciary is not fully independent, and magistrates do not have unfettered freedom to pursue cases against political figures. Cynicism is growing, even among many who until recently refused to believe that agencies of their government could ever have sponsored death squads or tolerated drug smuggling or other crimes.

"All you read every day is mafia, crime and gangs," said Aybar Toker, a soft-drink bottler. "People think all the established parties are involved, so they vote for the Islamic party as a protest."

If Turkey's greatest challenge in the years ahead is to forge a national consensus over how to establish full democracy here, it must have political leaders who can lead the way. Yet many Turks believe that the political system is closed to them. Parties are run by bosses who tolerate little dissent, and as a result many talented men and women shun politics in favor of business, academia or journalism.

"It's true that our political system is very closed, but business people are beginning to take a much greater role in society, and they aren't bound by all these taboos," said Yuksel Oktay, 61, an American-educated engineer who grew up in Safranbolu and visits periodically. "We have problems, but I think most Turks would be optimistic about our chances of solving them. I certainly am."

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE FRIDAY - SATURDAY, OCTOBER 30 - 31, 1998

Turkey Boosts Efforts to Drum Up More Support for Caspian Pipeline

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL — Turkey, seeking to cajole major oil companies into opting for construction of a U.S.-backed Caspian Sea oil export pipeline through Turkey, on Thursday launched a major campaign using a combination of incentives and diplomatic pressure.

The Turkish efforts, come as a major oil consortium, Azerbaijan International Operating Co., is debating what route to choose for a major Caspian Sea oil-export pipeline.

AIOC — which groups major oil companies including British Petroleum PLC, Amoco Corp., Exxon Corp., Unocal Corp., Ramco PLC, Delta Oil Co. affiliate Delta International, Itochu Corp., Pennzoil Inc., AO Lukoil, Turkish Petroleum Corp. and State Oil Company of Azerbaijan, or Socar — is expected to announce its decision in mid-November.

The U.S. backs a Turkish proposal for a pipeline from the Azerbaijan capital of Baku to the Mediterranean Sea oil terminal of Ceyhan, Turkey, as part of its bid to prevent Caspian Sea oil from flowing to

world markets through Russia or Iran.

The U.S. secretary of energy, Bill Richardson, who is in Ankara to demonstrate U.S. support and celebrate the 75th anniversary of the creation of modern Turkey, insisted the Baku-Ceyhan proposal remained commercially viable even though oil companies are balking at its \$2.5 billion price tag. Mr. Richardson said Turkey had recently developed a series of tax incentives, financing opportunities and reduced tariff fees that were likely to make the Baku-Ceyhan proposal more attractive to oil companies.

Turkey's push for the Baku-Ceyhan line was boosted by a statement in support of the pipeline issued by the presidents of Kazakhstan, Uzbekistan, Azerbaijan and Georgia — four of the most important countries involved in the project. The presidents pledged to create "all necessary conditions for the realization" of the proposed pipeline as part of their effort to alleviate oil company concerns about the project's commercial viability.

The signing of the declaration was witnessed by Mr. Richardson who said: "Now

the issue is not whether Baku-Ceyhan is going to happen, because it is going to happen. The issue is how."

Turkey warned that it would seek to satisfy its demand for oil from non-Caspian sources if the oil companies decide against Baku-Ceyhan. Oil companies operating in the Caspian Basin see Turkey with its growing energy needs as a major market. Turkish officials said Turkey could turn to Norway, Indonesia and North African producers for supplies.

La Turquie contraint la Syrie à lâcher les Kurdes

Si tu veux la paix, prépare la guerre. » La Turquie a su parfaitement s'approprier ce vieil adage pour faire plier la Syrie en l'obligeant à signer, sous la menace, un accord dans lequel Damas s'engage à ne plus soutenir les Kurdes du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) et même à arrêter ses leaders. Le signataire syrien des accords d'Adana (sud-est de la Turquie), le mardi 20 octobre, a même dû reconnaître le caractère « terroriste » du PKK. **Tout a commencé par un déchaînement des médias turcs**, le vendredi 2 octobre. Alors que la vie se déroulait normalement dans toutes les grandes villes de Turquie et que les bazars des villes kurdes, pourtant proches de la frontière, n'étaient agités que des cris des marchands de tapis ou du tintement des tasses de cuivre des vendeurs ambulants de café, la presse déclenchait une mobilisation générale. A la télévision,

Ankara jubile. Sous la menace militaire, la Turquie a fait plier son voisin syrien qui s'engage à ne plus soutenir les Kurdes du PKK réfugiés sur son sol.

on passait, pratiquement en boucle, les images de bombardements aériens lors des récentes manœuvres de l'Otan, et des messages « guerriers » s'incrustaient au bas du petit écran au beau milieu des émissions de variétés.

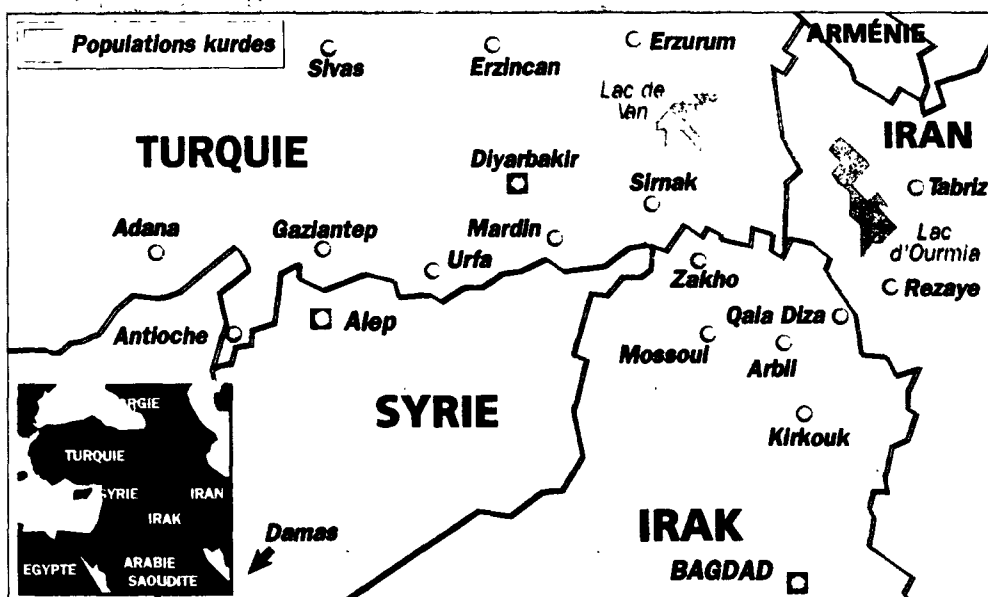
Quant aux quotidiens turcs, ils rivalisaient dans l'escalade. Tirant profit de déclarations du président Soliman Demirel et de son Premier ministre Mesut Yilmaz demandant à Damas de leur livrer Abdullah Öcalan, leader du PKK, les premières pages des journaux d'Ankara n'hésitaient pas à mettre de l'huile sur le feu.

« **Syrie : on entrera le matin d'un côté et on ressortira le soir de l'autre** », affirmait en gros caractères *Hurriyet (La Liberté)*, tandis que *Milliyet (La Nation)* renchérisait : « Le point de non retour » en énormes lettres noires, au moment où les tentatives de médiations du président égyptien Hosni Moubarak semblaient dans l'impasse. « Ce sont des effets de manches, voire de manchettes, affirmait à *Pèlerin Magazine*, début octobre à Diyarbakir, la grande métropole du Kurdistan turc, un journaliste, observateur avisé des crises qui secouent les relations entre la Turquie et la Syrie depuis vingt-cinq ans. Il expliquait : « Il peut aussi bien s'agir d'une affaire de politique intérieure turque, notamment pour modifier la date des élections générales prévues en avril 1999. » Et, de fait, au moment où commençaient les négociations secrètes d'Adana et que le président Demirel, le

19 octobre, envoyait un ferme « dernier avertissement » à Damas, le vice-Premier ministre Bulent Ecevit, invoquant « l'impasse des travaux parlementaires en cette période de graves problèmes », proposait d'organiser les législatives et les municipales dès le mois de décembre.

Mais l'incendie est-il pour autant, éteint ? Pas sûr ! D'une part parce que la Turquie est bien décidée à vérifier, au plus près, les bonnes volontés syriennes de ne plus soutenir le PKK : « Si rien ne se concrétise, nous mettrons alors en œuvre nos mesures militaires », menaçait un porte-parole d'Ankara. D'autre part parce qu'il reste des contentieux graves opposant les deux voisins : le partage des eaux de l'Euphrate remis en cause, selon Damas, depuis l'achèvement de l'énorme barrage Atatürk, et les relations militaires que nouent depuis quelques mois la Turquie et Israël. ■

DIDIER MARTIN, à Diyarbakir.



Faute de pouvoir être exactement recensée, la population kurde est estimée à 30 millions d'habitants répartis par ordre décroissant d'importance : en Turquie, Iran, Irak, Syrie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan. Dès le VII^e siècle de notre ère, on retrouve les premières traces écrites de la langue kurde.

Où est Apo ?

Apo (« l'oncle » en français), c'est le surnom d'Abdullah Öcalan, fondateur, en 1978 à Ankara, du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Marxiste-léniniste, dès 1984, il entraîne le PKK dans de violentes actions contre l'armée turque. Une guérilla qui aurait déjà fait près de 30 000 morts. Depuis un nouveau cessez-le-feu proclamé par le PKK à la fin du mois d'août 1998, les autorités turques accusaient Damas d'accueillir et de protéger Öcalan. Il y a quelques jours, la Syrie semble s'être débarrassée de son hôte « encombrant ». On le dit actuellement en transit à Moscou sans que cela soit certain.

Iran : modernistes et conservateurs se neutralisent

LA CAUSE est entendue : les conservateurs ont fait main basse sur l'Assemblée des experts, l'une des institutions clefs de la République islamique d'Iran. C'est du moins ce qu'indiquaient les résultats du scrutin au suffrage universel, rendus publics dimanche 25 octobre, et c'est une nouvelle étape dans la bataille entre traditionalistes et réformistes.

Les religieux, soutenus par les associations conservatrices, ont remporté soixante-dix des quatre-vingt-six sièges à pourvoir. Le sort en était jeté d'avance : dès la sélection des candidats par un autre organisme, conservateur s'il en est, le Conseil des Gardiens, lequel s'est chargé d'éliminer presque tous les « mal pensants », ou suspects de l'être.

L'Assemblée des experts désigne le Guide, c'est-à-dire le plus haut personnage de la République islamique ; elle est sensée le surveiller en permanence à travers une commission d'enquête et peut éventuellement le révoquer. L'enjeu du scrutin n'était pas l'imminence de la désignation d'un Guide. Sauf accident de santé, le Guide actuel, l'ayatollah Ali Khameneï, n'est pas sur le point d'être remplacé. Promu Guide à vie, en août 1989, après le décès de l'imam Khomeiny, M. Khameneï a été confirmé dans ses fonctions en février, quelques mois après qu'une polémique eut opposé les différentes factions sur l'étendue de ses pouvoirs.

Aussi, l'intérêt des élections à l'Assemblée des experts tient-il, d'une part, à leur valeur de test dans l'interminable conflit entre conservateurs et réformateurs, lisible dans le taux de participation davantage que dans les résultats. Il

tient, d'autre part, au décryptage des alliances contractées entre les factions au pouvoir, au rôle de baromètre des divergences au sein du camp des amis du président réformateur Mohamad Khatami, joué par le scrutin, en même temps qu'il préfigure les conditions dans lesquelles devraient se tenir les élections législatives prévues au printemps 2000.

Le taux de participation (près de 70 %) à l'élection présidentielle de mai 1997 étant devenu l'étalon, les lauréats de l'Assemblée des experts ont fait piètre figure. Avec une participation de 46,3 %, les conservateurs n'ont pas de quoi être vraiment fiers, même s'il est vrai que les élections à l'Assemblée des experts n'ont jamais passionné les foules.

INTERROGATIONS

Le score est maigre. Il signifie que les conservateurs n'ont pas réussi à mobiliser la moitié de l'électorat, malgré les appels à une participation massive au scrutin qui ont été lancés par le Guide. l'ayatollah Ali Khameneï, la faction que l'on pourrait appeler centriste ou modérée, dont la figure de proue est l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani et même les appels du président réformateur Mohamad Khatami.

La campagne électorale soulève quelques interrogations. Pour qui roule M. Rafsandjani et ses amis politiques, tel l'ancien maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi ? Alors que des rangs de l'aile dite gauche de la coalition informelle des partisans du président Khatami s'élevaient des protestations contre la sélection, jugée inique, des candidats à l'Assemblée des experts - protestations

relayées avec un certain bémol par M. Khatami lui-même -, M. Rafsandjani, aujourd'hui chef du « Conseil de discernement », a pris, lui, la défense de l'absolutisme du Conseil des Gardiens. Au nom de la nécessaire unité nationale, il a critiqué certaines factions de l'opposition qu'il a jugées « non sincères ».

M. Rafsandjani, il est vrai, n'a jamais tenu en odeur de sainteté ceux que l'on appelle la gauche radicale, qui était jusqu'à il y a peu hostile à toute réforme économique - et qu'il avait du reste réussi à éliminer totalement du Parlement aux législatives de 1992. Mais la question est posée de savoir si ses déclarations ne font que refléter l'hétérogénéité des rangs des amis du président Khatami, si elles traduisent le sens du compromis de l'ancien président, dans une conjoncture difficile, ou si elles confirment une distanciation de plus en plus grande par rapport au président réformateur.

Son choix de faire alliance avec les conservateurs à propos de certains candidats a été payant : une dizaine de candidats de sa propre mouvance ont été élus. En revanche, une figure historique de la révolution islamique, Mohamad Khomeïnia, ancien porte-parole des otages de l'ambassade américaine, avait été écartée de la course par le Conseil des Gardiens. De même que Hadi Khameneï, frère - et néanmoins réformateur - de l'actuel Guide conservateur de la République, et l'ancien ministre de l'intérieur, Ali Akbar Mohtachémi. Ils sont tous très proches de M. Khatami.

L'invitation lancée par M. Khatami aux Iraniens pour qu'ils participent massivement au scrutin

souligne les ambiguïtés de sa position. Il se veut réformateur, mais ne récuse pas les institutions du régime, en particulier le principe du *velayat-e-faqih* (c'est-à-dire la suprématie du Guide), condition sine qua non de toute participation active autorisée à la vie politique. Il a déploré les choix des candidats faits par le Conseil des Gardiens qui, à ses yeux, a fait preuve de manque de « tolérance » et de refus de la « diversité » réduisant à néant toute « compétition ». Mais il ne peut légalement contester cette sélection, puisque c'est la Constitution qui définit les pouvoirs du Conseil des Gardiens. Avant le choix des candidats, il pouvait espérer que l'entrée de réformateurs et de modernistes au sein de l'Assemblée permettrait un débat d'idées sur la Constitution et éventuellement sur les pouvoirs du Guide. Il a certainement déchanté dès la publication de la liste des candidats agréés.

C'est à ce même Conseil des Gardiens qu'échoira la tâche de sélectionner les candidats aux élections législatives de l'an 2000. Si d'ici là, modérés et conservateurs continuent de se neutraliser dans tous les rouages de l'Etat, la sélection des postulants à la députation devrait se faire, une nouvelle fois, aux dépens des amis de M. Khatami. Ces derniers espéraient et espèrent toujours que les futures élections législatives leur donneront une majorité au Parlement (qui leur fait défaut aujourd'hui) et les coudées plus franches.

Mouna Naim

VENDREDI 30 OCTOBRE 1998

Le Monde

Turkish police say hijacker a suspect in teacher slayings

ANKARA, Turkey (AP) -- Police say a man who hijacked an airliner last week was a Turkish Kurdish rebel wanted for the 1994 slaying of three teachers and a police officer, according to news reports Saturday.

The man, who took 38 people hostage Thursday on an Ankara-bound Turkish Airlines flight, was shot and killed by a commando squad that stormed the jet. None of the passengers or crew was injured.

Police identified the man as Erdal Aksu, 35, an alleged member of the Kurdish rebel group PKK who was wanted for at least four slayings, the Anatolia news agency said.

The PKK is fighting for autonomy in southeastern Turkey, a conflict that has killed almost 37,000 people. It was not immediately clear if Aksu acted alone or on the group's behalf.

Several teachers were killed in a 1994 PKK campaign to disrupt the state-run education system, in which the use of the Kurdish language is banned.



31 October 1998

Web posted at: 21:29 CET

Le Monde

SAMEDI 31 OCTOBRE 1998

Les Etats-Unis et la Turquie privilégient la voie sud pour le transit du pétrole de la Caspienne

L'enjeu géostratégique est l'influence de la Russie en Transcaucasie

Réunis en Turquie, les présidents de cinq pays de la région de la mer Caspienne ont signé, jeudi 29 octobre, en présence du secrétaire américain

à l'énergie, Bill Richardson, une déclaration de soutien à la construction d'un oléoduc qui ferait transiter le brut vers les marchés mondiaux via

le port turc de Ceyhan. La décision finale revient à un consortium de compagnies pétrolières, qui rechigne devant le coût.

« NOUVEAU KOWEÏT », « Mer du Nord » ou « Emirats du XXI^e siècle », la région de la Caspienne est au centre d'une bataille économique-stratégique dont un des épisodes-clés devrait être l'annonce, le 12 novembre, de l'itinéraire principal (*main export pipeline* ou MEP) retenu pour le transit du brut azerbaïdjanais vers les marchés mondiaux. C'est au président azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev - qui a la haute main sur les dossiers pétroliers et dont le fils est le directeur adjoint de la société pétrolière d'Azerbaïdjan, la Socar -, ainsi qu'au consortium anglo-américain (AIOC) chargé, depuis 1994, d'exploiter les champs offshore de Chirag Azeri et Günesli, au large des côtes de Bakou, que reviendra la décision finale.

Trois options sont en concurrence : la voie du Nord, celle de l'oléoduc Bakou-Novorossiisk via la Russie, où transite depuis décembre 1997 la production initiale mais dont la capacité est insuffisante ; la voie géorgienne Bakou-Supsa, en construction (coût estimé 1,5 milliard de dollars) ; et la voie du sud Bakou-Ceyhan (port turc de la Méditerranée), la plus longue (1 730 kilomètres), la plus coûteuse (2,5 milliards de dollars) et qui reste à faire.

Un quatrième tracé, celui d'un oléoduc traversant l'Iran, que tous les pétroliers s'accordent à reconnaître comme le plus rationnel du point de vue du relief, le moins onéreux, le plus court et offrant, paradoxalement, la plus grande garantie de stabilité, est exclu par l'administration américaine, qui privilégie la voie turque.

A quelques jours de l'annonce du tracé choisi par l'AIOC, la Turquie et son allié américain ont multiplié les déclarations en faveur de la voie sud Bakou-Ceyhan. Récevant à Ankara, jeudi 29 octobre, les chefs d'Etat de cinq Républiques ex-soviétiques (Géorgie, Azerbaïd-

Trois voies en concurrence pour le transit du brut



jan, Turkménistan, Ouzbékistan et Kazakhstan), en présence du secrétaire américain à l'énergie, Bill Richardson, le président turc, Suleyman Demirel, a obtenu de quatre de ses homologues d'Asie centrale et du Caucase la signature d'une déclaration en faveur du tracé turc. Seul le président turkmène, Saparmourad Niazov, qui a commencé en 1997 la construction d'un gazoduc vers le nord de l'Iran et entretient d'excellentes relations avec Téhéran, n'a pas apposé sa signature sur le document.

« Si le tracé Bakou-Ceyhan n'est pas retenu, nous nous tournerons vers des sources d'énergie ne provenant pas de la Caspienne ! », tonnaït récemment le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem. La Turquie, qui a doublé, ces dernières années, sa consommation d'énergie, voit d'un très mau-

vais œil la perspective, plusieurs fois évoquée par la presse locale, du choix probable par l'AIOC de la voie géorgienne.

Celle-ci n'est pourtant qu'une demi-solution. Une fois parvenu au terminal de Supsa, sur la mer Noire, le brut, chargé sur des tankers, devra emprunter le Bosphore pour gagner la Méditerranée. Or les Turcs ne le souhaitent pas. Samedi 24 octobre, Ismail Cem réitérait son opposition à un passage accru de pétroliers par le Bosphore. Chaque année, 4 500 tankers franchissent ce détroit situé au cœur d'une métropole de plus de 10 millions d'habitants, théâtre d'une centaine d'accidents depuis 1978. Pénalisée par l'embargo sur le pétrole irakien, la Turquie verrait d'un bon œil le transit des ressources de la Caspienne par son sol, mais n'a pas les moyens de fi-

nancer le pipeline. En visite à Istanbul la semaine dernière, le sous-secrétaire d'Etat américain, Stuart Eizenstat, a ainsi promis aux Turcs une aide de 823 millions de dollars pour la construction de l'oléoduc.

3 % DES RÉSERVES MONDIALES

Plus économique et plus vite opérationnelle, le tracé Bakou-Supsa a la faveur des pétroliers. Aux prises avec la baisse des cours mondiaux du pétrole, ces derniers connaissent quelques déconvenues dans l'exploitation du brut de la Caspienne. Le consortium Cipco (Caspian International Petroleum Company), dominé par l'américaine Penzoil, aurait ainsi dépensé 80 millions de dollars en 1997 pour le forage de deux « puits blancs », où les réserves estimées en pétrole se sont avérées être du gaz. Décrite il y a peu comme un petit Eldorado, la région ne concentrerait, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), que 3 % des réserves mondiales. Et si, il y a deux ans, une étude du département d'Etat américain évaluait les réserves probables de pétrole et de gaz en mer Caspienne à 178 milliards de BEP (baril équivalent pétrole), l'AIE les estime désormais entre 50 et 100 milliards de BEP, une quantité comparable à celle de la mer du Nord.

Quant au choix de la voie nord - via la Russie -, il est d'ores et déjà écarté, en raison du climat d'instabilité qui règne tant en Russie même que sur ses marches nord du Caucase. Dès 1996, l'AIOC avait privilégié l'option d'un double tracé nord et ouest, qui avait l'avantage de ne pas mécontenter Moscou tout en œuvrant pour le désenclavement de son étranger proche, jusque-là totalement dépendant du grand frère pour l'exportation de ses richesses.

Marie Jégo

Le Monde

SAMEDI 31 OCTOBRE 1998

En Turquie, la réponse à la question kurde est interne

LA TURQUIE jubile : son bras de fer avec la Syrie s'est terminé par une victoire qu'elle estime totale. Damas a signé, sans qu'Ankara n'offre apparemment de contrepartie, un accord promettant non seulement d'évincer le PKK de son territoire, mais également de coopérer avec les autorités turques pour empêcher les militants kurdes d'agir sur sol syrien. Ankara affirme que les rebelles ont bel et bien commencé à quitter la Syrie en direction de l'Irak du Nord.

Après la Syrie, la Russie est à son tour sur la sellette. Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, ayant quitté Damas où il vivait depuis des années, se trouverait désormais, selon les Turcs qui demandent son extradition, dans une banlieue de Moscou. Les Russes gardent un silence discret, mais semblent vouloir, eux aussi, se débarrasser de ce visiteur encombrant. Damas, Moscou... on pourrait y ajouter le nord de l'Irak - où l'armée turque fait des incursions régulières -, Erivan, Athènes, Téhéran, Bagdad, et pourquoi pas quelques capitales européennes que les Turcs ont, à un moment ou à un autre, accusées de soutenir le PKK. Après quatorze ans de conflit, la Turquie, qui annonce à intervalles réguliers être sur le point d'anéantir les rebelles kurdes, cherche toujours, à l'extérieur, une solution à un problème dont elle ne perçoit que la dimension terroriste et dont la ra-

ce se trouve chez elle. Le succès remporté sur la Syrie, grâce à la menace d'un recours à la force brandie par Ankara, ne fera que renforcer les faucons turcs. Le président Suleyman Demirel répétait encore il y a quelques jours que la Turquie doit combattre le terrorisme avant de passer aux réformes démocratiques. Imaginons un instant que cette politique ait gain de cause, que les rebelles kurdes soient forcés de déposer les armes. Le problème aura-t-il vraiment été résolu ? Il y a lieu d'en douter. Tant que l'expression de leurs doléances demeurera réprimée, il est à craindre qu'il se trouvera toujours des radicaux prêts à utiliser la violence pour se faire entendre.

TRAFICS, CORRUPTION

Dans le Sud-Est anatolien, la situation demeure précaire et continue de mobiliser des centaines de milliers de soldats. Le calme a été rétabli dans les villes, et quelques signes de reprise économique sont apparus. Mais, dans les campagnes, les combats continuent. Les villages des régions « chaudes » demeurent soumis à un embargo alimentaire : avant de passer à l'épicerie, les habitants doivent faire signer leur liste d'emplètes par le commandant militaire local, qui autorise des rations à peine suffisantes pour la famille.

Le PKK a effectivement perdu de son influence. La population, épuisée par des années d'affronte-

ments et de répression, ne demande qu'à vivre en paix. Mais elle n'a pas pour autant abandonné l'idée de faire entendre sa voix : dans la région, tout le monde, y compris ceux qui s'y opposent, admet que le parti pro-kurde Hadeb obtiendra de bons résultats lors des élections municipales qui se tiendront le printemps prochain, non pas parce que les Kurdes pensent que ce parti est le mieux habilité à ramasser leurs ordures ou à installer leurs égouts, mais parce que le vote est le seul moyen d'expression qui leur reste.

Pour autant, évidemment, que le Hadeb puisse participer librement au scrutin. Lors des dernières municipales, en 1994, le harcèlement des candidats potentiels avait forcé ce parti à se retirer de la course, laissant le champ libre aux islamistes, perçus alors dans la région comme la seule alternative possible.

Au-delà du coût financier et humain (près de 30 000 morts depuis 1984), le conflit a également conduit au développement d'une économie parallèle dans la région - une véritable gangrène qui menace désormais le pays tout entier. Les abus commis par certains « korucus », les miliciens de villages employés par l'Etat turc, en sont une manifestation, mais les récents scandales de corruption qui ont éclaté en Turquie révèlent des enjeux autrement plus importants, puisqu'il apparaît que certains gangs ultra-nationalistes, tra-

vailant souvent en collaboration avec des membres corrompus des cercles étatiques et utilisant des méthodes illégales contre les nationalistes kurdes, en ont profité pour mettre la main sur le trafic de drogue, qui passe par le Sud-Est anatolien.

Alors que la République de Turquie célèbre son 75^e anniversaire, la question kurde continue donc de poser problème. La situation est d'autant plus paradoxale que, pour l'homme de la rue, la diversité ethnique, religieuse et même linguistique se vit dans le pays sans problèmes majeurs. Au début des années 90, quelques incidents avaient laissés craindre des représailles à grande échelle contre la population kurde des grandes villes. Cela n'a pas été le cas.

Au-delà du carcan étriqué, du modèle unique de citoyen que les autorités voudraient imposer à la population, la société turque fonctionne plutôt bien. C'est une sorte de melting-pot à l'américaine : remplacez les Italiens, les Irlandais, les Chinois et les Juifs de New York par les Kurdes, les Laz, les Circassiens et les Juifs d'Istanbul, et vous avez une image de la société turque d'aujourd'hui.

Si les autorités accordaient plus de confiance à leurs citoyens, les problèmes qui paraissent aujourd'hui insurmontables pourraient sans doute être résolus de façon pacifique.

Nicole Pope

Un pirate de l'air kurde abattu en Turquie

ISTANBUL. Le pirate de l'air qui avait détourné un avion de la compagnie Turkish Airlines pour protester contre la politique de l'Etat turc à l'égard des Kurdes, alors que la Turquie célébrait son 75^e anniversaire en grande pompe, a été tué, jeudi 29 octobre, au cours d'une opération policière qui a permis la libération des 40 passagers et membres d'équipage qui se trouvaient à bord. L'avion, qui avait décollé de l'aéroport d'Adana, dans le sud de la Turquie, était en route pour la capitale Ankara où avaient lieu les célébrations officielles, lorsqu'il avait été détourné par un seul homme, Mursel Peker, équipé d'une grenade et d'un revolver. Après six heures de négociation, sur la piste de l'aéroport d'Ankara, un commando de 25 membres a abattu le pirate. - (Corresp.)

«اقامة نظام امني اقليمي» يعدّ التحالف العسكري بينهما نواته الأولى.

واكد لـ «الحياة» ان قمة الاسكندرية الثلاثية (مصر والسعودية وسورية) في كانون الاول (ديسمبر) ١٩٩٤، اتخذت قراراً برفض سياسة الاحلاف.

واعرب عن ثقته في ان الازمة الحالية مع سورية «ستنتهي»، ولاحظ ان «تركيا فشلت في وقف الازهاب الكردي على رغم سنوات من الاعتداء على سيادة العراق»، في اشارة الى العمليات العسكرية التركية في مناطق العراق الشمالية.

الى ذلك، تلقى الرئيس حسني مبارك اتصالاً هاتفياً مساء أول من امس من الرئيس السوري حافظ الأسد تناول الاجتماعات الأمنية بين سورية وتركيا.

عقبات 'يمكن التغلب عليها' في المحادثات السورية-التركية

القاهرة - محمد علام

«الارهاب الكردي» يستهدف انتزاع اعتراف ضمني او مباشر من سورية بدعم «الارهاب». وتابع ان سورية نفت باستمرار دعمها لانطلاق عمليات المتمردين الاكراد من اراضيها.

ولاحظ ان انقرة تعتمد أسلوب تصعيد التهديدات والوعيد الأمر الذي لا يشكل مناخاً ايجابياً «لحوار ناجح بعيداً عن العصبية ولغة القوة».

واعرب عن اعتقاده ان تركيا تسعى من خلال تصعيد الازمة، ليس الى الحصول على تعهد سوري بوقف الهجوم على تحالفها العسكري مع اسرائيل بل الى «تعهد عربي» بذلك في محاولة لطمس قرارات القمة العربية الاخيرة ومجلس الجامعة في شأن هذا التحالف. ورأى ان اثاره انقرة الازمة مع دمشق جاء بعد الرفض العربي لمشروعها مع اسرائيل

أكد دبلوماسي عربي رفيع المستوى في القاهرة لـ «الحياة» وجود عراقيل في المحادثات الأمنية التركية - السورية. لكنه قال ان هذه العراقيل «يمكن التغلب عليها».

وأشار الى ان تركيا تصر على التزام سورية عدم المطالبة بلواء الاسكندرون على رغم عدم تعاطي دمشق - منذ ضم الاستعمار الفرنسي للواء الى تركيا - مع الموضوع خارج اطار «المشاعر الوطنية». وأضاف ان تركيا ترفض تقديم اي تعهدات أو اشارات تتعلق بحقوق سورية العادلة في مياه الفرات.

ولفت الى ان انقرة تتبّع «تكتيكاً» في طرح مسألة

هل كانت تركيا تريد فعلاً خوض نزال مع سورية؟

العراق - حاجتها من المياه العذبة. ويدعو جيران تركيا العرب منذ وقت طويل الى اتفاق يحدد حصة كل بلد من المياه. لكن تركيا رفضت. وفي ١٩٨٧ هددت بقطع مجرى النهر، وفي ١٩٩٠ نفذت ذلك فعلاً لمدة شهر لملء بحيرة وراء سد اتاتورك الضخم.

هل كانت تركيا تريد فعلاً خوض نزال؟ تشير الأدلة الى انها تريد ذلك فعلاً شريطة ان تتمكن من اختيار انسب لحظة وتتحمم بنوع العملية العسكرية ومدتها. فالقيام بعملية عسكرية كبيرة تشمل استخدام قوات برية في سورية يبدو بعيد الاحتمال - سورية ليست العراق - وستكون المخاطر كبيرة جداً. لكن «إزالة» معسكرات حزب العمال في سورية ولبنان - وهذا يفترض انها لا تزال موجودة هناك وفاعلة - باللجوء الى ضربات جوية قد يروق فعلاً لانقرة. فالأميركيون ليسوا الوحيديين المقترنين بجندوى «الضربات الجراحية». ومع انشغال اميركا في قضايا أخرى، ووجود كوسوفو في مقدم الاجندة العالمية، يواجه الشرق الاوسط وضعاً بالغ الخطورة.

الولايات المتحدة في رعاية اتفاق بين التنظيمين الكرديين الرئيسيين في العراق، وذلك كجزء من استراتيجية بعيدة المدى لاطاحة صدام حسين. وكان المجتمع الدولي سمح لتركيا بان تنشر قواتها شمال العراق لمقاتلة الاكراد - هناك حديث حتى عن وجود حزام امني تركي -، وواضح انها ترغب في تنفيذ خطوات عسكرية ضد حزب العمال في سورية.

ودفعت تركيا الوضع الى حافة المواجهة بتقديم مجموعة مطالب الى سورية، وابلغ رئيس الوزراء التركي مسعود يلماز اعضاء حزبه الوطن الام ان سورية ستعطي «فرصة اخيرة» لتلبية مطالب تركيا. والمطلبان الرئيسيان هما اغلاق معسكرات حزب العمال، التي تدعي انها في سورية، وطرد عبد الله اوچلان زعيم الحزب الذي يفضل تسليمه الى تركيا.

ورأت دمشق ان قضيتين رئيسيتين تصدران النزاع: الأراضي والمياه. في ١٩٣٩، سلمت فرنسا جزءاً من اراضي سورية، التي كانت تحت الانتداب الفرنسي، الى تركيا لكسبها الى جانب الحلفاء ضد المانيا النازية. اما القضية الثانية، فلخصتها مجلة «ذي ايكونوميست»، بشكل جيد في الآتي: «تسيطر تركيا على منابع نهر الفرات، الذي يزود سورية - ومعظم

الاسرائيلي بنيامين نتانياهو قبل اسابيع ان المحور الدفاعي المركزي بين البلدين اساس لـ «اطار اقليمي»، وهو تصريح يتجاوز ما تحدث به السياسسيون الاتراك علناً، لكن هل يشك أحد في وجود افكار مماثلة لدى المخططين العسكريين في تركيا؟

لا استبعد ان تكون اسرائيل وراء التوتر المتزايد بين تركيا وسورية، الذي يصرف انتباه العالم عن تفصل اسرائيل من التزاماتها المثبتة في اتفاق اوسلو وعن انشطتها الشريرة في الاراضي المحتلة. وتلقى الضغوط التركية على سورية كل ترحيب من جانب اسرائيل اذ تأتي في وقت تبث فيه الدعم السوري لـ «حزب الله» فاعليته بشكل واضح في جنوب لبنان. هل زوّدت الاستخبارات الاسرائيلية تركيا تقارير عن تحركات حزب العمال الكردستاني في سورية او عن معسكرات تدريب في وادي البقاع في لبنان؟

تعباني القوات المسلحة التركية احباطاً شديداً نتيجة فشلها على امتداد ١٤ عاماً في تدمير حزب العمال. وتنتاب الديبلوماسيون الاتراك مخاوف من التأييد المتزايد الذي تلقاه حسب اعتقادهم الحركة القومية الكردية. وتنتظر انقرة بقلق الى النجاح الواضح الذي حققته

السير سيريل تاونسند *

بدا من الصعب ان يتصور المرء احتمال نشوب مواجهة بين تركيا وسورية. لكن الصحف العالمية التي تفحصتها في بيتي الريفي في وست ويلتشاير اكدت لي ان المخاطر كبيرة. ينظر العالم العربي بارتياح الى تركيا التي تستعد لانتخابات مقبلة وتمارس فيها المؤسسة العسكرية نفوذاً كبيراً للغاية على السياسسيين. وتبدو تركيا مضطربة وغير واثقة بمصيرها. وبعدها لقيت الرفض من جانب الاتحاد الأوروبي، من المانيا واليونان تحديداً، تحرص على ان تعامل كقوة شبه اوروبية قادرة على فرض نفوذها. ونظراً الى قوتها العسكرية التي تضم ٦٠٠ الف جندي، ودور مهم الذي لعبته في اطار حلف الاطلسي خلال الحرب الباردة، ينبغي التعامل بشكل جدي مع تهديداتها. كانت القساوة سمة مميزة لتركيا في الماضي القريب، ولا يحتاج المرء الا ان يتذكر معاناة شمال قبرص.

وكما اشرت سابقاً في هذا العمود، تكتسب الشراكة الاستراتيجية لتركيا مع اسرائيل اهمية كبيرة. واعلن رئيس الوزراء

* سياسي بريطاني، نائب سابق من المحافظين.

خفر السواحل اليوناني ينقذ ٢٦٣ كروياً عراقياً

في قاع المركب، ويعاني كثيرون منهم العطش. واعتقل القبطان ومساعداه وهما سوريان مثلاً امام الادعاء امس. وافاد القبطان ان الزورق «سانتا ماريا» اجر من ميناء في سورية. وابلغ الاكراد الشرطة ان كلاً منهم دفع ثلاثة الاف دولار لتأمين الرحلة والدخول الى كريت بصورة غير مشروعة.

■ اثينا - رويترز - اعلن مصدر في الشرطة اليونانية امس ان خفر السواحل اليوناني انقذ ٢٦٣ كروياً عراقياً، بينهم ١٢٣ طفلاً، كانوا على متن زورق صيد خشبي في مياه هائج قبالة شاطئ كريت. ونكر المصدر ان القارب رُصد قبالة بلدة باليوتشورا، جنوب كريت، الأربعاء الماضي وسحب الى الميناء حيث اكتشفت السلطات الاكراد محشورين

جددت اتهامها لموسكو بايواء زعيم حزب العمال الكردستاني

تركيا تطالب بألية لضمان التزام دمشق بالاتفاق

الشرق الأوسط التي استمدها اثناء عمله في المنطقة كصحافي وموظف في جهاز الاستخبارات السوفياتي «كي جي بي»، لن يتخلى بسهولة عن ورقة المساومة القوية التي انتقلت اليه. وبدا يلماز نفسه متفقاً مع هذه التقديرات عندما ابلغ صحيفة «صباح» ان احتمال تسليم اوجلان من قبل روسيا «صفر في المئة».

ولا تزال تركيا على خلاف مع روسيا في شأن الصفقة التي ابرمتها مع حكومة قبرص لتزويدها بطائرات صواريخ مضادة للطائرات بعيدة المدى من طراز «إس ٣٠٠»، وتلمح الى ان تسليم هذه الاسلحة قد يهدد العلاقات الاقتصادية المتنامية بين البلدين ويؤدي الى خفض حاد في الاستثمارات التركية في روسيا التي تقدر ببلاتين عدة من الدولارات.

وتغض موسكو النظر عن أنشطة «حزب العمال» ومنظماته التي تسعى لكسب تأييد البرلمان الروسي وانشاء مركزاً كردياً في العاصمة الروسية. ويؤكد مسؤولون روس «بين السطور» ان في إمكانهم ان يلعبوا «الورقة الكردية» كوسيلة لمنع تركيا من دعم جمهورية الشيشان المسلمة التي تريد الانفصال عن روسيا.

مصر

وفي القاهرة، عبر وزير الخارجية المصري عمرو موسى عن سعادته لإجراء «الحوار المباشر» بين دمشق وانقرة الذي ثبت انه «يوفر على المنطقة الكثير من التوتر» معرباً على أمله في التوصل الى اتفاق نهائي، وعن إحساس أكبر بالسعادة «لأن مصر استطاعت أن تساهم في نزع فتيل الأزمة بين بلدين جارين». وأشار في تصريحات صحافية أمس الى انه تلقى اتصالين هاتفيين من نظيره السوري فاروق الشرع، والتركي اسماعيل جيم. وقال: «وجدت ارتياحاً لديهما لاسلوب الذي تمت به المفاوضات وللاتفاق (بينهما) على ألية لاستمرار الاتصالات (...) نحن كذلك مرتاحون لأن النجاح سيؤدي الى علاقات اهدأ وتفاعل أكبر».

وعن احتمال عقد لقاء بين الوزراء الثلاثة في القاهرة، قال موسى: «لا تزال (هذه الخطوة) قيد البحث والدراسة (...) المهم أن الباب فتح على مصراعيه بين سورية وتركيا (...) لقاءات وعلاقات ارحب في المستقبل بين البلدين».

الى ذلك، رحب الأمين العام للجامعة العربية الدكتور عصمت عبد المجيد بالاتفاق معرباً عن امله في ان يكون بداية علاقة صداقة مع تركيا «الدولة الجارة المسلمة الشقيقة».

واتفق الطرفان على انشاء خط «ساخن» للاتصال بين انقرة و دمشق، وتعيين مسؤول امني في سفارتي البلدين، والتشاور متى اقتضى الامر لاتخاذ اجراءات ضد المتمردين، مع احتمال ان يشمل ذلك لبنان. ولقت الاتفاق الى ان تركيا كانت طالبت بألية تسمح بمراقبة فاعلة لمدى الالتزام «تعطي بموجبهما سورية ردها بأسرع ما يمكن».

ووصف وزير الخارجية التركي اسماعيل جيم الاتفاق بأنه «مرض في

هذه المرحلة». وقال ان «الارهاب الانفصالي حرم الان من دعم خارجي مهم». ولقت الى ان انقرة «ستراقب عن كثب تنفيذ سورية لهذا التعهد».

لكن تركيا بدت متخوفة من احتمال ان يحصل «حزب العمال» على دعم جديد اكثر قوة بعدما اعلن رئيس الوزراء مسعود يلماز ان اوجلان يتوارى حالياً في احدى ضواحي موسكو. واكد يلماز ان تركيا «في وضع يمكنها ان تمنع (اوجلان) من الاستمرار في توجيه متمرديه عن بعد»، وانها تجري اتصالات دبلوماسية مع روسيا وتسعى للمطالبة بتسليمه. لكن وزارة الخارجية الروسية نفت مرة اخرى «اي علم لها بدخول الشخص المذكور الى روسيا».

لكن يلماز لفت في تصريح خاص ادلى به لصحيفة «صباح» التركية ان «السفير الروسي الكسندر ليديف نفى ذلك أيضاً في البداية، بان اوجلان موجود في روسيا، لكن عندما اطلعهنا على ادلة لا تحض اعترف بأنه موجود في موسكو وطلب منا امهاله ٢٤ ساعة للتشاور مع حكومته».

وقالت الصحيفة ان يلماز عرض تقريراً من جهاز الاستخبارات «مؤكداً» انه بالغ السرية يفيد بان اوجلان وصل قبل اسبوع الى المنزل الواقع في ضاحية اودينتسوفو في موسكو. وازداد التقرير ان اوجلان، الذي طلب منه مسؤولون سوريون ان يغادر البلاد اثر ضغوط مكثفة من تركيا، انتقل أولاً بواسطة سيارة من دمشق

الى بلدة القامشلي قرب الحدود التركية، وغادرها على متن طائرة خاصة كانت في انتظاره على مدرج مطار صغير متوجهاً الى لارنكا في قبرص. واستقل أخيراً طائرة تابعة لخطوط «إيرفلوت» الى موسكو في رحلة فوق الأراضي التركية.

واعتراف مراقبون اترك ان رئيس الوزراء الروسي يفغيني بريماكوف، الذي يعرف بخبرته الطويلة في شؤون

□ انقرة -

رئيسد غيورديليك:

■ القاهرة - محمد علام

اعلنت تركيا امس بعد يومين من المحادثات الامنية ان سورية استجابت لمطالبها في ما يتعلق بدعم حزب العمال الكردستاني، واختارت فتح صفحة جديدة في علاقاتها مع جارتها الشمالية. وعلى رغم ارتياح انقرة لنتائج المحادثات التي جرت في بلدة سبخان التركية قرب الحدود بين البلدين وانتهت مساء اول من امس، فانها اكدت مطالبتها بألية لضمان التزام دمشق ببنود الاتفاق.

ووجهت انقرة الاتهام الى روسيا، مشيرة الى ان زعيم حزب العمال الكردستاني عبد الله اوجلان نقل ملامه من دمشق الى ضاحية اودينتسوفو في موسكو رغم النفي المتكرر من جانب وزارة الخارجية الروسية. وعبر نائب رئيس الوزراء التركي بولند اجاويد امس عن امله في ان تتصرف روسيا «بطريقة مسؤولة تليق بقوة عظمى». وقال في الوقت نفسه ان بلاده «تأمل في بدء مرحلة جديدة من الدفء والصداقة في العلاقات مع الجارة سورية». وازداد في تصريح نقلته «وكالة الانباء التركية» (الاناضول) انه اذا التزمت سورية وعودها التي قطعتها في الاجتماع الامني فان «خطر الارهاب» سيقل برحيل زعيمه اوجلان من اراضيها.

وفي الاطار نفسه، (ق ن ا) اعلن

وزير العدل التركي حسن دينزكوردو ان وزارته بدأت الترتيبات الخاصة للمطالبة بتسليم اوجلان الى تركيا وقال ان تحديد موقع اقامته الحالية امر ذو اهمية كبرى لها.

الاتفاق

وحسب الاتفاق الذي وقعه النائب المساعد لوزير الخارجية التركي فاروق لوكوغلو ورئيس شعبة الامن السياسي السوري اللواء عدنان بدر الحسن، اقرت سورية بان حزب العمال الكردستاني «منظمة ارامية» سيبقى نشاطها محظوراً ولن تحظى باي دعم من الان فصاعداً. كما تضمن الاتفاق تعهداً من جانب سورية بالا تسمح لعناصر حزب العمال بدخول سورية او المرور عبر اراضيها الى بلد ثالث و «الأ تسمح ابدأ» بعودة اوجلان «الذي غادر البلد». وعرض الجانب السوري أيضاً، بحسب الاتفاق الذي وصفته الصحف التركية بأنه «تاريخي»، تقديم لوائح باعضاء الحزب المعتقلين.

الحكومة الكردية المحلية إعادة تأسيس جامعة جديدة في السليمانية. وتضم الجامعة الجديدة: كلية الطب والدراسة فيها لفترة ست سنوات، وكلية الزراعة، وكلية العلوم وتضم قسمي الجيولوجيا والرياضيات، وكلية اللغات وتضم ثلاثة أقسام (الكردية والانكليزية والعربية)، إضافة إلى الدراسات الإسلامية، وإلى كلية الهندسة التي جرى تأسيسها عام ١٩٩٥، وعدد طلابها في العام الدراسي الحالي أكثر من ٢٣٠٠ طالب وطالبة.

جامعة دهوك

اصغر الجامعات الكردية الثلاث، تأسست عام ١٩٩٢ في مدينة دهوك القريبة من الحدود التركية، وتضم الكليات التالية: كلية الطب، والزراعة (فرعا الانتاج الزراعي والحيواني)، وكلية الهندسة المدنية التي بدأت الدراسة فيها عام ١٩٩٤، والآداب التي تأسست أيضاً عام ١٩٩٤، وتضم أقساماً للدراسات الكردية والانكليزية والتاريخ والشريعة الإسلامية.

ويبلغ عدد طلابها أكثر من خمسمئة طالب. ونظراً لقلّة الكادر التدريسي تعتمد الجامعة تعاقبات مؤقتة يقوم بمقتضاها أساتذة من جامعة الموصل بالتدريس فيها. وعدا الدراسة في كلية الآداب، فإن اللغة المعتمدة في الدراسة في بقية الكليات هي الانكليزية.

وعلى رغم الصعوبات التي تمت الإشارة إليها، فإن الجامعة تعمل على بناء مكتبة مركزية خاصة بها واستحداث قسم خاص بالدراسات العليا، خصوصاً في كلية الآداب، إضافة إلى مركز كومبيوتر. ويذكر ان مجلس الجامعات العالمي يدرس الآن طلباً تقدمت به جامعة دهوك لقبولها والاعتراف بشهادتها.

السياسي المتصاعد الذي تعرض له اهالي كردستان العراق، في اندلاع تظاهرات طلابية كبيرة اضطرت الحكومة العراقية على اثرها إلى نقل الجامعة إلى اربيل وعرقلة قبول الطلبة الاكراد في كليتها. لكن النقل لم يؤثر، على ما بدأ، في القضاء على الحركة الطلابية الكردية التي كانت تنمو في اربيل جامعة صلاح الدين. إذ مع العام ١٩٨٢ اجتاحت تظاهرات طلابية واسعة مدينة اربيل انت إلى مواجهات دامية مع القوات الحكومية. وتمخضت بعد استمرارها لمدة اسبوع عن مقتل واعداد وجرح ١٩٦ طالباً، إضافة إلى فصل العشرات وحرمانهم من حق الاستمرار في الدراسة الجامعية، ونقل أعداد اخرى إلى بقية الجامعات العراقية.

تلعب جامعة صلاح الدين دوراً أساسياً في الحياة الأكاديمية الكردية، خصوصاً بعد نجاحها في الاحتفاظ

بعضوية مجلس الجامعات العالمي على رغم انقطاعها عن وزارة التعليم العالي العراقي. وهي تضم قسماً للدراسات العليا (POSTGRADUATE) في العديد من الميادين العلمية والإنسانية، لكنها مع ذلك تعاني من نواقص كثيرة في اتصالاتها مع العالم الخارجي وحصولها على الدوريات والمجلات والكتب الحديثة، نظراً لتوقف الخدمات البريدية بين كردستان والعالم وافتقار المنطقة إلى خدمات الهاتف الدولي.

جامعة السليمانية

تم افتتاح هذه الجامعة في مدينة السليمانية عام ١٩٦٨، لكن الحكومة العراقية نقلتها إلى مدينة اربيل عام ١٩٨٢ - ١٩٨٣ وغيّرت اسمها إلى جامعة صلاح الدين. لكن في عام ١٩٩٢ قررت

وكان للاكاديميين الاكراد في الخارج دور رئيسي في كل ذلك. ففي أوروبا، وبالذات في العاصمة البريطانية لندن، بادر العديد من المختصين والاكاديميين الاكراد في مطلع العام ١٩٩٢، إلى تشكيل لجنة فاعلة لدعم «جامعة صلاح الدين»، ترأسها الدكتور فؤاد هناري. وكان في مقدم الخدمات التي قدمتها اللجنة تنظيم عودة مجموعة من الاساتذة الاكاديميين والمختصين إلى كردستان العراق لإلقاء المحاضرات على نفقتها.

جامعة صلاح الدين في اربيل

تعتبر «جامعة صلاح الدين» أكبر الجامعات الثلاث في المنطقة الكردية، حيث تضم أكثر من ألفي طالب وطالبة يتوزعون على ١١ كلية: العلوم والهندسة والزراعة، والآداب التي تختص بالدراسات الأدبية والتاريخية والجغرافية المتعلقة بالموضوع الكردي، والتربية واللغات، والطب وطب الأسنان والطب البيطري، كلية القانون والسياسة، واهيراً كلية الإدارة والاقتصاد.

وكانت الجامعة عند تأسيسها عام ١٩٦٨ تقوم في مدينة السليمانية وتحمل

اسمها. لكن بعد تفاهم الصراع الكردي - الكردي جرى نقلها إلى مدينة اربيل التي كانت تسيطر عليها الأجهزة الأمنية العراقية بشكل كامل.

وكانت الدراسة تتم في الجامعة إلى حين باللغتين الكردية والانكليزية، إلى جانب اللغة العربية. لكن وزارة التعليم العالي ألغت اعتماد اللغة الكردية في التدريس، وضيقت من مجالات البحث والتدريس في المواضيع التاريخية والجغرافية للاكراد. كذلك أخذت تقلص من نسبة قبول الطلبة الاكراد. وتسبب ذلك الاجراء الحكومي، معطوفاً على القهر

AL HAYAT THURSDAY 22 OCTOBER, 1998 ISSUE NO 13015

والآن إلى الحوار الأوسع مع تركيا

الطرفين مصلحة في أن يتعايشا بسلام وأن لا يخربا امن واستقرار بعضهما بعضاً. إذا لم يدرك الأتراك بعد أن تحالفهم مع اسرائيل، في كثير من أبعاده، يؤدي العرب فهذا يعني أنهم لا يريدون الاعتراف بحقيقة. لا أحد يجادلهم في مصالحهم الثنائية مع اسرائيل، لكن الاعتماد عليهم في فصل هذه المصالح عن انعكاسات تحالفهم مع اسرائيل على مفاوضات تحالفا لا يستطيعون ترويضه أو إبقاء تفاعلاته عند الحدود التي تحترم مصالح الجيران المباشرين، فحليف العدو لا يمكن أن يكون صديقاً، خصوصاً أن العدو حرب احتمالات السلام ويمضي في ترسيخ العداة لا في تحضير مناخ السلام.

الأكثر خطراً هو أن هذا التحالف تمثل حتى الآن في نهج سياسي تركي قد يشجع على معالجة ملفات أخرى - المياه مثلاً - إذ سرعان ما تشرب الأتراك استراتيجية اسرائيل وتبنوها مع أن حسن النية، إذا توفر، يفترض النظر إلى مشاكل تركيا مع العرب من زاوية مختلفة. فبين العرب وتركيا ملفات تنبغي معالجتها وفقاً لمصالح الطرفين وليس بتوجهات اسرائيلية. بعدما نزع فتيل الحرب، أصبح ملحاً أن تسرع القاهرة في إعدادها لما سمته حواراً عربياً - تركيا أوسع. هناك فرصة يجب ألا تفوت. لا شك أن المسألة أكثر تعقيداً من مظاهرها، لكن الأتراك قالوا دائماً أن ليس بينهم وبين العرب سوى مشكلة أوجلان. الحوار، بل الحوار العمق، خير برهان على صدقية هذا القول.

عبد الوهاب بدرخان

طلما ان سورية وتركيا اختارتا حل مشاكلهما بالحوار، فلا يمكن إلا مباركة هذه الخطوة. فهي، كما كل الحلول السلمية، مصلحة الطرفين. الحرب مكلفة والاقتصادات تعبة في كل مكان هذه الأيام. والحرب تعقد المشاكل ونادراً ما تحلها، وإذا حلتها تزرع مشاكل جديدة العسكريين. وفي كل الأحوال لا بد من أن يعمل السياسيون بعد أن ينتهي عمل العسكريين.

لا بد أن الأتراك عجبوا من مضمون الاستجابة السورية لمطالبهم ومن حجمها وسرعتها. ربما لأنهم لم يكونوا مطلعين، أو لم يكونوا راغبين في معرفة الاجراءات التي اتخذتها دمشق للحد من علاقتها مع عبدالله اوجلان وحزبه. فالتعبئة الذاتية الحاقدة ضد سورية، والتحريض الاسرائيلي الموثق بمعلومات مفبركة ومبرجة، والرغبة التركية الداخلية في مواصلة الهرب من مشكلة الاكراد بتصديرها الى الخارج، كذلك الاصرار على تظهير دور تركي اقليمي ولو بابشع الصور... كل ذلك دفع انقاره الى افتعال اجواء حرب، كما دفع كبار السياسيين الأتراك الى لغة الحرب وجلائفتها.

كان ثمن اخماد فتيل الحرب مكلفاً جداً، وكان لا بد منه، لأن الأتراك ركبوا رؤوسهم وداسوا على كل متطلبات حسن الجوار. وفي أي حال، طالما ان اوجلان أصبح في روسيا، وطالما ان انقاره باشرت منذ أمس مطالبة موسكو به، وطالما انها راضية كل الرضا عن الاستجابة السورية، فلا بد الآن من أن تعود أذهان السياسيين الأتراك الى رشدها. فمشكلة الاكراد كانت ولا تزال أمامهم، بل كانت ولا تزال مشكلتهم، وستبقى كذلك الى أن يأتيهم الالهام بحل حضاري لها.

ومنذ الآن، أصبحت تركيا مطالبة بتوضيح نباتها إزاء العرب، واثبات أقوالها بأفعال. ولن تكون مقنعة إلا إذا أقبلت بجدية على حل المشاكل الأخرى مع العرب، وليس مع سورية وحدها، باتفاقات متكافئة. التصريحات الجوفاء لا تكفي، والكلام في العموميات لا يعمي أحداً. على رغم كل روايب التاريخ، فليس في العقود الخمسة الأخيرة ما يبرر لتركيا السير في خيار العداة للعرب. ولا أحد يطالبها بالانحياز الى العرب أو يجبرها على صداقتهم، لكن لدى

باشارة من يده التي مررها على عنقه. وفي موضوع عزيز السيد جاسم، وحتى أكون أكثر دقة معك، كان موقوفاً في دائرة المخابرات في الحاكمية، الواقعة في منطقة العلوية. كان موقوفاً وحياً في تلك الدائرة في زنازة انفرادية ولديه تسهيلات خاصة، يقرأ الصحف والكتب...

(الحلقة الثالثة والاخيرة بعد غد)

طلبت منه، في احدى المناسبات ان يتدخل لدى والده لاطلاق سراح عزيز السيد جاسم وضرغام هاشم، باعتباري رئيساً لـ «لجنة الدفاع عن حقوق الصحفيين» التي شكلناها في حضور وزير من اليمن وشخصيات عربية من مصر وغيرها. وكنت طلبت منه ذلك للتعبير عن مبادرة حسن نية. وذهب الى والده وعاد ليبلغني: ان والدي لم يوافق على اطلاق السيد جاسم. أما ضرغام فاكد موته

AL HAYAT TUESDAY 20 OCTOBER, 1998

جامعات في ظل الحظر...

كردستان العراق نموذجا

□ لندن - سامي شورش

■ تعيش المنطقة الكردية من العراق (تضم ثلاث مدن كبرى هي أربيل والسليمانية ودهوك) وبفوق عدد سكانها مجتمعة أربعة ملايين نسمة) أوضاعاً اقتصادية وسياسية وثقافية صعبة في ظل الحظرين الاقتصاديين. الدولي منذ عام ١٩٩٠ باعتبارها جزءاً من العراق، والداخلي العراقي منذ عام ١٩٩٢ باعتبارها منطقة مشمولة بحماية الدول الغربية.

وتعتبر الجامعات في المنطقة وعددها ثلاث في أربيل والسليمانية ودهوك، في مقدم القطاعات المتضررة من الحظرين. فصعوبات المعيشة أجبرت أعداداً كبيرة من الطلبة والأساتذة وأصحاب الشهادات على الهجرة أو التوجه للاشغال الحرة والركض وراء لقمة العيش. كما أن الجامعات الثلاث تعاني مشكلات كثيرة في الحصول على احتياجاتها من السوقين العراقية والخارجية.

كما ان قرار الحكومة العراقية سحب مؤسساتها وإدارتها من المنطقة الكردية بداية عام ١٩٩٢ الحق ضربة مؤذية بالوضع الجامعي في كردستان العراق، إذ بادرت وزارة التعليم العالي والبحث العلمي العراقية، بعد القرار مباشرة، إلى قطع صلتها بالجامعات الكردية ووقف صرف رواتب أساتذتها ومستخدميها ومخصصات طلابها ووقف اعترافها بشهاداتها العلمية. هذا علاوة على الطلب من اساتذتها ترك التدريس في كردستان العراق، والايحاء إلى بقية الجامعات العراقية في بغداد والموصل والبصرة بعدم قبول طلبة المدن الكردية.

وكان من شأن ذلك أن يؤدي إلى تدني قدرتها على استيعاب خريجي الثانويات المؤهلين للالتحاق بالدراسة الجامعية، وبروز نقص حاد في كادرها التدريسي من أصحاب الشهادات العليا بسبب موجات الهجرة التي شهدتها المنطقة جراء القتال الداخلي والصعوبات الاقتصادية. ولا أدل على كل ذلك من أن كلية الدراسات الإنسانية في جامعة السليمانية، والتي تضم ١١٤١ طالباً لا يتوافر للتدريس فيها سوى أربعة أساتذة من حملة شهادة الدكتوراه، إلى جانب مدرسين اثنين يحملان شهادة الماجستير. أما كلية العلوم في الجامعة نفسها، والتي يبلغ عدد طلابها أكثر من أربعمئة طالب، فإن عدد أساتذتها من حملة



كلية طب الاسنان في جامعة صلاح الدين.

الأعوام. لكن، حين عاد القتال إلى المناطق الكردية، فإن الحكومة سرعان ما عرقلت قبول الطلبة الأكراد، ومنعت تدريس اللغة والتراث والتاريخ الكردي في كليتها. ثم اقدمت في مرحلة لاحقة على نقل الجامعة من السليمانية إلى أربيل بعد تغيير اسمها إلى «جامعة صلاح الدين».

لكن، بعد الانتخابات التي جرت في المناطق الكردية عام ١٩٩٢، سارعت الحكومة المحلية إلى انشاء مجلس جامعي أعلى لتتسيط «جامعة صلاح الدين» والبحث في امكانية فتح جامعات جديدة تساعد على استيعاب طلبة اضافيين. وبالفعل عادت «جامعة صلاح الدين» إلى دوامها الاعتيادي في ١٩٩٢

بعد قرار مجلس الجامعات العالمي الاستمرار في الاعتراف بها: كما جرى في العام نفسه تاسيس جامعتين جديدتين في كل من السليمانية ودهوك لاستيعاب خريجي ثانويات المنطقة الذين بلغ عددهم في العام الدراسي ١٩٩١ - ١٩٩٢ أكثر من ستة آلاف طالب.

الدكتوراه لا يتجاوز الاثنان، فيما يبلغ عدد مدرسيها من شهادة الماجستير ٣٣ مدرساً.

إلى ذلك، أصبحت الجامعات الكردية تعاني من صعوبة الاتصال بالعالم الخارجي وجامعاته ومراكزه الوثائقية ومكتباته وأوساطه الأكاديمية نتيجة افتقار المنطقة إلى خدمات بريدية وهاتفية منتظمة.

والواقع أن الأكراد لم يمتلكوا حتى عام ١٩٩١، جامعة خاصة بهم لقبول خريجي الثانويات في مدينتهم وقصباتهم، أو للاهتمام بتراثهم وأدابهم ولغتهم وحياتهم الثقافية والعلمية، بل كانوا يضطرون في الغالب إلى الانتقال إلى العاصمة بغداد أو إلى مدينة الموصل لاستكمال دراستهم. والجامعة الوحيدة التي جرى تأسيسها في كردستان العراق عام ١٩٦٨ (جامعة السليمانية)، لم تكن سوى فقرة ضمن صفقة سياسية تم التوصل إليها بين الحكومة المركزية وثورة الملا مصطفى البارزاني في تلك

عبد الغفور يعتقد أن الرئيس صدام كان يريد تصفية عدي ونفوذه، لكنه - مع كل احترامنا له - لم يقرأ المعاني وراء مواقف صدام حسين بدقة وحذر.

● لكن الحملة على الوزير بدأت علنية بعدما نشرتم في «بابل» وبقية مطبوعات عدي ما يعرف بـ «قوائم المرتدين» الذين تركوا البلاد طلباً للرزق، والتي اللزم وقتها على الوزير لتراخيه وتعاونيه مع هؤلاء «المرتدين».

- ليس هذا فقط. انما أعد عدي خطة طويلة لإسقاط عبدالغني عبدالغفور. وبدأها بإسقاطه نفسياً، حيث نشر خبراً عنه في جريدة «بابل»، قال عنه انه كان نائب ضابط (مساعداً) في

الجيش واصبح الآن عضواً في القيادة القطرية. وبوسعكم العودة الى الخبر الذي اراد من خلاله اهانتته واشعاره بأنه ليس أكثر من نائب ضابط الخطوة التالية كانت نشر «قوائم المرتدين»، وهم في الحقيقة خرجوا كسباً للرزق. وقدم تقريراً سرياً الى والده، كنت احد الذين اعدهم يتضمن مخالافات وزارة الإعلام، بما في ذلك ارقام السيارات التي يستخدمها الوزير لتتنقل ابناؤه. وكان له ولدان يرافقانه، احدهما في المخابرات العراقية. وتضمن التقرير سجلاً بسرقات قام بها الوزير من اطارات سيارات ومسجلات صوت وما الى ذلك من الاشياء الطفيفة.

بتعبير بسيط، نجح عدي في سحب البساط من تحت قدميه ولم يعد له وجود أو قدرة على الاستمرار في منصبه.

الحصار و«امبراطورية» عدي

● ماذا عن الحظر الدولي على العراق، وما هو موقع عدي وموقفه؟

- عدي أكبر المستفيدين من الحصار، ومعناه الآن على الأرض استئثاره ظواهر كثيرة منها ظاهرة التهريب. وفي الوقت الحاضر يسيطر عدي على تجارة الويسكي في العراق وتجارة السجائر وصفقات بيع اليوريا (السماد الكيماوي)، والبنزين وتهريبه. انه يسيطر على أمور كثيرة غيرها. لدى عدي امبراطورية تجارية تمتد الى تركيا وايران والأردن.

● وما مدى صحة التقارير التي تحدثت عن شراكة وصفقات تجارية لعدي مع جهات ايرانية؟ وهل اتاح لك موقعك الاطلاع عليها؟

- الصفقات صحيحة. والشراكة التجارية بين عدي وجهات ايرانية صحيحة.

● اين يجري الاتصال بين الطرفين، في أي مفصل من المفصل التي ذكرت؟

- الاتصال بين الطرفين يجري من خلال شخص موجود في باريس وله مكتب في العاصمة الفرنسية.

● هل هي شركة، ام وكالة تجارية، ام شخص؟ - ارجو معذرتي عن ذكر التفاصيل، لأن بعضهم اصدقاء لي، ولا أريد ان اخرجهم على أي حال للحلقة الباريسية أكثر من دور، وهي بمثابة مركز للتنسيق مع ايران ومع لبنان من خلال احد رجال الأعمال، ومع احد قادة الأكراد في شمال العراق.

● ما هو دور «مؤسسة عدي» في تجارة النفط والوقود وتهريبها الى الخارج؟

- هو المحرك الأساسي لتجارة البنزين. وهو الرجل الرقم واحد في العراق في تهريب هذه المادة.

● من أي مصدر يتزود بهذه الكميات الكبيرة جداً؟

- من وزارة التجارة وبامر من الوزير محمد مهدي صالح.

● كيف يجري ترتيب عمليات التهريب، ما هي

الآليات الموضوعة لذلك؟

- عملية بسيطة جداً. لديه ٥٠ ناقلة تشكل أسطوله للتهريب عبر الخليج واتفق مع جهات ايرانية على دفع رشوة مقدارها مئة دولار لكل طن يجري تهريبه. وكما هو معروف فالبنزين والكاكازويل العراقيان مطلوبان بشدة في الأسواق العالمية.

● وكيف يجري التهريب عبر تركيا؟

- مع تركيا يستخدم السيارات ولدى عدي أسطول منها، وبالتنسيق مع بعض الأشخاص الموجودين في منطقة الحكم الذاتي الكردية.

● هل تقصد ان لعدي صلات مع الأحزاب الكردية التي تدير المنطقة حالياً؟

- لديه صلات مع شخصيات متنفذة تعمل في الأحزاب الكردية. ويؤكد عدي على الدوام أنه يستطيع ان يؤثر داخل منطقة كردستان. وهو عقد لقاءات مع أكراد كثيرين خصوصاً من الشيوخ والأغوات، ومن القيادات القديمة التي تعاملت سابقاً مع الحكومة.

● عمليات التهريب هذه، هل تجري لمصلحة الدولة ام هي عملية مرتبطة بشخص عدي ومؤسساته التجارية؟ هل هو ينفذ برنامجاً لخرق الحصار مثلاً، أم هو مجرد مشروع خاص به؟

- هذه العمليات تجري لمصلحته هو، ويعود نفعها الى جيبه فقط.

● اشرفت على هذه العمليات كما يبدو، كم تقدر حجم الاموال العائدة من هذه التجارة؟

- مئات الملايين من الدولارات في الاقل. يمكن ان تحسب مردود ٥٠ باخرة تحمل ١٠ آلاف طن تعمل مكوكياً على الخط البحري في الخليج.

● وهل هذه الناقلات مسجلة باسم عدي شخصياً، ومملوكة قانونياً له؟

- ليس بالضرورة، انها مسجلة باسماء مختلفة وليس باسمه فقط قسم كبير منها مسجل باسم اصيل طبرية الذي يعتبر مسؤولاً عن حركتها. ويقابله في احدى دول الخليج تاجر له مكاتب وفروع في دبي ودمشق وعمان، يقوم بتسليم الشحنات.

● اضافة الى ذلك يتبع عدي اسلوباً آخر منذ العام الماضي، يجري بموجبه بيع الوقود في البصرة الى مفاولين ثانويين يرغب في منفعتهم، ويكملوا من جهتهم بقية المشواز الى الخليج.

● وهل سجل عدي شركات يملكها، أو اسهم منها، باسمك؟

- نعم. لا يزال عدد كبير من الأسهم مسجلاً باسمي وهذه مشكلة يواجهها عدي بعد خروجي، مثل شركة «إباء» للانتاج الحيواني التي لي فيها اسهم كثيرة، وهي شركة لانتاج البذور. وشركة «الايمن» لانتاج اللحوم ومزارع تربية الدواجن... وغيرها.

● نستنتج ان الحصار الدولي جعل من عدي مليونيراً ووسع ثروته؟

- طبعاً، ومن مصلحته استمرار الحصار. وليس هذا فقط بل انه يهيمن أيضاً على جميع المساعدات التي تأتي من الامارات حيث يخزنها الآن في مخازن تابعة للجنة الأولمبية، بعد توزيع جزء بسيط منها تصوره وسائل الإعلام. وبوسع لجنة تقصي ان تجد في أسواق حي جميلة علامات السلع المقدسة كعمونة من الامارات تباع في الأسواق.

● وماذا عن قطاع الصيرفة؟ أي مجال تحويل العملات الصعبة من الخارج الى العراق وبالعكس، وما قيل عن شراكته مع بعض لاعبي المنتخب العراقي لكرة القدم في تهريب العملات، وبخاصة الدولار؟ هنالك قضية رعد حمودي، حامى الهدف (حارس

المرمى) الدولي السابق، الذي ذكر أنه كان يحمل معه مليون وربع مليون دولار أثناء خروجه من الحدود الى الأردن، وتدخل عدي لانتاذه؟

- لا أستطيع ان اجزم بذلك، سمعت عن ذلك، لكنني لا أستطيع الاستجابة لكل ما اسمع، انا اتحدث عما اعرفه. انما لعدي مكاتب كثيرة في بغداد تتعاطى تجارة الدولار. أي انها تعمل في مجال السحب والشراء بالعملة الاميركية، كجزء من المضاربة المعروفة.

● وفي الواقع فإن عدي هو أحد اطراف التي تتحكم بسعر الدولار في السوق العراقية. فهو يمتلك الملايين منها، ويستطيع ان يرفع سعر الدولار او يخفضه وفقاً لمصالحه واتجاهات عمله التجاري.

عدي والحرس القديم للصحافة

● أعود الى موضوع العلاقة بين عدي والصحافة والشكفيين في العراق. نشر الكثير عن تعرض الشخصيات الثقافية والصحافية العراقية للضرب والاذلال والاعتقال، منها، بل في مقدمها قصة أحمد صبري ولطفي الخياط عندما وضعهما على المسرح ورامهما بالطمائم الفاسدة أمام جمهور الصحافيين؟ اين كنت من ذلك؟ وما حقيقة ما حصل ودوافع عدي الى ذلك العرض وغيره؟

- أريد ان اقول بوضوح ان العملية التي تطرقت اليها كانت من تنفيذي. لا أنكر ذلك. ولقد نفذتها مجبراً.

● الا تشعر بالأسف الآن على ما قمت به؟

- نعم، أشعر بذلك، فقد كانوا زملائي واصدقاء لي. ولكن لم يكن عدي مهرب. ولم اكن أو من بالامر. صحيح انهم اذنبوا أخطاء، انما طريقة العلاج كانت خاطئة أيضاً. والقاعة التي كانت مليئة بالصحافيين شهدت امتعاض الحضور من هذا الأسلوب.

● دعنا نسترجع معاً ما حصل بالضبط؟

- تم استدعائهم الى المنصة وطلبوا منهم الحديث عن بعض الأخطاء التي ارتكبت في مجلس النقابة، وكنت في تلك الفترة أمين سر نقابة الصحافيين. وبعد شروعهم بالحديث نهض بعض الصحافيين ورموهم بالطمائم.

● بترتيب منك؟

- نعم بترتيب معي، ولكن باوامر حازمة من عدي صدام حسين. وقد سعيت قبل دقائق من الاجتماع الى استئذان صباح ياسين (كان مستشاراً اعلامياً للرئيس العراقي، ورئيس تحرير سابقاً لصحف عدة وبعثياً بارزاً هرب الى خارج العراق أيضاً)، وكلمت عدي هاتفياً للحصول على موافقته، وعندما وافق، ذهبت الى حيث كان يجلس واخرجته بنفسي من القاعة وطلبت منه الانصراف الى داره.

● هذه احدي الممارسات «السخيفة»، التي اعتاد عليها عدي، وهو يعتقد بأنه بهذا العمل يخيف الآخرين ويبرههم وفي النتيجة استاء الصحافيون وانزعجوا انزعاجاً كبيراً.

● وهل شاورك عدي في الموضوع قبل تنفيذه؟

- الحقيقة أنه اصدر الأمر ولم يشاورني. ان عدي لا يشاور أحداً.

● هنالك قصة الكتاب والصحافيين داود الفرحان وضرغام هاشم وعزيز السيد جاسم الذين اختفوا بعد اعتقالهم واشيع أنهم قتلوا، ما حقيقة ذلك، ما هو مصير هؤلاء، وفقاً لطوماتك؟

- ضرغام هاشم قتل. ذلك ما ابلغني به عدي، حيث قال انه كان ينتمي الى تنظيم سياسي معاد للعراق، لم يسمه.

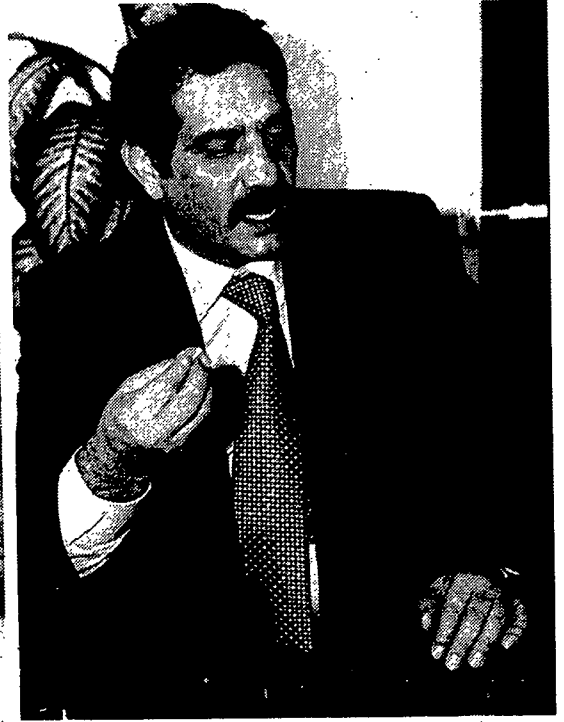
● وهل صدقت ذلك؟

- كانت هذه هي التهمة. اما عزيز السيد جاسم فكان على قيد الحياة حتى عام ١٩٩٦. وعرفت من خلال عدي انه موجود وحي. وكنت

السكرتير الشخصي لعدي صدام حسين يتحدث الى "الحياة" بعد لجوئه الى الغرب (٢)

عباس الجنابي : عدي أطاح وزراء وأحكم قبضته على الإعلام يملك أسطولاً من الناقلات وشبكته تمتد من إيران إلى فرنسا مروراً بدبي ولبنان

AL HAYAT TUESDAY 20 OCTOBER, 1998



□ بروكسيل - اسماعيل زاير

تحدثت عباس الجنابي السكرتير الخاص لعدي صدام حسين في الحلقة الأولى عن انقسام عائلة الرئيس صدام حسين والصراعات الدائرة بين أركانها، والعنف الذي صاحبها، وكيف أصبحت هذه الانقسامات شأناً جوهرياً في آلية عمل الدولة واستقرارها. كما تطرق إلى حرب الخليج، وأزمة الكويت، وموقف عدي خلالها وعملية الاغتيال الفاشلة التي تعرض لها وأعادته إلى مراكز القوة التي فقدتها منذ ١٩٩٥.

وفي حلقة اليوم يتطرق الجنابي في حوار مع «الحياة» إلى انبعاث «امبراطورية» عدي وعلاقاته الدولية وإدارته لعملات تهريب الوقود والنفط والاسمدة عبر شبكة من الشركاء في المنطقة وخارجها. ويكشف أيضاً دور الحلقة الباريسية في تنسيق الصفقات التجارية لعدي ومؤسساته.

ويلقي الجنابي المقيم في أوروبا أضواء على الأحداث المؤلمة التي رافقت تمدد عدي نحو المؤسسات الإعلامية والصحافية وصولاً

إلى السيطرة عليها وتوجيهها.

● شهد المسرح الإعلامي والصحافي الكثير من الأحداث والتقلبات وكان لعدي دور مركزي فيها على الدوام، منها ما قيل عن اسقاطه عبدالغني عبدالغفور وزير الإعلام السابق، وحامد حمادي بعده وآخرين. وأسس التجمع الثقافي الذي بدا كآته بديل للاتحادات الثقافية والصحافية في البلاد. وأنتم ساهمت خلال تلك السنوات في إدارة نشاطه، ما هي حقيقة الأمر؟ وماذا جرى في الواقع؟

- هيمنة عدي على الصحافة والوزارات لم تكن مسألة صعبة، بل بالعكس هي مهمة هينة جداً. والسبب الرئيسي ان ليس في العراق سوى قانون صدام حسين وقانون اولاد صدام حسين. وما يسري عليهم لا يسري على الآخرين. وعدي قادر على الهيمنة على الصحافة في كل الاحوال اينما كان موقعه. والوزراء الذين اسقطهم أكثر من حامد حمادي وعبدالغني عبدالغفور. انكرك هنا وزير الشباب، نوري فيصل الشاهر الذي شن عليه حملة في جريدة «البعث الرياضي» حتى اسقطه من وزارة الشباب. وأنا شخصياً أمرت بقيادة الحملة.

● ونجحت في المهمة؟

- كنت مجرد أداة فيها. وكذلك اسقط عبدالفتاح محمد أمين، آخر من تولى وزارة الشباب. إذ اكتشف أنه إذا بقي في مكانه وزيراً للشباب فإن عدي سيطيح رأسه. وتخلصاً من المواجهة مع عدي اقترح على صدام حسين الغاء الوزارة برمتها والغيت الوزارة عام ١٩٨٧، وبعدها انشا عدي اللجنة الأولمبية مؤسسة بديلة.

أما لطيف نصيف جاسم (وزير الإعلام العراقي أثناء أزمة الكويت) فامرته مختلف، لان موقفه أثناء حرب الخليج كان جباناً فترة الحرب. أما عبدالغني عبدالغفور، فعدي اسقطه ولم يكتف بذلك بل اقام عليه دعوى جزائية في المحاكم يطالبه بدفع تعويضات عشرة ملايين دينار لانه تجرأ وامر باغلاق جريدة «بابل» لمدة ثلاثة ايام، لانها خالفت قانون المطبوعات.

● ما كان السبب الحقيقي لهذه القضية؟ لماذا اصطدم الوزير مع عدي؟

- خطأ الوزير انه فسر توجيهات صدام حسين تفسيراً مغلوطاً. كان عبدالغني

بان تفتح الباب أمام تفاهم وحوار بين الدولتين الجارتين. وقال إن الاجتماعات الأمنية بين البلدين تعد محور المبادرة المصرية للحؤول دون نزاع عسكري بين سورية وتركيا، وترك الباب مفتوحاً أمام استضافة مصر اجتماعات مقبلة، مشيراً إلى أن «الأمر متروك للبلدين».

إلى ذلك، أوضح أوجلان في بيان نشرته وكالة أنباء «بيم» القريبة إلى حزب العمال (مقرها ألمانيا) أنه توجه إلى سورية «من فترة إلى أخرى لزيارة الشعب الكردي لكن هذه التنقلات مستقلة عن الحكومة السورية». وتابع في البيان الذي تلقتة وكالة «فرانس برس» في أنقرة: «لست في سورية الآن، بل في كردستان أوصل عملي». ولم يوضح هل يعني بـ «كردستان» جنوب شرقي تركيا أو شمال العراق أو غرب إيران.

سليمان قداح إلى أن الافتراءات التركية ضد سورية ترجع إلى ازمت داخلية تركية ونصب في خدمة الاطماع الإسرائيلية.

وأكد وزير الخارجية التركي اسماعيل جيم عقد الاجتماع الأمني مع سورية أمس وقال إن ممثلين عن الطرفين سيلتقيان مجدداً اليوم، فيما افادت شبكة «ان. تي. في» أن الجانب السوري قدم لائحة بأعضاء حزب العمال الذين اعتقلوا في سورية بهدف «تأكيد ان دمشق تشن بالفعل حملة ضد الحزب في الأراضي السورية». وأضافت ان الوفد السوري برئاسة اللواء حسن بدير حسن دعا مسؤولين أتراك إلى زيارة سورية لاستجواب الموقوفين من حزب العمال.

وأكدت القاهرة أمس بدء اجتماعات المسؤولين الأمنيين الأتراك والسوريين وعبر وزير الخارجية المصري السيد عمرو موسى عن أمه

موسكو تبحث عن صيغة لحل «مشكلة أوجلان»

AL HAYAT TUESDAY 20 OCTOBER, 1998

اللقاء تقرر فور توقيع الزعيمين اتفاق المصالحة في واشنطن، لكنه أرجى بسبب الأزمة التركية - السورية. وعلم ان طالباني «ارجا» زيارته دمشق للتعبير عن استياء الأكراد من اقتراح نكروا ان القيادة السورية عرضته على أنقرة ويقضي بعقد اجتماع تركي - سوري - عراقي - إيراني لمعالجة الوضع في كردستان العراق من دون اشراك الأكراد.

ويتخوف اكراد العراق من هجوم واسع تشنه القوات التركية بحجة «انتقال» أوجلان إلى المناطق التي يسيطر عليها طالباني، تحديداً قرب مدينة السلیمانیه، كما تردد سابقاً دخول قواته هذه المناطق. ولتفادي مثل هذا الاحتمال سيلتزم الحزبان الكرديان العراقيان بحماية الحدود من الجانب العراقي منعا لتسلسل مقاتلي أوجلان إلى الأراضي التركية، لكنهما سيربان عن قلقهما من وجود عشرة آلاف جندي تركي في شمال العراق.

فلاديمير جيرينوفسكي ترتبط بعلاقات قوية مع حزب العمال وتشكل الآن «اللوبي» الذي يدعو إلى استضافة أوجلان في روسيا.

لكن دبلوماسياً رفيع المستوى قال ان موسكو لن تقدم على مثل هذه الخطوة من دون التفاهم مع أنقرة، مشيراً إلى ان أي بلد يستضيف أوجلان سيفرض قيوداً على تحركاته السياسية.

وقال مصدر كردي لـ «الحياة» انه لا يستبعد ان تنظر بغداد في احتمال قبول أوجلان. واستدرك ان زعيم حزب العمال المحظور في تركيا سيكون في هذه الحال «ورقة ضغط» على أنقرة لاقناعها بالحد من نشاط اكراد العراق في أراضيها.

واكد ان زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني ورئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني سيلتقيان هذا الاسبوع مسؤولين أتراك في أنقرة، موضحاً ان

□ موسكو - جلال الماشطة

■ علمت «الحياة» من مصدر دبلوماسي رفيع المستوى ان موسكو تعمل لتكثيف جهودها من أجل ازالة التوتر بين أنقرة ودمشق، وتنتظر في صيغة لـ «حل مشكلة» زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان. ولم يستبعد المصدر احتمال انتقال الزعيم الكردي إلى بلد «خارج الشرق الأوسط».

وأوضح ان المشكلة لا تتمثل في رغبة سورية في رحيل أوجلان بل في «ايجاد بلد يقبل استضافته». وأضاف ان اسم أوجلان ليس ضمن قوائم «الأرهابيين الدوليين» لذلك فإن انتقاله للإقامة في بلد آخر لن يسبب اشكالية قانونية لكنه سيثير أزمة سياسية.

وبين البدائل المطروحة اليونان وأرمينيا وروسيا. وذكر خبير في البرلمان الروسي ان كتلة الحزب الديمقراطي الليبرالي بقيادة

«لأخبار» لدى روسيا عن انتقال أوجلان إليها

أنقرة: تقدم مهم في المحادثات مع دمشق

AL HAYAT WEDNESDAY 21 OCTOBER, 1998

أي دعم، لمقاتلي أوجلان، ومؤكداً ان الأمر يتعلق بتحذير تركي «أخير».

وفي موسكو أعلنت وزارة الخارجية الروسية ان ليست لديها معلومات، عن وجود عبدالله أوجلان في الأراضي الروسية.

وأشار الناطق باسم الوزارة فلاديمير رحمانين إلى ان وسائل الاعلام نقلت عن أوجلان نفسه انه «موجود في كردستان».

وعن موقف روسيا من تسوية المشكلة الكردية، قال رحمانين ان موسكو تنطلق من مبدأ «مراعاة حقوق الفرد والأقليات القومية، لكنها في الوقت ذاته تؤكد ضرورة الحفاظ على وحدة أراضي الدول التي يقطنها الأكراد، وذكر تحديداً إيران وتركيا من دون ان يشير إلى العراق.

واستنكر «مظاهر الإرهاب والانفصالية بأي شكل وفي أي مكان»، لكنه شدد على ان المشكلة الكردية لا يمكن حلها بالقوة.

سيهان قرب اضنة في جنوب تركيا.

وأعلنت شبكة التلفزيون التركية «ان. تي. في» مساء الاثنين ان الطرف السوري قدم إلى المسؤولين الأتراك لائحة بأعضاء في حزب العمال اعتقلوا في سورية لتأكيد ان دمشق تكافح بالفعل بنشاط حزب العمال على أراضيها.

وأضافت ان الوفد السوري دعا المسؤولين الأتراك إلى زيارة سورية لاستجواب الموقوفين من حزب العمال الكردستاني.

ونكرت الشبكة انه اذا توصلت هذه اللقاءات إلى نتائج «مرضية» فإنها ستمهد السبيل أمام لقاء بين وزير الخارجية البلديين.

وكان الرئيس التركي سليمان ديميريل وجه في خطاب القاه في محافظة هاتاي (لواء الإسكندرون) أول من أمس تحذيراً جديداً إلى سورية، مشيراً إلى ضرورة وقف

■ أنقرة، موسكو - «الحياة»

أ ف ب - أعلن وزير الدفاع التركي عصمت سيزغين أمس تحقيق «تقدم مهم» في المحادثات بين مسؤولين أمنيين سوريين وأتراك، التي بدأت على الجانب التركي من الحدود بين البلدين.

وقال سيزغين للصحافيين: «حصل تقدم مهم، وسيوضع ذلك على الورق، لكن هذا لا يكفي، يجب ان تطبق سورية التقدم الحاصل». وأضاف ان «المحادثات تتواصل».

وكانت أنقرة اتهمت دمشق بتقديم الدعم لمقاتلي حزب العمال الكردستاني وبايواء زعيمه عبدالله أوجلان، وهددتها بعمل عسكري اذا لم توقف دعمها الحزب المحظور في تركيا.

وبدأت المحادثات بين المسؤولين من البلدين بعد ظهر الاثنين في مكان لم يعلن عنه رسمياً. وأشارت الصحف التركية أمس إلى انها تجرى في مدينة

AL HAYAT

1 OCTOBER, 1998

تركيا تطلب من ايطاليا "تصحيح خطأ" السماح بعقد مؤتمر كردي لديها

انقرة: "أدلة جديدة" على ايواء سورية أوجلان

□ انقرة - رشيد غيورديلي

■ عقد «مجلس الامن القومي» التركي اجتماعه امس وسط تكهنات بأنه سيبحث الدعم السوري المزعوم لمقاتلي حزب العمال الكردستاني بزعامة عبد الله اوجلان ويضع في مقدم جدول اعماله تبني استراتيجية مضادة تتضمن خيارات عسكرية. وجاء الاجتماع الذي حضره كبار قادة القوات المسلحة والزعماء المدنيين في اعقاب تصريحات لوزارة الخارجية التركية اشارت فيها الى «أدلة جديدة» تؤكد ايواء دمشق لاجوجلان. وافادت مصادر صحافية قريبة من

المؤسسة العسكرية التركية ان مواقف قادة الجيش تتسم بالتشدد. وذكرت صحف وشبكات تلفزيون رئيسية عشية اجتماع مجلس الامن القومي انه سيبحث في استراتيجية مضادة تشمل «اجراءات عسكرية محتملة». وابلغ الناطق باسم وزارة الخارجية التركية نجاتي اوتكان المرسلين، امس، «ان العلاقات مع دمشق تغير مشاكل وان هذه الحال ستستمر طالما واصلت سورية دعمها» لحزب العمال الكردستاني. وقال: «يكفي ان نتذكر كيف ان بعض اعضاء البرلمان الايطالي، الذين تحدثوا في اجتماع امس، اشاروا الى محادثات اجروها في دمشق مع

زعيم المتمردين». وينفي المسؤولون السوريون الاتهامات التركية لدمشق بانها تسمح لاجوجلان بالاقامة فيها وتوجيه عمليات مقاتليه من موقعه هناك. ورداً على سؤال عن القيء الرئيسية التي تمكّن سورية من استنفاذ تركيا على هذا النحو السافر، تجنب اوتكان اعطاء اجابة مباشرة. وقال ان «هناك بلداناً صغيرة توظف منظمات اراهابية، ليس في منطقتنا فحسب بل في انحاء العالم. ويرجع السبب جزئياً الى صغر حجمها وطبيعة الانظمة القائمة فيها». وحول تحركات لدبابات تركية رصدت في بلدة كيليس على الحدود

بدء الاجتماعات الامنية وتركيا تتهم ضباطا سوريين بالقتال مع اوجلان

ديميريل في الاسكندرون: تحذير "اخير" لدمشق

□ دمشق - ابراهيم حميدي
□ القاهرة - «الحياة»

■ صدّق المسؤولون الأتراك امس لهجتهم للضغط على سورية في المفاوضات الامنية التي بدأت بين كبار مسؤولي الامن في البلدين، وذلك على الجانب التركي من الحدود المشتركة، وسط تعميم على سير الاجتماع، الاول بين الجانبين منذ بدء الازمة. ووجه الرئيس سليمان ديميريل من الاسكندرون التحذير «الخير» لدمشق، مشدداً على ضرورة «وقفها» اي دعم، لحزب العمال الكردستاني بزعامة عبدالله اوجلان الذي أكد امس انه غير موجود في سورية، في حين اتهم وزير الدفاع التركي عصمت سيزغن بارسال ضباط للقتال في صفوف الحزب. وأكد ان انقرة «ستفعل ما هو ضروري» اذا لم تسو المشكلة بالوسائل الدبلوماسية. وحرص المسؤولون السوريون على «تغليب لغة العقل» على رغم انتقادهم «الافتراءات» والاستفزازات التركية. وحذر ديميريل سورية ضمناً من اي مطالبة بلواء الاسكندرون. ونقلت وكالة «فرانس برس» عن الرئيس التركي قوله في كلمة القاها في سمنغ قرب الحدود مع سورية: «لنست لدينا اطماع في اراضي الآخرين والذي يطعم باراضينا سيصطدم رأسه بالحائط». معروف ان فرنسا ضمت لواء الاسكندرون الى تركيا عشية الحرب العالمية الثانية. وازداد ديميريل: «لا اقول ذلك في اطار التهديد لكن الذين حاولوا في الماضي استخدام القوة مع تركيا ندموا». وجدد اتهامه سورية بدعم حزب العمال

الكردستاني المحظور في تركيا وقال: «ارسلوا عصابات من القنلة الى تركيا، قتلت خمسة الاف شخص بريء بينهم رضع. هذه العصابات قتلت ايضاً خمسة آلاف جندي وشرطي وزعيمها مدعوم من دمشق ويقع فيها. نفذ صبرنا ويجب عدم اعتبار موقفنا السلمي علامة ضعف. فلتطرد السلطات السورية هؤلاء المجرمين من اراضيها». وذكر ان ٢٨٢ مديناً وعسكرياً قتلوا في محافظة هاتاي على ايدي مقاتلي حزب العمال (تفاصيل اخرى في الصفحة ٦) ودعا الرئيس التركي سورية في وقت سابق امس الى «وقف اي دعم» للحزب، مشيراً الى ان الامر يتعلق بتحذير تركي «الخير» الى سورية كي «توقف كل دعم» لمقاتلي اوجلان. وقال في كلمة القاها ايضاً في هاتاي: «كل ما نريده ان نوقف سورية دعمها للارهابيين، وان تغلق معسكراتهم ولا تمنح اللجوء لقائدهم» عبدالله اوجلان. وزاد: «نريد حلاً سلمياً لكن هذا لا يعني اننا ضعفاء. الدولة التركية قوية بما يكفي كي تقضي على مثل هذه المشكلة. نحن نحاول

اقناع سورية للمرة الاخيرة ونامل بالا تشهد منطقتنا مزيداً من الصعوبات بعدما عرفت مشاكل كثيرة». وحض ديميريل الدول العربية على عدم الوقوف الى جانب سورية، وقال ان «الاف الضحايا المسلمين قتلوا بايدي الارهابيين، وإذا كانت الدول العربية تقول نحن متضامنون مع سورية، فهذا يعني انها متضامنة مع الذين يساعدون الارهابيين في ذبح المسلمين».

في الوقت ذاته اتهم وزير الدفاع التركي سورية بارسال ضباط للقتال الى جانب عناصر حزب العمال. وقال للتلفزيون التركي: «لاحظنا وجود بعض ضباط الجيش السوري بين ارهابيي حزب العمال الكردستاني الذين قتلوا خلال المواجهات الاخيرة مع الجيش، التركي. واعتبر ان «هذا مثال اخير على الطريقة التي تساعد بها سورية الارهابيين الانفصاليين». واستدرك محذراً: «اذا لم نتوصل الى تسوية لهذه المشكلة مع سورية بالطرق الدبلوماسية سنفعل ما هو ضروري». وكانت مصادر دبلوماسية غربية اكدت لـ «الحياة» في دمشق ان «نجاح» المحادثات الامنية سيؤدي الى عقد لقاء ثلاثي يضم وزراء الخارجية السورية فاروق الشرع والتركي اسماعيل جيم والمصري عمرو موسى. وأكد وزير الدفاع السوري العماد اول مصطفى طلاس ليل الأحد ان بلاده «حرصت على معالجة ما هو قائم مع البلد الجار تركيا، عبر الاقنية الدبلوماسية»، داعياً الى «تغليب لغة العقل والمنطق والاحتكام إلى القانون الدولي»، لان «المستفيد الوحيد من اي صدام مسلح هو إسرائيل». وأشار الأمين القطري المساعد لحزب «البعث» الحاكم السيد

AL HAYAT WEDNESDAY 16 SEPTEMBER, 1998

سترعى لقاء مصالحة بينهما

أولبرايت : بارزاني وطالباني يمثلان الأصوات الحقيقية للشعب العراقي

تناول «الوضع في العراق والمناخ الامني والسياسي في كردستان العراق، والنزاع بين الاتحاد والحزب الديمقراطي الكردستاني ودور الولايات المتحدة». وأكد طالباني لأولبرايت التزام حزبه بالتوصل الى حل سلمي للنزاع الكردي، معرباً عن تقديره الوساطة الاميركية.

وشدد على الحاجة الى تنفيذ قرار مجلس الامن الرقم ٦٨٨ الذي يطالب بوضع حد لاعمال القمع ضد الشعب العراقي، مشيراً الى استمرار حملات التهجير التي تنفذها الحكومة العراقية ضد المناطق الكردية في كركوك وخانقين، معتبراً اياها خرقاً للقانون الدولي.

العراق». واعتبرت ان الزعيمين «يمثلان الاصوات الحقيقية للشعب العراقي»، ومصالح الملايين من اكراد العراق.

ونكر روبن ان المحادثات تناولت «الوضع في العراق والسياسة الاميركية الحالية تجاهه اضافة الى الحاجات الامنية وبرامج المساعدات الانسانية لسكان شمال العراق».

واضاف ان اولبرايت «شدت على ضرورة اجراء المصالحة بين الاطراف الكردية».

واعلن ان الجانب الاميركي سيعقد لقاءات مع الزعيمين الكرديين اليوم وغداً، على ان تلتقي اولبرايت وطالباني وبارزاني معاً غداً او الجمعة. وتابع ان «المصالحة الكردية هدف مهم للولايات المتحدة، وهذه خطوة على هذا الطريق».

واصدر الاتحاد الوطني الكردستاني بياناً عن محادثات طالباني مع اولبرايت افاد ان البحث

الزعيمين الكرديين الخميس والاثنين الماضيين بحضور مستشار الرئيس الاميركي للامن القومي سموثيل بيرغر، واجرت معهما محادثات منفصلة تمهيداً لتحقيق المصالحة بين حزبيهما على اساس اتفاقات انقرة. واعلن الناطق باسم وزارة الخارجية الاميركية جيمس روبن ان اولبرايت اعربت للزعيمين الكرديين عن «استمرار اهتمام الولايات المتحدة باوضاع الاكراد وجميع سكان شمال

□ واشنطن -
رفيق خليل الملعوف

اعلنت وزارة الخارجية الاميركية ان مسعود بارزاني زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني وجلال طالباني زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني سيلتقيان غداً او الجمعة في واشنطن بحضور وزيرة الخارجية مادلين اولبرايت. وكانت اولبرايت التقت كلاً من

قدمت اقتراحات للمصالحة ووزيرة الخارجية الاميركية التقت الزعيمين

واشنطن لطالباني وبارزاني : لا نتعاون مع حلفاء بغداد

□ واشنطن - رفيق خليل الملعوف

■ وصف مسؤول رفيع المستوى في ادارة الرئيس بيل كلينتون امس للقاء الاول بين رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني ورئيس الاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني الذي عقد في واشنطن الاربعة في مقر وزارة الخارجية وبرعاية اميركية بأنه كان جيداً نتيجة شعور الجانبين بإمكان تحقيق تقدم حقيقي للتوصل الى المصالحة بينهما على رغم الخلافات الكبيرة التي تفصلهما.

وعقدت بعد اجتماع طالباني - بارزاني لقاءات اخرى ابرزها اجتماع وزيرة الخارجية مادلين اولبرايت بالزعيمين الكرديين العراقيين. وقال المسؤول ان المحادثات استمرت نحو ثلاث ساعات على مرحلتين: اجتماع ضم الزعيمين ووفديهما ومساعد وزيرة الخارجية الاميركية لشؤون الشرق الاوسط السفير مارتن انديك ونائبه المكلف ملف شمال العراق ديفيد ويلش واجتماع آخر مع ويلش الذي دخل في التفاصيل الدقيقة. واكد ان الجانب الاميركي قدم اقتراحات تهدف الى التقريب بين الموقعين، لكنه رفض كشفها. وقال ان الجانبين يحاولان السعي الى التوصل الى صيغة تؤدي الى عودة «الادارة الاقليمية، الكردية الموحدة في شمال العراق لتستعمل سلطاتها ومواردها لمصلحة جميع الاطراف. واعترف بصعوبات تواجه تحقيق ذلك نظراً الى الصراع السياسي القديم والظاهر بين الحزبين، موضحاً ان النقاش شمل الصيغ المطلوبة للمشاركة في الادارة الكردية ونسبها. وزاد: «هناك خلافات ذات

عن تاثيرات بغداد وطهران ونفوذهما، وقال: «لا نعتقد ان في امكانهم حل مشاكلهم وحماية مستقبلهم بالتطلع نحو النظام الحالي في بغداد او النظام في طهران». لكنه اعترف بأن للجانبين «اتصالات وفي بعض الاحيان تعاوناً» مع النظامين «ولا نشجع ذلك». وزاد: «نحن في الولايات المتحدة لا نتعاون مع متحالفين مع بغداد».

وعن دور القيادات الكردية في المعارضة العراقية، قال المسؤول الاميركي ان «اهمية الزعيمين تكمن في انهما يمثلان ناساً حقيقيين داخل العراق ولديهما شعبية كبيرة في شمال العراق. ان مجرد وجودهما في واشنطن يظهر الموقع الذي يقفان فيه».

وذكر ان الادارة ترغب في اظهار دعمها الاكراد، مشيراً الى انهم «جلبوا لانفسهم الكثير من المشاكل، ونعتقد ان افضل وسيلة للتعاطي مع مستقبلهم بطريقة بناءة هي في ان يحصل تغيير في بغداد، ونحن مقتنعون بذلك. لكن عمليتنا هنا تركزت الى مبدأ الخطوة خطوة بالنسبة اليهم». ونبه الى ان «تطوير المعارضة ضد الرئيس العراقي (صدام حسين) هو قضية كبيرة لا يمكن ان نحل اجتماعاً لمناقشة المشكلة الكردية، وهذان الشخصان (طالباني وبارزاني) يمثلان افرقاء يسيطرون على قسم كبير من البلاد، ولديهم تاريخ مرير مع ذلك النظام، فاذا لم تكن هذه معارضة لا اعرف ما هي المعارضة».

وشدد على ان الهدف الاميركي ليس محصوراً بالمصالحة الكردية بل «هدفنا اكبر والمطلوب توجيه السؤال اليهم في شان كيفية تعاطيهم مع العناصر الاخرى في المعارضة، سواء في الجنوب او الوسط او في الخارج».

ابعد سياسية واقتصادية يصعب عليهما حلها، لكنهما يدركان ان المستقبل المحفوف بالخلافات لن يحميها من الضغوط التي سيتعرضان لها، سواء من داخل العراق او من خارجه». وتوقع ان يكون الاجتماع الاول بين الزعيمين الكرديين منذ اكثر من ٤ سنوات بداية لمزيد من الاجتماعات في شمال العراق او في انقرة او لندن او واشنطن.

ولفت المسؤول الى ان اجتماعات واشنطن هي محاولة لتنفيذ عملية انقرة التي تشارك فيها الولايات المتحدة وتركيا وبريطانيا لتحقيق المصالحة الكردية، وان الهدف من الجهود الحالية هو اعطاء قوة دفع لهذه العملية، خصوصاً انها حتى اجتماع الاربعة لم تتمكن من جمع الزعيمين معاً.

ويدا كانه يحاول الربط بين نجاح المبادرة الحالية وبين تقديم واشنطن الضمانات الامنية للاكراد. وأوضح ان الادارة الاميركية لم تقدم ضمانات امنية محددة الى الجانبين الكرديين لكنها اوضحت لهما ان استمرار الاقتتال والنزاع بين الحزبين سيحول الاهتمام عن امكانات المساعدات التي تقدمها الولايات المتحدة او تلك التي قد تقدمها المجموعة الدولية للاكراد. وتابع ان الاكراد «يعرفون ذلك جيداً، ويرون الاضرار التي لحقت بسمعتهم نتيجة القتال بينهم منذ ١٩٩٤». واكد ان عملية «مراقبة الشمال» مستمرة، وان الولايات المتحدة لا تزال تعتقد ان العراق لم ينفذ قرار مجلس الامن الرقم ٦٨٨ الذي دعا الى وقف اضطهاد الشعب العراقي. واختصر الموقف الاميركي بالقول ان «اهتمام واشنطن هو الضمانة». وجد دعوة الجانبين الكرديين الى الابتعاد

مخاوف تركية من استقبال واشنطن للأكراد

دولة كردية في العراق وتهدد استقرار تركيا

AL HAYAT WEDNESDAY 16 SEPTEMBER, 1998



هلكوت حكيم

■ اذا تم استقبال الزعيمين الكرديين جلال طالباني ومسعود بارزاني من قبل الادارة الاميركية وعلى مستوى عال فالرسالة موجهة في هذه الفترة الى النظام العراقي الذي يدفع منذ ما يقرب من شهر الى المواجهة العسكرية بايقافه كل تعاون مع اللجنة الخاصة المكلفة ازالة الاسلحة المحظورة (اونسكوم). فالأكراد يمثلون بسبب موقعهم الجغرافي - السياسي عصا تستعملها واشنطن للتلويح ببنيات قوية تجاه العراق، بعد استفاد الوسائل الأخرى. لكن هذه العصا ذات رأسين بل أكثر، ويمكنها ان تتحول الى سلاح يتضرر منه الاصدقاء قبل الأعداء.

فالراس الذي يمكن التلويح به باتجاه نظام عراقي لم يعد يعبر اهتماماً بما قد يخسره في كردستان لما يواجهه من خسائر اكبر لا يمكنه ان يخفي الراس المضر بتركيا، حليفة الولايات المتحدة. ان كل حديث عن الأكراد اينما كانوا يعود سلبياً على ما تراه تركيا من الثوابت المطلقة في سياساتها، داخلياً وخارجياً، اي نفي كل اعتراف بالوجود السياسي الكردي. وبمعنى آخر تفسر تركيا اي

استقبال للقادة الأكراد كخطوة نحو الاعتراف بهم وربما كيان مستقبلي لهم، حتى وان بدا الأمر وتفسيره التركي بعيداً كل البعد عن غاية الجهة المستقبلة وعن كل منطوق في التفسير السياسي. تلك سنة اولية من سنن السياسة في هذا البلد. ولا ادل عليها من الضغوط التي تمت ممارستها لاجبار القادة الأكراد على التأكيد بانهم لا يريدون تشكيل دولة خاصة بهم.

ومع ان تركيا استطاعت ان تحصر كل مبادرة كردية خلال السنوات الاخيرة عبر تسلمها الملف الكردي في العراق من جانب وعبء الدور الذي لعبته في تاجيح الصراع الكردي - الكردي وتهميش القضية الكردية وقادتها وعبر مشاركتها في كل لقاء اميركي - كردي، فان استقبالاً اميركياً في واشنطن لقادة الأكراد يعني عدة مسائل سلبية بالنسبة لها ولسياستها في هذا المضمار. اولها عدم حضورها لقاءات

واشنطن على رغم انها سوف تعرف ما سيدور هناك مع كثير من التفاصيل، ان كان ذلك عبر

وزيرة الخارجية الاميركية تستقبل الزعيم الكردي مسعود بارزاني

القنوات الكردية او عبر القنوات الاميركية ذاتها. فحضورها كان شرطاً وضعته مقابل دورها في حرب الخليج الثانية وعملية المطرقة المتأهبة. وسعت دائماً وبكل الوسائل الى الحصول كامل ما يجري في المفاوضات المتعلقة بأكراد العراق، في المحافل الدولية واللقاءات الاقليمية او المتعلقة بما يجري بين الأكراد انفسهم.

ثم ان الاستقبال الاميركي يقر بان الملف الكردي العراقي بلوح مرة اخرى بخروجه ولو نسبياً من القبضة التركية الحديدية. وهذا بعد ذاته دليل على فشلها، بشكل من الاشكال، في استيعاب هذا الملف بما فيه خدمة مصالحها ومصالح الولايات المتحدة، فتركيا واطلقت في ادارتها لهذا الملف على استعمال الأكراد ضد حزب العمال الكردستاني التركي وسعت الى اضعافهم في مواجهة النظام العراقي خصوصاً. فإذا بدت الولايات المتحدة لامبالية فيما يخص الهدف الأول فان الهدف الثاني، كما تثبت الظروف ذلك على الأقل حتى الآن، لم يصب في مجرى اهدافها ومصالحها في المنطقة. من هنا دخل التناقض بين الموقفين الاميركي والتركي. ويعني الاستقبال كذلك بان الحدة في التعامل بين الولايات المتحدة والنظام العراقي ما زالت قائمة وان امامها المديد من العمر لا يمكن تحديده بفترة قصيرة آتية. وهذا يؤدي من دون شك الى استمرارية الوضع القائم في. في الاستقلال فعلى تركيا ان اي تغيير. وهذا وحده يطمئنها كردستان العراق وربما وصوله. وتوافق على ذلك. وكانت المناطق على انتهاء حكم الأكراد لأنفسهم

معهادة سيفر ليست قديمة جداً من منظور التاريخ السياسي. فهي تعود الى عام ١٩٢٠ واشطن، ولا تقتصد صحافتها وتقسيماً نهاية الحرب العالمية الأولى وهزيمة السلطنة العثمانية. وتنص موادها ٦٢ على مشروع للحكم المشتركة والبرلمان الذاتي المحلي للمناطق التي اشترك في اربيل، الى العمل من تسكنها غالبية كردية. وتقر على جديد.

تركيا تريد ان يستمر الوضع السكاني غالبية السكان الحالي على ما هو عليه من دون تغيير. وهذا وحده يطمئنها كردستان العراق وربما وصوله. وتوافق على ذلك. وكانت المناطق على انتهاء حكم الأكراد لأنفسهم

واستقلاليتهم النوعية منذ حرب الخليج الثانية في أية لحظة تعود فيها الحكومة العراقية الى المناطق الشمالية. فانهاء حالة من الصراع بين حزبين متصارعين لا تتطلب أكثر من حجة انقاذ الناس من ايدي العابثين بالامن وزارعي الفوضى، أما ضرب برلمان حكومة كردية فسوف يكون أكثر صعوبة لأنهما سيعبران عن ارادة عامة ولا بد انهما سيحصلان على شيء من الدعم من قبل الرأي العام الغربي. فإذا لم تكن تركيا تملك وسائل كثيرة في هذه الفترة للضغط على اميركا لكي تعدل عن استقبال الأكراد فانها تتحكم بالكثير من الخيوط لدفع الحزبين الكرديين الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الى حلبة الصراعات الدموية.

يبقى السؤال مطروحاً على الحزبين وقدرتهما على تجاوز الخلافات الشخصية والأنيبة بهدف تحقيق ما يصبو اليه المعارضون العراقيون لنظام بغداد بمختلف فئاتهم وانتماءاتهم منذ أكثر من ثلاث سنوات. فالضمن البشري والمادي الذي دفعه السكان الأكراد خصوصاً، لكي يضل الحزبان أخيراً الى القناعة بان لا احد منهما يهزم الآخر وينفرد بالسلطة، كان غالباً جداً. ولا احد يجهل اليوم بان الحزبين يتحملان المسؤولية الأولى والأساسية في اشعال الحرب بينهما وإيقافها، اذا ارادا ذلك.

* استاذ مساعد في معهد اللغات والحضارات الشرقية، باريس.

بارزاني لـ "الحياة" : لسنا جزءاً من المحور التركي - الأميركي - الاسرائيلي

□ واشنطن -
رفيق خليل الملعوف



■ قال رئيس الحزب الديموقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني إن كبار المسؤولين الأميركيين أكدوا له التزام إدارة الرئيس بيل كلينتون حماية المناطق الكردية في شمال العراق، وأنها لن تسمح بتعرض الشعب الكردي لكافة أخرى. وأكد أن حزبه ليس جزءاً من المحور التركي - الأميركي - الاسرائيلي. وشكك في إمكان نجاح خطة الكونغرس لدعم المعارضة العراقية، مؤكداً هشاشة المعارضة من الخارج. وحمل على حزب العمال الكردستاني، معتبراً أنه يحاول أن يفرض نفسه في شمال العراق بدلاً من القوى الحالية. وأضاف بارزاني أن علاقته مع تركيا نابعة من المصلحة المشتركة في مقاومة حزب العمال.

مصادر التهديد. هم يركزون على العراق، لكننا طلبنا حمايتنا من كل مصادر التهديد. وبالنسبة إلى ما جرى بحثه في شأن المعارضة العراقية، قال بارزاني: «هناك مشاريع مطروحة للبحث في هذا المجال ومن وجهة نظر فيها، خصوصاً أن لدينا تجربة غنية جداً. وتصورنا أن أي معارضة من الخارج لا تستطيع أن تفعل أي شيء. وللأسف فقدت المعارضة فرصة تمضية في الماضي. عرضنا للإدارة الأميركية وجهة نظرنا بصراحة تامة، واستمعنا إلى وجهة نظرها.»

وتابع: «وضعنا يختلف عن المعارضة في الخارج، كوننا نعيش في إطار العراق، والبديل بالنسبة إلينا أهم من إسقاط النظام أو بقاءه، وإذا لم نتأكد من أن البديل سيكون ديموقراطياً يحقق الحل السلمي للشعب الكردي على أساسا الفيدرالية، من الصعب جداً علينا أن نساهم في أي مشروع، خصوصاً أن لدينا التزامات، فإي قرار نتخذه سيؤثر في مصير ملايين من الناس في الداخل. والموضوع حساس جداً ويجب أن يدرس بدقة. وأؤكد مجدداً أن البديل أهم من أي شيء آخر.»

وأشار بارزاني إلى أن الموضوع نوقش مع الجانب الأميركي الذي طرح أفكاراً قدمها الكونغرس «وأبدينا وجهة نظرنا، وهي أن هذا المشروع غير ناضج». وشدد على أن «أي تنظيم أو حزب في العراق لا يمكنه أن يزايد على حزبنا الذي واجهه الانظمة العراقية وليس النظام الحالي فعرب، وتحداها عندما كانت في أوج قدرتها. حققنا الكثير من اهدافنا وعندما نحارب يجب أن

وكشف أن الجانب الأميركي قدم مجموعة من النقاط التوفيقية، وأنه قبل بها، لكنه لاحظ أن النقاط الأميركية لا تدخل في التفاصيل، خصوصاً لجهة نسبة المشاركة. لكن بارزاني كرر أن لقاءه طالباني، وهو الأول من نوعه منذ أربع سنوات، سيكون مهماً، ناهياً أن يكون سبب النزاع بين حزبيهما الخلاف على العائدات. وأشار إلى أن الاتحاد الوطني كسنت له رئاسة وزراء الإقليم جداً عن العلاقة بيننا وبين تركيا، ووزارة المال وإدارة البنك المركزي وفي بعض الأحيان نصور كأننا ٤١ من موظفيه من أصل ٤٤، مؤكداً أن المشكلة لم تكن مشكلة - الإسرائيلية. والحقيقة أن لا عائدات وأن القتال حصل بسبب أساس لهذه التصورات والنزاع على السلطة.

وعن وجود مقاتلي حزب من هذا المحور. وعلاقتنا مع العمال الكردستاني (بزعامة تركيا تنحصر في مواجهة عبدالله أوجلان) في شمال العراق، ومدى تهديده، والمعلومات حزب العمال. هذه هي النقطة عن دعم يتلقاه من بغداد، قال المشتركة التي جعلنا نتعاون مع بارزاني: «وجود حزب العمال هو تركيا. وفي اللحظة التي تنتهي أزعاج أكثر من كونه تهديداً يؤدي فيها هذه المسألة فلن يبقى مبرر إلى تقويض الوضع القائم. هو للتدخل التركي وسنوقف أي يشكل أزعاجاً للمواطنين، ولم تكن هناك مشكلة بيننا وبين هذا

الحزب في البداية. هم الذين خلقوا المشكلة وجاؤوا إلى المنطقة وتدخلوا في كل الأمور الداخلية وفي شؤون المواطنين. تركوا لأشاعات ان ينجسوا ما يدعونه. ساحتهم وأرادوا إقامة السلطة في منطقتنا، وتصرفوا كأنهم السلطة، وأرادوا أن يفرضوا أنفسهم كبديل للناس الموجودين والذين لتوسيع نفوذها، قال بارزاني: «لو ناضلوا وقتلوا وقدموا الألف من كانت هناك نية من هذا النوع لن الشهداء كي يتمكنوا من تحقيق يكتب لها النجاح أبداً. التركمان مكاسبهم». وأشار إلى تصريحات مواطنون عراقيون يعيشون في الأوجان نشرتها الزميلة مجلة «الوسط»، وأعلن فيها أن مهمته وتدمير الكيان الموجود في وبيمارسونها بكل حرية. لذلك لسنا كردستان العراق كونه يشكل خطراً على إيران وشمال العالم بحقوقهم، ولن نغطي هذه الحقوق العربي، ويشكل خنجراً في حصارته. ولم نسمع من إيران أننا خطر عليها، ولا سمعنا من أي دولة عربية أننا خطر عليها، ذلك، فسيكون تصرفاً خاطئاً لن وللسنا خنجراً في حصارته، كل ما في الأمر أنه ترك ساحته وجاء ليحكمنا، ولا نقبل بان يحكمنا، وفي اللحظة التي يتركنا فيها ويكف عن التدخل في شؤوننا ويسحب مسلحيه من منطقتنا، لن تكون لنا أي مشكلة معه.»

وفي شأن المعلومات عن الدعم العراقي لحزب أوجلان، قال بارزاني: «سمعنا هذه الأخبار، لكنني لا أتصور أن الحكومة العراقية تقامر بمصلحتها إلى درجة تقديم الدعم له، ولا أفهم ما هي الفائدة والمنفعة لها. نحن نراقب الوضع، وعندما نتأكد في شكل قطيع من وجود هذا الدعم أو عدم وجوده، سنعلن ذلك في الوقت المناسب.»

ووصف الزعيم الكردي علاقته

نحارب من أجل هدف وليس كي يقال لنا أنتم محاربون جيديون». ورأى أن الملايين الخمسة أو العشرة التي خصصها الكونغرس للمعارضة العراقية لن تسقط النظام العراقي وإذا كان هذا النظام سيسقط بخمسة ملايين (دولار) فنحن مستعدون لدفعها. وعن طبيعة العلاقة بين حزبه وبين النظام العراقي، قال بارزاني: «الحوار بيننا لم يتوقف، لكنه لم يؤدي إلى مرحلة نستطيع فيها أن نتفق على حل سياسي». وذكر بمفاوضات عام ١٩٩١ التي توقفت وسحبت بعدها الحكومة العراقية إدارتها من المنطقة الشمالية. وأضاف: «لا أكتشف سراً عندما أقول إننا طلبنا مساعدة الحكومة العراقية عام ١٩٩٦ لأننا واجهنا تدخلاً خارجياً، والمساعدة العراقية جاءت رداً عليه.»

وتحدث عن مراحل الجهود التي بذلت لتحقيق المصالحة الكردية، وقال: «اتفقنا منذ بداية السنة على عقد لقاءات دورية، واتخذت خطوات عديدة ساعدت في إيجاد جو نفسي إيجابي إلى حد كبير. وقبل مجيئنا إلى الولايات المتحدة اطلقنا جميع الأسرى والموقوفين». وذكر أن اجتماعه مع طالباني برعاية أميركية سيعقد يومي الأربعاء والخميس و«سنبدي أقصى درجات المرونة للتوصل إلى حل معقول. ولكن يجب ألا تكون لدينا توقعات تتجاوز المعقول، خصوصاً أنه بعد أربع سنوات من القتال والسلبات الأخرى، لا يمكن أن يمحى كل شيء ببقاء واحد». لكنه لفت إلى أن لقاءه طالباني سيكون خطوة مهمة لوضع أساس جيد للخطوات المقبلة لتحقيق السلام، في شمال العراق. وعن مدى استعداده لمشاركة حزب طالباني في حكومة كردية انتقالية تمهد لانتخابات في شمال العراق، قال بارزاني: «نحن مستعدون للمشاركة على أساس انتخابات ١٩٩٢، بمعنى أن تكون لدينا غالبية، لأننا حصلنا عليها في تلك الانتخابات. وقبلنا أنذاك المناصفة كي نتحاشى الحرب، وللأسف وقعت الحرب على رغم المناصفة». وأكد أن المناصفة مع حزب طالباني غير ممكنة الآن، لأن ذلك سيؤدي إلى قتال أسوأ من القتال السابق وإراقة المزيد من الدماء، وهذه الصيغة فاشلة أثبتت التجربة ضررها.»

أكد «الحياة» أنه سيلتقي بارزاني في اطار الوساطة الاميركية

طالباني : سنبحث مع الاميركيين في موقفهم من المعارضة والعراق

□ طهران - غسان بن جدو

■ أكد زعيم «الاتحاد الوطني الكردستاني» جلال طالباني انه سيلتقي زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني خلال وجودهما في واشنطن الاسبوع المقبل في اطار الوساطة الاميركية «من أجل حل المشاكل العالقة في كردستان العراق».

وقال في حديث أجرته معه «الحياة» في طهران قبل سفره الى واشنطن، ان من اهداف زيارته، الى جانب لقاء بارزاني، «البحث في الموقف الاميركي من العراق والاقترحات المطروحة في شأن المعارضة». وأكد مجدداً عدم سعيه الى اقامة دولة كردية مستقلة، وقال: «نحن نطالب بكيان كردي ضمن العراق الفيدرالي». وأوضح ان ضمان أمن الحدود التركية يمكن ان يحصل بعد المصالحة مع الحزب الديمقراطي الكردستاني وتشكيل حكومة ائتلافية تضم كل الاحزاب الأخرى.

وعن اهم اهداف زيارته المرتقبة الى واشنطن وبرنامجه هناك، قال: «اهم اهداف هذه الزيارة تعزيز العلاقات القائمة بين الاتحاد الوطني الكردستاني وبين الولايات المتحدة. والهدف الثاني هو عقد لقاء مع السيد بارزاني في اطار الوساطة الاميركية لحل المشاكل العالقة في كردستان العراق، والثالث هو البحث في موقف الولايات المتحدة من العراق والاقترحات المطروحة في ما يتعلق بالمعارضة وبضعف العراق. كما سنزور الامم المتحدة للبحث في بعض المشاكل التي نعالج منها في كردستان العراق مثل تحسين اجراءات تطبيق القرار ٩٨٦ الذي اُخذ كثيراً، وموضوع التطهير العرقي المستمر في مناطق خانقين وكركوك ومخمور ضد الكرد والتركماني في كردستان العراقية في القسم الذي لا يزال تحت سيادة الحكومة العراقية».

وأوضح ان المشروع الاميركي للوساطة بين بارزاني وكيان يمر بهرجيل، ولكن العيب في التفاوض بين الزعيمين تجاوزت هذه المراحل: «استطعنا ان نقف



بالعلاقات قفزة كبيرة الى الامام. الاميركيون عرضوا اساساً موضوع توحيد الادارة وحكومة اقليمية جديدة وتوزيع الواردات الجمركية من قبل الحكومة الائتلافية ووضعها في الخزينة المركزية ثم تطبيق اوضاع اربيل والمدن الأخرى، واطلاق الاسرى واعادة المهجرين، وكذلك وقف الحملات الاعلامية من الطرفين، اضافة الى إبعاد التدخل الخارجي في الحملات الاعلامية من الطرفين، اضافة الى إبعاد التدخل الخارجي في كردستان. ونحن نعتقد ان التدخل الخارجي يشمل جميع الدول الاقليمية، بينما يركز الاميركيون دائماً على التدخل العراقي والارمني، لكننا نرى ان هناك تدخلاً تركيا، وهذا تدخل خطير في رأينا يهدد السيادة العراقية والوحدة الوطنية العراقية ونتائج خطيرة اذا استمرت التدخلات العسكرية كما هي الآن». وأوضح ان تركيا تتذرع بموضوع «الأخوة التركمان». وقال: «ثمة مبالغة في هذه المسألة، فالأخوة التركمان بضع مئات الالوف، في حين تحاول تركيا الإيحاء بان عددهم ثلاثة أو أربعة ملايين. ووزعت خريطة تشمل عدداً من المدن الكردستانية العراقية كانها تركمنستان العراقية وتطالب بالحكم الذاتي للتركماني واكثر من ذلك. نحن نخشى ان يكون ذلك ذريعة لخلق قبرص ثانية في هذه المنطقة، ونعتقد ان الحكومة

العراقية ايضاً بدأت تدرك مخاطر هذه السياسة التركية (...) نحن نعتقد ان ضمان أمن الحدود التركية واجب علينا، ولكن ذلك يتم بعد المصالحة الوطنية بين الاتحاد والحزب الديمقراطي الكردستاني وتشكيل حكومة ائتلافية تضم جميع الاحزاب الكردستانية وتتولى هذه الحكومة أمن الحدود، اما القتال الى جانب الجيش التركي ضد حزب العمال الكردستاني (يتزعمه عبدالله اوجلان) فلا يؤدي الى اي نتيجة كما برهنت التجارب. فممنذ ١٩٩٤ وهذه الحملات التركية العسكرية تتكرر كل عام من دون ان تؤدي الى نتيجة. نحن قد نختلف في هذه النقطة مع الاخوة في الحزب الديمقراطي الكردستاني ولكن أملنا كبير في ان يتوصل الى نتيجة مشتركة في اللقاء المقبل».

وسئل في اطار قسضية التركمان، هل يوجد حسب معلوماتكم خبراء اسرائيليين حالياً أو في السابق، تعاونوا مع ضباط اترك؟ فأجاب: «ليست لدينا أي أدلة ملموسة على ذلك، وان كان هناك اشاعة قوية ترد ان الجيش التركي عندما غزا كردستان العراق في العام الماضي ونصب بعض المناطق للرصد، كان الى جانبه ضباط اسرائيليون، ولكن لم تتوافر لدينا أي أدلة ملموسة على الوجود الاسرائيلي في المنطقة».

وعن مصير الاتفاق الذي وقعه مع بارزاني في انقرة قبل سنتين في ضوء المشروع الاميركي للمصالحة، قال: «لم يكن هنالك اتفاق وانما مشروع بيان صدر في نهاية تشرين الاول (اكتوبر) ١٩٩٦ ويتضمن ٢٢ بنداً. وبعد صدوره تراجع الحزب الديمقراطي الكردستاني عن ١٧ مادة ووافق على خمس فقط تركيا ايضاً تمسكت طيلة هذه الفترة بالمواد المتعلقة بحزب العمال الكردستاني ونشاطاته ونهت عن بل احياناً عارضة، البنود الأخرى مثل انتخابات جديدة وحكومة اقليمية جديدة وتطبيق الأوضاع بعد التدخل الخارجي. لذلك هذه المسألة ماتت في نظرنا. تركيا تريد ان تبعثها وتصر على ان تكون كل المصالحات والاتفاقات تحت الخيمة التركية، لكننا

نرفض ذلك. لان انقرة شنت في العام الماضي عدواناً عسكرياً مسلحاً على الاتحاد الوطني الكردستاني (...). الموقف الاميركي والبريطاني يختلف عن الموقف التركي بخاصة ان تركيا تعارض أي نوع من الكيان الكردي سواء كان حكماً ذاتياً أو فيدرالياً (...). ليست هناك احزاب كردية تطالب بدولة كردية مستقلة، حتى الاتحاد الوطني الكردستاني لا يطالب بدولة كردية مستقلة، نحن نطالب بكيان كردي ضمن العراق الفيدرالي الديمقراطي. اذ يجب ان تتمتع منطقة كردستان العراق بنوع من الحكم الفيدرالي، ولكن تبقى جزءاً من العراق، لذلك الاحزاب الجادة أو الاساسية لا تطالب بالانفصال او بدولة خاصة».

سئل هل ثمة احتمال لحصول اتفاق في واشنطن على مشروع معارضة الحكومة المركزية في بغداد واسقاط نظام صدام حسين؟ فأجاب: «لدينا وجهة نظرنا الخاصة في المعارضة التي نرى انها تنقسم الى معارضة موجودة على الساحة في الداخل وأخرى مهاجرة في الخارج. نحن نيسنا من محاولات المعارضة المهاجرة، حيث تعقد اجتماعات وتوقع اتفاقات ثم تنفرط هذه اللقاءات والتجمعات. نحن نعتقد ان المعارضة الحقيقية والاساسية هي الموجودة على الساحة، وان التغيير في العراق هو شان الشعب العراقي، ليس لأحد ان يفرض علينا برنامجاً أو خطة أو منهجاً، لذلك لا نعتقد ان المحاولات التي تجري في الخارج جادة أو حقيقية (...)». ابلغنا وجهة نظرنا للأصدقاء الاميركيين واكدنا لهم اننا لا نشترك في هذه اللعبة أو المسرحية أو الاعلامية الخارجية، ونحن موجودون على الأرض الى جانب قوى أخرى معارضة، ونعتقد ان الحل في العراق يجب ان يكون جلاً تقديمياً وطنياً ديمقراطياً (...). جرت اتصالات بيننا وبين الحكومة المركزية لكن لن يحصل تعاون من دون وجود الديمقراطية في العراق وقرار وتنفيذ القرار ٦٨٨ الصادر عن مجلس الأمن (...) والاتصالات تتم احياناً عبر تبادل بعض الرسائل في شأن قضايا عملية مثل مسألة المياه، فالخزانان الرئيسيان هما سد دربندخان وسد دوكان موجودان في المنطقة التي يسيطر عليها الاتحاد الوطني الكردستاني مع حلفائه في الاتحاد الديمقراطي الكردستاني. مسألة الحياة مهمة لنا اضافة الى مسائل أخرى تتعلق بتطبيق القرار ٩٨٦ تجارة وتبادل السلع التي يحتاجونها أو نحن نحتاج اليها. لكن حتى الآن لم يجر بحث جدي في القضايا السياسية».

تزايد آمال الأكراد ببقاء بين بارزاني وطالباني

□ لندن - «الحياة»

تزايدت آمال الأكراد بأن يلتقي زعيما الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني والاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني أثناء زيارتهما المتوقعه لواشنطن يومي ١٨ و ١٩ الشهر الجاري لتلبية لدعوة من الحكومة الأميركية. وأكد النائب الاسباني بيدرو مارسيت، الذي يمثل اليسار الموحد، أكبر كتلة برلمانية، بعد عودته الى مدريد من شمال العراق ان هناك استعداداً لدى الحزبين لعقد لقاء بين زعيميهما، سيكون الأول منذ أكثر من ثلاث سنوات وتوقيع اتفاق خلاله «يعطي الأكراد ادارة ديموقراطية لحكم ذاتي».

يذكر ان ديفيد ويلش نائب مساعد وزيرة الخارجية الأميركية لشؤون الشرق الأوسط زار شمال العراق الشهر الماضي وأجرى محادثات منفصلة مع بارزاني وطالباني، ووجه اليهما الدعوة لزيارة الولايات المتحدة. وقالت مصادر في واشنطن لـ «الحياة» ان الزعيمين الكرديين سيحظيان باستقبال على مستوى رفيع في وزارة الخارجية، لكنها لم تستبعد ان «يستقبلا على مستوى أرفع في الادارة الأميركية إذا كانا معاً».

وبعد زيارة ويلش لشمال العراق أرسل بارزاني قبل اسبوع وفداً رفيع المستوى الى السليمانية التي يسيطر عليها الاتحاد الوطني، لينقل رسالة منه الى طالباني. وأمضى الوفد

الكرديين في لندن لم يؤكد حتمية لقاء بين بارزاني وطالباني في واشنطن، على رغم استمرار الجهود لتحقيق مصالحة بين الحزبين. واكتفى ناطق باسم طالباني بتأكيد ان «خطط المصالحة متواصلة في هذه المرحلة». وأكد والناطق باسم حزب بارزاني ان زعيميهما سيزوران واشنطن في نحو منتصف الشهر الجاري لإجراء محادثات مع المسؤولين الأميركيين.

الى ذلك نقلت وكالة «رويترز» عن مسؤول في حزب بارزاني في أنقرة ان بارزاني سيزور العاصمة التركية هذا الاسبوع لإجراء محادثات مع المسؤولين الأتراك. وأكدت مصادر كردية ان بارزاني سيتوقف في أنقرة في طريقه الى الولايات المتحدة.

يومين في ضيافة الاتحاد، وأكدت مصادر كردية لـ «الحياة» ان الجانبين بحثا في «تنسيق» زيارة الزعيمين الكرديين لواشنطن.

وكان مارسيت زار شمال العراق بين ١٣ و ٢٩ الشهر الماضي، ضمن وفد ضم سياسيين من كتلة اليسار الموحد في اسبانيا، بدعوة من الحزب الشيوعي العراقي. وأضاف مارسيت ان الاتفاق المفترض بين الأكراد ينص على إجراء انتخابات لاختيار ممثلين عن المواطنين في المناطق الكردية التي تعهدت الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا حماية الجزء الواقع شمال خط العرض ٣٦ منها، منذ نهاية حرب الخليج.

لكن الناطقين باسم الحزبين

AL HAYAT WEDNESDAY 2, SEPTEMBER, 1998

القائد السابق لقوات أوجلان يعتبر ان قراره ليس في يده

AL HAYAT FRIDAY 4, SEPTEMBER, 1998

٣٣ جنديا غير مسلحين وقتلهم جميعاً الأمر الذي أدى الى انهيار وقف النار اعلنه أوجلان قبل ذلك بنحو شهرين. ولكن صاقيق قال للحكمة: «سمعت بما وقع بعد اسبوع على الحادث، وكنت آنذاك في المناطق الريفية من محافظة ديار بكر ولم اصدر اي امر معين في شأنه».

شمال العراق انه فر بسبب خلافات بينه وزعيم حزبه عبدالله أوجلان الذي تتهم أنقرة سورية ببايواته وتنفي دمشق وجوده فيها.

ونفى صاقيق في المحكمة أمس انه اصدر امراً بشن هجوم كبير في محافظة بنغول في أيار (مايو) ١٩٩٣ على باص كان يقل

اوامر سورية. انني اعرف، ومعى العديد من قادة حزب العمال، ان سورية لا تريد السلام مع تركيا. ويحاكم صاقيق، الذي لجأ هذه السنة الى شمال العراق وخطفته قوات «كوماندوز» تركية، بتهمه ممارسة نشاطات انفصالية ويواجه عقوبة الاعدام في حال إدانته. واعلن إثر لجوئه الى

ديار بكر - ا ف ب، رويترز - قال القائد السابق المنشق عن حزب العمال الكردستاني شمدين صاقيق امس أثناء محاكمته في ديار بكر جنوب شرق تركيا ان سورية هي «المقر العام للحزب الذي يشن حرباً منذ ١٤ سنة على الدولة التركية». وأضاف: يتم وقف النار او القتال بناء على

واشنطن: أربعة أهداف للمحادثات مع الزعيمين الكرديين أولها المصالحة

□ واشنطن - رفيع خليل المعلوف

والكونغرس.

وحدد روبن أربعة اهداف للمحادثات الأميركية مع القيادات الكردية العراقية. وقال ان الهدف الأول هو رغبة واشنطن في تعزيز التعاون بين الحزبين، مشيراً الى ان الجانبين حققا خلال الأشهر الستة الماضية تقدماً ملحوظاً في العمل لحل المشكلات بينهما. وأضاف ان كلاً من بارزاني وطالباني طلبا من نائب مساعد وزير الخارجية لشؤون الشرق الأوسط ديفيد ولس عندما زارهما مطلع الصيف الحالي في شمال العراق المساعدة في تعزيز الحوار بينهما.

وأضاف روبن ان الهدف الثاني هو البحث مع الجانبين في كيفية تحقيق المصالحة بينهما. ملاحظاً ان الطرفين كانا في وضع سلمي في ما بينهما منذ تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٩٧ اثر تشبث وقف النار بينهما. وقال: «ربما كان الطرفان مستعدين الآن لتحقيق التقدم نحو مصالحة دائمة تكون منسجمة مع سلامة اراضي العراق».

وقال الناطق ان الهدف الثالث هو البحث في

بدأ امس رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني زيارة رسمية لواشنطن تأتي في اطار الدعوة التي وجهتها ادارة الرئيس بيل كلينتون اليه والى زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني للاجتماع مع كبار المسؤولين الأميركيين والبحث في الاوضاع العراقية والجهود لتأمين المصالحة بين الفصيلين الكرديين في شمال العراق.

وقال الناطق باسم وزارة الخارجية جيمس روبن، ان زيارة بارزاني ستستمر حتى يوم غد الجمعة وان طالباني سيبدأ زيارته الاسبوع المقبل في ١٤ ايلول (سبتمبر) الجاري، وتستمر حتى ١٦ منه. ولم يستبعد ان يجتمع الزعيمان الكرديان معاً بعد انتهاء زيارتهما الرسميتين لواشنطن.

وتوقعت مصادر الفريقين ان يلتقي الزعيمان كلاً من وزيرة الخارجية مادلين اولبرايت ومستشار الرئيس لشؤون الامن القومي صموئيل بيرغر ومسؤولين أميركيين آخرين في الادارة

القضايا الانسانية والجهود التي يبذلها الأكراد لاعادة بناء البنية التحتية كالمدراس والطرق والكهرباء في مناطقهم.

وأضاف ان الهدف الرابع «هو اننا نرغب في الاستماع الى الآراء الحقيقية للشعب العراقي ذلك ان الزعيمين كليهما يمثلان مصالح ملايين من العراقيين». وأعرب عن الأمل بأن يتمكن بارزاني وطالباني من الاجتماع معاً خلال وجودهما في الولايات المتحدة، معرباً عن استعداد الادارة لتسهيل تأمين لقاء كهذا.

وفي موسكو («الحياة»)، اصدر البرلمان الروسي امس نداء يدعو الاسرة الدولية الى بذل الجهود لحل المشكلة الكردية سلمياً.

وأشار البيان الذي كانت أعدته كتلة الحزب الديمقراطي الليبرالي (فلاديمير جيرنيوفسكي) وأقر بالاجماع، الى ان البرلمان يؤيد «المبادرة السلمية» التي طرحها زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان باعلانه وقف النار من جانب واحد. ودعا المجلس النيابي أنقرة الى الشروع في مفاوضات أساسها «مبدأ وحدة الأراضي وضمان الحقوق الشرعية للشعب الكردي».

AL HAYAT THURSDAY 10, SEPTEMBER, 1998